



# Ville de Tournai

## Conseil Communal

Procès-verbal de la séance publique du 14 octobre 2013

**PRESENTS** : M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée; M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale  
Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD,  
MM. V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, Echevins;  
Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN,  
J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, Mme M-C.LEFEBVRE, M. G.LECLERCQ,  
Mme M.WILLOCQ, MM. ~~R.DELVIGNE~~, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, ~~B.MAT~~,  
Mme H.CLEMENT-COUPLET, MM. J.DEVRAY, ~~Mme S.LIETAR~~, B.LAVALLEE, G.HUEZ,  
E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX,  
D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, ~~L.COUSAERT~~,  
Mme C.LADAVID, MM. A.MELLOUK, G.DENONNE, Conseillers communaux;  
M. D.COUPPEZ, Directeur général

**Excusés**: Madame et Messieurs les Conseillers communaux R.DELVIGNE, B.MAT, S.LIETAR et L.COUSAERT

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le vendredi 4 octobre 2013.

## **SEANCE PUBLIQUE**

La séance publique s'ouvre à 19 heures 35.

Monsieur l'**Echevin délégué à la fonction maïorale P-O.DELANNOIS** dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 16 septembre 2013, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

Madame la Conseillère communale **M.WILLOCQ** rappelle qu'elle avait demandé les plans (terrier et en coupe) de l'implantation de l'antenne à Kain (point 12 de l'ordre du jour) et qu'elle ne les a pas reçus à ce jour.

Monsieur le Directeur général rappellera cette demande au Service concerné.

Aucune observation n'est formulée sur la rédaction du procès-verbal.

### **1. Communications**

Monsieur le **Président** de séance signale que plusieurs questions déposées par les Conseillers communaux seront examinées en fin de séance publique à savoir :

- question de M. Xavier DECALUWE relative à la subvention octroyée à l'ASBL « Groupement des amis et anciens des écoles officielles de Tournai ».
- question de Mme Monique WILLOCQ relative à la procédure de désignation d'un citoyen d'honneur.

- question de Mme Marie-Christine LEFEBVRE relative à la gestion du Domaine des Eaux sauvages.
- question de M. Guillaume DENONNE relative à la semaine des produits équitables.

Dans le respect du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et plus particulièrement des articles 83 et suivants, M. Hubert COUPLET, citoyen, interpellera le Conseil communal sur le cadre de référence éolien.

Madame la Conseillère communale **C.LADAVI**D souhaite intervenir :

" Au nom du Groupe ECOLO, j'aimerais dire notre déception de participer ce soir à un Conseil communal où un vrai débat sera difficile. Pourquoi ? Ce Conseil communal comprend 41 points. Plusieurs sujets mériteraient un échange de points de vue assez long pour éclairer les citoyens. Je ne citerai que les points essentiels : la déclaration de politique communale de logement ainsi que le programme d'actions en matière de logement, le plan de cohésion sociale, la cartographie de l'éolien en Wallonie, la charte du bassin carrier, l'implantation de caméras de surveillance et comme plat de résistance, quand tout le monde sera fatigué, les budgets du Centre public d'Action sociale et de la Commune ainsi que les taxes et subsides aux associations. "On achève bien les chevaux", titre de notre pièce ce soir. Vous nous rétorquerez sans doute que des échéances sont là et qu'il faut les respecter.

Pourtant, pour le plan de cohésion, le délai est passé, pour le programme communal de logements, également.

Quant à la cartographie éolienne, on pouvait en discuter en novembre tout comme le budget d'ailleurs, car vous avez déjà remis à temps votre épure à l'Europe. Un Conseil communal vers le 15 novembre aurait permis d'alléger celui-ci. La raison est sans doute budgétaire, éviter le coût d'un Conseil communal supplémentaire. Mais vous répétez quand même très souvent que la majorité est très large, qu'elle représente 70 % des Tournaisiens, quand on voit que vous vous arrosez tous les postes de certains conseils d'administration sous prétexte de travailler efficacement, nous doutons quand même de votre volonté politique de mener des débats plus longs et constructifs avec les acteurs de la minorité."

Monsieur le **Président** de séance rappelle que la séance du Conseil communal a été précédée de réunions de commissions :

" En outre, deux points ne seront pas examinés ce soir. Le dossier sur l'éolien est reporté au prochain Conseil communal.

Quant au dossier sur le stationnement, il est reporté à une séance ultérieure. Voilà des informations qui permettront d'alléger notre ordre du jour.

Je ne doute pas que les Conseillers communaux sont prêts à consacrer du temps pour le Conseil communal".

## 2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal.

Après lecture des rapports introductifs du Collège communal par Monsieur l'Echevin **A.BOITE** :

- 1) Tournai, boulevard des Combattants. Création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées.
- 2) Tournai, chaussée de Lille. Création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié 56 boulevard des Combattants à 7500 Tournai, qui sollicite un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : sur le **boulevard des Combattants à Tournai, face au n° 56**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés (stationnement en épi). L'emplacement sera délimité au sol (3,50 m de largeur) par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

\*\*\*\*\*

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande du directeur de l'Ecole fondamentale Saint-Joseph, sollicitant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son établissement scolaire sis chaussée de Lille, 32 à 7500 Tournai, pour un enfant présentant des difficultés de mobilité;

Considérant que l'enfant est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : sur la **chaussée de Lille à Tournai, face au n° 32**, sur la bande de stationnement à gauche de la grille d'entrée, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

### 3. Tournai, quartier du Val d'Orcq, rue Fondation Follereau. Création d'une nouvelle voirie. Modification du permis d'urbanisation. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les articles 129 et suivants du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) traitent des dispositions particulières au permis d'urbanisation et au permis d'urbanisme impliquant une modification à la voirie communale.

La Société d'Habitations de Tournai SA, dont les bureaux se trouvent à 7641 Bruyelle, rue des Déportés, 9, ont introduit une demande de modification du permis d'urbanisation relative à un terrain sis à 7500 Tournai, rue Fondation Follereau, cadastré 3<sup>ème</sup> division, section L, n° 18 à 45.

Cette modification est sollicitée en vue de construire 6 logements et de créer une nouvelle voirie d'accès aux parcelles dans le prolongement de la rue Fondation Follereau (quartier du Val d'Orcq) à Tournai, en lieu et place de 24 garages et de 2 habitations (avec voirie) tels que prévus par le permis d'urbanisation approuvé par le Collège échevinal de Tournai en date du 10 mai 1982 et non périmé.

Les travaux envisagés consistent en :

- la construction de 6 habitations dont 4 en mitoyenneté (densité 6 logements/ha) le long de l'axe nord-sud;
- l'aménagement d'une zone de parking (5 places dont une pour les personnes à mobilité réduite);
- la construction d'une voirie d'accès aux parcelles en cul-de-sac, en hydrocarboné avec bordures et filets d'eau en béton. La voirie sera traitée en zone 30 ou en zone 20 suivant les desiderata de la Ville de Tournai et de la Police de proximité;
- la construction d'un trottoir (de plain-pied) en pavés béton, teinte rouge, afin de matérialiser la séparation entre les zones piétonnes, les parkings et la zone de roulement;
- l'aménagement de zones vertes avec des arbres à haute tige et des bandes de végétation arbustive;
- la réalisation d'un réseau d'égouts séparatif avec chambres de visite et évacuation vers un réseau existant. L'exutoire des égouts vers l'avenue du Val d'Orcq sera réalisé via une emprise en sous-sol sur le terrain d'une habitation appartenant au maître d'ouvrage (cadastrée 3<sup>ème</sup> division, section L, n° 453 M3);
- la disposition des autres impétrants (distribution d'eau, électricité, téléphonie et éclairage public) est prévue;
- la modification du plan de lotissement concerne une superficie de 18 a 33 ca sur une surface initiale de 30 a 93 ca. De plus, elle nécessite :
  - \*un agrandissement de la surface initiale (de 4 a 71 ca) pour permettre aux lots 50 et 51 projetés de bénéficier de jardins;
  - \*une suppression d'une partie du lotissement (2 a 74 ca) pour exclure du champ de lotissement la parcelle cadastrée 3<sup>ème</sup> division, section L, n°435 T3 déjà construite à front de l'avenue des Bouleaux.

En conséquence, cette demande est soumise aux dispositions particulières définies aux susdits articles 129 et suivants du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, à savoir :

- formalités d'enquête publique telles que définies aux articles 330 et suivants dudit Code wallon;
- délibération du Conseil communal sur les questions de voirie après avoir pris connaissance du résultat de l'enquête publique.

La présente demande a été soumise aux formalités d'enquête publique du 19 avril au 6 mai 2013. Celle-ci a donné lieu à une pétition signée par 9 personnes réclamant la

réalisation d'un sentier piéton entre l'arrière de leurs jardins et les nouvelles habitations dans le prolongement d'un sentier existant en cul-de-sac débouchant de l'avenue des Bouleaux.

Les deux propriétaires qui n'ont pas contresigné la demande ont été avertis de cette demande par envoi recommandé conformément aux dispositions de l'article 312 § 2 du Code. Les propriétaires des autres lots ont émis un avis favorable sur la modification.

La Société d'Habitations de Tournai SA (SHT) est propriétaire des terrains situés dans cette zone reprise dans le permis d'urbanisation et toujours non construite. Elle souhaite y construire des logements à caractère social en lieu et place de garages devenus inutiles puisque la plupart des habitations construites récemment ont un garage intégré.

Le projet de la SHT ne s'écarte pas de la destination du plan de secteur, dans lequel le permis d'urbanisation est repris en zone d'habitat.

L'Intercommunale de Propreté Publique (IPALLE) a émis un avis favorable conditionnel en date du 15 mai 2013. Les Services techniques communaux ont établi une série de prescriptions en date du 29 mai 2013 et l'avis du Service Mobilité du 20 août 2013 est libellé comme suit : *«La voirie sera aménagée en zone 30. En outre, il y a lieu de créer un effet de porte par la mise en œuvre d'un trottoir traversant en entrée de la nouvelle voirie dans le prolongement du trottoir de la rue Fondation Follereau. La différence de niveau générée par ce trottoir traversant ne peut toutefois gêner outre mesure l'accès ou la sortie des véhicules ».*

Nous avons transmis les différents avis à l'architecte en sollicitant un commentaire sur la faisabilité ou non du prolongement du sentier « piétons » sollicité par les riverains. Il a été également demandé à l'architecte de fournir un plan complémentaire intégrant d'ores et déjà les aménagements préconisés par le Service Mobilité.

L'architecte a fourni les compléments en date du 29 août 2013, dont notamment les photos du sentier dont objet, les plans de la situation projetée intégrant d'ores et déjà les remarques du Service Mobilité (zone 30, trottoir traversant), ainsi qu'un courrier de motivation, libellé comme suit :

*" Demande d'un sentier à l'arrière des maisons sises à la rue Bonnemaison :*

*Dans le document « options d'aménagement » en son point 6, il est stipulé que le projet ne prévoit pas la réalisation d'un sentier à l'arrière des habitations en alignement sises à la rue Bonnemaison. Ceci pour les raisons suivantes :*

- Actuellement une clôture en treillis, repris par des poteaux, limite les jardins des maisons en alignement de la rue Bonnemaison. Cette clôture privée est doublée par une haie importante en conifères implantée sur le terrain de la SHT et entretenue par cette dernière. Cette haie importante est traversée par quelques-uns des résidents des immeubles de la rue Bonnemaison. Il n'y a donc pas de sentier ni de servitude de passage tracé au sol.*
- Sur les 15 propriétaires questionnés, sur base du plan sans sentier, nous reçûmes :
  - \* 7 accords sans commentaire*
  - \* 5 accords avec le souhait d'avoir un passage à l'arrière*
  - \* 1 accord avec le souhait de ne pas avoir de sentier à l'arrière*Ces réponses sont jointes au dossier de base en votre possession.*
- De ce fait, la majorité est d'accord sur le plan sans sentier.*
- In fine, en accord avec le maître d'ouvrage, nous n'avons pas prévu ce sentier étant donné que :*

- \*La faible profondeur de certains jardins futurs ne permet pas de réaliser cette servitude sur la propriété du SHT; d'autant plus que la SHT remplacera l'ancienne par une haie en Photinia/Glabra et Photinia Villasa, en fond de jardin des futures habitations.*
- \*Le tracé en quinconce, même s'il est favorable aux amoureux, sera source de troubles du voisinage;*
- \*Les liaisons vers les rues des Bouleaux et Fondation Follereau devraient traverser les propriétés de la SHT, le long des mitoyens des terrains des immeubles existants et futurs ; ce qui n'est pas retenu pour les bonnes relations de voisinage;*
- \*La liaison qui aurait pu être envisagée vers la chapelle des Lépreux, via le sentier existant, n'est pas possible puisque celui-ci bute sur le mur mitoyen de l'immeuble n° 33 de la rue Bonnemaison. A ce propos, ce bout de sentier, plus étroit que dessiné au plan de cadastre, est mal entretenu d'autant plus que les dernières maisons de la rue Fondation Follereau n'y ont pas de porte de sortie (voir photos jointes).*

### Zone 30

*Celle-ci pourra être favorisée par un trottoir traversant qui prolongerait le trottoir de la rue Fondation Follereau en travers de la voirie d'accès aux 6 logements futurs.*

*Dans le cas où cet aménagement sera décidé par la Ville de Tournai, le plan de la voirie sera légèrement modifié pour réaliser ce trottoir traversant et ce, suivant les normes, avec des pavés en béton de 12 cm d'épaisseur."*

La présente demande de permis d'urbanisation a aussi valeur de permis de travaux techniques.

Nous vous proposons d'approuver cette demande de modification du permis d'urbanisation en vue de construire 6 logements et de créer une nouvelle voirie d'accès aux parcelles dans le prolongement de la rue Fondation Follereau (quartier du Val d'Orcq) à Tournai, aux conditions imposées par les Services techniques communaux, par le Service Mobilité de la Ville et par l'intercommunale IPALLE."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu les dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu les articles 129 et suivants du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), qui traitent des dispositions particulières au permis d'urbanisation et au permis d'urbanisme impliquant une modification à la voirie communale;

Considérant que la société d'Habitations de Tournai SA, dont les bureaux se trouvent à 7641 Bruyelle, rue des Déportés, 9, a introduit une demande de modification du permis d'urbanisation relative à un terrain sis à 7500 Tournai, rue Fondation Follereau, cadastré 3<sup>ème</sup> division, section L, n° 18 à 45.

Considérant que cette modification est sollicitée en vue de construire 6 logements et de créer une nouvelle voirie d'accès aux parcelles dans le prolongement de la rue Fondation Follereau (quartier du Val d'Orcq) à Tournai, en lieu et place de 24 garages et de 2 habitations (avec voirie) tels que prévus par le permis d'urbanisation approuvé par le Collège échevinal de Tournai en date du 10 mai 1982 et non périmé;

Considérant que les travaux envisagés consistent en :

- la construction de 6 habitations dont 4 en mitoyenneté (densité 6 logements/ha) le long de l'axe nord-sud;
- l'aménagement d'une zone de parking (5 places dont une pour les personnes à mobilité réduite);
- la construction d'une voirie d'accès aux parcelles en cul-de-sac, en hydrocarboné avec bordures et filets d'eau en béton. La voirie sera traitée en zone 30 ou en zone 20 suivant les desideratas de la ville de Tournai et de la Police de proximité;
- la construction d'un trottoir (de plain-pied) en pavés béton, teinte rouge, afin de matérialiser la séparation entre les zones piétonnes, les parkings et la zone de roulement;
- l'aménagement de zones vertes avec des arbres à haute tige et des bandes de végétation arbustive;
- la réalisation d'un réseau d'égouts séparatif avec chambres de visite et évacuation vers un réseau existant. L'exutoire des égouts vers l'avenue du Val d'Orcq sera réalisé via une emprise en sous-sol sur le terrain d'une habitation appartenant au maître d'ouvrage (cadastrée 3<sup>ème</sup> division, section L, n° 453 M3);
- la disposition des autres impétrants (distribution d'eau, électricité, téléphonie et éclairage public) est prévue;
- la modification du plan de lotissement concerne une superficie de 18 a 33 ca sur une surface initiale de 30 a 93 ca. De plus, elle nécessite :
  - \* un agrandissement de la surface initiale (de 4 a 71 ca) pour permettre aux lots 50 et 51 projetés de bénéficier de jardins;
  - \* une suppression d'une partie du lotissement (2 a 74 ca) pour exclure du champ de lotissement la parcelle cadastrée 3<sup>ème</sup> division, section L, n° 435 T3 déjà construite à front de l'avenue des Bouleaux;

Considérant qu'en conséquence, cette demande est soumise aux dispositions particulières définies aux susdits articles 129 et suivants du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, à savoir :

- formalités d'enquête publique telles que définies aux articles 330 et suivants dudit Code wallon;
- délibération du Conseil communal sur les questions de voirie après avoir pris connaissance du résultat de l'enquête publique;

Considérant que la présente demande a été soumise aux formalités d'enquête publique du 19 avril au 6 mai 2013 et que celle-ci a donné lieu à une pétition signée par 9 personnes réclamant la réalisation d'un sentier piéton entre l'arrière de leurs jardins et les nouvelles habitations, dans le prolongement d'un sentier existant en cul-de-sac débouchant de l'avenue des Bouleaux;

Considérant que les deux propriétaires qui n'ont pas contresigné la demande ont été avertis de cette demande par envoi recommandé conformément aux dispositions de l'article 312 § 2 du Code, les propriétaires des autres lots ayant émis un avis favorable sur la modification;

Considérant que la Société d'Habitations de Tournai SA (SHT) est propriétaire des terrains situés dans cette zone reprise dans le permis d'urbanisation et toujours non construite et qu'elle souhaite y construire des logements à caractère social en lieu et place de garages devenus inutiles puisque la plupart des habitations construites récemment ont un garage intégré;

Considérant que son projet ne s'écarte pas de la destination du plan de secteur, dans lequel, le permis d'urbanisation est repris en zone d'habitat;



Considérant que l'Intercommunale IPALLE a émis un avis favorable conditionnel en date du 15 mai 2013; que les Services techniques communaux ont établi une série de prescriptions en date du 29 mai 2013 et que l'avis du Service Mobilité du 20 août 2013 est libellé comme suit : *« La voirie sera aménagée en zone 30. En outre, il y a lieu de créer un effet de porte par la mise en œuvre d'un trottoir traversant en entrée de la nouvelle voirie dans le prolongement du trottoir de la rue Fondation Follereau. La différence de niveau générée par ce trottoir traversant ne peut toutefois gêner outre mesure l'accès ou la sortie des véhicules »*;

Considérant que les différents avis ont été transmis à l'architecte en sollicitant un commentaire sur la faisabilité ou non du prolongement du sentier « piétons » sollicité par les riverains et qu'il lui a été également demandé de fournir un plan complémentaire intégrant d'ores et déjà les aménagements préconisés par le Service Mobilité;

Considérant que l'architecte a fourni les compléments en date du 29 août 2013, dont notamment les photos du sentier dont objet, les plans de la situation projetée intégrant d'ores et déjà les remarques du Service Mobilité (zone 30, trottoir traversant), ainsi qu'un courrier de motivation, libellé comme suit :

*" Demande d'un sentier à l'arrière des maisons, sises à la rue Bonnemaison :*

*Dans le document « options d'aménagement » en son point 6, il est stipulé que le projet ne prévoit pas la réalisation d'un sentier à l'arrière des habitations en alignement sises à la rue Bonnemaison. Ceci pour les raisons suivantes :*

*- Actuellement une clôture en treillis, repris par des poteaux, limite les jardins des maisons en alignement de la rue Bonnemaison. Cette clôture privée est doublée par une haie importante en conifères implantée sur le terrain de la SHT et entretenue par cette dernière. Cette haie importante est traversée par quelques-uns des résidents des immeubles de la rue Bonnemaison. Il n'y a donc pas de sentier ni de servitude de passage tracés au sol.*

*- Sur les 15 propriétaires questionnés, sur base du plan sans sentier, nous reçûmes :*

*\* 7 accords sans commentaire*

*\* 5 accords avec le souhait d'avoir un passage à l'arrière*

*\* 1 accord avec le souhait de ne pas avoir de sentier à l'arrière*

*Ces réponses sont jointes au dossier de base en votre possession.*

*De ce fait, la majorité est d'accord sur le plan sans sentier.*

*- In fine, en accord avec le maître d'ouvrage, nous n'avons pas prévu ce sentier étant donné que :*

*\* La faible profondeur de certains jardins futurs ne permet pas de réaliser cette servitude sur la propriété du SHT ; d'autant plus que la SHT remplacera l'ancienne par une haie en Photinia/Glabra et Photinia Villasa, en fond de jardin des futures habitations.*

*\* Le tracé en quinconce, même s'il est favorable aux amoureux, sera source de troubles du voisinage ;*

*\* Les liaisons vers les rues des Bouleaux et Fondation Follereau devraient traverser les propriétés de la SHT, le long des mitoyens des terrains des immeubles existants et futurs ; ce qui n'est pas retenu pour les bonnes relations de voisinage ;*

*\* La liaison qui aurait pu être envisagée vers la chapelle des Lépreux, via le sentier existant, n'est pas possible puisque celui-ci bute sur le mur mitoyen de l'immeuble n° 33 de la rue Bonnemaison. A ce propos, ce bout de sentier, plus étroit que dessiné au plan de cadastre, est mal entretenu d'autant plus que les dernières maisons de la rue Fondation Follereau n'y ont pas de porte de sortie (voir photos jointes).*

### Zone 30

*Celle-ci pourra être favorisée par un trottoir traversant qui prolongerait le trottoir de la rue Fondation Follereau en travers de la voirie d'accès aux 6 logements futurs.*

*Dans le cas où cet aménagement sera décidé par la ville de Tournai, le plan de la voirie sera légèrement modifié pour réaliser ce trottoir traversant et ce, suivant les normes, avec des pavés en béton de 12 cm d'épaisseur.";*

Considérant que la présente demande de permis d'urbanisation a aussi valeur de permis de travaux techniques;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

d'approuver le principe de création d'une nouvelle voirie et de ses équipements dans le prolongement de la rue Fondation Follereau (quartier du Val d'Orcq) à Tournai, aux conditions imposées par les Services techniques communaux, par le Service Mobilité de la Ville ainsi que par IPALLE, et de ne pas faire siennes les réclamations introduites lors de l'enquête publique quant à l'aménagement d'un sentier aux motifs évoqués par l'architecte dans son courrier du 27 août 2013 à savoir :

- qu'il n'existe pas de sentier ni de servitude de passage tracé au sol
- que la majorité des propriétaires questionnés dans le cadre de la modification du permis d'urbanisation ne souhaite pas l'aménagement d'un sentier.
- que les jardins de certaines parcelles futures présentent une faible profondeur
- qu'il existe un risque de trouble du voisinage
- que la liaison pouvant être envisagée vers la chapelle des Lépreux bute sur le mur mitoyen de l'immeuble n° 33 de la rue Bonnemaison.

#### **4. Gestion du stationnement à durée limitée. Contrat de concession. Avenant n° 3. Approbation.**

Le point est retiré de l'ordre du jour à la demande du Collège communal.

#### **5. Déclaration de Politique communale du logement. Approbation.**

Monsieur l'Echevin **V.BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable précise en son article 187 § 1<sup>er</sup> que les communes et les Centres publics d'Action sociale (CPAS) fixent leurs objectifs et principes des actions à mener en vue de mettre en œuvre le droit à un logement décent dans la Déclaration de politique du logement.

Cette délibération constitue un préambule à l'élaboration du programme communal d'actions en matière de logement 2014-2016 et à l'orientation des projets proposés.

Les grandes orientations de la Déclaration de politique du Logement sont les suivantes :

- créer une Maison de l'habitat
- lutter contre l'inoccupation des logements
- lutter contre l'insalubrité et la vétusté des logements
- rénover le parc de logements existant en vue de réduire les charges
- créer de nouveaux logements publics répondant aux critères actuels de performances énergétiques et de durabilité.

Nous vous invitons à approuver les termes de cette Déclaration de politique du logement."

Monsieur l'Echevin du logement **V.BRAECKELAERE** présente les "fondations" d'un ambitieux plan du logement :

" Chers Collègues,

C'est au nom du Collège que je suis heureux de vous présenter notre déclaration de politique du logement de cette législature. Celle-ci se fonde évidemment sur notre déclaration de politique communale qui ne manque pas d'ambition en cette matière. Par ailleurs, les dispositions prévues au Code wallon du logement et de l'habitat durable sont prises en compte et le volet énergétique incontournable est évidemment l'un des éléments importants des 5 axes que nous avons retenus.

Cette satisfaction ne veut pas dire autosatisfaction, mais elle est liée à des attentes bien légitimes exprimées par ceux qui se préoccupent de cette question. Les axes retenus permettront d'améliorer l'offre de logements de qualité à Tournai, a fortiori les conditions de vie de ceux qui, aujourd'hui encore plus qu'hier, sont en attente d'avancées en cette matière.

Cette déclaration se décline en 5 axes :

#### La maison de l'habitat

Chers collègues,

Ce thème était devenu l'arlésienne. Dès ma prise de fonction en décembre dernier, j'en ai fait une priorité. Je suis heureux que dans le courant de l'année 2014, celle-ci verra le jour.

L'ensemble des intervenants du logement privé et public, mais également les acteurs associatifs, s'y retrouveront. Cette structure permettra d'appréhender la question du logement et d'offrir une meilleure visibilité du marché de l'immobilier public comme privé (acquisition comme locatif). C'est la force de la mutualisation de nos moyens et de nos expériences qui permettra de cerner aux mieux les besoins spécifiques.

#### Lutte contre l'inoccupation des logements

Cet axe est l'un des axes majeurs proposés ce soir. En effet, Tournai dispose déjà d'un quota de 10 % de logements publics fixé par la Région et on peut s'en réjouir. Aujourd'hui, les moyens octroyés par la Wallonie pour la création de nouveaux logements sont relativement faibles. C'est pourquoi, entre autres, nous trouverons les moyens suffisants afin que l'Agence Immobilière Sociale (AIS) dispose des ressources utiles visant à accroître son action. Par ailleurs, afin de renforcer la lutte contre l'inoccupation, la taxation des logements inoccupés, qui est à 150,00 € le mètre courant de façade, passera au montant fixé par la Région soit 180,00 €.

### Lutte contre l'insalubrité et la vétusté des logements

Renforcer le travail de contrôle sur le terrain, favoriser la communication, mettre en œuvre un cadastre du logement, activer le processus de perception des amendes administratives, mais aussi, dès 2014, un projet de directives d'urbanisme pour agir contre les marchands de sommeil en luttant contre la division abusive d'immeubles en petits logements inconfortables voire inhabitables. Je compte bien sur la transversalité de ces différentes mesures afin de diminuer ces situations inacceptables que nous connaissons tous.

### Rénover le parc de logements existants

Ici aussi, nous répondons à l'une des priorités énoncées dans notre déclaration de politique communale en poursuivant la politique menée par le Logis tournaisien qui investit de manière structurelle 2 millions d'euros par an dans l'entretien et la remise à niveau de son parc locatif, avec une attention particulière sur les travaux visant les économies d'énergie afin de faire baisser la facture énergétique des ménages à faibles revenus.

L'un des aspects importants est également lié au rachat par le Logis tournaisien d'une partie du parc immobilier du CPAS qui est, à ce jour, dans l'impossibilité budgétaire de le rénover et également dans l'impossibilité de prétendre aux subsides wallons visant à rénover le logement public. Au travers de cette mesure, l'Echevin du Logement que je suis depuis décembre dernier est enthousiaste et motivé à l'idée que ces logements, pour certains d'entre eux aujourd'hui vétustes, redeviennent des espaces de dignité pour ceux qui les occupent.

### Créer de nouveaux logements publics

Je l'ai dit plus haut, Tournai dispose déjà d'une offre de 10 % de logements publics. A lire les textes, nous devrions nous en réjouir, car 25 % de l'enveloppe budgétaire seront dédiés par la Région wallonne aux communes disposant de 10 % de logements publics. Mais ce quota nous "handicape" dans le cadre des ancrages logement afin d'obtenir de nouveaux financements. Dès lors, les propositions figurant à l'ancrage sont liées à l'augmentation des logements de transit actuellement insuffisants sur notre territoire conformément aux dispositions wallonnes, au vieillissement de la population et à l'augmentation de l'offre de logements pour les familles nombreuses et recomposées. Et je n'oublie pas les personnes à mobilité réduite, la performance énergétique et la durabilité des nouveaux logements.

Voilà, chers Collègues, l'ambitieux plan que je vous demande d'approuver ce soir. En vous remerciant de votre attention."

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** intervient au nom du Centre Démocrate Humaniste :

" Monsieur le Président, chers Collègues,

Le cdH se retrouve assez bien dans cette déclaration de politique du logement, l'ensemble des points faisant partie de notre programme électoral.

Nous déplorons, néanmoins, l'absence de réflexion autour de l'habitat transgénérationnel, l'habitat kangourou, l'habitat groupé pour seniors. En effet, la question des lieux de vie pour les personnes âgées se pose aujourd'hui avec d'autant plus d'acuité que les personnes de "65 ans et plus" représentent une part importante de la population.

Nous déplorons aussi l'absence de réflexion par rapport au logement d'urgence demandé par le Relais Social Urbain (RSU).

Nous espérons que la Maison de l'habitat sera très vite opérationnelle pour procurer à la politique de logement cohérence, professionnalisme et rationalité.

Toutefois, nous apportons un bémol à cette déclaration. Nous trouvons risqué que le Logis tournaisien soit amené à l'avenir à gérer la grande majorité du logement public. Il n'est nullement question dans nos propos de douter des capacités du Logis. Nous sommes convaincus qu'il possède l'expertise nécessaire. Nous nous posons simplement la question de savoir s'il n'est pas risqué de mettre tous les œufs dans le même panier ?

C'est la raison pour laquelle, vu le potentiel grandissant du Logis tournaisien, nous regrettons que le Comité d'attribution ne soit pas élargi à la minorité.

Cette déclaration se veut ambitieuse et nous veillerons à ce qu'elle soit réalisée. En effet, il est essentiel pour tout être humain de bénéficier d'un logement décent et même de permettre aux citoyens moins aisés d'accéder à la propriété."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** intervient au nom du Groupe ECOLO :

" De façon générale, cette déclaration qui est une obligation venant du Gouvernement wallon, permet de tracer enfin une politique de logement à Tournai. Elle oriente la ville dans les priorités qu'elle veut mener durant la législature. En cela, nous saluons la démarche.

De plus, il y a eu une volonté d'associer différents acteurs du logement dans la démarche puisque des réunions de consultation ont eu lieu avec les acteurs de terrain. Cette déclaration reprend des éléments importants, revendiqués par certains depuis longtemps, et qui pourront contribuer à améliorer l'accès à un logement pour tous.

Cependant, nous restons perplexes quant à la mise en œuvre de ces intentions. Prenons point par point :

#### Créer une Maison de l'habitat

Pour que ce projet soit pertinent et rassemble les acteurs autour d'un projet commun, il devra se construire avec l'ensemble des acteurs concernés. La proposition de réfléchir à ce projet au sein d'un groupe de travail de la Commission logement a été soulevée lors de la dernière réunion de cette Commission. Monsieur l'Echevin ne semblait pas contre l'idée, rappelant qu'il y a toujours plus dans plusieurs têtes que dans une. Par contre, le directeur de la société de logement social, qui est prêt à mettre à disposition l'un de ses immeubles (l'ancienne FGTB), semblait réserver sa réponse. Or, faut-il le préciser, la mise à disposition d'un immeuble n'est jamais qu'un outil de service du projet, mais ne constitue pas le socle du projet. C'est bien en termes de finalités, d'objectifs, de public cible, d'activités qu'il faut penser avant l'aménagement des locaux. ECOLO demande donc que ce projet soit construit à partir d'un groupe de travail de la Commission logement.

#### Lutter contre l'inoccupation des logements

Voilà une mesure qui nous ravit dans la mesure où elle permet de valoriser le bâti existant et de créer du logement à moindre coût. Ce qui nous inquiète, par contre, c'est que la mission soit déléguée uniquement à l'AIS alors que celle-ci est déjà surchargée. Y-a-t-il un budget prévu pour soutenir l'AIS ? Je n'ai rien vu de la sorte dans le budget qui sera voté ce soir.

De plus, les villes et les CPAS possèdent un outil très puissant pour lutter contre l'inoccupation : c'est la mise à disposition de logements vides prévue dans le Code wallon du logement. En effet, le Code wallon du logement permet à tout opérateur immobilier public de proposer au titulaire d'un logement inoccupé de prendre celui-ci en gestion ou à défaut en location. Si le propriétaire ne marque pas son accord, l'opérateur immobilier public peut

saisir le Juge de Paix en vue d'obtenir la gestion provisoire du bien. Pourquoi la Ville ne met-elle pas en application cette mesure ?

Finalement, nous saluons la volonté de travailler sur le recensement, indispensable pour mener à bien une politique contre l'inoccupation. Mais de nouveau, quels vont être les moyens de l'Administration pour mener ce travail fastidieux ? Je ne vois rien non plus dans le budget. Peut-être l'augmentation de la taxe ?

*Lutter contre l'insalubrité et la vétusté des logements.*

Nous saluons la volonté de mettre autour de la table l'ensemble des acteurs pouvant lutter contre ce phénomène.

Pour la mise en œuvre du cadastre logement, est-ce réaliste sans moyens humains supplémentaires ?

*Rénover le parc de logements existant pour réduire les charges*

Nous nous réjouissons que la société de logement fasse appel au plan Pivert de la Région wallonne et qu'elle investisse sur fonds propre en la matière.

*Créer de nouveaux logements publics répondant aux critères de performances énergétiques et de durabilité*

Nous sommes évidemment favorables à ce souhait, mais pouvez-vous nous en dire plus quant aux performances énergétiques évoquées dans la note ? De plus, est-ce que l'idée de créer des logements d'urgence vient à côté ou à la place de l'idée d'un centre d'hébergement bas seuil ? Pourquoi ne pas envisager la création de projet "Community Land Trust" (CLT) à Tournai qui serait un projet réellement innovant et pour lequel le Gouvernement a décidé d'apporter une attention plus particulière. Tournai aurait-elle peur d'être innovante ?"

Monsieur l'Echevin du logement **V.BRAECKELAERE** répond schématiquement aux intervenantes :

- " - le monde associatif pourra encore s'exprimer
- la décision concernant la Maison de l'habitat par rapport au Logis tournaisien : il faut respecter le fonctionnement démocratique du Logis tournaisien
- l'Agence Immobilière Sociale demande un refinancement : d'autres solutions ont été trouvées comme l'engagement d'un agent technique à temps plein ou à mi-temps et la mise à disposition d'une assistante sociale. Quoi qu'il en soit, le flottement actuel au niveau de l'AIS doit se régler
- le recensement de logements inoccupés : nous travaillerons de concert avec les éducateurs de rue, les agents de quartier et notre agent recenseur
- la rénovation des logements du CPAS par le Logis tournaisien : aucun problème au niveau du Logis.
- vous me parlez de logements d'urgence : moi je parlais de logements de transit
- un logement adapté lors de grands froids : je vous rappelle le projet Brasero mis en place par le Relais Social Urbain
- l'Urbain Community Land Trust est un concept qui vient de Hollande et qui est appliqué dans quelques grandes villes belges. Il y aura deux plans du logement durant cette législature. Il faut laisser la possibilité de s'inscrire dans ce genre de projet pour l'avenir."

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** précise qu'il n'est nullement question de mettre en doute les compétences du Logis dans la rénovation des logements du CPAS :

" C'est plutôt le fait que le CPAS vende ses logements qui me déçoit".

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** intervient à nouveau pour regretter l'énervement et l'agressivité de l'Echevin du Logement :

" L'AIS vit bien, dites-vous. Oui, mais elle a besoin d'un fonds de roulement et ne peut donc engager du personnel supplémentaire sans se mettre financièrement en difficulté. Je n'ai jamais dit qu'il y avait du flottement au sein de l'AIS. Le flottement est dû à l'absence d'instances de gestion au sein de l'AIS et, en plus, le personnel fait l'objet de pressions. Enfin, logement d'urgence et logement de transit, ce n'est pas la même chose. J'aimerais comprendre ce que vous voulez dire avec le courrier reçu le 3 octobre de l'Urban Community Land Trust.

Monsieur l'Echevin du logement **V.BRAECKELAERE** ne souhaite pas répondre.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable précise en son article 187 § 1<sup>er</sup> que les communes et Centres Publics d'Action Sociale (C.P.A.S.) fixent leurs objectifs et principes des actions à mener en vue de mettre en œuvre le droit à un logement décent dans la Déclaration de politique du logement;

Considérant que cette délibération constitue un préambule à l'élaboration du programme communal d'actions en matière de logement 2014-2016 et à l'orientation des projets proposés;

Considérant que les grandes orientations de la Déclaration de politique du logement sont les suivantes :

- créer une Maison de l'habitat
- lutter contre l'inoccupation des logements
- lutter contre l'insalubrité et la vétusté des logements
- rénover le parc de logements existants en vue de réduire les charges
- créer de nouveaux logements publics répondant aux critères actuels de performances énergétiques et de durabilité.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE :**

sur base de l'article 187 § 1<sup>er</sup> du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les termes de la Déclaration de politique communale du logement contenant les objectifs et principes des actions à mener en vue de mettre en œuvre le droit à un logement décent :

## **« VILLE DE TOURNAI Déclaration de politique communale du logement**

Les enjeux de la politique du logement doivent considérer l'évolution de facteurs que sont l'augmentation constante de la population et du besoin en logements, une précarisation d'une partie de la population, son vieillissement attendu et la transition énergétique qui nécessite une prise en charge de l'habitat existant, conformément à la déclaration de politique régionale visant la garantie d'accès à un logement décent, abordable et durable.

Le Collège communal prévoit de mettre en œuvre diverses actions combinées tendant à augmenter l'offre locative de logements décents à loyer modéré, en ciblant particulièrement l'augmentation de l'offre de logements à 2 chambres notamment destinés aux familles monoparentales, aux personnes âgées à faibles revenus ainsi que de grands logements destinés aux familles recomposées et aux familles nombreuses, conformément à la Déclaration de Politique communale.

Le choix d'une implantation en agglomération urbaine ou rurale permet de disposer d'infrastructures commerciales, de services, de facilités d'accès et permet de dynamiser ces quartiers.

Des actions incitatives et répressives doivent être menées conjointement pour tendre vers ces objectifs, tant au niveau de l'offre privée que publique de logements.

Le constat établi des dépenses énergétiques et de l'inconfort générés par la vétusté des logements, à savoir 70 % des logements wallons ont plus de 40 ans, 30 % d'entre eux ne sont pas équipés de double vitrage et 55 % possèdent une toiture non isolée, doit amener à une prise en charge globale, car c'est par l'amélioration générale de la qualité de l'habitat et de l'offre locative que régresseront les situations abusives.

L'augmentation de l'offre, notamment en plus grands logements, sera principalement générée par la réhabilitation de logements inoccupés, vétustes ou insalubres (également sur le plan des performances thermiques), par la lutte contre la division à outrance des immeubles, phénomène générateur de surdensité, d'augmentation des loyers, de précarisation, d'insalubrité et de ghettoïsation de quartiers dégradés, concernés par ce type de situation.

En outre, l'offre locative réduite à une typologie de logements de très petite taille exclut les familles, les classes sociales moyennes et empêche la stabilisation de la population dans certains quartiers, l'appropriation et le respect de ces biens.

Il s'agit, dès lors, de maintenir des maisons unifamiliales et des logements plus spacieux, particulièrement en ville, afin de recréer une offre plus variée de logements et une mixité sociale, de favoriser l'appropriation des quartiers par les habitants, facteur de contrôle social et de lutte contre le sentiment d'insécurité, afin de parvenir à augmenter la qualité de vie et redynamiser le centre urbain.

En parallèle, la production de nouvelles constructions adaptées aux contraintes actuelles en matière de durabilité et de performances énergétiques constitue l'impulsion exemplaire nécessaire. Initiée par les pouvoirs publics, elle assure le rôle de levier et garantit le renouvellement et la pérennisation du parc de logements publics.



Les aides régionales notamment allouées par le biais du financement du logement public dans le cadre de l'ancrage communal du logement sont activées, et les mesures d'accompagnement de ces financements telles que les recensements et l'application de la taxe sur les immeubles inoccupés ou la mise en œuvre des permis de location par les communes sont appliquées.

Un soutien particulier visera l'amélioration des procédures de contrôle (permis de location, permis d'urbanisme et autres...) et du fonctionnement des structures en charge de la problématique du logement pour tendre vers une meilleure communication de l'information, une mutualisation des structures en place, un renforcement du travail de détection et du suivi de situations d'insalubrité. Ceci pour pouvoir appréhender globalement la question du logement, privé et public. Concrètement, ces points sont détaillés ci-après :

### **Créer une Maison de l'habitat :**

Conformément à la Déclaration de Politique communale, constituer une plateforme centralisant l'information et l'aide au public en matière de logement : offre, primes au particuliers, aide sociale, mandats de gestion locative de logements privés et aides prévues pour travaux de réhabilitation, outils de recours des locataires abusés en matière de sécurité et salubrité, logement public et hébergement d'urgence.

La Maison de l'habitat sera aménagée rue des Maux et réunira les principaux organes publics et privés actifs en matière de logement et, dans un premier temps, une permanence de l'échevinat du Logement, une antenne du Logis tournaisien, de l'Agence immobilière sociale, des agences immobilières privées, de la Maison des notaires, du Fonds du Logement de Wallonie, du Droit au Logement (DAL), du Comité consultatif des locataires du Logis tournaisien, d'un service d'aide juridique, d'ASBL du monde associatif en prise directe avec la problématique du logement...

A moyen terme, cette structure permettra d'appréhender de manière plus globale la question du logement, d'offrir une meilleure visibilité du marché immobilier et d'en cerner plus spécifiquement les besoins, de mutualiser les énergies, de rationaliser les actions et de mieux coordonner les projets menés par les pouvoirs publics en regard de l'activité du secteur privé.

### **Lutter contre l'inoccupation des logements :**

- Soutenir et promouvoir l'activité de l'Agence immobilière sociale TOURNAI-LOGEMENT, dont le travail de prise en gestion locative de biens privés inoccupés, pour lesquels les propriétaires rencontrent des difficultés de gestion locative ou de prise en charge de la réhabilitation de leur bien, est actuellement en expansion.

L'AIS conclut des mandats de gestion, garantit le paiement du loyer au propriétaire et active les aides prévues par le Fonds du Logement de Wallonie dans le cadre de la gestion locative ou de travaux de réhabilitation d'immeubles privés ou publics.

Le Collège communal prévoit de maintenir les fonctions de l'AIS sous forme associative afin de permettre à l'autorité publique et aux acteurs associatifs d'aborder de la manière la plus complète la problématique de l'offre de logements.

Ce procédé permet de travailler sur la densification de l'habitat en centre-ville par l'investigation des espaces inoccupés.

Actuellement, le nombre de logements pris en gestion par l'AIS croît de manière continue, passant de 130 en 2010 à 180 à ce jour.

- Poursuivre le travail de recensement permanent des logements inoccupés, des sites d'activités économiques désaffectés et des situations cadastrales infractionnelles. La rapidité et l'efficacité des procédures de contrôle pourront être améliorées par la constitution d'une base de données administrative et d'un accès aux données cadastrales mises à jour en temps réel.  
Afin de renforcer la lutte contre l'inoccupation des logements, la taxation s'élevant actuellement à 150,00 €/mètre courant de façade inoccupée sera augmentée pour atteindre le plafond prévu par la Région Wallonne fixé à 180 € par mètre courant de façade et multiplié par le nombre de niveaux inoccupés.
- *Réduire le taux de sous-occupation du logement public, le parc étant déficitaire en plus grands logements, et parvenir à une meilleure adéquation entre la taille des logements et le nombre de leurs occupants, favoriser la mutation des familles dont la composition a évolué notamment par le départ des enfants, sur base de propositions de relogement.*

### **Lutter contre l'insalubrité et la vétusté des logements :**

- Renforcer le travail de contrôle sur le terrain, le suivi des infractions en matière de sécurité-salubrité et les situations infractionnelles, conformément à la Déclaration de Politique communale (permis de location, permis d'urbanisme conforme, informations cadastrales).
- Favoriser la communication, le recoupement des données et le travail en réseau des services concernés actifs en matière de lutte contre l'insalubrité par la constitution d'un Groupe Liaison Logement se réunissant périodiquement (Services communaux de l'Urbanisme et du Logement, CPAS, Services Incendie, Police...).
- Mettre en oeuvre un cadastre du logement (logiciel ABYLA), base de données de synthèse détaillée des arrêtés, des permis de location, situations cadastrales, permis d'urbanisme, domiciliations, rapports sécurité incendie, arrêtés,... destiné à faciliter et accélérer les procédures de contrôle et en améliorer l'efficacité.  
Les agents de quartier pourraient disposer, lors de leurs enquêtes de résidence, des données leur permettant de détecter l'existence de logements non autorisés, les fraudes sociales quant aux aides octroyées par le CPAS, les cas de traite d'êtres humains, les bâtiments frappés d'un arrêté d'inhabitabilité et de surpeuplement.  
La base de données logements insalubres pourra être mise à disposition des opérateurs publics pour sensibiliser les propriétaires de ces logements et faciliter le contrôle du respect du droit à un logement décent.  
Une alerte concernant l'existence d'un arrêté d'inhabitabilité pourra être vérifiée par le Service Population avant toute domiciliation.
- Activer le processus de perception des amendes administratives en vertu de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2012, infligées aux bailleurs mettant en location un logement sans permis de location ou disposant d'un permis de location mais contrevenant à une condition d'octroi du permis, aux bailleurs mettant en location un bien frappé d'un arrêté d'inhabitabilité, aux bailleurs faisant obstacle à l'exercice des missions des fonctionnaires enquêteurs "salubrité" et aux bailleurs qui louent un logement dont les occupants ont été expulsés.

- l'Echevin du Logement et l'Echevine de l'Urbanisme proposeront dès 2014 un projet de directive d'urbanisme visant à contenir la problématique des marchands de sommeil par la lutte contre la division abusive d'immeubles en petits logements, phénomène générateur de ghettoïsation et d'insalubrité.

Des restrictions en termes de superficies lors de la création de nouveaux logements dans des immeubles existants, l'introduction de la notion de mixité de programme (logements de tailles différentes et polyvalence de fonctions (Horeca, centre culturel, sportif, scolaire et médical) sont des dispositions qui tendront vers ces objectifs.

### **Rénover le parc de logements existant en vue de réduire les charges de fonctionnement :**

La prise en charge du parc de logements publics vétustes constitue aujourd'hui une priorité énoncée dans la Déclaration de Politique communale.

Après le programme exceptionnel d'investissements (PEI), le Logis tournaisien poursuivra le travail de réhabilitation de son parc de logements sociaux plus anciens par le biais, entre autres, du plan Pivert qui prévoit la subvention des travaux visant les économies d'énergie, sachant que la Société de logements investit de manière structurelle l'équivalent de 2,5 millions d'euros par an dans l'entretien et la remise à niveau de son parc locatif.

L'AIS permet la prise en charge de logements privés pour lesquels les propriétaires éprouvent des difficultés et prévoit les travaux de rénovation conformes aux standards actuels en matière de performance énergétique.

*A cet égard, la Maison de l'habitat constituera une plateforme d'information et d'aide aux locataires et propriétaires désireux de rénover leur logement (prêts, primes.)*

### **Créer de nouveaux logements publics répondant aux critères actuels de performances énergétiques et de durabilité :**

- La priorité communale se portera sur la création d'une dizaine de logements de transit comme énoncé dans la Déclaration de Politique communale. Subventionnés par le biais de l'ancrage communal du logement et conformément aux directives régionales, ces logements sont destinés à l'hébergement temporaire de ménages en état de précarité ou de ménages privés de logement pour motifs de force majeure.

Ces nouveaux logements seront proposés à l'intégration par le Logis tournaisien dans l'ancrage communal 2014-2016.

Ces logements s'intégreront dans des projets de logements diversifiés afin de contrer l'effet de ghettoïsation. Ils seront notamment localisés en zone d'agglomération desservie en transports, services et commerces en vue de favoriser le maintien d'une vie sociale pour les locataires fragilisés.

La faisabilité de projets d'aménagement de logements inoccupés ou à l'abandon intégrés dans le tissu urbain existant en hébergements d'urgence à destination des sans-abri durant la période de plan grand froid est également étudiée. Cette période serait également étendue afin d'assurer le suivi social de situations difficiles sur un plus long terme et vers une réinsertion.

- Tournai atteint actuellement le quota de 10 % de logements publics fixé par la Région. La Ville souhaite, cependant, poursuivre son action par la proposition de projets spécifiques, en réhabilitation et en constructions neuves. Ces dernières permettent mieux encore de structurer les volontés en matière d'urbanisation, de proposer des projets publics exemplaires, d'offrir une meilleure visibilité de l'action publique et de communiquer l'impulsion à l'action privée.

Une attention particulière sera apportée à la création de logements adaptés ou adaptables aux personnes à mobilité réduite, notamment dans les projets de construction, conformément aux directives de la Déclaration de Politique communale. ».

6. Programme communal d'actions en matière de logement 2014-2016. Projets. Ordre de priorité. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V.BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Code wallon du Logement et de l'Habitat Durable (articles 2 et 187 à 190) ainsi que la circulaire relative au programme communal d'actions 2014-2016 précisent les conditions et modalités de mise en œuvre de l'ancrage communal du logement.

L'annexe 1 à la circulaire du Gouvernement wallon fournit les informations chiffrées actuellement fixées pour la Ville de Tournai, concernant le quota de logements de transit requis.

La délibération prise en même séance relative à la Déclaration de politique en matière de logement constitue un document d'orientation dans le cadre de l'élaboration des projets présentés.

Nous vous proposons d'approuver le Programme triennal d'actions en matière de logement 2014-2016 comprenant l'annexe 2 de la circulaire du Gouvernement wallon complétée, les procès-verbaux des réunions de concertation, l'état d'avancement des précédents ancrages communaux, l'inventaire du logement public mis à jour, les règlements communaux en matière d'inoccupation, et qui est arrêté suivant l'ordre de priorité des projets qu'il contient."

Monsieur l'Echevin du logement **V.BRAECKELAERE** présente succinctement l'ancrage communal :

" Au niveau de l'ancrage communal nous nous sommes vus ambitieux en proposant 20 projets qui portent sur la rénovation, la réhabilitation et la création de quelque 120 logements. L'un de ces projets est initié par le fond du logement des familles nombreuses et les 19 autres à l'initiative de notre société de logement de service public : le Logis tournaisien.

Nous avons décidé d'accorder la priorité aux logements de transit, car, comme expliqué dans la déclaration de politique communale du logement, ceux-ci sont en nombre insuffisant par rapport à la demande de mise en conformité décrétée par la Région wallonne à l'horizon 2016, à savoir 1 logement de transit pour 5.000 habitants présents sur le territoire de la commune. Soit 14 logements de transit pour Tournai. Actuellement, nous en disposons de trois. Le non-respect de ces dispositions entraînera une astreinte de 10.000 euros par logement manquant.

Nous avons voulu également diversifier les projets introduits avec du transit, du logement social, moyen, à loyer d'équilibre, des projets spécifiques tel que du logement intergénérationnel, colocation sans oublier, bien sûr, des projets tenant compte des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées.

C'est donc cet ancrage communal triennal 2014/2016 que je vous demande d'approuver ce soir, en vous remerciant de votre attention."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVI**D intervient au nom d'ECOLO :

" ECOLO déplore fortement de ne pas avoir été associé au travail d'élaboration de ce programme. Faut-il le rappeler, ce programme, essentiellement mené par la société de logements sociaux à savoir le Logis tournaisien, a été discuté en son dernier Conseil d'administration de septembre alors qu'ECOLO n'avait toujours pas été intégré.

Nous recevons, dès lors, comme unique document un tableau très succinct en 3 colonnes et sur lequel nous devons nous prononcer. C'est de la rigolade. La Présidente du Logis a bien tendu une perche en me proposant de répondre à mes questions avant le Conseil, mais c'est à un véritable débat d'idées et de points de vue auquel nous avons droit.

Ceci étant dit, nous constatons positivement que le Logis tournaisien est très actif dans ses projets. Cependant, les projets semblent répondre davantage à des opportunités conjoncturelles (comme la vente des immeubles du CPAS,...) plutôt qu'à la réflexion de localiser judicieusement les nouvelles opérations, créer des logements de qualité sur le plan architectural et urbanistique tel qu'énoncé dans la circulaire ministérielle. En effet, il est urgent de prendre en considération toutes les dimensions de l'habitat et pas uniquement le fait d'avoir un toit et 4 murs. Nous espérons à ce titre que les maisons de la rue Saint-Piat s'intégreront bien dans la dynamique de rénovation urbaine de quartier.

Je profite de ce Conseil donc pour poser les questions au risque de prendre un peu de votre précieux temps :

- les logements de transit sont-ils de vrais nouveaux logements ou de la reconversion de logements déjà existants ? Si tel est le cas, il ne s'agit pas d'offre de logements supplémentaires pour les citoyens, mais simplement d'une mise en conformité de la Ville pour avoir son quota de logements de transit exigé et d'éviter les amendes
- pourquoi construire 10 nouveaux logements trois chambres à Blandain alors que tant la circulaire ministérielle que la déclaration de politique communale stipulent qu'il y a assez de logements trois chambres et qu'il faut des 2 et 4 chambres ?
- dans le tableau, il n'est pas à chaque fois stipulé le nombre de chambres pour chaque logement créé. Pourrait-on les connaître ?
- nous saluons la création de logements intergénérationnels, qui permettront au-delà de donner du logement, de créer du lien social
- pouvez-vous nous éclairer sur la notion de logements spécifiques communautaires à la rue Saint-Brice ?"

Monsieur l'Echevin du logement **V.BRAECKELAERE** répond en ces termes :

" Les logements de transit ne sont pas de nouveaux logements, mais des logements existants confiés par le CPAS pour la rénovation au Logis tournaisien.

En ce qui concerne le cologement ou logement communautaire, il s'agit d'une forme de cohabitation volontaire de personnes ou de ménages qui partagent un logement ou des parties de logement. Cette approche permet notamment à des personnes sortant ou non d'institutions et ne souhaitant pas vivre de manière totalement isolées de trouver un logement conforme à leurs besoins au travers de la possibilité d'une vie communautaire. Ces logements sont définis dans le Code comme logement collectif, à savoir des logements dont au moins une pièce d'habitation et les locaux sanitaires sont utilisés par plusieurs ménages. Des espaces privatifs sont réservés aux locataires. La conception de l'immeuble ou sa rénovation prévoit des espaces communautaires pour le partage d'activités. Ces projets sont financés à hauteur du prix du logement d'insertion. On estimait intéressant de les inscrire dans un projet relevant de cette formule par son aspect social et par son aspect communautaire, permettant de lutter contre l'isolement de certaines personnes, voire de ménages.

En ce qui concerne les maisons à Blandain, pour les logements à 3 chambres, je dois vous dire qu'en faisant des permanences logement plusieurs fois par semaine en mon bureau, les familles défilent et j'ai énormément de demandes pour les familles monoparentales de logements 2 chambres, et pour les familles nombreuses et recomposées de 4 chambres, mais énormément aussi de 3 chambres."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVI**D répond :

" Dans votre déclaration de politique du logement, vous stipulez qu'il faut du logement 2 chambres et 4 chambres. Or vous parlez ici de logements 3 chambres.

En ce qui concerne les logements communautaires, cela me paraît fort intéressant. Je me demande si un travailleur social est prévu pour l'accompagnement du locataire ?"

A l'évidence, répond Monsieur l'Echevin du logement **V.BRAECKELAERE** en ce qui concerne l'accompagnement social.

Par 32 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat Durable institué par le Décret du 29 octobre 1998 modifié par le Décret du 9 février 2012, notamment les articles 2 et 187 à 190;

Vu l'Arrêté ministériel du 18 juillet 2013 portant exécution de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 et la circulaire relative au programme communal d'actions en matière de logement 2014-2016;

Vu l'annexe 1 à la circulaire du Gouvernement wallon, fiche d'informations chiffrées concernant la Ville de Tournai et relative au quota de logements de transit requis;

Vu sa délibération prise en même séance relative à sa Déclaration de politique en matière de logement;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 3 abstentions;

### APPROUVE :

le programme triennal d'actions en matière de logement 2014-2016 comprenant l'annexe 2 de la circulaire complétée, les procès-verbaux des réunions de concertation, l'état d'avancement des précédents ancrages communaux, l'inventaire du logement public mis à jour, les règlements communaux en matière d'inoccupation, qui est arrêté selon l'ordre de priorité des projets proposés, classés par ordre décroissant, comme suit :

Ordre de priorité	Intitulé et localisation de l'opération	Type d'opération	Nombre de logements	Opérateur
1	Réhabilitation et création de 11 logements de transit dans un immeuble communal mixte, comprenant des locaux à vocation culturelle en rez-de-chaussée et 16 logements vétustes dans les étages – 7500 TOURNAI, îlot des Primetiers, rue Saint-Martin, 2 à 8 (1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> étages)	1	11 logements de transit	Le Logis tournaisien
2	Réhabilitation de 2 habitations mitoyennes en 1 appartement et 2 studios et une habitation 3 chambres avec jardin – 7500 TOURNAI, rue Clercamps, 27 et 29	1	4 logements de transit (dont 2 financements octroyés 2012-2013)	Le Logis tournaisien
3	Réhabilitation d'une habitation 7500 TOURNAI, rue des Sœurs de Charité	1	1 logement de transit 4 chambres	Le Logis tournaisien
4	Construction de 20 logements sociaux locatifs et voiries - 7522 BLANDAIN, rue du Fossier (ancien terrain de football communal)	1	20 dont 5 adaptés aux PMR (5 logements pour familles nombreuses, 10 logements 3 chambres., 5 logements 2 chambres)	Le Logis tournaisien

<b>5</b>	Réhabilitation des étages inoccupés d'une aile du château communal de Templeuve, comprenant les bureaux de l'administration communale au rez-de-chaussée, en 6 logements à loyer d'équilibre (privés) – 7520 TEMPLEUVE, rue de Formanoir 2	1	6	Le Logis tournaisien
<b>6</b>	Réhabilitation d'une maison d'angle à intégrer dans le projet de restructuration d'un bâtiment de bureaux pour y implanter la maison de l'habitat, création d'un logement social locatif – 7500 TOURNAI, rue des Maux, 26	1	1	Le Logis tournaisien
<b>7</b>	Réhabilitation d'un ensemble classé de 8 maisons (vendues par le CPAS) en 4 maisons et 6 appartements sociaux – 7500 TOURNAI, rue de Marvis, 57, 59/01-11, 61/01-11, 63/01-11, 65, 67, 69-71	1	10	Le Logis tournaisien
<b>8</b>	Restructuration d'une maison unifamiliale (vendue par le CPAS), création de 3 logements sociaux locatifs – 7500 TOURNAI, rue de la Paix 65	1	3	Le Logis tournaisien
<b>9</b>	Restructuration d'une ferme (vendue par le CPAS) création de 3 logements et construction d'un logement social sur le terrain attenant 7500 TOURNAI, rue Bonnemaison 4/6/8	1	4 dont 1 logement adapté aux PMR	Le Logis tournaisien
<b>10</b>	Réhabilitation de 2 habitations contiguës (vendues par le CPAS) en 4 logements sociaux locatifs 1 chambre – 7500 TOURNAI, rue des Carmes, 4-6	1	4	Le Logis tournaisien
<b>11</b>	Démolition de 3 garages et reconstruction de 2 logements sociaux assimilés pour compléter le projet global de construction/réhabilitation d'un ensemble en 12 logements dont 10 sont actuellement finalisés – 7500 TOURNAI, angle de l'Impasse de l'Abbaye des Prés et de la rue Frinoise	1	2	Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie
<b>12</b>	Construction de 8 logements sociaux locatifs en extension d'un lotissement approuvé dans les ancrages 2007-2008 (23 logements) et 2009-2010 (35 logements), en cours d'exécution – 7500 TOURNAI, Quartier du Maroc, rue Mullier - Vieux Chemin d'Ere.	1	8 (4 logements 4 chambres et 4 logements 2 chambres)	Le Logis tournaisien
<b>13</b>	Logements spécifiques intergénérationnels : Réhabilitation d'un établissement horeca en 12 appartements pour personnes âgées et construction de 5 maisons sociales locatives sur la parcelle (3 logements adaptés PMR) – 7506 WILLEMEAU, Place 25.	1	17 logements intergénérationnels	Le Logis tournaisien
<b>14</b>	Logements spécifiques communautaires : 7500 TOURNAI – rue Saint-Brice 22	1	6 logements collectifs – cologement	Le Logis tournaisien
<b>15</b>	Restructuration de 3 bâtiments contigus partiellement abandonnés (vendus par le CPAS), création de 6 logements sociaux locatifs – 7500 TOURNAI, Quartier de la Madeleine, Enclos du Béguinage, 8-10-12.	1	6 (dont 4 financements LI approuvés 2009-2010 à requalifier)	Le Logis tournaisien



<b>16</b>	Démolition d'une maison mitoyenne (vendue par le CPAS) et reconstruction d'une habitation sociale 7500 TOURNAI – Chaussée de Willemeau 175	1	1	Le Logis tournaisien
<b>17</b>	Réhabilitation d'une habitation (vendue par le CPAS) en 1 logement social locatif – Terrasse de la Madeleine 13	1	1	Le Logis tournaisien
<b>18</b>	Réhabilitation d'une vaste demeure dite« le Château d'Ere » (vendu par le CPAS) en 7 logements sociaux locatifs et un espace communautaire à vocation culturelle – 7500 Ere, Chaussée Romaine 127	1	7	Le Logis tournaisien
<b>19</b>	Réhabilitation d'une vaste demeure (vendue par le CPAS) en 4 logements sociaux – 7522 Blandain, rue du Moulin de Calonne, 1	1	4	Le Logis tournaisien
<b>20</b>	Démolition de 4 maisons vétustes et construction de 4 logements situés dans un PRU (approuvé par AGW du 23 mai 2013) 7500 TOURNAI, rue Saint-Piat, 68.	1	4	Le Logis tournaisien

Types d'opération :

Type 1 - Opération localisée de création de logements locatifs

Type 2 - Opération localisée de création de logements acquisitifs

Type 3 - Prise en gestion de logements

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, Mme H.CLEMENT-COUPLET, MM. J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM. V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

Madame la Conseillère communale **L.BARBAIX** sort de séance.

7. Plan de cohésion sociale (P.C.S.) 2014-2019. Approbation. Projets déposés dans le cadre de l'article 18 du Décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale. Approbation.

Mme **R.DESENCLOS-LECLERCQ**, membre du Collège communal, en sa qualité de Président du Centre public d'Action sociale introduit le dossier en séance :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 7 septembre 2009, vous avez approuvé le Plan de Cohésion Sociale 2009-2013 conclu entre la Ville de Tournai et la Région wallonne.

Ce Plan a pris ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2009 et se terminera le 31 décembre 2013.

Un nouvel appel à projet a été lancé par le Gouvernement wallon ce 13 février 2013 à toutes les communes wallonnes de langue française en vue de reconduire le Plan de Cohésion sociale pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2019, conformément à l'article 22 du Décret du 6 novembre 2008.

Ainsi, la Région wallonne peut octroyer un subside annuel pour le Plan de Cohésion sociale (P.C.S.) de la Ville de Tournai et un subside annuel supplémentaire, spécifiquement réservé aux ASBL, accordé dans le cadre de l'article 18 du Décret du 6 novembre 2008 par Madame la Ministre TILLIEUX, pour des projets relevant de ses compétences.

Afin de bénéficier des subsides de la Région wallonne, la Ville de Tournai a dû lui soumettre, pour le 30 septembre au plus tard et sous réserve de l'approbation par votre assemblée :

- d'une part, le nouveau Plan de Cohésion sociale 2014-2019 décrivant les actions choisies sur base d'un diagnostic de cohésion sociale, comprenant les manques, les besoins, les actions déjà menées dans les domaines concernés par le nouveau dispositif et articulées autour des axes de l'insertion socioprofessionnelle, du logement, de la santé et du retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels;
- et, d'autre part, en lien avec celui-ci, les actions pour lesquelles la Ville de Tournai demande un subside complémentaire pour les ASBL dont le projet a été jugé recevable par la Région.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver ces documents."

Mme **R.DESENCLOS-LECLERCQ** poursuit :

" Pour rappel, la période du P.C.S en cours se termine le 31 décembre prochain. Le plan présenté ce soir concerne la période 2014-2019.

Afin de construire le nouveau plan en tenant compte de l'évaluation, une consultation large des acteurs sociaux a été organisée, ce qui a permis d'apporter une plus-value en matière de coordination dans le cadre de la prochaine période qui devrait aboutir à des actions mieux concertées entre des opérateurs publics et privés.

Les 4 axes du plan sont :

1. L'insertion socioprofessionnelle
2. L'accès à un logement décent
3. L'accès à la santé et le traitement des assuétudes
4. Le retissage des liens sociaux

Le choix des opérateurs liés à l'article 18 permettant de leur octroyer un subside a été fait après un appel à projets qui leur a été adressé.

Par rapport à l'ancien Plan de cohésion sociale (P.C.S.), la méthodologie mise en œuvre pour l'élaboration de la nouvelle mouture a été modifiée. L'accent a été mis pour que la consultation des différents acteurs soit la plus large possible.

Cela a débouché sur l'amorce d'un dialogue entre le secteur public et le secteur associatif. Cela s'est traduit par un très grand développement des actions de coordination au sein des 4 axes du P.C.S. et pourrait aboutir à des actions concertées entre le secteur public et le secteur privé.

Les projets déposés dans le cadre de l'article 18 en sont, pour moi, un exemple."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** intervient comme suit :

" Au nom d'ECOLO, nous voulons saluer le processus de concertation finalement mis en place par le Collège. Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que la motivation d'ECOLO et des acteurs de terrain sur le sujet ont eu des effets.

Nous avons pu nous investir au sein d'un groupe de travail afin de réfléchir posément et de façon objective aux activités à mettre en place pour les 6 ans à venir et ce, en fonction d'un diagnostic de l'offre et des besoins réalisés avec les acteurs de terrain.

Notre petit regret est d'avoir constaté que le sujet ne semble manifestement pas intéresser de la même façon tous les partis de la majorité.

Pour la suite, nous espérons qu'une évaluation régulière sera réalisée avec les acteurs de terrain et que la prochaine fois, la démarche sera enclenchée plus tôt".

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 visant à remplacer les Plans de Prévention de proximité par les Plans de Cohésion sociale (P.C.S.) pour une première période de 2009 à 2013;

Vu l'appel à adhésion lancé par le Gouvernement wallon le 13 février 2013 à toutes les communes wallonnes de langue française en vue de reconduire le Plan de Cohésion sociale pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2019, conformément à l'article 22 du Décret du 6 novembre 2008;

Considérant que la Déclaration de Politique communale (cfr page 10 de la D.P.C.) consacre un axe important visant à agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité en mobilisant toutes les compétences afin de répondre aux grands enjeux sociaux;

Considérant, dès lors, que les objectifs visés par la Wallonie au travers de la mise en œuvre des Plans de cohésion sociale rejoignent ceux fixés par la Déclaration de Politique communale en matière de cohésion sociale;

Considérant que, dans ce contexte, le Collège communal a décidé en date du 26 septembre 2013 d'adresser à la Région wallonne une déclaration d'intention afin de reconduire ce Plan de Cohésion sociale pour la période de 2014 – 2019;

Considérant les réunions de la 1<sup>ère</sup> Commission, les 19 mars et 6 juin 2013, relatives d'une part à la présentation des rapports d'activités et financiers du Plan de Cohésion sociale 2009-2013 et, d'autre part, au diagnostic de ce plan;

Considérant que le Plan de Cohésion sociale s'attache à promouvoir l'exercice de 6 droits fondamentaux de compétence régionale, qu'il répond en outre à 2 objectifs essentiels à savoir le développement social des quartiers et la lutte contre toutes les formes de précarité, de pauvreté et d'insécurité au sens large;

Considérant qu'il se décline en actions coordonnées au sein des 4 axes que sont l'insertion socioprofessionnelle, l'accès à un logement décent, l'accès à la santé et le traitement des assuétudes ainsi que le retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels;

Considérant que la méthodologie adoptée pour réaliser le nouveau Plan de Cohésion sociale a été la suivante :

- Réactualisation du diagnostic sur base de la consultation de divers opérateurs et représentants d'opérateurs dans les matières visées par les 4 axes du Plan (suite à une décision prise en réunion de section du Conseil communal élargie aux conseillers de l'action sociale examinant l'évaluation et les rapports financiers du précédent PCS);
- Présentation du diagnostic à une réunion de section du Conseil communal élargie aux conseillers de l'Action sociale;
- Constitution d'un groupe de travail composé de représentants politiques (opposition comprise) issus du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale pour adapter le PCS aux résultats du diagnostic et pour mener une réflexion sur le cadre de l'appel à projet relatif à l'article 18;
- Appel à projet relatif à l'article 18 adressé à toutes les a.s.b.l. inventoriées dans le diagnostic;

- Présentation des projets, déposés par diverses a.s.b.l. à la Ville, au Service public de Wallonie afin que celui-ci émette un avis quant à leur éligibilité dans le cadre de l'article 18 du Décret;
- Examen des projets jugés éligibles par le groupe de travail;
- Approbation du projet de prochain PCS, y compris des projets déposés dans le cadre de l'article 18 du Décret, par le Collège communal;
- Envoi du projet de PCS approuvé par le Collège (pour le 30 septembre 2013) qui sera ensuite soumis à l'approbation du Conseil communal lors de sa séance du 14 octobre 2013;

Considérant que les nouveautés du prochain PCS sont toutes le résultat de demandes exprimées lors des consultations ainsi que de leur étude par le groupe de travail;

Considérant que les différences entre l'ancien et le nouveau Plan peuvent être résumées comme suit :

### **Développement de l'axe Coordination**

#### Transversalement aux 4 axes (ou pour un seul axe)

- Action 1 : Inventaire exhaustif (les 4 axes confondus) des actions, des inventaires et des coordinations en vue d'identifier les manques + actualisation continue de cet inventaire
- Action 2 : Diffusion de cet inventaire pour aider divers opérateurs 4 axes confondus à mieux se connaître
- Action 3 : Mise en place de coordination(s) en fonction des manques identifiés (voir action 1)
- Action 4 : Diffusion auprès des intéressés des suggestions du groupe de travail politique en matière de relais des résultats du diagnostic au-delà du PCS (actions susceptibles d'être portées par d'autres opérateurs plus pertinents)
- Action 5 : Soutien éventuel ou collaboration (dans limite des moyens) relatifs aux actions qui seraient mises en place suite à l'action 4
- Action 6 : Mise en place d'une coordination réunissant les opérateurs privés et publics de l'insertion socioprofessionnelle en vue de trouver ensemble des solutions au problème d'insertion des personnes les plus éloignées de l'emploi
- Action 7 : Actions en réseau pour sensibiliser les locataires sur la nécessité et sur la façon d'entretenir un logement
- Action 8 : Approfondissement du diagnostic concernant les problématiques évoquées lors des consultations que sont la consommation des jeunes et les risques que peuvent courir les « jeunes festifs » en soirée (les actions éventuelles seront envisagées en concertation avec le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention et autres partenaires pertinents)
- Action 9 : Développement de l'information et de la consultation des divers opérateurs tournaisiens en cours de PCS dans le cadre de l'actualisation du diagnostic et de l'évaluation
- Action 10 : Développement de l'information et de la consultation du public dans le cadre de l'actualisation du diagnostic et de l'évaluation

### **Axe 1 : Insertion socioprofessionnelle**

Projet « Personnel Inter Quartier »: la gestion journalière sera désormais assurée à 100 % par le CPAS. Des adaptations méthodologiques seront en outre réalisées.

### **Axe 2 : Accès au logement**

- \* Projet « Médiation » : L'accent sera mis sur une communication précise sur l'utilité de la médiation en matière de conflits locataires-propriétaires.
- \* Projet « Logements de transit » : la gestion journalière sera désormais assurée à 100 % par le CPAS.
- \* Projet « Travail social de rue »
  - Une co-animation des ateliers de recherche de logements sera assurée par l'équipe en collaboration avec le réseau.

- Des actions en réseau destinées à sensibiliser les locataires sur la nécessité et sur la façon d'entretenir un logement seront mises en place.
- L'équipe se renseignera sur le projet «capteur de logement» et évaluera la faisabilité et la pertinence de sa transposition à Tournai.

### **Axe 3 : Accès à la santé et traitement des assuétudes**

Projet «Travail social de rue» : Réorientation du projet Prévention, Réduction des risques et Information dans les lieux de sorties et de Mégadancings de Tournai et Mouscron (PRISM) vers une action de réduction des risques à l'attention de jeunes consommateurs au centre-ville sur base d'un état des lieux réalisé en partenariat avec le projet « Périscopes » (qui est un projet mené conjointement par les a.s.b.l. « Citadelle » et « Canal J »).

### **Axe 4 : Retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels**

\* Projet «Médiation» : l'action dans les cités sociales sera développée.

\* Projet «Travail social de rue» : L'équipe établira un état des lieux relatif aux risques de marginalisation des jeunes fréquentant les lieux festifs en soirée;

Considérant que le futur Plan de Cohésion Sociale et les actions qui le composent (modifications précitées incluses) se présentent comme suit :

Nom des projets	Projets menés dans le Plan de cohésion sociale 2009-2013	Nouveau projet ou poursuite de l'action menée dans le cadre du précédent Plan de cohésion sociale	Emplois qui seraient subsidiés dans le PCS 2014-2019	Subside demandé à la Région Wallonne 2014-2019
<b>Coordination</b>	Suivi de l'ensemble du Plan	Poursuite de l'action et amplification du travail avec et pour le réseau	2 ETP	F. pers. : 110.000,00 € F. fonc. : 3.000,00 € Invest. : 3.000,00 €
<b>Axe 1 : Insertion socioprofessionnelle</b>				
1.1. Personnel Inter Quartier	Suivi des bénéficiaires (article 60 § 7) par le CPAS et le S.A.I.S. au sein des services communaux	Poursuite de l'action <u>mais</u> suivi des bénéficiaires par le CPAS	3 ETP (+ 8 «article 60 § 7)	F. pers. : 150.000,00 € F. fonc. : 55.000,00 €
1.2. Tremplin 2000	Préformation et insertion socioprofessionnelle dans les métiers du bâtiment	Poursuite de l'action	3 ETP	F. pers. : 110.000,00 € F. fonc. : 65.000,00 €
<b>Axe 2 : Accès à un logement décent</b>				
2.1. Logements de transit	Hébergement temporaire de personnes victimes d'un sinistre. Suivi des bénéficiaires par le S.A.I.S.	Poursuite de l'action <u>mais</u> suivi des bénéficiaires par le CPAS		
2.2. Travail social de rue (logements)	Aide à la recherche de logements, accompagnement social et informations	Poursuite de l'action et développement de l'action relative au « bien habiter »	3,5 ETP	F. pers. : 150.000,00 € F. fonc. : 2.000,00 €

<b>Axe 3 : Accès à la santé et le traitement des assuétudes</b>				
3.1. PRISM	Projet de réduction des risques en milieu festif	Réorientation de l'action	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
3.2. Travail social de rue (santé)	Ecoute, aide, accompagnement et information en matière de problèmes d'assuétudes, de santé, de précarité	Poursuite de l'action	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
<b>Axe 4 : Retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels</b>				
4.1. Travail social de rue (liens sociaux,...)	Action de zonage et d'accompagnement (non formalisée dans le P.C.S. 2009-2013)	Poursuite de l'action et réalisation d'un diagnostic sur les risques de marginalisation des jeunes dans les lieux festifs du centre-ville	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
4.2. Maisons de quartier	Travail individuel et collectif destiné à des jeunes de 12 à 18 ans qui s'inscrivent ou risqueraient de s'inscrire dans 1 dynamique de décrochage social	Poursuite de l'action	1.5 ETP	F. pers. : 60.000,00 € F. fonc. : 12.400,00 €
4.3. Accès à l'information sans condition	Animations socioculturelles, éducatives et de quartiers	Poursuite de l'action	0,5 ETP	F. pers. : 14.500,00 €
4.4. Médiation de proximité	Résolution à l'amiable de conflits	Poursuite de l'action	0,5 ETP	F. pers. : 25.000,00 € F. fonc. : 1.500,00 €
<i>Total du subside demandé</i>				<i>521.000,00 €</i>
<i>Participation Ville (minimum 25 %)</i>				<i>240.400,00 €</i>
<i>Total général</i>			<i>14 ETP</i>	<i>761.400,00 €</i>

Considérant que le Plan de Cohésion sociale prévoit une obligation de participation financière à charge de la Ville de Tournai à raison d'un minimum de 25 % du subside octroyé, soit la somme minimale de 130.250,00 € (calculée sur base du subside octroyé dans le Plan précédent);

Considérant que cette participation financière n'est pas requise dans le cadre de l'article 18 du Décret du 6 novembre 2008;

Considérant qu'en 2012, le montant de la participation financière de la Ville s'est élevé à 195.316,95 €;

Considérant qu'un appel à projets a été adressé aux ASBL listées dans le diagnostic de cohésion sociale afin qu'elles puissent bénéficier des subsides octroyés dans le cadre de l'article 18 du Décret;

Considérant que la liste des projets envoyés par les associations ayant répondu à l'appel et ayant reçu un avis favorable de la part de la Région wallonne est la suivante :

Association	Demande financière			
	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Total
<b>Projet « Inter actions » (Port'ouverte) :</b> Créer des liens entre les jeunes et leurs aînés en mettant en place des projets concrets qui permettent de faciliter la rencontre et les échanges entre générations et leur compréhension mutuelle (dans le Faubourg de Lille, dans le quartier Saint-Jean et au Luchet d'Antoing).				
ASBL Port'ouverte	4.250,00 € par an	1.000,00 € par an	1.750,00 € par an	7.000,00 € par an
<b>Journée « Manger sainement, équilibré, sans gaspiller » (Anama) :</b> En 2014, année européenne de la lutte contre le gaspillage alimentaire, une journée de sensibilisation proposera différents ateliers visant à mieux gérer un budget ainsi que des ateliers de cuisine des restes et techniques diverses (groupes d'achats solidaires, modes de cuisson alternatifs, etc.) afin de réaliser des économies et de prouver que l'on peut manger sainement à petit prix.				
ASBL Anama	5.000,00 € pour 2014	/	/	5.000,00 € pour 2014
<b>Projet « Collectif jeunes femmes » (Vie féminine) :</b> Travailler l'autonomisation, la responsabilisation et la récréation du lien social des femmes du milieu populaire, avec une attention spéciale pour les jeunes femmes par la mobilisation d'un groupe (destiné à s'étendre) porteur d'activités (ateliers, conférences, formations, campagnes d'informations, etc.) (bi-) hebdomadaires relatives aux thèmes de préoccupation des femmes (santé, logement, sexisme, droit, justice, etc.)				
ASBL Vie féminine	2.336,00 € par an	/	2.934,00 € par an	5.270,00 € par an
<b>Lutte contre la pauvreté par le biais de la vente de biens de seconde main (La Ressourcerie) :</b> Engagement de 2 personnes en article 60 § 7 ou article 61 prolongées par la suite en statut sine pour la mise en condition de biens réutilisables collectés par la Ressourcerie dans le but de donner une deuxième vie à ces biens et de les repropoker par la suite à la vente à une clientèle précarisée.				
ASBL La Ressourcerie Le Carré	/	/	11.068,00 € par an	11.068,00 € par an
<b>Gestion de l'entrepôt de la Maison des Familles (Maison des Familles) :</b> En amont de l'aide alimentaire fournie par la Maison des Familles à des personnes et familles en difficultés économiques et sociales, assurer la réception des marchandises fournies par la Banque Alimentaire ainsi que d'entreprises du secteur de l'agro-alimentaire, leur traçabilité, leur tri, leur stockage, le traitement éventuel des déchets ainsi que la redistribution des denrées auprès des lieux de permanences (distribution directe aux personnes précarisées).				
ASBL La Maison des Familles	2.000,00 € par an	1.000,00 € par an	2.000,00 € par an	5.000,00 € par an
<b>Mobilité + (Agence Locale pour l'Emploi - Service mobilité) :</b> Achat et frais d'usage d'une camionnette en vue de favoriser le transport de personnes précarisées, leur permettre l'accès aux soins de santé, lutter contre les inégalités sociales et participer au bien être des bénéficiaires (soins, liens sociaux, etc.).				
ASBL ALE	2.942,00 € par an	5.020,00 € par an	/	7.962,00 € par an
Total : 41.300,00 €				



Considérant que la liste des projets envoyés par les associations ayant répondu à l'appel et ayant reçu un avis défavorable de la part de la Région wallonne (car ne correspondant pas aux priorités que s'est fixée la Ministre Tillieux), est la suivante :

- « Maison des Associations Tournai : mobiliser et fédérer le tissu associatif » (ASBL Compas) – demande d'un subside de 36.210,00 €
- « Création d'un espace populaire Part'âges » (ASBL Masure 14) – demande d'un subside de 32.750,00 €
- « Accueil et gardes au domicile des enfants en situation de handicap âgés de 0 à 18 ans » (ASBL La Babillarde) – demande d'un subside non précisé
- « En route pour le permis » et « le permis, c'est pratique » (ASBL Multimobil) : apprentissage du code de la route et de la conduite automobile pour publics en besoin de réinsertion socioprofessionnelle : 1.300,00 € par module de formation (pour le permis théorique) et 450,00 € par personne (pour le permis pratique);

Considérant que les projets ont été présentés au groupe de travail précité;

Considérant que ce groupe a considéré, dans la mesure où le total des subsides demandés par les projets ayant reçu un avis favorable de la Région n'excédait pas le subside des exercices antérieurs, qu'il lui semblait judicieux de les intégrer tous au Plan de Cohésion sociale 2014-2019, dans le cadre de l'article 18 du Décret;

Considérant que les projets que le Collège sélectionne seront soumis à la Région wallonne et que la Région wallonne décidera parmi ceux-ci lesquels bénéficieront d'un subside dans le cadre de l'article 18 du Décret du 6 novembre 2008;

Considérant que le subside propre à l'article 18 du Décret du 6 novembre 2008 s'élèverait à la somme approximative de 41.300,00 € par an;

Considérant que la somme totale des subsides demandés par les associations n'excède pas la somme précitée;

Considérant qu'il est utile de rentrer des projets de telle façon que la somme totale des subsides demandés atteigne ce montant afin de ne pas perdre le bénéfice d'un subside potentiel;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- 1) d'approuver le plan de cohésion sociale annexé et résumé comme suit :

Nom des projets	Projets menés dans le Plan de cohésion sociale 2009-2013	Nouveau projet ou poursuite de l'action menée dans le cadre du précédent Plan de cohésion sociale	Emplois qui seraient subsidiés dans le PCS 2014-2019	Subside demandé à la Région wallonne 2014-2019
<b>Coordination</b>	Suivi de l'ensemble du Plan	Poursuite de l'action et amplification du travail avec et pour le réseau	2 ETP	F. pers. : 110.000,00 € F. fonc. : 3.000,00 € Invest. : 3.000,00 €
<b>Axe 1 : Insertion socioprofessionnelle</b>				
1.1. Personnel Inter Quartier	Suivi des bénéficiaires (article 60 § 7) par le CPAS et le S.A.I.S. au sein des services communaux	Poursuite de l'action <u>mais</u> suivi des bénéficiaires par le CPAS	3 ETP (+ 8 «article 60 § 7)	F. pers. : 150.000,00 € F. fonc. : 55.000,00 €
1.2. Tremplin 2000	Préformation et insertion socioprofessionnelle dans les métiers du bâtiment	Poursuite de l'action	3 ETP	F. pers. : 110.000,00 € F. fonc. : 65.000,00 €
<b>Axe 2 : Accès à un logement décent</b>				
2.1. Logements de transit	Hébergement temporaire de personnes victimes d'un sinistre. Suivi des bénéficiaires par le S.A.I.S.	Poursuite de l'action <u>mais</u> suivi des bénéficiaires par le CPAS		
2.2. Travail social de rue (logements)	Aide à la recherche de logements, accompagnement social et informations	Poursuite de l'action et développement de l'action relative au « bien habiter »	3,5 ETP	F. pers. : 150.000,00 € F. fonc. : 2.000,00 €
<b>Axe 3 : Accès à la santé et traitement des assuétudes</b>				
3.1. PRISM	Projet de réduction des risques en milieu festif	Réorientation de l'action	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
3.2. Travail social de rue (santé)	Ecoute, aide, accompagnement et information en matière de problèmes d'assuétudes, de santé, de précarité	Poursuite de l'action	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.

<b>Axe 4 : Retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels</b>				
4.1. Travail social de rue (liens sociaux,...)	Actions de zonage et d'accompagnement (non formalisée dans le P.C.S. 2009-2013)	Poursuite de l'action et réalisation d'1 diagnostic sur les risques de marginalisation des jeunes dans les lieux festifs du centre ville	Compris dans 2.2.	Compris dans 2.2.
4.2. Maisons de quartier	Travail individuel et collectif destiné à des jeunes de 12 à 18 ans qui s'inscrivent ou risqueraient de s'inscrire dans 1 dynamique de décrochage social	Poursuite de l'action	1.5 ETP	F. pers. : 60.000,00 € F. fonc. : 12.400,00 €
4.3. Accès à l'information sans condition	Animations socioculturelles, éducatives et de quartiers	Poursuite de l'action	0,5 ETP	F. pers. : 14.500,00 €
4.4. Médiation de proximité	Résolution à l'amiable de conflits	Poursuite de l'action	0,5 ETP	F. pers. : 25.000,00 € F. fonc. : 1.500,00 €
<i>Total du subside demandé</i>				<i>521.000,00 €</i>
<i>Participation Ville (minimum 25 %)</i>				<i>240.400,00 €</i>
<i>Total général</i>			<i>14 ETP</i>	<i>761.400,00 €</i>

- 2) d'approuver les projets envoyés par les associations ayant répondu à l'appel et ayant reçu un avis favorable de la part de la Région wallonne, afin qu'ils puissent bénéficier du subside octroyé dans le cadre de l'art. 18 du Décret du 6 novembre 2008 relatif aux plans de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, à savoir :

<b>Association</b>	<b>Demande financière</b>			
	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	Frais de personnel	Total
<b>Projet « Inter actions » (Port'ouverte) :</b> Créer des liens entre les jeunes et leurs aînés en mettant en place des projets concrets qui permettent de faciliter la rencontre et les échanges entre générations et leur compréhension mutuelle (dans le Faubourg de Lille, dans le quartier Saint-Jean et au Luchet d'Antoing).				
ASBL Port'ouverte	4.250,00 € par an	1.000,00 € par an	1.750,00 € par an	7.000,00 € par an
<b>Journée « Manger sainement, équilibré, sans gaspiller » (Anama) :</b> En 2014, année européenne de la lutte contre le gaspillage alimentaire, une journée de sensibilisation proposera différents ateliers visant à mieux gérer un budget ainsi que des ateliers de cuisine des restes et techniques diverses (groupes d'achats solidaires, modes de cuisson alternatifs, etc.) afin de réaliser des économies et prouver que l'on peut manger sainement à petit prix.				
ASBL Anama	5.000,00 € pour 2014	/	/	5.000,00 € pour 2014

<b>Projet « Collectif jeunes femmes » (Vie féminine) :</b> Travailler l'autonomisation, la responsabilisation et la recreation du lien social des femmes du milieu populaire, avec une attention spéciale pour les jeunes femmes par la mobilisation d'un groupe (destiné à s'étendre) porteur d'activités (ateliers, conférences, formations, campagnes d'informations, etc.) (bi-) hebdomadaires relatives aux thèmes de préoccupation des femmes (santé, logement, sexisme, droit, justice, etc.)				
ASBL Vie féminine	2.336,00 € par an	/	2.934,00 € par an	5.270,00 € par an
<b>Lutte contre la pauvreté par le biais de la vente de biens de seconde main (La Ressourcerie) :</b> Engagement de 2 personnes en article 60 § 7 ou article 61 prolongées par la suite en statut sine pour la mise en condition de biens réutilisables collectés par la Ressourcerie dans le but de donner une deuxième vie à ces biens et de les proposer par la suite à la vente à une clientèle précarisée.				
ASBL La Ressourcerie Le Carré	/	/	11.068,00 € par an	11.068,00 € par an
<b>Gestion de l'entrepôt de la Maison des Familles (Maison des Familles) :</b> En amont de l'aide alimentaire fournie par la Maison des Familles à des personnes et familles en difficultés économiques et sociales, assurer la réception des marchandises fournies par la Banque Alimentaire ainsi que d'entreprises du secteur de l'agro-alimentaire, leur traçabilité, leur tri, leur stockage, le traitement éventuel des déchets ainsi que la redistribution des denrées auprès des lieux de permanences (distribution directe aux personnes précarisées).				
ASBL La Maison des Familles	2.000 € par an	1.000,00 € par an	2.000,00 € par an	5.000,00 € par an
<b>Mobilité + (Agence Locale pour l'Emploi - Service mobilité) :</b> Achat et frais d'usage d'une camionnette en vue de favoriser le transport de personnes précarisées, leur permettre l'accès aux soins de santé, lutter contre les inégalités sociales et participer au bien-être des bénéficiaires (soins, liens sociaux, etc.).				
ASBL ALE	2.942,00 € par an	5.020,00 € par an	/	7.962,00 € par an
Total: 41.300 €				

#### RATIFIE :

l'envoi à la Région wallonne pour le 30 septembre 2013 du projet de Plan de Cohésion sociale ainsi que des projets susceptibles de bénéficier d'un subside octroyé dans le cadre de l'article 18 du Décret du 6 novembre 2008 relatif aux plans de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie.

Madame la Conseillère communale **L.BARBAIX** rentre en séance.

9. Accueil extrascolaire. Convention de mise à disposition de la « Ferme à Tertous ». Modifications. Approbation.

Monsieur l'Echevin **P.ROBERT** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

Le Service d'Accueil extrascolaire de la Ville de Tournai, subsidié par la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région wallonne, assure l'accueil des enfants en dehors des heures scolaires. Il est actuellement implanté à Templeuve, à Gaurain-Ramecroix et à Vezon.

Depuis 2005, l'accueil extrascolaire de Vezon se faisait tous les jours dans les locaux de la « Ferme à Tertous ». Cette mise à disposition avait fait l'objet d'une convention établissant les modalités en termes d'entretien, de charges liées à la consommation d'eau et d'énergie, etc.

Fin 2011, des travaux de peinture au sein de la « Ferme à Tertous » ont contraint le service à accueillir les enfants directement dans les deux écoles de Vezon. Constatant que cette formule convenait mieux aux enfants, aux accueillants et aux parents, il a été décidé en avril 2012 de tester ce mode de fonctionnement sur une plus longue période, conservant toutefois l'accueil du mercredi à la « Ferme à Tertous » afin de ne pas dénaturer totalement le projet.

En septembre 2013, le maintien définitif de ce système exige la révision de la convention d'origine afin d'adapter les modalités au nouveau taux d'occupation de la « Ferme à Tertous ».

Nous vous invitons à approuver les termes de la nouvelle convention."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le Service d'Accueil extrascolaire assure l'accueil des enfants en dehors des heures scolaires et est subsidié par la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région wallonne;

Considérant que ce service est actuellement implanté à Templeuve, à Gaurain-Ramecroix et à Vezon;

Considérant qu'un accueil extrascolaire a ouvert ses portes en 2005 au sein des locaux de la « Ferme à Tertous » via une convention établie entre la Ville de Tournai et le Docteur Dominique WATTIEZ, propriétaire des lieux;

Considérant sa délibération du 27 juin 2005 marquant son accord sur les termes de cette convention;

Considérant que fin 2011, d'importants travaux de peinture entrepris au sein de la « Ferme à Tertous » avaient contraint le service, pendant plusieurs semaines, à accueillir les enfants directement au sein des deux établissements scolaires de Vezon, avec l'accord des directeurs d'école;

Considérant qu'il s'est avéré alors que ce mode de fonctionnement convenait mieux aux parents, aux enfants et aux accueillantes pour des raisons pratiques;

Considérant que les directions des écoles libre et communale ont alors été consultées sur la possibilité d'organiser en permanence l'accueil dans leurs établissements les lundi, mardi, jeudi et vendredi de la sortie des classes jusque 18 heures;

Considérant que le Docteur WATTIEZ, propriétaire de la « Ferme à Tertous », a lui aussi été consulté par rapport aux changements éventuels liés à l'occupation différente des locaux et qu'il s'est montré ouvert à toute modification pour peu que le mercredi soit conservé afin de ne pas dénaturer le projet et de conserver l'esprit de partage de la Ferme à Tertous;

Considérant qu'il a été décidé de commun accord entre les différents protagonistes qu'une période test d'une année scolaire serait entamée avant de revoir les termes de la convention, laissant l'opportunité à chacun de faire marche arrière pour des raisons d'organisation;

Considérant qu'aujourd'hui, cette période test s'est achevée et que ce mode de fonctionnement satisfait toutes les parties;

Considérant que les termes de la convention ont été revus avec le Docteur WATTIEZ et qu'un compromis a été trouvé par rapport aux frais liés à l'occupation de sa propriété (taux d'occupation divisé par deux, charges liées à l'occupation divisées par deux);

Considérant que ces frais de fonctionnement sont couverts par la participation financière des parents (2,00 € par enfant pour le mercredi après-midi) et par la subvention accordée par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre du soutien de l'accueil extrascolaire;

Considérant qu'une nouvelle convention de mise à disposition des locaux de la « Ferme à Tertous », à conclure entre la Ville et le propriétaire, a été établie en vue de fixer les modalités contractuelles de cette mise à disposition;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de Démocratie locale et de la Décentralisation;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

de marquer son accord sur les termes de la convention relative à la mise à disposition au profit de la Ville des locaux situés dans la « Ferme à Tertous » sise rue Albert I<sup>er</sup>, 61 à 7538 Vezon, en vue d'y organiser l'accueil extrascolaire d'enfants de 2 ans ½ à 12 ans le mercredi après-midi et dont les termes suivent :

" La Ville de Tournai représentée par M. Didier COUPEZ, Directeur général, et M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 14 octobre 2013, ci-après dénommée "*la Ville*";

Le Docteur Dominique WATTIEZ domicilié 2a, rue Maréchal Foch à 7538 Vezon. ci-après dénommé "*le propriétaire*";

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Préambule :**

Un projet d'accueil extrascolaire des enfants en dehors des heures scolaires a reçu l'aval de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région wallonne.

Dans cette perspective, et en raison du manque cruel de milieux d'accueil dans les villages, le Docteur WATTIEZ propose à la Ville de mettre gratuitement à sa disposition des locaux de la « Ferme à Tertous" sise rue Albert 1<sup>er</sup>, 61 à 7538 Vezon.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités contractuelles de cette mise à disposition.

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet :**

Le propriétaire met à disposition de la Ville les locaux situés dans la « Ferme à Tertous » sise rue Albert 1<sup>er</sup>, 61 à Vezon et dont la localisation exacte est définie sur le plan annexé à la présente.

### **Article 2 – Destination :**

La mise à disposition des locaux décrits à l'article 1<sup>er</sup> est consentie exclusivement aux fins d'y accueillir des enfants de 2,5 à 12 ans le mercredi de 12 à 18 heures en période scolaire. Les jours et horaires d'occupation peuvent être modifiés de commun accord constaté par simple échange de correspondance.

### **Article 3 – Gratuité :**

La mise à disposition des locaux décrits à l'article 1<sup>er</sup> est consentie à titre gratuit. La Ville prendra en charge les frais de consommation de chauffage, eau et électricité à concurrence d'un montant forfaitaire de 850,00 € par an. Ce montant forfaitaire sera indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation suivant la formule suivante :

Montant =  $\frac{\text{montant de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de départ}}$

Nouvel indice = indice du mois précédant la date anniversaire du renouvellement, à savoir : le mois de septembre.

Indice de départ = indice du mois de prise de cours de la présente convention, à savoir : le mois d'octobre 2013.

Ce montant sera liquidé au plus tard le 30 juin de chaque année sur le numéro de compte suivant : **375-0153487-15** du propriétaire.

Le premier versement étant effectué le 30 juin 2014 au plus tard.

**Article 4 – Durée :**

La présente convention est conclue pour une année scolaire prenant cours le 1<sup>er</sup> septembre 2013 et prenant fin le 30 juin 2014. Elle est tacitement renouvelable pour une même durée et aux mêmes conditions sauf préavis de deux mois notifié par écrit par l'une ou l'autre partie.

**Article 5 – Responsabilité :**

La Ville s'engage à couvrir sa responsabilité pour tous les faits en rapport avec les activités exercées.

Le Propriétaire s'engage à couvrir le bien en matière d'incendie avec clause d'abandon de recours au profit de la Ville.

**Article 6 – Propreté :**

Après chaque occupation, la Ville remettra les lieux dans leur pristin état et maintiendra les locaux en parfait état d'ordre et de propreté. La Ville veillera à ce qu'au minimum un nettoyage complet soit effectué le vendredi de chaque semaine d'occupation.

**Article 7 – Tranquillité des voisins :**

La Ville s'oblige à prendre toute mesure utile pour que les activités exercées dans les lieux mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins."

10. Crèches communales. Règlement d'ordre intérieur. Abrogation. Nouveau règlement d'ordre intérieur. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V.BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le traitement des derniers dossiers de recouvrement de créances impayées dans les crèches communales (les Chatons et le Clos des Poussins), le Service juridique a rencontré certaines difficultés pour récupérer les montants impayés à la Ville de Tournai par les parents débiteurs.

Dans la majorité des dossiers de recouvrement communiqués au contentieux, la créance n'a pu être récupérée vu la situation financière des parents (insolvabilité) et le trop long délai mis dans la communication du dossier entre les services concernés (crèches – Service Comptabilité – huissier de justice - Service contentieux).

Au vu de ces éléments, nous avons décidé le 15 mars dernier de mener une réflexion afin d'établir un protocole en vue d'éviter les situations d'arriérés de paiement et d'insolvabilité et d'y associer, outre les services concernés, Monsieur le Directeur financier Eddy MOULIN, Madame l'Echevine des Finances Laetitia LIENARD et Monsieur l'Echevin de la Jeunesse Vincent BRAECKELAERE.



Une réunion de travail a eu lieu le 6 mai 2013, dont l'objectif était d'envisager des pistes de solutions et les changements à apporter aux méthodes et aux procédures de recouvrement appliquées jusque là. Dans ce cadre, il y avait lieu de recueillir l'avis des agents des Services administratifs concernés, à savoir : Monsieur le Directeur financier Eddy MOULIN, le Service Comptabilité, les assistantes sociales auprès des crèches communales et le Service juridique.

A propos de la procédure de recouvrement en elle-même, il a été proposé de réduire les délais de transmission entre les différents Services et de supprimer le recours à un huissier de justice, dont les tâches seraient reprises par le Service juridique de la Ville.

En séance du 30 août 2013, nous avons marqué notre accord sur la procédure de recouvrement modifiée, telle que proposée par les intervenants du groupe de travail, laquelle se présente désormais comme suit :

- émission de la facture mensuelle (F1) par la crèche communale et dépôt de celle-ci dans le casier de l'enfant sous pli fermé;
- prise de contact entre les crèches et le Service Comptabilité afin de signaler l'émission de la facture (le système informatique existant permet au Service Comptabilité de voir les factures émises par les assistantes sociales des crèches);
- délai de 15 jours laissé aux parents pour le paiement de la facture;
- en cas de non-paiement de la facture au terme de ce délai de 15 jours, un rappel simple (et non par voie de recommandé) sera automatiquement adressé aux parents avec la facture mensuelle du mois suivant (F2 + RF1) et un nouveau délai de 15 jours laissé aux parents débiteurs pour le paiement;
- à l'occasion de l'émission de la nouvelle facture mensuelle (F3) par les crèches, vérification quant au paiement éventuel de la facture F1;
- en cas de non paiement de la facture F1 au terme de ce délai total de 2 mois, envoi d'un courrier de mise en demeure par recommandé uniquement par le Service Comptabilité, avec un ultime délai de 8 jours laissé pour le paiement;
- au terme de ce délai de 8 jours, vérification par le Service Comptabilité;
- si aucun paiement n'est intervenu à l'échéance de ces 8 jours supplémentaires, l'Assistante sociale de la crèche concernée entamera l'enquête sociale prévue par le règlement d'ordre intérieur des crèches communales (conformément aux directives de l'ONE) et rédigera un rapport d'enquête sociale, afin d'exposer les raisons pour lesquelles les parents se sont abstenus de payer malgré les rappels intervenus et les délais octroyés;
- le rapport rédigé par l'assistante sociale sera transféré au Service juridique, lequel préparera un dossier afin de le soumettre au Collège communal, qui décidera des suites à réserver au dossier (octroi d'un plan de paiement, suspension temporaire de l'accueil de l'enfant, exclusion de l'enfant du milieu d'accueil, transmission du dossier à l'avocat de la Ville de Tournai...).

En outre, l'Office de la Naissance et de l'Enfance a proposé quelques modifications relatives au point « **III. Accessibilité** ».

Nous vous proposons dès lors de remplacer le règlement d'ordre intérieur des crèches communales."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que pour les derniers dossiers de recouvrement de créances impayées dans les crèches communales (les Chatons et le Clos des Poussins), le Service juridique a rencontré certaines difficultés pour récupérer les montants impayés à la Ville de Tournai par les parents débiteurs;

Considérant que dans la majorité des dossiers de recouvrement communiqués au contentieux, la créance n'a pu être récupérée vu la situation financière des parents (insolvabilité) et le trop long délai mis dans la communication du dossier entre les services concernés (crèches – Service Comptabilité – huissier de justice - Service contentieux);

Considérant qu'au vu de ces éléments, le Collège communal a décidé, en date du 15 mars 2013, de mener une réflexion afin d'établir un protocole en vue d'éviter les situations d'arriérés de paiement et d'insolvabilité et d'y associer, outre les services concernés, Monsieur le Directeur financier Eddy MOULIN, Madame l'Echevine des Finances Laetitia LIENARD et Monsieur l'Echevin de la Jeunesse Vincent BRAECKELAERE;

Considérant qu'une réunion de travail a eu lieu le 6 mai 2013 dont l'objectif était d'envisager des pistes de solutions et les changements à apporter aux méthodes et aux procédures de recouvrement appliquées jusque-là;

Considérant que, dans ce cadre, il y avait lieu de recueillir les avis des agents des services administratifs concernés, à savoir : Monsieur le Directeur financier, le Service Comptabilité, les assistantes sociales auprès des crèches communales et le Service juridique;

Considérant qu'à propos de la procédure de recouvrement en elle-même, il a été proposé de réduire les délais entre les différentes étapes administratives et de supprimer le recours à un huissier de justice dont les tâches seraient reprises par le Service juridique de la Ville;

Considérant qu'en séance du 30 août 2013, le Collège communal a marqué son accord sur la procédure de recouvrement modifiée, telle que proposée par les intervenants du groupe de travail;

Considérant que cette procédure de recouvrement se présente désormais comme suit :

- \* émission de la facture mensuelle (F1) par la crèche communale (Les Chatons ou Le Clos des Poussins) et dépôt de celle-ci dans le casier de l'enfant sous pli fermé;
- \* prise de contact entre le service des crèches et le service comptabilité afin de signaler l'émission de la facture (le système informatique existant permet au Service Comptabilité de voir les factures émises par les assistantes sociales des crèches);
- \* délai de 15 jours laissé aux parents pour le paiement de la facture;
- \* en cas de non-paiement de la facture au terme de ce délai de 15 jours, un rappel simple (et non par voie de recommandé) sera automatiquement adressé aux parents avec la facture mensuelle du mois suivant (F2 + RF1) et un nouveau délai de 15 jours laissé aux parents débiteurs pour le paiement;
- \* à l'occasion de l'émission de la nouvelle facture mensuelle (F3) par les crèches, vérification quant au paiement éventuel de la facture F1;
- \* en cas de non paiement de la facture F1 au terme de ce délai total de 2 mois, envoi d'un courrier de mise en demeure par voie de recommandé uniquement par le Service Comptabilité, avec un ultime délai de 8 jours laissé pour le paiement
- \* au terme de ce délai de 8 jours, vérification par le Service Comptabilité;

- \* si aucun paiement n'est intervenu à l'échéance de ces 8 jours supplémentaires, l'assistante sociale de la crèche concernée entamera l'enquête sociale prévue par le règlement d'ordre intérieur des crèches communales (conformément aux directives de l'ONE) et rédigera un rapport d'enquête sociale, afin d'exposer les raisons pour lesquelles les parents se sont abstenus de payer malgré les rappels intervenus et délais laissés pour ce;
- \* le rapport rédigé par l'Assistante sociale sera transféré au Service juridique, lequel préparera un dossier afin de le soumettre au Collège communal, qui décidera des suites à réserver au dossier (octroi d'un plan de paiement, suspension temporaire de l'accueil de l'enfant, exclusion de l'enfant du milieu d'accueil, transmission du dossier à l'avocat de la Ville de Tournai...);

Considérant, en outre, que l'ONE a proposé d'autres modifications relatives au point « III. Accessibilité » du règlement d'ordre intérieur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

d'abroger le précédent règlement d'ordre intérieur des crèches communales adopté en janvier 2011 et de le remplacer par le texte qui suit :

#### « Règlement d'ordre intérieur

##### Crèche Communale Les Chatons

rue d'Amour, 12 - 7500 Tournai - Téléphone : 069/21.43.87

##### Crèche Communale Clos des Poussins

rue de Barges, 30 bis - 7500 Tournai - Téléphone : 069/22.96.92

Les crèches Clos des Poussins et Les Chatons sont deux crèches communales dont le Pouvoir organisateur est la Ville de Tournai.

Elles accueillent des enfants âgés de 0 à 3 ans du lundi au vendredi de 6 heures à 18 heures 30 durant au moins 220 jours par an. Elles sont fermées le week-end et les jours fériés.

Un calendrier reprenant les jours de fermeture est communiqué au début de chaque année ou lors de l'entrée de l'enfant à la crèche.

La crèche Clos des Poussins a une capacité de 78 lits, la crèche Les Chatons peut accueillir 56 enfants.

## I. RESPECT DU CODE DE QUALITE

Notre milieu d'accueil agréé s'engage à respecter le code de qualité tel que défini par l'Arrêté du 17 décembre 2003 du Gouvernement de la Communauté française.

Il veille notamment à l'égalité des chances pour tous les enfants dans l'accès aux activités proposées et à instituer un service qui répond à la demande des parents et aux besoins des enfants.

Il évite toute forme de comportement discriminatoire basé sur le sexe ou l'origine socioculturelle à l'encontre des enfants ou des parents.

Notre milieu d'accueil agréé élabore un projet d'accueil conformément aux dispositions relatives à l'article 20 de l'Arrêté précité et en délivre copie aux personnes qui nous confient l'enfant.

## II. FINALITE PRINCIPALE

Notre milieu d'accueil agréé a pour finalité principale de permettre aux parents de concilier leurs responsabilités professionnelles (travail, formation professionnelle, recherche d'emploi et engagements sociaux) avec leurs responsabilités parentales. Il institue un mode d'accueil qui leur permet de confier l'enfant en toute sérénité et d'être pleinement disponibles, tant psychologiquement que professionnellement, pour leurs occupations professionnelles et autres.

## III. ACCESSIBILITE

Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination (articles 10 et 11 de la Constitution), en tant que milieu d'accueil agréé par un organisme d'intérêt public, l'accessibilité au milieu d'accueil est assurée à tous les enfants quelle que soit l'occupation professionnelle des parents ou le temps de prestation.

### Accueil réservé

Conformément à la réglementation en vigueur, le milieu d'accueil prévoit de réserver 10 % de sa capacité totale, en vue de répondre aux besoins d'accueil résultant de situations particulières :

- accueil d'un enfant ayant un lien de parenté avec un autre enfant inscrit (placement simultané pour la fratrie);
- accueil d'un enfant dont les parents font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants;
- sur proposition d'un service SOS-enfants ou sur décision judiciaire;
- enfants confiés en adoption (difficultés vécues par les parents quant à la date d'arrivée de l'enfant);
- protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Dans ces cas, les modalités d'inscription sont adaptées à l'urgence des situations tout en respectant au mieux les modalités d'inscriptions habituelles.

### Critères :

En ce qui concerne l'inscription de nouveaux enfants, il y a lieu de retenir les critères de priorité suivants.

S'agissant d'une crèche communale, priorité sera donnée pour l'inscription d'enfants

- 1) dont au moins l'un des parents habite la commune de Tournai;
- 2) dont l'un des parents au moins ne peut assurer lui-même l'accueil pour cause de circonstances de travail;
- 3) et/ou ont dû faire face à une naissance multiple (jumeaux/triplés/...).

Du reste, les modalités d'inscription devront être respectées par les parents dans tous les cas.

Ces critères ne constituent nullement des critères d'exclusivité au stade de l'admission d'enfants à la crèche ou des motifs d'exclusion d'enfants en cours d'accueil (au cas où l'un des critères de priorité venait à disparaître).

Par ailleurs, l'application de ces critères ne peut en aucun cas conditionner le respect de la disposition relative à l'accueil dit « réservé » (voir ci-dessus).

Pour les parents qui ne répondent pas aux critères de priorité à l'admission instaurés par le milieu d'accueil, leur demande d'inscription peut être mise en attente de réponse.

Les parents confirment leur demande d'inscription dans le mois qui suit le délai de trois mois à compter de leur demande initiale.

Si au terme des 10 jours ouvrables suivant la confirmation de la demande d'inscription, il s'avère qu'une place d'accueil sera disponible à la date présumée de l'accueil, l'inscription de l'enfant ne pourra être refusée sur base de l'application de ce critère de priorité.

## IV. MODALITES D'INSCRIPTION

### 1/ Accueil de l'enfant prévu avant l'âge de 6 mois

#### Inscription

A partir du 3<sup>ème</sup> mois de grossesse révolu, les parents sollicitent l'inscription de leur enfant en précisant le temps d'accueil et la date probable de cet accueil.

Chaque demande d'inscription est transcrite immédiatement dans un registre des inscriptions dans l'ordre chronologique de son introduction.

Le milieu d'accueil délivre une attestation de cette demande d'inscription aux parents et les informe des procédures ultérieures à respecter.

Le milieu d'accueil agréé peut refuser une demande d'inscription si le nombre de journées de présence est inférieur à une moyenne mensuelle de 12 journées complètes ou incomplètes, hors les mois de vacances annoncés par les parents.

Le milieu d'accueil agréé notifie aux parents, endéans le délai maximal d'un mois suivant la demande d'inscription, l'acceptation, la mise en attente de réponse ou le refus motivé de l'inscription.

Toute décision de refus d'inscription est notifiée aux parents sur base d'un formulaire type dont le modèle est fourni par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et en précisant le motif du refus.

Celui-ci ne peut se justifier que par l'absence de place disponible à la date présumée du début de l'accueil, soit par l'incompatibilité de la demande avec le règlement d'ordre intérieur ou le projet d'accueil.

En cas de refus d'une demande d'inscription, le milieu d'accueil informe les parents des autres milieux d'accueil susceptibles de répondre à leur demande.

#### Confirmation de l'inscription

Les parents qui n'ont pas reçu de refus d'inscription confirment leur demande dans le mois suivant le 6<sup>ème</sup> mois révolu de la grossesse.

Pour les inscriptions en attente de réponse, le milieu d'accueil notifie soit l'acceptation soit le refus motivé ou encore le fait qu'il n'est toujours pas en mesure d'accepter l'inscription et ce, au plus tard dans les 10 jours ouvrables qui suivent la confirmation des parents.

Les inscriptions acceptées sont transcrites, sous forme d'inscriptions fermes, dans le registre ad hoc en y mentionnant la date présumée du début de l'accueil.

A ce moment, le milieu d'accueil remet aux parents le règlement d'ordre intérieur ainsi que le projet d'accueil.

#### Inscription définitive

Les parents doivent confirmer la naissance de leur enfant dans le mois de celle-ci.

Une avance forfaitaire correspondant au maximum à un mois d'accueil, tel que calculé en fonction de la fréquentation prévue et de la contribution financière déterminée sur la base des revenus du ménage est demandée par le milieu d'accueil.

L'inscription ferme de l'enfant devient définitive au versement de cette avance forfaitaire.

Elle est restituée, endéans un délai de deux mois, à la fin de l'accueil si toutes les obligations ont été exécutées ou si l'entrée de l'enfant n'a pu avoir lieu dans les cas de force majeure suivants notamment :

- santé de l'enfant ou des parents;
- déménagement des parents;
- perte d'emploi de l'un des parents.

## 2/ Particularités pour l'accueil d'un enfant prévu à l'âge de 6 mois ou plus

### Inscription

La demande d'inscription ne peut être formulée que dans les 9 mois qui précèdent la date prévue pour l'entrée de l'enfant en milieu d'accueil.

### Confirmation d'inscription

Les parents qui n'ont pas reçu de refus d'inscription confirment leur demande dans le mois à compter de l'échéance d'un délai de trois mois suivant leur demande initiale.

### Inscription définitive

Les parents confirment l'entrée de leur enfant en milieu d'accueil au plus tard deux mois avant celle-ci.

Nonobstant ces délais différents, les autres aspects de la procédure d'inscription restent identiques.

## V. MODALITES PRATIQUES DE L'ACCUEIL

- \* Une absence imprévue ou une arrivée tardive de l'enfant doit nous être communiquée le plus tôt possible et au plus tard à 9 heures (sauf circonstances exceptionnelles) sous peine de se voir facturer la journée ou de ne pas pouvoir déposer l'enfant à la crèche.
- \* Pour la journée, l'enfant sera propre et habillé.
- \* Le premier repas devra être donné par les parents avant l'arrivée de l'enfant pour toute arrivée après 8 heures, sauf disposition particulière.
- \* Le dîner est servi à 11 heures, les enfants mangeant à la crèche doivent arriver au plus tard pour 10 heures 45.
- \* Pour respecter la sieste des enfants, nous vous demandons de ne pas présenter ou reprendre votre enfant entre 12 heures 30 et 13 heures 30. L'horaire d'arrivée et de départ est défini dans le contrat d'accueil qui doit être respecté.
- \* Il vous est demandé d'arriver au plus tard à 18 heures 20 dans le Service afin que le retour se fasse dans les meilleures conditions.
- \* Pour des raisons de santé ou de convictions religieuses et philosophiques, nous acceptons un régime alimentaire particulier en fonction des possibilités de la crèche. Aucun aliment préparé à la maison ne pourra être donné à la crèche. Tout aliment de régime ainsi que le lait (si différent de celui fourni par le milieu d'accueil) doivent nous parvenir dans l'emballage d'origine fermé, excepté le lait maternel.
- \* Les jours et heures de présence sont inscrits sur une grille horaire que les parents doivent compléter et signer chaque mois. Ils sont tenus de respecter cet horaire. L'horaire mensuel de fréquentation de votre enfant doit être communiqué au personnel au plus tard le 20 du mois précédent afin d'assurer une bonne organisation.

\* Au vu de la réalisation du projet pédagogique et dans l'intérêt de l'enfant, celui-ci doit au minimum être présent 12 journées complètes ou incomplètes (minimum 4 heures/jour) en moyenne mensuelle, hors absence justifiée annoncée par les parents.

\* A son départ, votre enfant vous sera confié aux parents ou à toute personne majeure mentionnée sur la fiche signalétique.

Si un imprévu survient dans votre horaire et que votre enfant doit être repris par une personne inhabituelle, veuillez prévenir le personnel le plus rapidement possible.

\* Voici ce qu'il est indispensable de mettre dans le casier de votre enfant pour une journée :

- l'objet affectif de l'enfant qui sera lavé régulièrement par vos soins;
- des tenues de rechange (body, chaussettes, vêtements);
- le carnet de l'Office de la Naissance et de l'Enfance de l'enfant;
- les langes.

Chaque objet doit être marqué au nom de votre enfant afin d'éviter toute perte, principalement la tétine et le doudou.

\* Si votre enfant porte des couches lavables, il est indispensable d'avoir :

- au minimum 5 langes par jour de crèche équipés de l'insert, ainsi que 5 culottes;
- un sac spécifique pour langes sales.

En cas de diarrhées, nous vous demandons de fournir des couches jetables. Lors de l'acquisition de la propreté, la culotte spécifique est nécessaire.

\* Pour une question d'hygiène et de sécurité, nous vous demandons de rester à l'entrée du Service. Si, toutefois, vous désirez entrer dans la salle de jeux, des chaussons réservés à cet usage sont disponibles.

\* Les enfants sont sous l'entière responsabilité de leurs parents dès que ceux-ci sont présents dans la crèche.

\* Lorsque les enfants sont dans le jardin, les parents s'occupent du départ de leur enfant afin que le reste du groupe puisse rester sous la surveillance de la puéricultrice.

\* Par mesure d'hygiène et de sécurité, l'accès aux salles de jeux est interdit aux frères et sœurs.

\* Pour des raisons de sécurité, les enfants ne porteront pas de bijoux, de colliers de dentition, de porte-tétine, etc.

\* En cas de départ anticipé du milieu d'accueil, les parents doivent l'en informer au moins un mois à l'avance, sauf cas de force majeure justifiant le retrait immédiat de l'enfant.

\* Une période de familiarisation en présence d'au moins l'un des parents est prévue avant la rentrée et une visite médicale est programmée. La familiarisation est organisée selon les besoins de l'enfant et des parents, elle est gratuite pendant maximum 10 jours.

\* Dans l'intérêt du bien-être de l'enfant, il n'est plus autorisé à fréquenter la crèche, dès qu'il fréquente un établissement scolaire,



## VI. CONTRAT D'ACCUEIL

Le milieu d'accueil et les parents concluent, au plus tôt au moment de l'acceptation de la demande d'inscription confirmée par les parents, un contrat d'accueil déterminant les droits et obligations réciproques.

Ce contrat d'accueil comprend les éléments suivants :

1. le volume habituel de présences durant une période de référence peut varier en fonction des impératifs des parents, d'une semaine à trois mois.
  - ce volume habituel de présences est, en principe, transcrit sur une fiche de présence type déterminant les jours et demi-jours pendant lesquels l'enfant sera présent durant la période de référence correspondante. Les parents et le milieu d'accueil peuvent, de commun accord, déroger à cette fiche de présence type;
  - en cas d'impossibilité pour les parents de compléter une fiche de présence type, ils prévoient, avec le milieu d'accueil, les modalités, notamment en termes de délai, de planification des présences de l'enfant;
2. le volume annuel d'absences de l'enfant, les périodes escomptées durant lesquelles ces absences seraient prévues et les modalités de confirmation desdites absences;
3. les dates de fermeture du milieu d'accueil;
4. la durée de validité du contrat d'accueil et l'horaire d'accueil théorique;
5. les modalités selon lesquelles le contrat d'accueil peut être revu de commun accord;

Hormis les dérogations acceptées de commun accord, les refus de prise en charge de l'enfant par le milieu d'accueil pour des raisons de santé communautaire et les cas de force majeure et circonstances exceptionnelles visés par l'Arrêté du 17 septembre 2003, tel que modifié par l'Arrêté du 28 avril 2004, les parents respectent le volume habituel de présences, dont la facturation est établie conformément à la planification prévue.

## VII. ASSURANCE

Le milieu d'accueil agréé a contracté toutes les assurances requises, notamment en matière de fonctionnement et d'infrastructure.

Les enfants sont couverts, pendant leur présence dans l'établissement, par l'assurance en responsabilité civile du milieu d'accueil.

Cette responsabilité ne peut toutefois être invoquée que dans la mesure où le dommage subi par l'enfant est la conséquence d'une faute ou négligence du milieu d'accueil.

Les objets personnels, y compris les lunettes, ne sont pas couverts par notre assurance.

## VIII. SURVEILLANCE MEDICALE

Une consultation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance assurée par un pédiatre et une infirmière est prévue de façon régulière dans un but préventif. Le médecin du milieu d'accueil n'intervient pas pour diagnostiquer, soigner, ni surveiller l'évolution des maladies de votre enfant.

Afin de respecter la législation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, votre enfant sera présenté au moins 4 fois à la consultation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance organisée au sein de la crèche et ce, à son entrée, à l'âge de 9 mois, à l'âge de 18 mois et avant sa sortie. La présence des parents est vivement souhaitée lors du premier examen.

Le carnet de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui accompagne chaque jour votre enfant, sert de liaison entre les médecins, les parents et le Service de votre enfant.

L'infirmière y indique le poids, la taille, le périmètre crânien et les remarques éventuelles concernant la santé de votre enfant.

Les parents s'engagent à faire vacciner leur enfant ou à donner l'autorisation au médecin de la consultation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance de pratiquer les vaccinations, selon le schéma préconisé conformément à celui élaboré par la Communauté française.

Un certificat médical (certificat d'entrée) attestant l'absence de danger pour la santé des autres enfants et indiquant les vaccinations subies est remis au milieu d'accueil à l'entrée de l'enfant.

Le milieu d'accueil agréé soumet les personnes qui encadrent les enfants à une surveillance de la santé conformément à la réglementation en vigueur.

Si le médecin de l'Office de la Naissance et de l'Enfance remarque un problème de santé, il peut exiger une visite chez le médecin traitant. Votre enfant ne peut ensuite revenir à la crèche que muni d'un certificat médical attestant de sa bonne santé.

Afin de protéger votre enfant et la collectivité, le milieu d'accueil peut prendre des mesures d'éviction.

Les maladies contagieuses doivent être déclarées à la crèche ainsi que tout changement de santé de votre enfant. Si votre enfant est malade, nous vous demandons de présenter un certificat médical autorisant sa présence dans le Service ou chez les Calinoux. Après une absence pour cause de maladie ainsi qu'après une hospitalisation, les parents doivent fournir un certificat médical autorisant l'enfant à revenir à la crèche (voir annexe 1).

Aucun remède, qu'il soit allopathique (médecine traditionnelle) ou homéopathique, ne sera administré sans une posologie écrite, nominative, datée et signée par un médecin et ce, conformément aux instructions de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Un antipyrétique (Perdolan ou Dafalgan pédiatrique) ne peut être administré que si l'enfant présente une température dépassant 38,5°.

Afin d'éviter toute surcharge médicamenteuse, il est important d'informer le personnel de tout traitement administré à domicile.

Il est indispensable d'informer la crèche d'une quelconque chute de votre enfant et ce, dans un souci d'observation optimale.

Le personnel se réserve le droit de vous rappeler au cas où votre enfant présente un danger pour lui-même ou pour les autres. En cas d'accident, les enfants sont dirigés vers le Service de Garde Pédiatrique du Centre Hospitalier de Wallonie Picarde (CHwapi).

Si votre enfant a besoin de kinésithérapie, de logopédie, nous acceptons le passage des personnes compétentes pour autant que ces dernières ne perturbent pas la vie de la crèche. Par contre, la visite de votre médecin n'est pas autorisée à la crèche.

Si votre médecin prescrit des aérosols plusieurs fois par jour, seuls deux aérosols maximum seront administrés à la crèche.

En cas d'éviction de votre enfant, celui-ci pourra être accueilli au Service des Calinoux (enfants malades) ouvert de 7 heures 30 à 18 heures 30 hors périodes de congés scolaires.

Afin d'assurer le bon fonctionnement du Service, nous vous demandons de prévenir dès que possible son Service habituel qui se mettra en contact avec la puéricultrice des Calinoux.

N'oubliez pas d'amener le certificat médical attestant de la nécessité de fréquenter ce service ainsi que le traitement et le nécessaire de votre enfant.

## IX. PARTICIPATION FINANCIERE

La participation financière des parents (P.F.P.) est calculée selon les revenus mensuels nets cumulés des parents, conformément à l'Arrêté du 27 février 2003 et à la Circulaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance en fixant les modalités d'application. (Annexe 2)

La participation financière des parents couvre tous les frais de séjour, à l'exception des langes, des médicaments, des aliments de régime et des vêtements.

Les demi-journées sont comptabilisées à 60 % de la participation financière des parents normalement due. Lorsque deux enfants d'une même famille sont pris simultanément en charge par un milieu d'accueil agréé et pour tout enfant appartenant à une famille d'au moins 3 enfants (dans ce cas, l'enfant porteur de handicap compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage), la participation financière des parents due pour chaque enfant est réduite à 70 %. Une journée incomplète est égale à 5 heures. Au-delà de 5 heures, cela correspond à une journée complète.

Les membres du ménage doivent fournir les documents nécessaires dans les trois mois qui suivent l'entrée de l'enfant. Dans le cas contraire, la participation financière des parents s'élèvera au maximum. Il est important de noter que toute modification dans la situation financière du ménage (perte d'emploi, augmentation barémique, augmentation du temps de travail de l'un des membres du ménage par exemple) doit être signalée à la direction dès qu'elle survient. Il en va de même pour tout changement dans la situation sociale ou familiale de l'enfant (séparation, familles recomposées, nouvelle naissance,...).

Cette déclaration entraîne une adaptation du montant de la participation financière des parents à partir du mois suivant celle-ci, à l'exception d'un placement simultané ou d'une troisième naissance, la réduction est effective dès le premier jour (placement simultané ou date de naissance).

**Si les documents probants ne sont pas fournis à l'issue du délai prescrit, le montant maximal de la participation financière des parents** leur est réclamé dès la date de la révision annuelle du barème, dès la date d'entrée de l'enfant ou du changement de situation financière de l'un des parents et jusqu'à la production des documents requis, sans rétrocession possible des montants perçus à ce taux maximal dans l'intervalle, conformément à l'article 149 alinéa 2 de l'Arrêté du 27 février 2003 qui stipule que "Le montant de la contribution financière est fixé au maximum pour le ménage qui ne fournit pas la preuve de ses revenus".

Les heures sont comptabilisées dès l'entrée de votre enfant jusqu'à l'heure de départ.

L'absence non justifiée sera considérée comme une journée prestée au niveau financier, si un justificatif n'est pas donné le premier jour de reprise de l'enfant.  
Le paiement s'effectue dans les quinze jours qui suivent la réception de la facture mensuelle.

### Facturation et paiement

Chaque mois, une facture reprenant le temps d'accueil de l'enfant et le prix à payer est communiquée par la crèche au(x) parent(s) sous pli fermé déposé dans le casier de l'enfant.

Le paiement de cette facture mensuelle doit être effectué dans les 15 jours de la réception de celle-ci.

Les parents sont priés de vérifier immédiatement cette facture et de faire part de leurs éventuelles remarques ou contestations à l'assistante sociale de la crèche.

Pour les factures impayées endéans les 15 jours dont question ci-dessus, un courrier de rappel de paiement sera remis aux parents ou adressé par voie postale.

A défaut de paiement dans les 15 jours qui suivent l'envoi de ce courrier de rappel, une lettre de mise en demeure de payer sera adressée au(x) parent(s) par recommandé.

En outre, une enquête sociale pourra être menée par l'assistante sociale du milieu d'accueil et un rapport d'enquête sociale pourra être rédigé.

En fonction des éléments recueillis dans le cadre de l'enquête sociale, une suspension de l'accueil ou une exclusion de l'enfant pourra être envisagée par le Collège communal.

A défaut de paiement volontaire, le dossier pourra être transmis au Conseil de la Ville de Tournai aux fins de récupération de la créance par toutes voies de droit.

### Sanction

En cas de non-paiement de la participation financière des parents ou en cas de non-respect des dispositions obligatoires reprises dans le présent règlement (exemples : présences insuffisantes, moins de 12 journées complètes ou incomplètes en moyenne mensuelle, hors absence annoncée par les parents,...), le milieu d'accueil pourra, le cas échéant, après enquête sociale et mise en demeure envoyée par recommandé, suspendre provisoirement ou mettre un terme définitif à l'accueil de l'enfant.

### Déductibilité

Conformément à l'article 113 § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> du Code des impôts sur les revenus, les parents peuvent déduire fiscalement leur frais de garde pour les enfants pris en charge par un milieu d'accueil, à concurrence de 100 % du montant payé par jour et par enfant avec un maximum délimité selon la législation fédérale en la matière. Pour ce faire, le milieu d'accueil leur remet, en temps utile, l'attestation fiscale selon le modèle fourni par l'Office de la Naissance et de l'Enfance. Le volet 1 est rempli par ce dernier et le volet 2 par le milieu d'accueil.

Le contenu de cette disposition est modifiable selon l'évolution de la législation fédérale en la matière.

Les documents demandés aux parents :

- le questionnaire check-list;
- les attestations des employeurs des parents
- les fiches de paie des parents du mois de novembre de l'année précédente ou plus récentes (sauf en ce qui concerne l'entrée d'un enfant ou d'une modification sociale, professionnelle ou familiale), il y a lieu d'avoir les fiches de paie concernant le mois précédant l'entrée ou la modification, le mois en cours ou suivant correspondant à un mois complet;
- une déclaration des revenus du ménage;
- l'avertissement-extrait de rôle le plus récent des parents, s'ils sont indépendants
- une attestation concernant les revenus complémentaires (pension alimentaire, allocations de chômage, congé parental, autres revenus imposables ou non tels que les loyers ou parts bénéficiaires perçus);
- une attestation de composition de ménage;
- 4 vignettes de Mutuelle;
- le certificat médical d'entrée;
- le contrat d'accueil;
- la fiche d'information de l'enfant;
- l'autorisation de vaccination.

X. CONTRÔLE PERIODIQUE DE L'OFFICE DE LA NAISSANCE ET DE L'ENFANCE

Les agents de l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont chargés de procéder à une évaluation régulière des conditions d'accueil, portant notamment sur l'épanouissement physique, psychique et social des enfants, en tenant compte de l'attente des parents.

XI. RELATIONS DE L'ONE AVEC LES PARENTS

Dans l'exercice de sa mission, l'Office de la Naissance et de l'Enfance considère les parents comme partenaires. Dans toutes les hypothèses susceptibles d'entraîner un retrait d'autorisation ou d'agrément, l'Office de la Naissance et de l'Enfance procède à une enquête auprès des parents et les tient informés de toutes les décisions prises à cet égard.

**Je, soussigné ....., parent de ....., certifie avoir reçu et pris connaissance du règlement d'ordre intérieur (R.O.I.) approuvé par le Conseil communal du 14 octobre 2013."**

11. ASBL Terre, Ville de Tournai. Collecte des déchets textiles. Renouvellement de la convention. Approbation.

Monsieur l'Echevin **P.ROBERT** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 17 mai 2013, l'ASBL TERRE a sollicité le renouvellement de la convention pour la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne.

L'ASBL TERRE utilise des bulles à textiles clairement identifiables de couleur bleue aux dimensions de 2,2 m de hauteur, 1,2 m de largeur et de profondeur (modèle figurant sur le document informatif de l'ASBL TERRE).

La collecte réalisée par l'ASBL TERRE est régie par les termes d'une convention signée approuvée en séance du Conseil communal le 2 juillet 2007.

La révision de cette convention a été approuvée en séance du Conseil communal du 14 décembre 2009 dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 déterminant les modalités de la gestion des déchets textiles ménagers.

Par la suite, l'ASBL TERRE a considérablement augmenté le nombre de points de collecte pendant l'année 2012 afin de couvrir tout le territoire de l'entité, portant le nombre de bulles à textiles à 39 réparties sur 27 sites (tableau dans le courrier annexé).

L'ASBL TERRE complète également sa collecte fixe au moyen des bulles à textiles par des ramassages ponctuels en porte-à-porte après remise d'un toutes-boîtes pour avertir la population de son passage.

Sur base de leurs statistiques, l'ASBL TERRE a collecté 174.529 kilos de textiles via ses bulles sur l'entité de Tournai répartis en 58,6 % de vêtements réutilisés, 28,8 % de vêtements recyclés en fibres et 12,6 % de déchets.

Le projet de l'ASBL TERRE remplit en outre différents objectifs :

- la réutilisation en Wallonie (194 tonnes de vêtements valorisés dans 16 magasins de seconde main et 242 tonnes de chiffons d'essuyage découpés, issus des 14.383 tonnes récupérées en 2012),
- l'emploi local (184 travailleurs à ce jour pour la filière textile),
- des projets et des partenaires au Sénégal, Mali, Burkina Faso et Pérou, avec un impact direct sur la qualité de vie d'au moins 20.000 personnes.

Le projet de renouvellement de la convention entre la Ville de Tournai et l'ASBL TERRE pour la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne a été actualisé et est conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009.

L'actuelle convention liant la Ville de Tournai et l'ASBL TERRE relative à la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne arrive à son terme en date du 14 décembre 2013.

Nous vous invitons dès lors à approuver les termes de cette nouvelle convention."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient :

" Grâce aux outils de communication communale, il est important de sensibiliser la population à l'existence des bulles, de préciser leur localisation et de rappeler l'existence d'acteurs peu scrupuleux, qui viennent récolter des vêtements usagés sans aucun agrément, créant une concurrence déloyale avec les acteurs de l'économie sociale qui, eux, donnent du boulot honnêtement à des personnes souvent en difficulté."

Monsieur le **Président** de séance souscrit à cette suggestion.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant le courrier du 17 mai 2013 de l'ASBL TERRE sollicitant le renouvellement de la convention pour la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne;

Considérant que l'ASBL TERRE utilise des bulles à textiles clairement identifiables de couleur bleue aux dimensions de 2,2 m de hauteur, 1,2 m de largeur et de profondeur (modèle figurant sur le document informatif de l'ASBL TERRE);

Considérant que la collecte réalisée par l'ASBL TERRE est régie par les termes d'une convention approuvée en séance du Conseil communal du 2 juillet 2007;

Considérant sa décision du 14 décembre 2009 révisant cette convention dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 déterminant les modalités de la gestion des déchets textiles ménagers;

Considérant que l'ASBL TERRE a considérablement augmenté le nombre de points de collecte pendant l'année 2012 afin de couvrir tout le territoire de l'entité, portant le nombre de bulles à textiles à 39 réparties sur 27 sites;

Considérant que l'ASBL TERRE complète sa collecte fixe au moyen des bulles à textiles par des ramassages ponctuels en porte à porte après remise d'un toutes-boîtes pour avertir la population de son passage;

Considérant que sur base de leurs statistiques, l'ASBL TERRE a collecté 174.529 kilos de textiles via ses bulles sur l'entité de Tournai répartis en 58,6 % de vêtements réutilisés, 28,8 % de vêtements recyclés en fibres et 12,6 % de déchets;

Considérant que le projet de l'ASBL TERRE remplit en outre différents objectifs :

- la réutilisation en Wallonie (194 tonnes de vêtements valorisés dans 16 magasins de seconde main et 242 tonnes de chiffons d'essuyage découpés, issus des 14.383 tonnes récupérées en 2012),
- l'emploi local (184 travailleurs à ce jour pour la filière textile),
- des projets et des partenaires au Sénégal, Mali, Burkina Faso et Pérou, avec un impact direct sur la qualité de vie d'au moins 20.000 personnes;

Considérant que le projet de renouvellement de la convention entre la Ville de Tournai et l'ASBL TERRE pour la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïenne a été actualisé et est conforme à l'arrêté du Gouvernement Wallon du 23 avril 2009;

Considérant que l'actuelle convention liant la Ville de Tournai et l'ASBL TERRE relative à la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïenne arrive à son terme en date du 14 décembre 2013;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver le projet de renouvellement de la convention entre la Ville de Tournai et l'ASBL TERRE relative à la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïenne dont les termes suivent :

" ENTRE :

La **Ville de Tournai**, représentée par son Collège communal  
dénommée ci-après "la Ville"  
D'UNE PART,

ET :

**TERRE ASBL**, rue de Milmort, 690 à 4040 Herstal,  
assurant la collecte de textiles usagés enregistrée par l'Office wallon des déchets, représentée  
par M. WAUTERS William, Président et Administrateur délégué, enregistrée sous le  
n° 2009-07-22-02 au titre de collecteur de déchets non dangereux en Région wallonne;  
dénommée ci-après "l'opérateur",  
D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :



### **Article 1<sup>er</sup> : Champ d'application.**

La présente convention règle les modalités de collecte des textiles usagés sur le territoire de la Ville, lorsque la collecte est réalisée par le biais de points d'apports volontaires, ci-après dénommés bulles à textiles, ou en porte-à-porte.

Elle s'inscrit dans le cadre des dispositions suivantes :

- l'article 21 du Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- les mesures 532, 533 et 535 du Plan wallon des déchets Horizon 2010;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux;
- l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique (CET) de certains déchets;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 déterminant les modalités de gestion de la collecte des déchets textiles ménagers.

La présente convention porte sur l'ensemble des bulles à textiles et/ou des collectes en porte-à-porte mises en place par l'opérateur sur le territoire de la commune, à l'exclusion des parcs à conteneurs.

### **Article 2 : Objectifs.**

L'opérateur collecte des déchets textiles ménagers sur le territoire de la Ville dans le but premier de les réutiliser ou de les recycler.

Par déchets textiles ménagers, on entend les vêtements (textile et cuir), la maroquinerie (chaussures, sacs), la literie, le linge de maison (rideaux, draperies, nappes, serviettes) et autres matériaux textiles dont les ménages souhaitent se défaire.

### **Article 3 : Collecte des déchets textiles ménagers.**

**§ 1<sup>er</sup>.** La collecte des déchets textiles ménagers peut être organisée selon les méthodes suivantes :

- a. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur le territoire de la Ville;
- b. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur des terrains privés;
- c. collecte en porte-à-porte des textiles.

**§ 2.** Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur le territoire communal, l'opérateur respecte les dispositions suivantes :

- a. l'emplacement des bulles à textiles est déterminé de commun accord avec la Ville;
- b. la description de la bulle à textiles (dimensions, structure et couleur) est précisée en annexe de la présente convention;
- c. les bulles à textiles ne peuvent pas porter de publicité commerciale;
- d. la Ville n'accepte aucune responsabilité en matière de vol, vandalisme et autres dégâts à la bulle à textiles ou aux déchets textiles collectés;
- e. l'opérateur est légalement responsable des dommages occasionnés par les bulles à textiles ou à cause de celles-ci lors de leur installation ou de leur vidange;
- f. la Ville est entièrement préservée de toute revendication de tiers relative aux dommages mentionnés à l'article 3 § 2, i;
- g. l'opérateur déclare annuellement à la Ville les quantités de déchets textiles ménagers collectées ainsi que leur destination et le traitement effectué;
- h. l'opérateur est tenu de notifier à la Ville tout enlèvement de bulles à textiles;

- i. l'opérateur s'assure que les bulles à textiles soient vidées au moins une fois par semaine. Lorsqu'une bulle à textiles est remplie avant cette échéance, l'opérateur la vide dans les 48 heures après signalement par la Ville;
- j. l'opérateur veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de la bulle à textiles. L'ensemble de la bulle à textiles, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de la bulle à textiles sont nettoyés régulièrement.

§ 3. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur des terrains privés, la Ville communique à l'opérateur les dispositions applicables en matière d'urbanisme et de salubrité ainsi que les dispositions relatives au contrôle de l'application de celles-ci.  
L'opérateur respecte les dispositions du § 2, b à j.

#### **Article 4 : Collecte en porte-à-porte.**

§ 1<sup>er</sup>. L'opérateur collecte les déchets textiles ménagers en porte-à-porte sur le territoire communal : **sans objet**

§ 2. La fréquence des collectes est fixée comme suit : **sans objet**

§ 3. La collecte en porte-à-porte concerne : **sans objet**

1. ~~l'ensemble de la Ville~~ \*\*

2. ~~l'entité de .....~~ \*\*

\*\* = biffer les mentions inutiles.

§ 4. L'opérateur peut distribuer des récipients et/ou tracts pour la collecte en porte-à-porte mentionnée au § 1<sup>er</sup>.

Les récipients et les tracts mentionnent la date et l'heure du début de la collecte, ainsi que le nom, l'adresse complète et le numéro de téléphone de l'opérateur.

L'utilisation de récipients et/ou tracts mentionnant un autre opérateur que l'opérateur signataire de la présente convention est strictement interdite.

§ 5. Les récipients et/ou tracts sont soumis à l'approbation de la Ville avant toute utilisation.

§ 6. L'opérateur déclare les quantités collectées à la Ville conformément à l'article 3 § 2, k.

§ 7. Pour toute modification des § 1<sup>er</sup> à 3, une autorisation écrite de la Ville est requise.

#### **Article 5 : Sensibilisation et information.**

L'opérateur diffuse régulièrement les informations relatives à la collecte des déchets textiles. Avec l'accord de la Ville, il peut utiliser les canaux d'information et de sensibilisation de celle-ci.

En vue d'appliquer l'alinéa précédent, la Ville peut mettre à la disposition de l'opérateur tout ou partie des canaux de communication suivants dont elle dispose :

- le bulletin d'information de la Ville avec une fréquence de . . . . . fois par an (à déterminer entre l'organisation et la Ville);
- le journal et le calendrier des déchets avec une fréquence de . . . . . fois par an (à déterminer entre l'organisation et la Ville);
- les stands d'information et emplacements d'affichage à des emplacements visibles et accessibles au public;
- les espaces réservés par la Ville dans les toutes-boîtes locaux avec une fréquence de . . . . . fois par an (à déterminer entre l'organisation et la Ville);
- le télétexte dans la rubrique de la Ville;
- le site Internet de la Ville;
- autres canaux d'information éventuels.

**Article 6 : Fraction résiduelle des déchets de textiles ménagers collectés.**

L'opérateur sensibilise les ménages à un tri adéquat des déchets de manière à réduire au maximum la fraction résiduelle et les impuretés dans les déchets textiles collectés.

Il est responsable de l'enlèvement de la fraction résiduelle et, sauf convention contraire, prend en charge les coûts qui en découlent.

Par fraction résiduelle, on entend les déchets textiles ménagers qui ne peuvent être réutilisés ou recyclés par l'organisation après le tri des déchets collectés.

**Article 7 : Gestion des déchets textiles ménagers.**

Toute activité de gestion des déchets textiles ménagers collectés en application de la présente convention, en ce compris l'exportation, est effectuée dans le respect de la législation en vigueur.

L'opérateur confie exclusivement leur traitement à des opérateurs de traitement dûment autorisés.

L'opérateur déclare annuellement à la Ville la destination des déchets textiles ménagers collectés.

**Article 8 : Contrôle.**

Le ou les services de la Ville désignés ci-après exercent un contrôle sur le respect de la présente convention :

- service environnement \*\*
- service de nettoyage \*\*
- service suivant : ..... (à compléter)

\*\* = biffer les mentions inutiles.

À leur simple demande, tous les renseignements utiles leur sont fournis et les données concernant la présente convention peuvent être consultées.

**Article 9 : Durée de la convention et clause de résiliation.**

§ 1<sup>er</sup>. La présente convention prend effet le 14 décembre 2013 pour une durée de deux ans.

Sauf manifestation d'une volonté contraire dans le chef de l'une des parties, la convention est reconduite tacitement pour une durée égale à la durée initiale de la convention.

Les parties peuvent mettre fin à la convention à tout moment, moyennant un délai de préavis de trois mois.

§ 2. Lorsque l'opérateur perd son enregistrement de collecteur de déchets non dangereux, la convention prend immédiatement fin de plein droit et l'opérateur est tenu de cesser immédiatement ses activités de collecte de textiles. Il enlève les bulles à textiles qu'il a installées dans un délai d'une semaine. A défaut, et s'il ne donne pas suite aux injonctions de la Ville, celle-ci peut enlever ou faire enlever les bulles à textiles d'office, aux frais de l'opérateur en défaut.

**Article 10 : Tribunaux compétents.**

Tout litige relatif à la présente convention est du ressort des tribunaux de l'ordre judiciaire territorialement compétents.

**Article 11 : Clause finale.**

§ 1<sup>er</sup>. La présente convention est établie en trois exemplaires, chaque partie ayant reçu le sien.

§ 2. L'opérateur envoie un exemplaire signé pour information au Département Sols et Déchets de la DGarNE, Direction de la Politique des déchets, à l'adresse suivante : avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.

## ANNEXE : description bulle à textiles

Dimensions : 1.200 x 1.200 x 2.200 mm

Structure : acier

Couleur : bleu



12. Kain, rue de la Résistance. Cimetière. Cession sans stipulation de prix, au profit de la Ville de Tournai, d'une parcelle appartenant au Logis tournaisien. Régularisation d'une situation de fait existante. Approbation.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le cimetière de Kain, situé rue de la Résistance, est établi en partie sur une parcelle appartenant à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN, cadastrée ou l'ayant été 4<sup>ème</sup> division, section A n° 315 P, d'une contenance de 9 a 41 ca.

En vertu de l'article L1232-17 du Code de la Démocratie locale et de Décentralisation, les cimetières doivent appartenir à une commune ou à une intercommunale.

Le 19 août 2010, nous avons décidé de marquer notre accord de principe, sous réserve de votre décision, sur l'acquisition, pour cause d'utilité publique et moyennant l'euro symbolique de la parcelle susmentionnée bien que le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons ait fixé la valeur vénale de cette parcelle à 98.250,00 € toutes indemnités de remploi et intérêts d'attente compris.

Le 24 mars 2011, nous avons décidé de solliciter de la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN la cession sans stipulation de prix de la parcelle en question en lieu et place de la cession moyennant l'euro symbolique.

Aux termes de sa correspondance du 10 juillet 2013, la société de logements publics susmentionnée a transmis à l'Administration communale l'accord de son autorité de Tutelle (la Société Wallonne du Logement) sur la requête précitée.

Dès lors, le 14 août 2013, nous avons décidé :

- d'une part, de marquer notre accord de principe, sous réserve de l'accord du Conseil communal :
  - \* sur la cession sans stipulation de prix, au profit de la Ville de Tournai, de la parcelle sise à Kain, rue de la Résistance, cadastrée ou l'ayant été 4<sup>ème</sup> division, section A n° 315 P, d'une contenance de 9 a 41 ca;
  - \* ainsi que sur le projet d'acte d'acquisition sans stipulation de prix rédigé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons conformément à sa décision du 13 janvier 2011
- et d'autre part, de charger Monsieur le Directeur financier de notifier à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN cet accord de principe conformément à l'Arrêté du Régent du 26 décembre 1944 en précisant toutefois que cette acceptation deviendra définitive dès que le Conseil communal aura marqué son accord sur la cession.

Afin de régulariser une situation de fait existante, nous vous invitons à approuver les termes de l'acte de cession sans stipulation de prix au profit de la Ville de Tournai portant sur la parcelle sise à Kain, rue de la Résistance, cadastrée ou l'ayant été 4<sup>ème</sup> division, section A n° 315 P, d'une contenance de 9 a 41 ca, appartenant à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN et rédigé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le Cimetière de Kain, situé rue de la Résistance, est établi en partie sur une parcelle appartenant à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN, cadastrée ou l'ayant été 4<sup>ème</sup> division, section A n° 315 P, d'une contenance de 9 a 41 ca;

Considérant qu'en vertu de l'article L1232-17 du Code de la Démocratie locale et de Décentralisation, les cimetières doivent appartenir à une commune ou à une intercommunale;

Considérant qu'en sa séance du 19 août 2010, le Collège communal a décidé de marquer son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur l'acquisition, pour cause d'utilité publique et moyennant l'euro symbolique de la parcelle susmentionnée;

Considérant que le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons avait fixé la valeur vénale de cette parcelle à 98.250,00 € toutes indemnités de remploi et intérêts d'attente compris;

Considérant, qu'entre-temps, l'instance Collégiale du 24 mars 2011 a décidé de solliciter de la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN la cession sans stipulation de prix de la parcelle en question en lieu et place de la cession moyennant l'euro symbolique;

Considérant qu'en date du 10 juillet 2013, la société de logements publics susmentionnée a transmis à l'Administration communale l'accord de son autorité de Tutelle (la Société Wallonne du Logement) sur la deuxième requête précitée;

Considérant que l'article 1221-1 du Code Wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation dispose que : « Les libéralités faites par actes entre vifs sont toujours acceptées provisoirement, conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1931. N'est pas considéré comme libéralité, le prix d'une concession de sépulture. »;

Considérant l'avis du Service Juridique quant à la procédure à suivre pour l'acceptation des libéralités portant sur des immeubles dont les termes suivent :

« [...] L'article L1221-1 du CWaDeL ne concerne en pratique que les communes à statut spécial.

En effet, le formalisme de « l'acceptation provisoire ne trouve sa raison d'être qu'à l'égard des donations ne pouvant sortir leurs effets que moyennant autorisation ou approbation. [...] Les donations en Région Wallonne ne sont plus soumises à une tutelle spécifique.

Ceci étant, sachant qu'une donation peut être révoquée tant qu'elle n'a pas été acceptée par le donataire, je préconise la procédure suivante :

1. Accord de principe du Collège communal
2. Notification de cet accord de principe par le Receveur communal (arrêté du régent du 26 décembre 1944) en précisant qu'il s'agit d'une acceptation provisoire laquelle deviendra définitive dès que le Conseil communal y aura marqué son accord.
3. Accord du Conseil communal
4. notification de l'acceptation définitive par le Receveur communal. »;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 14 août 2013, a décidé :  
- de marquer son accord de principe, sous réserve de l'accord du Conseil communal :  
\* sur la cession sans stipulation de prix, au profit de la Ville de Tournai, de la parcelle sise à Kain, rue de la Résistance, cadastrée ou l'ayant été 4<sup>ème</sup> Division, Section A n° 315 P, d'une contenance de 9 a 41 ca

- \* sur le projet d'acte d'acquisition sans stipulation de prix rédigé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons conformément à sa décision du 13 janvier 2011
- de charger Monsieur le Directeur financier de la notification à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN de cet accord de principe conformément à l'Arrêté du Régent du 26 décembre 1944 (portant délégation, à certains titulaires de charges, pour faire l'acceptation des donations entre vifs au profit de personnes juridiques autres que les Commissions provinciales des fondations de bourses d'étude et les séminaires diocésains). Dans le courrier, Monsieur le Directeur financier précisera que l'acceptation de la cession sans stipulation de prix de la parcelle n'est que provisoire : cette acceptation deviendra définitive dès que le Conseil communal aura marqué son accord sur la cession;

Considérant la correspondance relative à l'acceptation provisoire adressée à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN par le Directeur financier;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices y relatives;

Vu l'article 1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- de marquer son accord sur la cession sans stipulation de prix, au profit de l'Administration communale, de la parcelle sise à Kain, rue de la Résistance, cadastrée ou l'ayant été 4<sup>ème</sup> division, section A n° 315 P, d'une contenance de 9 a 41 ca appartenant à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN;
- d'approuver le projet d'acte de cession sans stipulation de prix au profit de la Ville de Tournai portant sur la parcelle précitée et dont les termes suivent :

«L'an deux mille treize

Le .....

Nous, Christian FOUCART, Directeur a.i. au comité d'acquisition d'immeubles de Mons, actons la convention suivante intervenue entre :

#### **D'UNE PART,**

Comparaissant devant nous :

**Le LOGIS TOURNAISIEN**, société immobilière de service public à forme coopérative, inscrite au registre des sociétés civiles sous le numéro 114, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, avenue des Bouleaux, 75/B et le siège social en l'Hôtel de Ville de Tournai, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro BE 402.504.468, constituée par acte reçu le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes au Moniteur belge du trois juin mil neuf cent vingt-deux sous le numéro 5458, prorogée pour trente ans par décision des Assemblées générales extraordinaires du trente et un mars mil neuf cent cinquante et un, publiée au Moniteur belge du vingt-huit avril mil neuf cent cinquante et un et du vingt-six mars mil neuf cent quatre-vingt-un, publiée au Moniteur belge du vingt-neuf juillet mil neuf cent quatre-vingt-un sous le numéro 1499-24, dont les statuts coordonnés ont été approuvés en assemblée générale du vingt-huit octobre mil neuf cent nonante-trois, publiés au Moniteur belge du vingt-six novembre mil neuf cent nonante-trois sous le numéro 931126-258, agréée par la société régionale wallonne du logement en date du trente décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit sous le numéro 566, en exécution du Décret

du vingt-cinq octobre mil neuf cent quatre-vingt-quatre instituant cet organisme et de l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du huit septembre mil neuf cent quatre-vingt-huit établissant les conditions d'agrément, les règles de gestion et les modalités de contrôle des sociétés immobilières de service public. Le Décret du vingt-neuf octobre mil neuf cent nonante-huit pris par le Conseil régional wallon instituant le nouveau Code wallon du logement publié au Moniteur du quatre décembre mil neuf cent nonante-huit stipule à l'article 2, que le Décret du vingt-cinq octobre mil neuf cent quatre-vingt-quatre est abrogé. Le Décret du vingt décembre deux mille un pris par le Conseil régional wallon et publié au Moniteur belge du dix-huit janvier deux mille deux stipule à l'article 2 que l'article 3 du Décret du vingt-neuf octobre mil neuf cent nonante-huit pris par le Conseil régional wallon instituant le nouveau Code Wallon du Logement est remplacé par la disposition suivante : « les sociétés immobilières de service public et les organismes de crédit agréés à la date d'entrée en vigueur du présent décret conservent le bénéfice de cet agrément jusqu'au trente et un décembre deux mille deux ». Le Conseil d'administration de la S.W.L. a renouvelé l'agrément de la société LOGIS TOURNAISIEN en date du seize décembre deux mille deux.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à diverses reprises et notamment en date du vingt avril deux mille un aux termes d'un acte reçu par Maître GAHYLLE, notaire à Tournai, publié aux annexes du Moniteur belge du dix-sept mai suivant sous le numéro 2001.0517-13, en date du vingt-six avril deux mille deux, aux termes d'un acte reçu par Maître GAHYLLE précité, publié aux annexes du Moniteur belge du vingt-deux mai suivant sous le numéro 2002.0522-498 et pour la dernière fois, en date du vingt avril deux mille sept aux termes d'un acte reçu par M. Christian FOUCART, Commissaire au Comité d'acquisition de Mons, publié aux annexes au Moniteur belge du vingt-cinq mai deux mille sept sous le numéro 0074612.

Ici représenté par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61, paragraphe premier, de la loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf et en vertu de l'article 134 alinéa 2 du Code wallon du logement institué par le décret du Conseil régional wallon du vingt-neuf octobre mil neuf cent nonante-huit, et plus particulièrement en vertu d'une décision de son Conseil d'administration approuvée par la Société wallonne du Logement le .....

Ci-après dénommé "**le comparant**" ou "**le vendeur**".

## **ET D'AUTRE PART,**

La **VILLE DE TOURNAI**, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61, paragraphe premier, de la loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du quatorze octobre deux mille treize, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée "**le Pouvoir public**" ou "**l'acquéreur**".

## **ACQUISITION**

Le comparant vend au Pouvoir public, qui accepte, le bien désigné ci-dessous, aux conditions indiquées dans le présent acte.



## **I.- DESIGNATION DU BIEN**

### **DESCRIPTION GEOGRAPHIQUE ET CADASTRALE**

TOURNAI division 4 (anciennement KAIN - Institut national de la Statistique (INS) 57042 - matrice cadastrale 03762)

Une parcelle en nature de cimetière, sise CANTON DE LA PLACE, actuellement cadastrée comme cimetière, section A numéro 315 P pour une contenance de neuf ares quarante et un centiares (9 a 41 ca)  
Ci-après dénommée "**le bien**".

### **ORIGINE DE PROPRIETE**

Le bien prédécrit appartient au Logis Tournaisien depuis plus de trente ans pour l'avoir acquis par acte passé le dix décembre mil neuf cent soixante-huit devant un fonctionnaire du Comité d'acquisition d'immeubles de Mons.

## **II.- BUT DE L'ACQUISITION**

L'acquisition a lieu pour cause d'utilité publique et plus spécialement en vue de régulariser une situation de fait étant l'incorporation de cette parcelle au cimetière communal.

## **III.- CONDITIONS**

### **GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE**

Le comparant garantit le Pouvoir public de tous troubles, évictions ou autres empêchements quelconques.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques, tant dans le chef du comparant que dans le chef des précédents propriétaires. Si le bien était grevé de pareilles charges, le Pouvoir public aurait la faculté de se libérer en versant le prix à la Caisse des dépôts et consignations, sans offres préalables ni mise en demeure. Il en serait de même en cas d'opposition au paiement. Les frais de retrait de la consignation seraient à charge du comparant.

### **SERVITUDES**

Le Pouvoir public souffrira toutes les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues et discontinues qui pourraient grever le bien, et il jouira des servitudes actives, s'il y en a, le tout à ses risques et périls et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits que ceux fondés sur titres réguliers transcrits et non prescrits ou sur la loi.

Le comparant déclare qu'à sa connaissance il n'existe aucune servitude qui grève le bien et que lui-même n'en a conféré aucune.

### **ETAT DU BIEN - CONTENANCE - BORNAGE**

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve, bien connu de l'acquéreur.

Aucune réclamation ne peut être élevée du chef d'erreur de désignation ou de contenance, la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, faisant profit ou perte pour le Pouvoir public.

S'il y a lieu, l'abornement du bien vendu, le long des propriétés restant appartenir au comparant, se fera aux frais du Pouvoir public. L'expert désigné par celui-ci fera connaître aux parties, par lettre recommandée, le jour et l'heure où il procédera aux opérations de bornage et dressera procès-verbal de ces opérations. Un double de ce procès-verbal sera remis à chacune des parties.

#### RESERVE

Tous les compteurs et canalisations qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au comparant ne font pas partie de la vente et sont réservés à qui de droit.

#### **IV.- OCCUPATION - PROPRIETE - JOUISSANCE - IMPOTS**

Le comparant déclare que le bien est libre d'occupation.

Le Pouvoir public aura la propriété du bien à dater de ce jour. Il en aura la jouissance à compter du même moment.

Il supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférents au bien à partir du premier janvier prochain.

#### **V.- PRIX**

La vente est consentie et acceptée sans stipulation de prix de l'accord des parties, en dehors de toute intervention du Comité d'acquisition d'immeubles de Mons.

#### **VI.- MENTIONS LEGALES**

##### T.V.A.

Le fonctionnaire instrumentant donne lecture au comparant des articles 62 paragraphe 2 et 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

##### Article 62 paragraphe 2 :

*"Tout assujetti ou membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4 § 2, propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un bien susceptible d'une hypothèque, est tenu de faire connaître sa qualité d'assujetti ou de membre d'une unité T.V.A. au notaire qui est chargé de dresser l'acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire de ce bien, suite à la demande que celui-ci lui adresse. Le Ministre des Finances règle les modalités d'application du présent paragraphe."*

##### Article 73 :

*"Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250,00 à 125.000,00 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution"*.

Sur notre interpellation, le comparant déclare avoir la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée et déposer les déclarations y relatives au contrôle de Tournai sous le numéro BE 402.504.468.

## URBANISME

### Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie

#### a) Information circonstanciée

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone d'habitat;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1<sup>er</sup> janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

#### b) Absence d'engagement du vendeur

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, § 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, § 2, alinéa premier dudit Code. Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

#### c) Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1<sup>er</sup> et 2 dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

## PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

## GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du C.W.A.T.U.P.E. opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les « *données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols* » ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85 § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 3<sup>o</sup> du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution ;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit Décret sols en vigueur en Région wallonne ;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit Décret sols n'a été effectuée sur le bien et que par conséquent aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

## **VII.- DISPOSITIONS FINALES**

### **FRAIS**

Tous les frais des présentes sont à charge du Pouvoir public.

### **DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE**

Le comparant déclare dispenser le Conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, le Pouvoir public fait élection de domicile en ses bureaux et le comparant en son domicile.

### **DECLARATIONS EN MATIERE DE CAPACITE**

Le comparant déclare :

- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

### **AUTRES DECLARATIONS**

Le comparant déclare que le bien ne fait pas l'objet de mesures de restriction au droit de libre disposition, notamment clause de réméré, droit d'option, droit de préférence ou de préemption, remembrement, mandat hypothécaire, etc.

### **DONT ACTE.**

Passé à Tournai et signé par le fonctionnaire instrumentant, après lecture. ».

13. Lamain, lieu-dit « Cré du Moulin de Marquain ». Acquisition par la Ville d'une parcelle non bâtie pour cause d'utilité publique.

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Lors de votre séance du 5 novembre 2007, vous avez approuvé le projet de lutte contre les inondations sur les secteurs d'Esplechin et de Lamain à Tournai, de Bourghelles, Wannehain et Camphin-en-Pévèle en France, dans le cadre du Programme INTERREG IV A France-Wallonie-Vlaanderen et dénommé FW 4.2.1. « Plan de Lutte Intégré Contre les Inondations » (P.L.I.C.I.).

En date du 25 mai 2009, vous avez approuvé les termes de la convention et de ses annexes relatives à la mise en œuvre, dans le cadre de la Programmation INTERREG IV A France-Wallonie-Vlaanderen, du projet de lutte contre les inondations par coulées de boues et ruissellement sur les bassins versants ruraux transfrontaliers de Lamain et d'Esplechin.

Le Bureau MYCLENÉ, prestataire désigné pour réaliser l'étude hydraulique, la conception et la direction des travaux pour l'aménagement d'ouvrages de rétention des eaux sur le secteur précité a, au terme d'une visite de terrain et d'une analyse hydraulique des propositions faites lors de l'étude hydrologique et agronomique initiale, retenu l'étude et l'aménagement de deux ouvrages à Esplechin, secteur de la Calèche et à Lamain, au Carrefour du Faisan.

De ce fait, le 6 septembre 2012, nous avons décidé de solliciter, auprès de l'Administration de l'Enregistrement, un rapport d'expertise portant sur la parcelle sise à Lamain, au lieu-dit « Cré du Moulin de Marquain », cadastrée ou l'ayant été 27<sup>ème</sup> division, section A n° 92 E, d'une contenance de 19 a 40 ca, en vue d'une éventuelle acquisition.

L'Administration de l'Enregistrement attribue à cette parcelle une valeur vénale de 4.850,00 € hors frais (soit 2,50 €/m²), cette dernière étant située en zone agricole au plan de secteur.

En séance du 25 octobre 2012, nous avons décidé de proposer au propriétaire de la parcelle l'aliénation moyennant le prix fixé par l'Administration de l'Enregistrement.

Aux termes de sa correspondance du 13 décembre 2012, ce dernier a informé l'Administration Communale que bien qu'étant favorable à la cession envisagée, le prix proposé ne lui convenait pas et qu'il souhaitait conclure la vente moyennant le prix de 5.820,00 € hors frais (soit 3,00 €/m²)

La circulaire du 20 juillet 2005 relative aux ventes d'immeubles ou acquisitions d'immeubles par les communes, les provinces et les Centres publics d'Action sociale ainsi qu'à l'octroi de droit d'emphytéose ou de droit de superficie, stipule que les acquisitions d'immeubles (section 3) à un prix supérieur à l'estimation peut être envisagée moyennant une justification appropriée.

Dans ce cas précis, la différence entre le montant proposé par l'Administration communale (4.850,00 € hors frais) et le montant sollicité par le propriétaire (5.820,00 € hors frais) peut être considérée comme faible étant entendu que dans le cadre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique des frais de remploi et des intérêts d'attente seront également à prévoir en plus du prix d'acquisition et des frais de procédure.

Dès lors, en notre séance du 8 février 2013, nous sommes revenus sur notre décision du 25 octobre 2012 (pour ce qui concerne le prix d'acquisition) et avons décidé d'acquérir ladite parcelle moyennant le prix proposé par le propriétaire, à savoir 5.820,00 € hors frais, et de justifier ce montant par le fait d'une part, que la superficie en question est nécessaire au bon développement du « Plan de Lutte Intégré contre Les Inondations » (P.L.I.C.I.) sur base d'une étude réalisée par le Bureau MYCLENÉ et que, d'autre part, en cas d'expropriation, pour cause d'utilité publique, l'Administration devrait prendre en charge différents frais et indemnités.

Cette décision a été notifiée au propriétaire, lequel a signé deux promesses unilatérales de vente dont l'échéance de la dernière est prévue au 31 décembre 2013.

Nous attirons votre attention sur le fait que l'acquisition de cette parcelle est subsidiée à concurrence de 80 % répartis comme suit :

- 25 % par le Fonds européen de Développement régional (FEDER), soit 1.455,00 €
- 55 % par la Région wallonne, soit 3.201,00 €.

L'intervention de l'Administration communale se limitera, au final, à un investissement de 1.164,00 € hors frais.

Les termes du projet d'acte à intervenir ont été arrêtés en notre séance du 14 août 2013.

Dès lors, nous vous prions de marquer votre accord sur l'acquisition, pour cause d'utilité publique, de la parcelle non bâtie sise à Lamain, au lieu-dit « Cré du Moulin de Marquain », cadastrée ou l'ayant été 27<sup>ème</sup> Division, Section A n° 92 E, d'une contenance de 19 a 40 ca, moyennant le prix de 5.820,00 € hors frais ainsi que sur les termes de l'acte authentique qui en découlera à l'intervention de Maître WACQUEZ et de Maître TULIPPE."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant sa décision du 5 novembre 2007 approuvant le projet de lutte contre les inondations sur les secteurs d'Esplechin et de Lamain à Tournai, de Bourghelles, Wannehain et Camphin-en-Pévèle en France, dans le cadre du Programme INTERREG IV A France-Wallonie-Vlaanderen et dénommé FW 4.2.1. « Plan de Lutte Intégré Contre les Inondations » (P.L.I.C.I.);

Considérant sa décision du 25 mai 2009 approuvant les termes de la convention et de ses annexes relatives à la mise en œuvre, dans le cadre de la Programmation INTERREG IV A France-Wallonie-Vlaanderen, du projet de lutte contre les inondations par coulées de boues et ruissellement sur les bassins versants ruraux transfrontaliers de Lamain et d'Esplechin;

Considérant que le Bureau MYCLENÉ, prestataire désigné pour réaliser l'étude hydraulique, la conception et la direction des travaux pour l'aménagement d'ouvrages de rétention des eaux sur le secteur précité a, au terme d'une visite de terrain et d'une analyse hydraulique des propositions faites lors de l'étude hydrologique et agronomique initiale, retenu l'étude et l'aménagement de deux ouvrages à Esplechin, secteur de la Calèche et à Lamain, au Carrefour du Faisan;

Considérant de ce fait, qu'en sa séance du 6 septembre 2012, le Collège communal a décidé de solliciter, auprès de l'Administration de l'Enregistrement, un rapport d'expertise portant sur la parcelle sise à Lamain, au lieu-dit « Cré du Moulin de Marquain », cadastrée ou l'ayant été 27<sup>ème</sup> division, section A n° 92 E, d'une contenance de 19 a 40 ca, en vue d'une éventuelle acquisition;

Considérant que l'Administration de l'Enregistrement attribue à cette parcelle une valeur vénale de 4.850,00 € hors frais (soit 2,50 €/m<sup>2</sup>); cette dernière étant située en zone agricole au plan de secteur;

Considérant qu'en sa séance du 25 octobre 2012, le Collège communal a décidé de proposer au propriétaire de la parcelle l'aliénation moyennant le prix fixé par l'Administration de l'Enregistrement;

Considérant que l'intéressé a informé, aux termes de sa correspondance du 13 décembre 2012, que bien qu'étant favorable à la cession envisagée, le prix proposé ne lui convenait pas et qu'il souhaitait conclure la vente moyennant le prix de 5.820,00 € hors frais (soit 3,00 €/m<sup>2</sup>);

Considérant que la circulaire du 20 juillet 2005 relative aux ventes d'immeubles ou acquisitions d'immeubles par les communes, les provinces et les Centres publics d'Actions sociales ainsi qu'à l'octroi de droit d'emphytéose ou de droit de superficie, précise que les acquisitions d'immeubles (section 3) à un prix supérieur à l'estimation peut être envisagée moyennant une justification appropriée;

Considérant que dans ce cas précis, la différence entre le montant proposé par l'Administration communale (4.850,00 € hors frais) et le montant sollicité par le propriétaire (5.820,00 € hors frais) peut être considérée comme faible étant entendu que dans le cadre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique des frais de remploi et des intérêts d'attente seront également à prévoir en plus du prix d'acquisition et des frais de procédure;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 8 février 2013, est revenu sur sa décision du 25 octobre 2012 (pour ce qui concerne le prix d'acquisition) et a décidé, sous réserve de la décision du Conseil communal, d'acquérir ladite parcelle moyennant le prix proposé par le propriétaire, à savoir 5.820,00 € hors frais et de justifier ce montant par le fait d'une part, que la superficie en question est nécessaire au bon développement du « Plan de Lutte Intégré contre Les Inondations » (P.L.I.C.I.) sur base d'une étude réalisée par le Bureau MYCLEN (prestataire adjudicataire du marché relatif à l'étude hydrologique et agronomique sur les secteurs d'Esplechin et de Lamain à Tournai, de Bourghelles, Wannehain et Camphin-en-Pévèle en France) et que, d'autre part, en cas d'expropriation, pour cause d'utilité publique, l'Administration devrait prendre en charge différents frais et indemnités;

Considérant que l'acquisition de cette parcelle est subsidiée à concurrence de 80 % répartis comme suit :

- 25 % par le Fonds européen de Développement régional (FEDER), soit 1.455,00 €
- 55 % par la Région wallonne, soit 3.201,00 €;

Considérant que l'intervention de l'Administration communale se limitera, au final, à un investissement de 1.164,00 € hors frais;

Considérant que cette décision a été notifiée au propriétaire, lequel a signé deux promesses unilatérales de vente dont l'échéance de la dernière est prévue au 31 décembre 2013;

Considérant que les termes du projet d'acte à intervenir ont été arrêtés par le Collège communal en sa séance du 14 août 2013;

Considérant le plan cadastral et les matrices relatifs à la parcelle cadastrée ou l'ayant été 27<sup>ème</sup> division, section A n° 92 E;

Sur proposition du Collège communal;

Vu l'article L 1122-30 du Code de la Démocratie locale et de Décentralisation;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

- d'acquérir, pour cause d'utilité publique, la parcelle non bâtie, sise à Lamain, au lieu-dit « Cré du Moulin de Marquain », cadastrée ou l'ayant été Section A n° 92 E, d'une contenance de 19 a 40 ca moyennant le prix de 5.820,00 € hors frais
- de marquer son accord sur le projet d'acte authentique dont les termes suivent :

### **« ACTE EXEMPT DU DROIT D'ECRITURE ET EXEMPT DU DROIT D'ENREGISTREMENT POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE »**

L'an deux mille treize, le .....

Par-devant Nous, Maître Caroline WACQUEZ, Notaire de résidence à Tournai et son Confrère, Maître Michel TULIPPE/ou/Gaëtan QUENON, Notaire associé à la résidence de Tournai (Templeuve).

ONT COMPARU :

**M. HEDDEBAULT Bernard**, Charles, Ghislain, né à Tournai le premier juin mil neuf cent soixante et un, inscrit au registre national sous le numéro 610601 067-62, époux de Mme STIENNE Carine, Juliette, Madeleine, née à Tournai le six octobre mil neuf cent soixante et un, domicilié et demeurant à Tournai (7522 Lamain), rue René Lefebvre, 8. Marié sous le régime légal à défaut de contrat de mariage, régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

Comparant dont l'identité a été établie au vu de la carte d'identité.

Lequel a, par les présentes, déclaré vendre sous toutes garanties de fait et de droit, et pour quitte et libre de toutes charges et inscriptions quelconques, à :

La **VILLE DE TOURNAI** ayant ses bureaux en l'Hôtel de Ville de et à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée aux présentes conformément à l'article L1132/3 et L1123/5 du code de la démocratie locale et la décentralisation par :

- 1) M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale;
- 2) M. Didier COUPEZ, Directeur général;

Agissant en exécution de la délibération du Conseil communal en date du quatorze octobre deux mil treize, de laquelle délibération du Conseil une copie certifiée est jointe au présent acte.



La Ville représentée comme dit ci-avant déclare que la délibération précitée est exécutable suite à l'expiration du délai d'annulation.  
Comparants dont l'identité a été établie au vu de la carte d'identité.

La Ville de Tournai, ici représentée comme dit ci-avant, accepte le bien suivant:

Ville de Tournai – vingt-septième division – LAMAIN :

Une terre sise lieu dit « Couture du Moulin de Marquain », cadastrée ou l'ayant été section A, numéro 92/E, d'une contenance de dix neuf ares quarante centiares (19 a 40 ca).

Origine de propriété :

Ce bien appartenait originairement avec d'autres, à M. HEDDEBAULT Ghislain, Louis, Joseph, époux de Mme DUPUICH Odile, de Lamain, pour lui avoir été attribué en pleine propriété aux termes d'un acte de partage intervenu entre M. HEDDEBAULT Ghislain et son frère, M. HEDDEBAULT André, Louis, Joseph, célibataire, de Lamain, ledit acte reçu par le Notaire Etienne WACQUEZ ayant résidé à Tournai, le vingt-six octobre mil neuf cent septante-sept, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai le neuf novembre suivant, volume 10510, numéro 37.

M. HEDDEBAULT Ghislain, époux de Mme DUPUICH Odile, est décédé ab intestat à Lamain le trois janvier mil neuf cent nonante-cinq, laissant comme héritiers légaux et réservataires, ses deux enfants : Mme HEDDEBAULT Bernadette, Blanche, Ghislaine, épouse de M. MERCIER Francis, de Froidmont, et M. HEDDEBAULT Bernard, comparant vendeur, ainsi que son épouse survivante, Mme DUPUICH Odile.

Sa succession a été recueillie en vertu de la loi, pour la totalité en usufruit par son épouse survivante, Mme DUPUICH Odile, et pour la totalité en nue-propriété, chacun à concurrence de moitié, par ses deux enfants : Mme et M. HEDDEBAULT Bernadette et Bernard précités.

Aux termes d'un acte de partage intervenu entre Mme et M. HEDDEBAULT Bernadette et Bernard, reçu par le Notaire Etienne WACQUEZ à Tournai, le vingt-deux janvier mil neuf cent nonante-six, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai le douze février suivant, volume 14404, numéro 9, le bien objet des présentes a été attribué, avec d'autres, à M. HEDDEBAULT Bernard, de sorte que ce bien appartenait alors pour totalité en nue-propriété à M. HEDDEBAULT Bernard et pour l'usufruit, à sa Mère, Mme DUPUICH Odile.

Mme DUPUICH Odile, Marie, Ghislaine, veuve de M. HEDDEBAULT Ghislain est décédée ab intestat à Tournai le sept mai deux mille sept; par suite de ce décès, il s'est opéré extinction de son usufruit recueilli dans la succession de son époux, M. HEDDEBAULT Ghislain.

De sorte qu'à ce jour, ce bien appartient en pleine propriété à M. HEDDEBAULT Bernard, comparant vendeur.

Conditions :

1. Le bien prédécrit est vendu tel qu'il se trouve, s'étend et se comporte, avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues qui peuvent l'avantager ou le grever, sauf à l'acquéreur à faire valoir les unes à son profit et à se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls, sans intervention du vendeur ni recours contre lui, sans cependant que la présente clause puisse donner à qui que ce soit, plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers et non prescrits, ou de la loi.
2. Indépendamment de ce qui pourrait être précisé aux présentes, le vendeur déclare qu'à sa connaissance, il n'existe pas de servitudes conventionnelles grevant le bien présentement vendu et que, personnellement il n'en a conféré aucune.

3. Le bien est également vendu sans aucune garantie ni quant à la nature et à la qualité du sol et du sous-sol, ni quant à la contenance sus-exprimée, les indications cadastrales n'étant données qu'à titre de renseignements.
4. L'acquéreuse entrera en propriété et en jouissance du bien par la prise de possession effective dès ce jour, à charge de supporter toutes taxes et contributions à dater de ce jour.

Le vendeur déclare et certifie que ladite parcelle de terrain est libre d'occupation.

5. **Loi sur le Remembrement des biens ruraux**

Le notaire soussigné certifie avoir accompli les formalités prévues par l'article 56 de la loi du vingt-deux juillet mil neuf cent septante et l'article 76 de la loi du douze juillet mil neuf cent septante-six sur le remembrement légal des biens ruraux et que l'Office Wallon de Développement Rural, par sa réponse du sept mai deux mille treize, a déclaré ne pas exercer son droit de préemption.

6. Le vendeur déclare que le bien dépend des gestionnaires suivants, listés par le Contact d'Information fédéral Câbles et Conduites, dénommés « Belgacom, Opérateur des réseaux de gaz et électricité (Ores) et Société Wallonne des Eaux (SWDE) » ainsi qu'il résulte d'une consultation de son site web en date du seize avril deux mille treize.

## **STATUT ADMINISTRATIF**

### **I. Mentions et déclarations prévues aux articles 85 et 94 du Code Wallon**

a. Information circonstanciée :

1) Le vendeur déclare que le bien en cause :

- est situé dans le schéma de développement de l'espace régional;
- est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par Arrêté royal du 24 juillet 1981 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité, en « zone agricole » laquelle est régie par l'article 35 du nouveau Code wallon;
- n'est pas situé dans un projet de révision du susdit plan de secteur approuvé par Arrêté ;
- n'est pas situé dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement approuvé ;
- est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal du 28 avril 2008 avec sur la carte de structure spatiale une affectation de «zone agricole»;
- n'est pas situé sur le territoire ou partie de territoire communal où un règlement régional est applicable;
- est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les dispositions du Règlement Général de Police sur les Bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr article 244 du Règlement Général de Police du 1<sup>er</sup> juillet 2002), uniquement pour l'ancien territoire de la Ville de Tournai dès lors que ce règlement a été adopté bien avant les fusions ;
- n'est pas situé dans un projet de Rapport Urbanistique et Environnemental au sens de l'article 33 dudit Code wallon;
- n'est pas situé dans un site à réaménager au sens de l'article 169 du Code (site d'activité économique désaffecté);

- n'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine au sens de l'article 172 dudit Code ;
- n'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article 173 dudit Code;
- n'est pas situé dans le périmètre tel que visé par l'article 136 bis (à savoir par Arrêté du Gouvernement wallon) traitant des périmètres des zones vulnérables établies autour des établissements présentant un risque majeur au sens du décret sur l'environnement;
- n'est pas à notre connaissance soumis au droit de préemption à savoir que le Gouvernement n'a pas arrêté un périmètre d'application de ce droit pour le susdit bien comme dit à l'article 176 § 3 dudit Code;
- n'est pas repris dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par Arrêté;
- n'a pas fait l'objet de classement comme Monument, comme site ou ensemble architectural;
- n'a pas fait l'objet d'une inscription sur une liste de sauvegarde visée à l'article 193 dudit Code;
- n'est pas inclus dans une zone de protection par Arrêté (zone de protection autour d'un monument ou site classé) au sens de l'article 209 dudit Code wallon;
- est situé aux termes du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique ("PASH) approuvé par Arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone faiblement habitée qui ne sera pas pourvue d'assainissement collectif;
- n'est pas situé dans le périmètre d'un lotissement non périmé;
- n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans;
- n'a pas fait l'objet d'un permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1<sup>er</sup> janvier 1983, à tout le moins au nom du propriétaire actuel;

En ce qui concerne l'accès du bien à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante : ces renseignements ne seront fournis qu'après consultation des impétrants et des services « Voirie » sur base d'un dossier de certificat d'urbanisme n° 2;

Tout renseignement quant à la localisation dans un site repris à l'Atlas des Sites Archéologiques ne peut vous être communiqué, cet atlas n'étant pas établi à ce jour;

En ce qui concerne (article 85 § 1<sup>er</sup>, 3°), les données inscrites pour ce bien dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, nous ne sommes pas en possession de celles-ci. Outre les renseignements ci-dessus tels que préconisés par l'article 85 dudit Code, nous vous signalons également à titre d'information que ce bien :

- n'est pas soumis aux dispositions d'un plan d'alignement approuvé par Arrêté royal;
- dans le cadre du « plan de lutte intégré contre les inondations » (PLICI), avec les subsides européens notamment sur les secteurs d'Esplechin et de Lamain, il a été reconnu l'opportunité d'aménager un ouvrage sur ce terrain;
- est situé à proximité immédiate d'une autoroute. L'avis du Service public de Wallonie, Direction Générale Opérationnelle des Routes et des Bâtiments, Direction des Routes devra donc être sollicité pour tout acte d'urbanisme
- est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme sans contrainte sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la Faculté Polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne.

2) Le notaire instrumentant réitère cette information, au vu de la seule lettre reçue de la Commune de Tournai datée du deux mai deux mille treize, après l'envoi de la demande de renseignements notariaux adressée par nos soins en date du seize avril deux mille treize.

3) L'acquéreuse déclare avoir été informée de l'utilité de recueillir de son côté, antérieurement aux présentes, tous renseignements sur la situation urbanistique du bien et de l'importance de vérifier la conformité des biens avec les permis délivrés ainsi que la légalité des travaux effectués en s'adressant au service de l'urbanisme de la Commune, et ce en surplus de la recherche urbanistique effectuée par le notaire instrumentant conformément à la législation régionale. L'acquéreuse déclare également que la destination actuelle du bien vendu, à savoir « terre », lui convient et qu'elle assumera toutes les charges administratives d'un éventuel changement de destination, à l'entière décharge du vendeur.

b. Absence d'engagement du vendeur :

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 paragraphe 1<sup>er</sup> et le cas échéant, ceux visés à l'article 84 paragraphe 2, alinéa premier. Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c. Information générale :

Il est en outre rappelé que :

- Aucun des actes et travaux visés à l'article 84, paragraphe 1<sup>er</sup>, et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, paragraphe 2, ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu.
- Il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme.
- L'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.
- Suivant l'article 137 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), il est loisible aux demandeurs de permis de faire certifier par le Collège Communal, l'implantation de toute construction nouvelle, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes.
- Suivant l'article 136 du CWATUPE, l'existence d'un périmètre de surimpression ou éventuellement, la proximité avec l'un de ceux-ci, dont l'accès est limité (Commune ou Moniteur belge), peut conditionner lourdement voire hypothéquer non seulement la délivrance de nouveau permis d'urbanisme mais également, exceptionnellement, corrompre les effets attachés à ceux-ci ; de la même manière, la seule proximité d'un établissement « Seveso » peut, en vertu du décret « Seveso » s'accompagner d'effets identiques.

**II. Le vendeur déclare que le bien faisant l'objet de la présente vente n'est :**

- ni classé, ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année;
- ni inscrit sur la liste de sauvegarde;
- ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- et qu'il n'est pas situé dans une zone de protection ou dans un site archéologique, tels qu'ils sont définis dans le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

**III. Le vendeur déclare n'avoir pas connaissance de ce que le bien vendu :**

- soit soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;
- ait fait ou fasse l'objet d'un arrêté d'expropriation;
- soit concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- soit repris dans ou à proximité d'un des périmètres « Seveso » adoptés en application de l'article 136bis du CWATUPE et plus généralement, soit repris dans un des périmètres visés à l'article 136 du CWATUPE susceptibles de conditionner lourdement voire d'hypothéquer toute délivrance d'autorisation administrative (permis d'urbanisme, permis de lotir,...).
- soit situé à proximité ou autour d'un établissement présentant un risque d'accident majeur ou en zone marquée d'une surimpression "R.M".

**IV. Mentions prévues par le règlement général sur la protection de l'environnement.**

Le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du Règlement général sur la protection de l'environnement.

**Assurance contre les catastrophes naturelles – Aléa d'inondation par débordements de cours d'eau.**

En application de l'article 68, 7 § 4 de la loi sur le contrat d'assurance terrestre visant la couverture des catastrophes naturelles en ce qui concerne les risques simples, et après consultation sur internet de la cartographie de l'aléa d'inondation adoptée par le Gouvernement wallon, le vendeur déclare que le bien prédécrit ne se situe pas dans une zone à risques d'inondation par débordement de cours d'eau.

L'acquéreuse a pu vérifier cette information en consultant sur internet la cartographie des aléas d'inondation.

(<http://cartographie.wallonie.be/NewPortailCarto/index.jsp>)

**Assainissement des sols pollués et des sites d'activités économiques à réhabiliter**

**A. Les parties reconnaissent que leur attention a été appelée sur le fait que :**

1. la présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets. A ce titre, le détenteur de déchets, soit en résumé, celui qui les possède ou en assure la maîtrise effective (exploitant, la cas échéant, propriétaire,...), est tenu d'un ensemble d'obligations, allant notamment d'une obligation de gestion (collecte, transport, valorisation ou élimination,...) à une obligation d'assainissement voire de réhabilitation.
2. parallèlement, en vertu de l'article 18 du décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, tout propriétaire peut être identifié comme titulaire de l'obligation d'assainissement ou encore, n'être tenu d'adopter que des mesures de sécurité et le cas échéant, de suivi, selon qu'il s'agit d'une pollution nouvelle ou historique (antérieure ou postérieure au trente avril deux mille sept) et dans ce dernier cas, qu'elle constitue ou non une menace grave, sauf cause de dispense.

3. pour autant, en l'état du droit,

- \* en vertu de l'article 85 du CWATUPE, amendé par le décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, le vendeur est tenu de mentionner à l'acquéreur les données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret. A ce jour, cette banque de données est en voie de constitution, de sorte que le vendeur est dans l'impossibilité de produire un extrait de celle-ci;
- \* il n'existe pas de norme (décret, arrêté,...) qui prescrive à charge du cédant des obligations d'investigation, d'assainissement ou de sécurité, en cas de mutation de sol;
- \* de même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de « bonne foi » oblige le vendeur non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol, avant toute mutation.

B. Dans ce contexte, le vendeur déclare qu'à sa connaissance, - après une jouissance paisible (sans trouble) et utile (sans vice), - sans pour autant que l'acquéreur exige de lui des investigations complémentaires dans le terrain (analyse de sol par un bureau agréé,...) - rien ne s'oppose, selon lui, à ce que le bien vendu soit destiné, au regard de cette seule question d'état de sol, à l'accueil d'une terre et qu'en conséquence, il n'a exercé ou laissé s'exercer sur le bien vendu ni acte, ni activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination future du bien.

L'acquéreur dispense le vendeur d'investigations complémentaires, notamment d'une analyse du sol par un bureau agréé et libère le vendeur de toute obligation dans les rapports entre parties, sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques.

L'acquéreur reconnaît qu'il se prive de tout recours contre le vendeur si ultérieurement, il devait assumer des charges imposées par cette législation en raison de pollution éventuelle du sol.

#### Prix :

Lecture faite aux parties du dispositif de l'article 203 du Code des Droits d'enregistrement, celles-ci nous déclarent que la présente vente est consentie et acceptée pour et moyennant le prix de CINQ MILLE HUIT CENT VINGT EUROS (5.820,00 €), que le vendeur reconnaît avoir reçu présentement par la comptabilité du Notaire instrumentant.

Le vendeur en donne quittance entière et définitive faisant double emploi avec toute autre délivrée séparément pour le même objet, sous réserve de l'encaissement des chèques qui auraient été remis pour leur compte au Notaire instrumentant.

Finalement, pour répondre au prescrit de la loi du dix août mil neuf cent nonante-huit, le Notaire instrumentant déclare que l'acquéreuse lui a soumis, pour valoir en compte :

- le prix, soit cinq mille huit cent vingt euros (5.820,00 €) sous forme ...

Tous droits et frais sont à charge de l'acquéreuse.

Déclarations du vendeur :

Le vendeur déclare:

- qu'aucune procédure en règlement collectif de dettes n'a été introduite à ce jour et qu'il s'engage à ne pas en introduire dans les deux mois des présentes;
- ne pas être ou avoir été failli;
- ne pas avoir consenti sur ledit immeuble un mandat hypothécaire;
- ne pas avoir concédé sur le bien une option d'achat, un droit de préemption ou de préférence à un tiers;
- que le bien ne fait l'objet d'aucun contrat particulier tel que notamment la location d'emplacement publicitaire;
- ne pas pouvoir bénéficier de la restitution des droits d'enregistrement pour revente de l'immeuble dans les deux ans de l'acquisition;
- avoir été dûment éclairé sur les dispositions relatives à la taxation sur les plus-values immobilières.

Dispense d'inscription d'office :

Madame le Conservateur des Hypothèques compétent est dispensée de prendre inscription d'office pour quelque cause que ce soit pouvant résulter des présentes.

Déclarations fiscales :

Après lecture faite au vendeur de l'article 62, paragraphe 2 et de l'article 73, paragraphe 1 du Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, celui-ci nous a déclaré ne pas y être assujéti.

La présente vente est faite pour cause d'utilité publique, ainsi que cela résulte de l'extrait de la délibération du Conseil Communal du quatorze octobre deux mille treize, dont question ci-avant.

Le présent acte est dès lors exempt du droit d'enregistrement en vertu de l'article 161, 2° du Code des droits d'enregistrement. Il est également exempt du droit d'écriture en vertu des articles 21 et 22 du Code des droits et taxes divers.

Election de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

Etat civil :

Les Notaires soussignés attestent et certifient que les énonciations relatives à l'Etat Civil des parties sont conformes aux documents officiels leur soumis.

Les parties déclarent marquer expressément leur accord de faire figurer dans le présent acte la mention de leur numéro de registre national.

**DISPOSITIONS LEGALES**

Les comparants reconnaissent que le Notaire instrumentant a attiré leur attention sur l'article 9 de la loi organique sur le notariat.

Les comparants reconnaissent que le notaire a attiré leur attention sur le droit de chaque partie de désigner librement un autre notaire ou de se faire assister par un conseil, en particulier quand l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés est constatée.

Les comparants ont ici déclaré qu'il n'y a, selon eux, aucun conflit d'intérêts entre eux et qu'ils acceptent toutes les clauses du présent acte après qu'ils les ont jugées toutes équilibrées.

Les comparants confirment également que le Notaire les a informés de leurs droits, obligations et charges découlant du présent acte et qu'il leur a dispensé un conseil impartial.

Droit d'écriture : Exemption en vertu de l'article 21 du Code des Droits et Taxes divers.

## **DONT ACTE.**

Fait et passé à Tournai, en l'Hôtel de Ville.

Date que dessus.

Les comparants reconnaissent chacun avoir reçu un projet du présent acte, au moins cinq jours ouvrables avant la passation du présent acte, en l'occurrence le .....

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi, et partielle des autres dispositions, les parties ont signé avec Nous, Notaires, la minute des présentes restant en la garde et possession du Notaire WACQUEZ, qui l'inscrira à son répertoire. ».

### **14. Cartographie de l'éolien en Wallonie. Avis.**

Monsieur le **Président** de séance informe le Conseil communal que le Ministre de Tutelle a décidé de reporter le délai de transmission de l'avis du Conseil communal au 30 novembre 2013 :

" La fin de l'enquête publique étant fixée au 30 octobre 2013, nous disposerons donc de tous les avis de la population avant de passer au Conseil communal du mois de novembre"

Monsieur le Conseiller communal **X.DECALUWE** sollicite la réunion d'une Commission du Conseil communal avant la prochaine séance.

Madame l'Echevine de l'aménagement du territoire **MC.MARGHEM** n'y est pas opposée.

### **15. Zone d'aménagement communal concerté (ZACC) Morel. Rapport urbanistique et environnemental. Elaboration. Mode et condition de passation du marché.**

Madame l'Echevine de l'aménagement du territoire **MC.MARGHEM** introduit le dossier en urgence :

" Mesdames, Messieurs,

Le Schéma de Structure communal adopté provisoirement par votre Assemblée en séance du 28 avril 2008 propose dans son volet 3 une programmation de mise en œuvre des Zones d'Aménagement Communal Concerté (ZACC) sur base de quatre ordres de priorité.

L'une des ZACC reprises en priorité 1 est la ZACC du Faubourg Morel d'une superficie de plus de 79,32 ha.

Avant de la mettre en œuvre, il s'avère nécessaire de faire élaborer un Rapport Urbanistique et Environnemental (R.U.E.), conformément aux prescriptions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE).

Le coût de l'élaboration de ce R.U.E. est fixé forfaitairement à 80.000,00 € hors TVA soit 96.800,00 TVA comprise.



Il vous est donc proposé de passer un marché de services, par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d de la Loi du 15 juin 2006, ayant pour objet l'élaboration du rapport urbanistique et environnemental de la zone d'aménagement communal concerté dite du « Faubourg Morel » à Tournai.

Les crédits sont prévus, d'une part, au budget extraordinaire 2013 pour un montant de 35.000,00 € sous l'article 9301/733-60 et, d'autre part, par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance.

Il appartient à votre Assemblée d'initier les Rapports Urbanistiques et Environnementaux pour mettre en œuvre la ZACC Morel et d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame l'Echevine de l'aménagement du territoire **MC.MARGHEM** poursuit ensuite :

" Développer et mobiliser une zone d'une superficie de ± 80 hectares idéalement située dans le tissu existant de la ville, c'est un peu déjà écrire une partition de ce que sera Tournai dans les prochaines années.

Qui dit « futur » engendre dès à présent beaucoup de questions; à savoir :

- Quelles seront les grandes options paysagères et urbanistiques ?
- Quelle densité prévoir ?
- Quel espaces publics et avec quelle appropriation ?
- Quelle mixité de fonctions à envisager ?
- Quelles seront les grandes options à dégager en vue d'assurer une haute qualité architecturale ?
- Quelles seront les mobilités qui y seront favorisées ?
- Quelle biodiversité à sauvegarder et à multiplier ?
- Quelles innovations à mettre en place ?

Pour nous permettre ensemble, de réfléchir à ces questions, d'innover et d'établir un véritable Masterplan support d'un RUE (règlement urbanistique environnemental), nous avons décidé de lancer un marché de services via une procédure négociée ouverte afin de désigner une équipe d'Auteurs de projet pour une mission d'étude urbanistique et ce via un jury à multiples compétences composé notamment d'experts reconnus.

Cette démarche qualitative et de bonne gouvernance nous permettra de concevoir et de mettre en œuvre une frange de ville où les Tournaisiens et nos nouveaux arrivants trouveront comme cadre de vie un véritable quartier « de référence en Wallonie ».

Urbanistes, architectes, paysagistes,... A vos crayons.

Planning :

- Conseil communal du 14 octobre 2013
- parution au moniteur ± 17 octobre 2013
- remise des offres 20 novembre 2013
- jury fin novembre- début décembre 2013
- désignation fin décembre 2013
- Durée de l'étude : 1 an

Le Jury est composé comme suit :

- deux représentants du Collège communal de la Ville de Tournai
- un représentant du Cabinet du Bourgmestre
- deux représentants des principaux propriétaires terriens sur la zone [Evêché + Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.) de Tournai]
- un représentant de la Cellule Architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- un représentant de la Ville de Tournai (Service de l'Urbanisme)
- un représentant de la Région Wallonne (Urbanisme)
- quatre experts extérieurs.

Le choix du futur auteur de projet sera fonction des critères suivants :

- la motivation développée
- le rôle de l'équipe constituée
- la vision commune des enjeux et des objectifs de cette équipe
- la liste pertinente des prix, des projets et des publications réalisées par cette équipe.

Le coût de ce marché de services est fixé à 35.000,00 € et est inscrit par modification budgétaire."

Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE** intervient :

" Comme préconisé par le Schéma de structure, l'aménagement de la ZACC Morel doit se faire dans un esprit de développement durable. Des sources d'inspiration peuvent être trouvées ailleurs comme par exemple dans le quartier Vauban à Fribourg en Allemagne, ou encore dans la charte "quartier durable" créée par la Commune de Péruwelz (et qui a déjà été utilisée par d'autres communes).

La ZACC Morel est une opportunité pour créer un quartier en termes de développement durable.

La situation proche du centre-ville et de la gare est propice à la mise en place d'un réseau de mobilité douce important. Les constructions doivent répondre à des exigences énergétiques et de mixité.

Il est également important de maintenir de l'espace vert et une place pour la biodiversité par les aménagements des bords du follet et le maintien et la restauration de quelques zones humides. Les zones humides servent de tampon lors des fortes pluies et évitent les inondations".

Madame l'Echevine de l'aménagement du territoire **MC.MARGHEM** confirme que ce sont aussi les objectifs du Collège communal.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant que le Schéma de Structure communal adopté provisoirement en séance du 28 avril 2008 propose dans son volet 3 une programmation de mise en œuvre des Zones d'Aménagement Communal Concerté (Z.A.C.C.) sur base de quatre ordres de priorité;

Considérant que l'une des ZACC reprises en priorité 1 est la ZACC du Faubourg Morel d'une superficie de plus de 79,32 Ha;

Considérant qu'avant de la mettre en œuvre, il s'avère nécessaire de faire élaborer un Rapport Urbanistique et Environnemental (R.U.E.), conformément aux prescriptions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE);

Considérant que le coût de l'élaboration de ce R.U.E. est fixé forfaitairement à 80.000,00 € hors TVA soit 96.800,00 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de services, par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d de la Loi du 15 juin 2006, ayant pour objet l'élaboration du rapport urbanistique et environnemental de la zone d'aménagement communal concerté dite du « Faubourg Morel » à Tournai;

Considérant que les crédits sont prévus, d'une part, au budget extraordinaire 2013 pour un montant de 35.000,00 € sous l'article 9301/733-60 et, d'autre part, par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance;

Considérant qu'en application de l'article 18 ter du CWATUPE, il appartient au Conseil communal d'initier le Rapport Urbanistique et Environnemental lequel devra être approuvé par le Gouvernement Wallon;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : d'initier, en application de l'article 18 ter du CWATUPE, le Rapport Urbanistique et Environnemental pour mettre en œuvre la ZACC Morel.

Article 2 : il sera passé un marché de services ayant pour objet l'élaboration du rapport urbanistique et environnemental de la zone d'aménagement communal concerté dite du « Faubourg Morel » à Tournai, dont le coût est fixé forfaitairement à 80.000,00 € hors TVA soit 96.800,00 € TVA comprise.

Article 3 : ce marché sera passé par procédure négociée directe avec publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §2 1<sup>o</sup> d de la Loi du 15 juin 2006.

Article 4 : le marché, dont il est question à l'article 1<sup>er</sup>, sera régi d'une part par l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 5 : Les critères de sélection qualitative sont arrêtés comme suit :

- Par le seul fait de déposer une offre, le soumissionnaire atteste ne pas se trouver dans une des situations d'exclusion décrites à l'article 61 §1<sup>er</sup> et 2 de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011;
- Le candidat joindra à son offre une assurance de responsabilité professionnelle auprès d'un organisme assureur présentant toutes les garanties de faisabilité (à fournir pour tous les opérateurs économiques spécialisés dans les différents services relatifs à la mission);
- Le candidat fournira :
  - \* Une note expliquant ses motivations à présenter sa candidature en faisant valoir comment il entend mettre en œuvre son savoir faire compte tenu de la spécificité du marché, du contexte, des contraintes et enjeux;
  - \* Une liste définissant le rôle de chaque partenaire dans l'équipe auteur de projet mise en place, avec la qualification professionnelle des différents membres (qu'il s'agisse de partenaires de l'association momentanée ou de sous-traitants), leurs compétences spécifiques ou formations complémentaires;
  - \* Une note où il expliquera comment il a composé cette équipe, pourquoi il envisage de travailler, le cas échéant, en association et/ou avec ces sous-traitants, en quoi ils ont une vision commune des enjeux du projet et en quoi ils se complètent;
  - \* Une présentation détaillée de trois références pertinentes (réalisées ou non ou en cours) au cours des cinq dernières années;
  - \* La liste des projets en cours avec le planning provisionnel;
  - \* Le cas échéant, la liste des prix reçus et/ou des publications dont son (leur) travail a fait l'objet;
  - \* Pour chaque opérateur économique, sous forme de simple liste, les principales missions pouvant constituer des références, réalisées ou non ou en cours des cinq dernières années, avec leur date de réalisation, leur destinataire, le type de commanditaire et leur montant

Article 6 : les critères d'attribution sont ventilés et pondérés comme suit :

1. Méthodologie et moyens proposés pour organiser la concertation de l'ensemble des parties prenantes, identifier les problèmes/contraintes/atouts de la zone et définir les enjeux de son développement. Le jury appréciera en quoi la méthodologie et les moyens proposés sont en adéquation avec la spécificité de la zone. Un planning détaillé sera développé : 40 %;
2. Sur base d'une première approche des enjeux potentiels de la zone, le jury appréciera la capacité à cerner et à exprimer une vision stratégique sur l'espace à aménager : 40 %;
3. Répartition de l'enveloppe financière sur base de la méthodologie et du planning détaillé : 15 %;
4. Clarté de la présentation et capacité de synthèse, tant au niveau du dossier qu'au niveau de la présentation orale : 5 %

Article 7 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits, d'une part, au budget extraordinaire 2013 sous l'article 9301/733-60 et, d'autre part, par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

16. Kain, ancienne décharge du Mont d'Or. Elaboration du plan d'assainissement. Mode et conditions de passation du marché de services.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

A la demande du Gouvernement wallon, la Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement (SPAQUE) a réalisé un inventaire des anciennes décharges situées en Région wallonne, en indiquant un ordre de priorité en ce qui concerne leur réhabilitation.

Sur cette base, le Gouvernement wallon a approuvé le 21 juin 2007 la liste des sites devant être réhabilités prioritairement en raison des incidences qu'ils ont sur l'environnement et/ou la sécurité et la santé publique. Le site de l'ancienne décharge d'Ormont à Tournai (Kain) figure sur cette liste.

Cette ancienne décharge se situe essentiellement sur des terrains appartenant à la Ville de Tournai et au CPAS (Centre public d'Action sociale) de Tournai.

Nous avons donc décidé de commun accord avec le CPAS :

- de désigner la Ville de Tournai comme opérateur et interlocuteur direct avec le Gouvernement wallon dans le cadre de la réalisation du plan de réhabilitation par un auteur de projet agréé;
- et d'établir les modalités d'une convention selon laquelle le CPAS s'engage à payer sa quote-part, sur base de la répartition des surfaces.

Cette mission d'études est estimée à 80.088,00 € hors TVA soit 96.906,48 € TVA comprise.

Il vous est proposé de passer un marché de services ayant pour objet l'étude du plan de réhabilitation de l'ancienne décharge du Mont d'Or (lieu-dit d'Ormont), par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs prestataires de services conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006.

Les crédits sont prévus sous l'article 104/733-60 (pour un montant de 100.000,00 €) au budget extraordinaire 2013, par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant qu'à la demande du Gouvernement wallon, la Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement (SPAQUE) a réalisé un inventaire des anciennes décharges situées en Région wallonne, en indiquant un ordre de priorité en ce qui concerne leur réhabilitation;

Considérant que sur cette base, le Gouvernement wallon a approuvé le 21 juin 2007 une liste des sites devant être réhabilités prioritairement en raison des incidences qu'ils ont sur l'environnement et/ou la sécurité et la santé publique;

Considérant que le site de l'ancienne décharge d'Ormont à Tournai (Kain) figure sur cette liste;

Considérant que cette ancienne décharge se situe essentiellement sur des terrains appartenant à la Ville de Tournai et au CPAS (Centre public d'Action sociale) de Tournai;

- Considérant que le Collège communal a décidé de commun accord avec le CPAS :
- de désigner la Ville de Tournai comme opérateur et interlocuteur direct avec le Gouvernement wallon dans le cadre de la réalisation du plan de réhabilitation par un auteur de projet agréé;
  - et d'établir les modalités d'une convention selon laquelle le CPAS s'engage à payer sa quote-part, sur base de la répartition des surfaces;

Considérant que cette mission d'études est estimée à 80.088,00 € hors TVA soit 96.906,48 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de services ayant pour objet l'étude du plan de réhabilitation relatif à l'assainissement de l'ancienne décharge du Mont d'Or (lieu-dit d'Ormont), par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs

prestataires de services conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 104/733-60 (pour un montant de 100.000,00 €), par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de services ayant pour objet l'élaboration du plan de réhabilitation de l'ancienne décharge du Mont d'Or à Kain, dont le coût est estimé à 80.088,00 € hors TVA soit 96.906,48 € TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs prestataires de services et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : d'arrêter comme suit les critères d'attribution du marché et leur pondération :

- Méthodologie de l'offre : 30 points
- Montant de l'offre : 30 points
- Expérience et diplôme du chef de projet : 20 points
- Planning de l'étude : 20 points

Article 5 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2013 sous l'article 104/733-60, par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

#### **17. Bassin carrier Tournai-Antoing. Charte de bonnes pratiques. Approbation.**

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La SC IDETA (Agence de Développement économique) a mis en place un groupe de réflexion intitulé "conférence permanente du bassin carrier" de Tournai-Antoing réunissant la Wallonie, l'Intercommunale, les opérateurs du bassin carrier du Tournais (HOLCIM, CIMESCAUT, CBR, Carrière d'Antoing, CCB et SAGREX LEMAY, Ville de Tournai et la Ville d'Antoing), et ce, dans le contexte d'une volonté commune de promouvoir un projet collectif visant à concilier développement économique, respect de l'environnement et écoute des acteurs locaux.

Dans ce contexte, une charte de bonnes pratiques a été élaborée : les signataires s'engagent à pratiquer leur activité dans le respect des dispositions énumérées et à faire évoluer l'ensemble de leurs sites d'exploitation de manière à les y intégrer progressivement.

De par leur signature, ils s'engagent également à se soumettre à une évaluation régulière par les autorités compétentes des mesures prises en application de la charte.

En vue d'une signature commune par les acteurs, nous vous soumettons cette charte pour approbation."

Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE** regrette que cette charte se positionne en retrait de celle proposée, par le passé, par le comité de vigilance. Il s'interroge sur les contrôles des règles et sur l'accessibilité aux résultats de la mesure de la qualité de l'air.

Madame l'Echevine de l'aménagement du territoire **MC.MARGHEM** rappelle qu'une charte constitue un engagement de "bonne foi" et que les modes de contrôle sont prévus par les dispositions légales.

En ce qui concerne la communication des résultats de la qualité de l'air à la Ville et aux riverains, elle ne peut l'être, selon Mme MC.MARGHEM, que sur demande.

En réaction à la réflexion de Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE**, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** pense que ces mesures sont déjà consultables et il lui indiquera comment les consulter.

Par 32 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal adopte la Charte suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la SC IDETA (Agence de Développement économique) a mis en place un groupe de réflexion intitulé "conférence permanente du bassin carrier" de Tournai-Antoing réunissant la Wallonie, l'Intercommunale, les opérateurs du bassin carrier du Tournaisis (HOLCIM, CIMESCAUT, CBR, Carrière d'Antoing, CCB et SAGREX LEMAY, Ville de Tournai et la Ville d'Antoing), et ce, dans le contexte d'une volonté commune de promouvoir un projet collectif visant à concilier développement économique, respect de l'environnement et écoute des acteurs locaux;

Considérant que, dans ce contexte, une charte de bonnes pratiques a été élaborée : les signataires s'engagent à pratiquer leur activité dans le respect des dispositions énumérées et à faire évoluer l'ensemble de leurs sites d'exploitation de manière à les y intégrer progressivement;

Considérant que, de par leur signature, ils s'engagent également à se soumettre à une évaluation régulière par les autorités compétentes des mesures prises en application de la charte;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 3 abstentions;

**APPROUVE :**



la charte de bonnes pratiques du bassin carrier, dont les termes suivent :

### **" Propos liminaire**

Portée par les opérateurs carriers du Tournaisis agissant en concertation avec la Wallonie, IDETA (Agence de développement économique), la Ville de Tournai et la Ville d'Antoing dans le cadre de la conférence permanente du bassin carrier de Tournai-Antoing, la présente charte de bonnes pratiques s'inscrit dans le contexte d'une volonté commune des acteurs précités de promouvoir un projet collectif visant à concilier développement économique, respect de l'environnement et écoute des acteurs locaux.

Dans ce contexte, les signataires s'engagent à pratiquer leur activité dans le respect des dispositions énumérées ci-après et à faire évoluer l'ensemble de leurs sites d'exploitation de manière à les y intégrer progressivement.

Ils s'engagent également à se soumettre à une évaluation régulière, par les autorités compétentes, des mesures prises en application de la charte.

### **Réaménagement de sites carriers désaffectés**

Dans le cadre d'une démarche proactive menée en concertation avec la Wallonie, IDETA et les Autorités communales, conformément aux dispositions éventuellement imposées par le permis d'exploitation délivré, les sites carriers en fin d'exploitation feront l'objet d'un projet de requalification visant à :

- expurger le site de toute source de pollution éventuelle
- en assurer la requalification par le biais d'un traitement paysager de qualité
- si l'opportunité est avérée, le rendre propre à être valorisé dans l'optique d'une nouvelle affectation à définir à des fins de loisirs, de tourisme, ou de toute autre nature susceptible d'y trouver un terrain propice à son développement.

A cet égard, les signataires s'engagent à respecter scrupuleusement les dispositions du "guide de bonne pratique destiné à la mise en œuvre de l'article 25 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances" et toutes autres modifications ultérieures :

- dont celles intervenues dans le cadre du Décret RESA (Décret Programme de relance économique et de simplification administrative) de 2005 dans la définition de la zone d'extraction (article 2 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie) (N.B. suppression de l'alinéa 3 de l'article 32 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie : "au terme de l'exploitation, la zone devient une zone d'espaces verts et son réaménagement, en tout ou en partie, est fixé par le permis qui autorise l'extraction")
- dont celles qui interviendraient après l'approbation du schéma de développement de l'espace régional (SDER), dès lors que dans son chapitre "gérer les ressources naturelles exploitables de manière parcimonieuse" il y est précisé :

" Il convient de préserver certaines anciennes carrières riches en biodiversité et d'en réaménager d'autres pour répondre à des besoins socio-économiques : retour à l'agriculture, développement d'activités économiques ou de loisirs,... La réaffectation de ces anciennes carrières doit être déterminée en tenant compte des besoins, de la structure spatiale, de la richesse de la biodiversité et des autres caractéristiques du lieu."

### **Limitation de l'impact paysager des exploitations**

Les nouvelles carrières feront l'objet d'aménagements paysagers spécifiques préalables à l'exploitation (plantation de bois tampons et de rideaux végétaux, merlons, etc.) pour protéger les futurs riverains des nuisances visuelles et sonores. Ces aménagements seront concertés avec les autorités compétentes ainsi qu'avec les représentants desdits riverains.

### **Limitation des émissions sonores**

Les dispositifs mis en œuvre afin de répondre aux normes légales en vigueur seront contrôlés et évalués tous les 5 ans sur chaque site d'exploitation. La méthodologie de contrôle et d'évaluation utilisée ainsi que les résultats des contrôles seront systématiquement communiqués aux Autorités communales et aux représentants des riverains.

Les avertisseurs sonores des engins de génie civil seront du type le moins puissant en fonction des technologies existantes. En outre, des avertisseurs lumineux remplaceront les avertisseurs sonores en utilisation de nuit. L'adoption de ces technologies sur le matériel en service qui n'en dispose pas encore sera programmée progressivement.

### **Limitation des vibrations**

Les niveaux de vibrations des installations de criblage-concassage seront conformes aux normes légales en vigueur.

Par ailleurs, les tirs de mines respecteront scrupuleusement les dispositions imposées par les permis délivrés. Les niveaux de vibration seront contrôlés systématiquement. Les résultats des contrôles seront communiqués aux Autorités communales et aux représentants des riverains (dans le cadre d'un comité d'accompagnement), si celui-ci existe sur demande.

### **Limitation des émissions de poussières**

Les stocks piles seront gérés de manière à minimiser au maximum la propagation de poussières. Si nécessaire, des aménagements seront pratiqués afin de réduire l'exposition de ces installations aux vents dominants (merlons, écrans végétaux, etc.). Ils seront équipés d'installations de rabattement des poussières activées lors de la chute de concassés, ainsi que par temps sec.

Il en ira de même pour les lignes de chargement.

Les routes internes seront systématiquement arrosées par temps sec et nettoyées. Les résidus feront l'objet d'un traitement éventuel en fonction de leur composition.

Des démarches de sensibilisation du personnel à ce sujet seront régulièrement entreprises dans une optique proactive.

### **Contrôle de la qualité de l'air**

Les normes relatives aux rejets gazeux en vigueur seront scrupuleusement respectées et contrôlées suivant les prescriptions imposées.

La méthodologie de contrôle utilisée ainsi que les résultats des contrôles seront communiqués aux Autorités communales et aux représentants des riverains<sup>1</sup> sur demande.

### **Limitation des nuisances dues au transport de matières**

Les signataires s'engagent à respecter scrupuleusement les dispositions du code de la route en la matière, en l'occurrence l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant le règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique. [Moniteur belge du 9 décembre 1975] et plus particulièrement les dispositions suivantes :

- Article 45 Chargement des véhicules : prescriptions générales

- \*45.1 Le chargement d'un véhicule doit être disposé de telle sorte que, dans des conditions de route normales, il ne puisse :
  - 1° nuire à la visibilité du conducteur
  - 2° constituer un danger pour le conducteur, les personnes transportées et les autres usagers
  - 3° occasionner des dommages à la voie publique, à ses dépendances, aux ouvrages qui y sont établis ou aux propriétés publiques ou privées
  - 4° traîner ou tomber sur la voie publique
  - 5° compromettre la stabilité du véhicule
  - 6° masquer les feux, les catadioptriques et le numéro d'immatriculation.

- Article 45 bis Chargement des véhicules : prescriptions spécifiques pour les véhicules du groupe C

\*45 bis 2 Le conducteur d'un véhicule du groupe C ne peut utiliser son véhicule si le système d'arrimage du chargement transporté dans ou sur le véhicule n'est pas conforme à l'article 45 bis 4.

Le conducteur d'un véhicule du groupe C doit :

- 1° exercer un contrôle visuel afin de s'assurer que les portes arrière de chargement, le hayon élévateur escamotable, les portes, les bâches, la roue de secours et les autres équipements relatifs à l'utilisation du véhicule sont fixés
- 2° s'assurer que le chargement ne constitue pas une gêne pour la conduite en toute sécurité du véhicule
- 3° s'assurer que le centre de gravité est, autant que possible, centré sur le véhicule

\*45 bis 3 Si le conditionnement primaire d'un bien n'est pas assez solide pour un transport de marchandises sûr, le responsable de ce conditionnement et/ou le chargeur doivent alors l'envelopper de manière complémentaire grâce à un emballage suffisamment solide pour permettre une bonne sûreté du chargement.

Le chargeur doit communiquer, préalablement et par écrit, au transporteur auquel il fait appel, toutes les informations que le transporteur estime nécessaires pour arrimer les marchandises

\*45 bis 4 Le système de sûreté du chargement doit pouvoir résister aux forces exercées lorsque le véhicule du groupe C subit les accélérations suivantes :

- 1° ralentissement de 0,8 g vers l'avant
- 2° ralentissement de 0,5 g vers l'arrière
- 3° accélération de 0,5 g vers les parties latérales, de chaque côté.

Lorsqu'un élément composant du système de sûreté du chargement est soumis à une force telle que décrite au premier alinéa, la force de pression exercée sur cet élément ne peut dépasser la charge nominale maximale de celui-ci.

Les éléments composants d'un système de sûreté du chargement d'un véhicule du groupe C :

- 1° doivent fonctionner correctement
- 2° doivent être adaptés à l'usage qui en est fait
- 3° ne peuvent présenter de nœud, d'élément endommagé ou affaibli pouvant affecter leur fonctionnement quant à la sûreté du chargement
- 4° ne peuvent présenter de déchirures, de coupures ou d'effilochages
- 5° doivent être conformes aux normes de produits européennes et/ou internationales en vigueur en la matière.

Le système de sûreté du chargement utilisé pour entourer, fixer ou retenir un chargement dans ou sur un véhicule doit être adapté aux mesures, à la forme, à la consistance et aux caractéristiques du chargement.

Le système de sûreté du chargement peut être constitué d'une application simple ou combinée de systèmes de sûreté du chargement

\*45 bis 5 Le dispositif de retenue ou le dispositif de verrouillage intégré utilisé pour fixer un chargement à un véhicule du groupe C doit être lui-même sécurisé de telle sorte qu'il ne puisse être déverrouillé ou détaché.

Le dispositif de retenue ou le dispositif de verrouillage intégré utilisé pour fixer un chargement dans ou sur un véhicule du groupe C doit :

- 1° être conçu et développé aux fins pour lesquelles il est utilisé
- 2° être utilisé et entretenu conformément aux spécifications du constructeur et des normes européennes et/ou internationales en vigueur.

- \*45 bis 6 Un chargement entouré, fixé ou retenu sur un véhicule du groupe C, conformément aux prescriptions des "Code de bonnes pratiques européen concernant l'arrimage des charges sur les véhicules routiers", rédigées sous les auspices de la Commission européenne, implique que le système de sûreté du chargement satisfait aux exigences de l'article 45 bis 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

Les signataires s'engagent également à mener régulièrement des séances de sensibilisation à cet égard auprès de leur personnel et des transporteurs qu'ils affrètent (notamment dans le respect des dispositions de l'article 45 bis 3).

### **Parking**

Chaque site d'exploitation sera pourvu de parkings spécifiques de grandes capacités pour les transporteurs au niveau des entrées et sorties de ciments et de granulats.

Ces parkings seront équipés de poubelles destinées à récupérer les déchets éventuels des transporteurs. Cette problématique fera l'objet de campagnes de sensibilisation régulières auprès des transporteurs.

### **Poussières**

Les voiries internes menant vers les voiries d'accès et de sortie des sites d'exploitation seront pourvues de dispositifs de nettoyage des pneus. Cette opération sera systématisée pour tout engin chargé de granulats quittant les sites vers la voie publique.

Le bâchage systématique des camions transportant des matières dont la granulométrie est inférieure ou égale à 4 mm sera demandé aux fournisseurs et imposé pour tous les camions affrétés par les soins de l'opérateur. Des emplacements seront réservés pour les camions affrétés par les clients afin de procéder au bâchage.

Des opérations de sensibilisation à la problématique seront menées régulièrement auprès des transporteurs.

### **Poids des chargements**

Les camions chargés sur les sites d'exploitation feront l'objet d'un contrôle du chargement systématique afin d'assurer la conformité avec les contraintes réglementaires les plus strictes en matière de charge embarquée. En cas de surcharge, les chargements seront vidés jusqu'au poids conforme.

### **Vitesse**

L'exploitant sensibilisera et rappellera à ses transporteurs le respect des limitations de vitesse."

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, Mme H.CLEMENT-COUPLET, MM. J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM. V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

## 18. Caméras de surveillance. Consultance. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il est prévu, en matière de sécurité, la mise en place d'un réseau de télésurveillance urbaine sur le territoire communal de Tournai.

Un comité de pilotage regroupant tous les acteurs concernés a été constitué et il en est ressorti qu'une étude approfondie devait impérativement être menée avant la mise en place de l'équipement.

Les problématiques de délinquance doivent être minutieusement étudiées, de même que la localisation des équipements et leurs caractéristiques technologiques.

Seule une étude menée par un bureau de consultance expert en la matière permettra d'orienter adéquatement les décisions en fonction des objectifs et des priorités qui auront été préalablement définis.

Il a été proposé de passer, en conséquence, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, un marché de services visant la réalisation et le suivi d'une étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire communal de la Ville de Tournai estimé à 49.586,78 € hors TVA soit 60.000,00 € TVA comprise.

Les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2013 pour un montant de 60.000,00 € sous l'article 1241/733-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** précise que :

- un comité de pilotage a été créé
- la méthodologie est proposée par le Service public fédéral (SPF) Intérieur
- l'objet de l'étude est de déterminer combien de caméras sont nécessaires, leur lieu d'installation mais aussi les coûts y compris en personnel.

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient au nom du Groupe ECOLO :

" Un marché de consultance de 60.000,00 € ! Cette somme est considérable pour payer « l'étude d'un projet pour la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de caméras. Nous comprenons votre prudence vu le coût d'installation, de maintenance et de personnel pour faire fonctionner de manière optimale une telle installation. N'oublions pas qu'il faudra aussi prendre le relais de la firme de consultance en matière de suivi technique et de maintenance si la décision politique est de créer cette installation. Nous nous abstiendrons sur ce dossier avant de connaître le véritable débat politique sur la suite de ce projet."

Par 32 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'il est prévu, en matière de sécurité, l'installation d'un réseau de télésurveillance urbaine sur le territoire communal de Tournai;

Considérant qu'un comité de pilotage regroupant tous les acteurs concernés par le sujet a été constitué et qu'il en est ressorti qu'une étude approfondie devait impérativement être menée avant la mise en place de l'équipement;

Considérant que les problématiques de délinquance doivent être minutieusement étudiées, de même que la localisation des équipements et leurs caractéristiques technologiques;

Considérant que seule une étude menée par un bureau de consultance expert en la matière permettra d'orienter adéquatement les décisions et ce, en fonction des objectifs et des priorités définis préalablement;

Considérant qu'il est proposé de passer, en conséquence, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, un marché de services visant la réalisation et le suivi d'une étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire communal de la Ville de Tournai estimé à 49.586,78 € hors TVA soit 60.000,00 € TVA comprise;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 3 abstentions;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de services ayant pour objet la réalisation et le suivi d'une étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire communal de la Ville de Tournai.

Ce marché est estimé à 49.586,78 € hors TVA soit 60.000,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1<sup>er</sup>, sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 1241/733-60.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, Mme H.CLEMENT-COUPLET, MM. J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM. V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

19. Travaux hydrauliques 2013. Route de Velaines (pie) à Mourcourt, rues de la Besace (pie) et du Calvaire (pie) à Melles et chaussée de Courtrai (pie) à Froyennes.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les Services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux hydrauliques 2013 à savoir route de Velaines (pie) à Mourcourt, rues de la Besace (pie) et du Calvaire (pie) à Melles et chaussée de Courtrai (pie) à Froyennes.

Ces travaux comprennent notamment :

- la démolition de la chaussée
- les déblais localisés
- la réalisation d'une sous-fondation de type 2
- la réalisation de fondation en empierrement type IIA
- la fourniture et la pose d'un hydrocarboné type AC-14 base 3-1 et AC-10 surf 4-1
- la fourniture et la pose d'un tuyau en béton DN = 400mm
- le curage à vif fond
- la remise sous profil d'accotement.

Le devis estimatif des travaux s'élève à 65.669,50 € hors TVA soit 79.460,10 € TVA comprise, montant ayant valeur d'indication sans plus.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs.

Un crédit de 80.000,00 € est inscrit à l'article 8771/735-60 du budget extraordinaire 2013.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant que les Services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux hydrauliques 2013 à savoir route de Velaines (pie) à Mourcourt, rues de la Besace (pie) et du Calvaire (pie) à Melles et chaussée de Courtrai (pie) à Froyennes;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- la démolition de chaussée
- les déblais localisés
- la réalisation d'une sous-fondation de type 2
- la réalisation de fondation en empierrement type IIA
- la fourniture et la pose d'un hydrocarboné type AC-14 base 3-1 et AC-10 surf 4-1
- la fourniture et la pose d'un tuyau en béton DN = 400mm
- le curage à vif fond
- la remise sous profil d'accotement;

Considérant que ces travaux sont estimés à 65.669,50 € hors TVA soit 79.460,10 € TVA comprise, montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs;

Considérant qu'un crédit de 80.000,00 € sont inscrits à l'article 8771/735-60 du budget extraordinaire 2013;

A l'unanimité;



## DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché ayant pour objet des travaux hydrauliques 2013 route de Velaines (pie) à Mourcourt, rues de la Besace (pie) et du Calvaire (pie) à Melles et chaussée de Courtrai (pie) à Froyennes. Le marché est estimé à 65.669,50€ hors TVA soit 79.460,10 € TVA comprise. Ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 80.000,00 € sont inscrits à l'article 8771/735-60 du budget extraordinaire 2013.

20. RUSTA (Royale Union Sportive Tournai Athlétisme). Construction d'une structure d'accueil. Etudes préalables (risque karstique et stabilité). Mode et conditions de passation des marchés de services. Construction d'une structure d'accueil et rénovation du hall sportif. Mode et conditions de passation du marché de travaux.

Monsieur l'Echevin des Sports **T.BOUZIANE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) En séance du 1<sup>er</sup> juillet 2013, vous avez décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix.

Des marchés de services préalables aux travaux sont nécessaires, à savoir :

- une étude du risque karstique et essais de sol, dont le coût est estimé à 3.050,00 € hors TVA, soit 3.690,50 € TVA comprise
- une étude de stabilité, dont le coût est estimé à 3.500,00 € hors TVA, soit 4.235,00 € TVA comprise.

Le coût estimé de ces marchés ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire du budget extraordinaire 2013 présentée en cette même séance.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés.

- 2) En date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, vous avez décidé d'approuver le dossier relatif aux travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix estimés à 400.000,00 € TVA comprise. Le dossier ne comprenait pas le métré estimatif, les clauses techniques et le plan de sécurité.

En date du 4 octobre 2013, les Services techniques et le Service interne de Prévention et de Protection (SIPP) ont complété ce dossier, dont l'estimation revue à la hausse s'élève maintenant à 555.559,47 € TVA comprise.

Le crédit budgétaire disponible au budget extraordinaire 2013 sous l'article 764/724-60 est de 400.000,00 €.

Ce dossier s'inscrit dans le cadre d'un investissement pluriannuel pour lequel il est admis que seul le montant couvrant la dépense de l'exercice figure au budget, tel que défini dans la circulaire complémentaire du 23 juillet 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux P.FURLAN (relative aux mesures prises par l'Union européenne dans le cadre du contrôle et de la publicité des données budgétaires et comptables).

Afin de bénéficier d'un nouveau taux de subventionnement de 85 % (75 % précédemment) de la part d'Infrasports, il a été également demandé d'étudier techniquement, dans leur globalité, les travaux à réaliser aux infrastructures sportives de la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA), raison pour laquelle nous vous présentons un second dossier relatif à la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi qu'à la rénovation et l'extension du hall sportif.

La promotion pour l'intégration des personnes à mobilité réduite au niveau de ce projet nous permet d'envisager également une subvention complémentaire de la Province.

Il vous est donc proposé de revoir votre décision du 1<sup>er</sup> juillet 2013 et d'approuver les mode et conditions de passation du marché de travaux qui porte sur la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la RUSTA à Gaurain-Ramecroix, dont l'estimation s'élève à 555.559,47 € TVA comprise.

- 3) En date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, vous avez décidé d'approuver le dossier relatif au marché de travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix. Ce marché était estimé à 400.000,00 € TVA comprise.

En cette même séance, nous vous avons proposé de revoir votre décision vu les compléments et la modification apportés au dossier.

D'autre part, afin de bénéficier d'un nouveau taux de subventionnement de 85 % (75% précédemment) de la part d'Infrasports, il a été demandé d'étudier techniquement, dans leur globalité, les travaux à réaliser aux infrastructures sportives de la RUSTA.

Il vous est donc proposé d'approuver un second marché qui porte sur la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi que sur la rénovation et l'extension du hall des sports (options comprises : construction d'une piste intérieure de 60 m, ventilation mécanique double flux avec récupération de chaleur et abords du hall sportif).

Ce marché s'élève à 926.471,17 € hors TVA soit 1.121.030,11 € TVA comprise (hors options) ou à 1.235.723,87 € hors TVA soit 1.495.225,88 € TVA comprise (options

comprises).

Le crédit budgétaire disponible au budget extraordinaire 2013 est de 400.000,00 €.

Ce dossier s'inscrit dans le cadre d'un investissement pluriannuel pour lequel il est admis que seul le montant couvrant la dépense de l'exercice figure au budget, tel que défini dans la circulaire complémentaire du 23 juillet 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux P.FURLAN (relative aux mesures prises par l'Union européenne dans le cadre du contrôle et de la publicité des données budgétaires et comptables).

La promotion pour l'intégration des personnes à mobilité réduite au niveau de ce projet nous permet d'envisager également une subvention complémentaire de la Province.

Nous vous proposons d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur l'Echevin des Sports **T.BOUZIANE** poursuit :

" Mesdames, Messieurs les Conseillers,

Dans la foulée de ces dossiers, une proposition d'amendement au budget extraordinaire 2014 vous est présentée. Pourquoi ?

En février, lors de la présentation du budget extraordinaire 2013, nous avons évoqué l'état déplorable des installations de la RUSTA et la volonté d'investir dans la rénovation du hall sportif (400.000,00 €).

Les Services techniques ont d'emblée travaillé sur ce projet en concertation avec le club sportif occupant les lieux.

Vous avez pu voir ce soir, les deux projets de rénovation des installations. Ces dossiers ont été réalisés en à peine 8 mois. Les services ont travaillé jusqu'à la dernière minute pour pouvoir finaliser ces dossiers qui doivent être soumis aux services "Wallonie" dès cette semaine afin que le Ministre en charge des Sports statue encore cette année sur leur subsideation.

Il s'avère que nous allons présenter 2 dossiers et que les engagements se feront au plus tôt en 2014 et non en 2013.

Le coût de rénovation du hall d'un montant de 1,5 million d'euros auquel nous ajoutons 10 % pour révision de prix et suppléments comme à l'accoutumée serait subsidiable à 85 %. Nous vous demandons l'urgence considérant qu'à ce jour, le taux de subsideation est toujours de 85 %. Dans le contexte budgétaire actuel de la Région, il pourrait être revu à la baisse dès 2014.

La structure d'accueil estimée à 550.000,00 € plus les 10 % serait quant à elle subsidiable à 60 % compte tenu du caractère limitatif de subsideation sur la partie cafétéria.

Enfin, sachez que des contacts sont en cours avec la Province. Une participation financière de celle-ci pour la structure d'accueil est envisageable, car tout est prévu pour que les installations soient accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Je vous demande, Mesdames, Messieurs les Conseillers de bien vouloir marquer votre accord sur ces dossiers et également sur l'amendement du budget extraordinaire 2014."

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** confie à l'Assemblée son embarras face aux dossiers de la RUSTA :

" Le 1<sup>er</sup> juillet 2013, vous présentiez un dossier au Conseil communal. Les dossiers, sur lesquels vous nous demandez notre accord, sont arrivés vendredi 11 octobre 2013 vers 15 heures.

Je suis venu consulter le dossier aujourd'hui : il est volumineux.

J'ai, en outre, un autre souci : vous nous engagez dans une modification du budget 2014 que nous n'avons même pas encore voté.

Je vous dirai que nous sommes d'accord sur l'objectif poursuivi par ces dossiers. Nous ne voulons pas pénaliser les sportifs, mais nous ne voulons pas cautionner vos pratiques. Vous semblez dire que vous n'êtes pas obligés de prévoir les voies et moyens au budget en une seule fois. J'espère que nous disposerons à l'avenir d'un tableau pour nous y retrouver.

Je regrette, en tout cas, que le Collège communal n'ait pas convoqué une réunion de Commission pour expliquer ces dossiers."

Monsieur le **Président** de séance précise que la Région wallonne effectue "le dernier tour" de sélection des dossiers qui donneront lieu à subvention :

" Si le dossier n'est pas introduit, la Ville perdra la possibilité d'obtenir des subsides à hauteur de 85 %. En effet, à l'avenir, le taux de subside va diminuer. Enfin, en ce qui me concerne, je ne suis pas opposé à présenter ces dossiers lors d'une Commission du Conseil communal ultérieure. Quoi qu'il en soit, je conseille au Conseil communal d'approuver les projets et les amendements budgétaires présentés."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient :

" Nous ne voulons pas retarder le dossier, nous sommes favorables à ces travaux importants mais indispensables. Qu'en est-il de l'utilisation de ce hall par d'autres clubs sportifs et associations tout en gardant la priorité à la RUSTA ? N'oublions pas que le district de Gaurain ne possède pas d'autres halls sportifs qui pourraient être mis à disposition de la population locale."

Monsieur l'Echevin des sports **T.BOUZIANE** confirme que l'infrastructure "Indoor" ne servira pas qu'à la RUSTA.

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** revient sur sa déclaration initiale et déclare :

" Le Centre Démocrate Humaniste soutiendra le projet pour que les sportifs puissent évoluer dans de bonnes conditions. Mais le cdH ne s'engagera pas sur les problèmes éventuels de réalisation technique, ni sur les surcoûts financiers qui pourraient surgir dans le courant du chantier.

Nous maintenons notre souhait de réunion de Commission du Conseil communal".

Monsieur le **Président** de séance confirme qu'elle aura bien lieu.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant sa décision du 1<sup>er</sup> juillet 2013 de passer un marché de travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix;

Considérant que des marchés de services préalables aux travaux sont nécessaires, à savoir :

- une étude du risque karstique et essais de sol, dont le coût est estimé à 3.050,00 € hors TVA, soit 3.690,50 € TVA comprise
- une étude de stabilité, dont le coût est estimé à 3.500,00 € hors TVA, soit 4.235,00 € TVA comprise;

Considérant que le coût estimé de ces marchés ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé deux marchés de services préalables aux travaux de **démolition de l'infrastructure actuelle et de construction d'une structure d'accueil à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA)** sise rue Gros Fidèle, 10, à 7530 Gaurain-Ramecroix. Ces marchés sont estimés et ventilés comme suit :

- une étude du risque karstique et essais de sol, dont le coût est estimé à 3.050,00 € hors TVA, soit 3.690,50 € TVA comprise;
- une étude de stabilité, dont le coût est estimé à 3.500,00 € hors TVA, soit 4.235,00 € TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : les marchés dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> seront passés par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 8.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

\*\*\*\*\*

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, il a approuvé le dossier relatif aux travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix, estimé à 400.000 € TVA comprise;

Considérant que le dossier ne comprenait pas le métré estimatif, les clauses techniques et le plan de sécurité;

Considérant qu'en date du 4 octobre 2013, les Services techniques et le Service interne de Prévention et de Protection (SIPP) ont complété ce dossier dont l'estimation revue à la hausse s'élève maintenant à 555.559,47 € TVA compris;

Considérant que le crédit budgétaire disponible au budget extraordinaire 2013 sous l'article 764/724-60 est de 400.000,00 €;

Considérant que ce dossier s'inscrit dans le cadre d'un investissement pluriannuel pour lequel il est admis que seul le montant couvrant la dépense de l'exercice figure au budget, tel que défini dans la circulaire complémentaire du 23 juillet 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux P. Furlan (relative aux mesures prises par l'Union européenne dans le cadre du contrôle et de la publicité des données budgétaires et comptables);

Considérant qu'afin de bénéficier d'un nouveau taux de subventionnement de 85 % (75 % précédemment) de la part d'Infrasports, il a été demandé d'étudier techniquement, dans leur globalité, les travaux à réaliser aux infrastructures sportives de la RUSTA, raison pour laquelle un second dossier relatif à la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi qu'à la rénovation et l'extension du hall sportif est présenté;

Considérant que la promotion pour l'intégration des personnes à mobilité réduite au niveau de ce projet permet d'envisager également une subvention complémentaire de la Province;

Considérant qu'il est nécessaire de revoir la décision du 1<sup>er</sup> juillet et d'approuver les mode et conditions de passation du marché de travaux qui porte sur la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la RUSTA à Gaurain-Ramecroix, dont l'estimation s'élève à 555.559,47 € TVA comprise;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## **DECIDE :**

de revoir sa **décision du 1<sup>er</sup> juillet 2013 relative à la démolition de l'infrastructure actuelle et à la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix** comme suit :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain, dont le coût est estimé à 555.559,47 € TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la Loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection consisteront en la fourniture :

- d'une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire de ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011;
- d'un certificat d'agrément en catégorie D classe 3, classe basée sur l'estimation du marché, sans préjudice de la loi sur l'agrément des entrepreneurs de travaux ;

Article 5 : les crédits sont inscrits au budget extraordinaire du présent exercice sous l'article 764/724-60 à concurrence de 400.000,00 €.

Article 6 : les subsides au taux de 85 % seront sollicités auprès du Service Public de Wallonie – Infrasports ainsi qu'auprès de la Province de Hainaut.

\*\*\*\*\*

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, il a approuvé le dossier relatif au marché de travaux ayant pour objet la démolition de l'infrastructure actuelle et la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix et que ce marché était estimé à 400.000,00 € TVA comprise;

Considérant qu'en cette même séance, il a décidé de revoir sa décision vu les compléments et la modification apportés au dossier;

Considérant qu'afin de bénéficier d'un nouveau taux de subventionnement de 85 % (75 % précédemment) de la part d'Infrasports, il a été demandé d'étudier techniquement, dans leur globalité, les travaux à réaliser aux infrastructures sportives de la RUSTA;

Considérant qu'il vous est donc proposé d'approuver un second marché qui porte sur la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi que sur la rénovation et l'extension du hall des sports (options comprises : construction d'une piste intérieure de 60 m, ventilation mécanique double flux avec récupération de chaleur et abords du hall sportif);

Considérant que ce marché s'élève à 926.471,17 € hors TVA soit 1.121.030,11 € TVA comprise (hors options) ou à 1.235.723,87 € hors TVA soit 1.495.225,88 € TVA comprise (options comprises);

Considérant que le crédit budgétaire disponible au budget extraordinaire 2013 est de 400.000,00 €;

Considérant que ce dossier s'inscrit dans le cadre d'un investissement pluriannuel pour lequel il est admis que seul le montant couvrant la dépense de l'exercice figure au budget, tel que défini dans la circulaire complémentaire du 23 juillet 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux P. Furlan (relative aux mesures prises par l'Union européenne dans le cadre du contrôle et de la publicité des données budgétaires et comptables);

Considérant que la promotion pour l'intégration des personnes à mobilité réduite au niveau de ce projet permet d'envisager également une subvention complémentaire de la Province;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi que la rénovation et l'extension du hall des sports de la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix, estimés à 1.235.723,87 € hors TVA soit 1.495.225,88 € TVA comprise (options comprises : construction d'une piste intérieure de 60 m, ventilation mécanique double flux avec récupération de chaleur et abords du hall sportif).

Cette estimation a valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la Loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi, d'une part, par l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection consisteront en la fourniture :

- d'une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire de ne pas se trouver dans un des cas visés à l'article 61 de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011;
- d'un certificat d'agrément en catégorie D classe 5, classe basée sur l'estimation du marché, sans préjudice de la loi sur l'agrément des entrepreneurs de travaux.

Article 5 : les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2013 sous l'article 764/724-60 à concurrence de 400.000,00 €.

Article 6 : les subsides au taux de 85 % seront sollicités auprès du Service public de Wallonie - Infrasports ainsi qu'auprès de la Province de Hainaut.

Monsieur le Conseiller communal **D.SMETTE** sort de séance.



21. Cimetière de Froyennes. Construction d'un espace d'accueil. Etudes préalables (risques karstiques et stabilité). Mode et conditions de passation des marchés de services. Construction d'un espace d'accueil. Mode et conditions de passation du marché de travaux.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Les deux pavillons d'entrée existants du cimetière de Froyennes ont été démolis.

Nous envisageons la construction d'une nouvelle structure d'accueil.

Préalablement à cette construction, les marchés de services suivants sont indispensables :

- l'étude du risque karstique et essais de sol dont le coût est estimé à 3.050,00 € hors TVA, soit 3.690,50 € TVA comprise
- l'étude de stabilité dont le coût est estimé à 3.000,00 € hors TVA, soit 3.630,00 € TVA comprise

Les coûts de ces marchés n'excèdent pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire du budget extraordinaire 2013.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés.

- 2) Les deux pavillons d'entrée du cimetière de Froyennes ont été démolis.

Il y a lieu de procéder à la construction d'un nouvel espace d'accueil dont le coût est estimé à 240.204,57 € TVA comprise.

Il vous est proposé de passer ce marché par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la Loi du 15 juin 2006.

Les crédits nécessaires à la conclusion du susdit marché sont prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 764/724-60 à concurrence de 200.000,00 €. Sur base des résultats de l'adjudication le dossier fera l'objet d'un ajustement.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que les deux pavillons d'entrée du cimetière de Froyennes ont été démolis;

Considérant que la construction d'une nouvelle structure d'accueil est envisagée;

Considérant que préalablement à cette construction, les marchés de services suivants sont indispensables :

- l'étude du risque karstique et essais de sol dont le coût est estimé à 3.050,00 € hors TVA, soit 3.690,50 € TVA comprise;
- l'étude de stabilité dont le coût est estimé à 3.000,00 € hors TVA, soit 3.630,00 € TVA comprise;

Considérant que les coûts de ces marchés n'excèdent pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire du budget extraordinaire 2013;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé **deux marchés de services** nécessaires préalablement à la construction d'une nouvelle structure d'accueil au Cimetière de Froyennes, estimés et ventilés comme suit :

- étude du risque karstique et essais de sol dont le coût est estimé à 3.050,00 € hors TVA, soit 3.690,50 € TVA comprise
- étude de stabilité dont le coût est estimé à 3.000,00 € hors TVA, soit 3.630,00 € TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : les marchés dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> seront passés par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des Règles Générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 7.500,00 € ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

\*\*\*\*\*

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que les deux pavillons d'entrée du cimetière de Froyennes ont été démolis;

Considérant qu'il a lieu de procéder à la construction d'un nouvel espace d'accueil dont le coût est estimé à 240.204,57 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la Loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits nécessaires à la conclusion du susdit marché sont prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 764/724-60 à concurrence de 200.000,00 €;

Considérant que sur base des résultats de l'adjudication le dossier fera l'objet d'un ajustement;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé **un marché de travaux** ayant pour objet la construction d'un nouvel espace d'accueil au cimetière de Froyennes dont le coût est estimé à 240.204,57 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection consistent en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire de ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011;
- un certificat d'agrément en sous-catégorie D classe 2, classe basée sur l'estimation du marché.

Article 4 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par les règles générales d'exécution des marchés publics (Arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions des documents des marchés établis à cet effet.

Article 5 : les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2013 sous l'article 764/724-60 à concurrence de 200.000,00 €. Sur base des résultats de l'adjudication le dossier fera l'objet d'un ajustement.

## **22. Cimetière du Sud. Périmètre historique. Acquisition de panneaux. Mode et conditions de passation du marché.**

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite à l'appel à projet « aménagement, mise en conformité et embellissement des cimetières wallons et mise en valeur du patrimoine funéraire d'importance historique locale en vue des commémorations des guerres 1914-1918 et 1940-1945 », de la Wallonie, nous avons proposé de procéder au gommage de grilles de ceinture de tombes dans le périmètre historique du Cimetière du Sud.

Par courrier du 21 janvier 2013, le Service public de Wallonie notifiait l'arrêté ministériel accordant à la Ville une subvention de 60 % plafonnée à 7.500,00 €.

Il conviendrait d'acquérir des panneaux pour extérieur sur lesquels seraient expliqués d'une part, l'historique du périmètre et, d'autre part, le sens de l'action du gommage des grilles et l'aide apportée par la Wallonie.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 670,00 € hors TVA soit 810,70 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que suite à l'appel à projet « aménagement, mise en conformité et embellissement des cimetières wallons et mise en valeur du patrimoine funéraire d'importance historique locale en vue des commémorations des guerres 1914-1918 et 1940-1945 », de la Wallonie, il a été proposé de procéder au gommage de grilles de ceinture de tombes dans le périmètre historique du Cimetière du Sud;

Vu le courrier du 21 janvier 2013 du Service public de Wallonie notifiant l'Arrêté ministériel accordant à la Ville une subvention de 60 % plafonnée à 7.500,00 €;

Considérant qu'il conviendrait d'acquérir des panneaux pour extérieur sur lesquels seraient expliqués, d'une part, l'historique du périmètre et, d'autre part, le sens de l'action du gommage des grilles et l'aide apportée par la Wallonie;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 670,00 hors TVA soit 810,70 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de panneaux extérieurs destinés au Cimetière du Sud, estimé à ± 670,00 € hors TVA soit 810,70 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des Règles Générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 25.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 878/725-60.

23. Pont de Maire. Travaux d'aménagement d'un atelier couture. Bâtiments administratifs. Acquisition de matériel sanitaire. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) L'aménagement des nouveaux bâtiments communaux du Pont de Maire, rue de la Borgnette à Tournai, est en cours suivant les plans que nous avons approuvés le 11 mai 2010.

Cet aménagement prévoit la construction d'ateliers permettant d'accueillir les différents services ouvriers actuellement installés notamment au bâtiment communal des Mouettes et au hall dit « Prévost ».

Le marché de travaux, que nous vous proposons d'approuver, consiste à aménager l'atelier destiné à accueillir les couturières (qui sont notamment en charge de l'entretien des costumes se trouvant dans les musées ainsi que des tentures et rideaux des 370 bâtiments communaux).

Il convient dès lors de passer un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement d'un atelier couture pour un montant estimé de 281.500,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication.

Le marché sera passé par adjudication ouverte conformément à l'article 23 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 300.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article 124/723-60.

Le solde disponible pour engagement s'élève à 229.908,09 €. Un crédit de 70.000,00 € est inscrit par voie de modification budgétaire.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 2) L'aménagement des bâtiments communaux du Pont de Maire prévoit la construction de vestiaires, équipés de WC et de douches pour lesquels des marchés ont été passés dans le courant de l'année 2012.

Aucune offre n'avait été reçue pour le marché relatif à l'acquisition du matériel sanitaire (cuvettes WC, éviers, robinetterie...) lors de l'ouverture des offres fixée le 6 décembre 2012.

Il convient de passer un nouveau marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel sanitaire pour un montant estimé de 10.500,00 € TVA comprise.

Un nouveau cahier des charges a été rédigé selon la nouvelle réglementation en vigueur pour les marchés publics.

Le marché sera passé par adjudication ouverte conformément à l'article 23 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, au vu du montant global des marchés à passer pour l'aménagement du Pont de Maire.

Un crédit de 300.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article 124/723-60 afin de couvrir la dépense liée à ce marché.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 23;

Vu l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Considérant que l'aménagement des nouveaux bâtiments communaux du Pont de Maire, rue de la Borgnette à Tournai, est en cours suivant les plans approuvés par le Collège communal le 11 mai 2010;

Considérant que cet aménagement prévoit la construction d'ateliers, permettant d'accueillir les différents services ouvriers, actuellement installés notamment au bâtiment communal des Mouettes et au hall dit « Prévost »;

Considérant que le marché de travaux à approuver consiste à aménager l'atelier destiné à accueillir les couturières;

Considérant qu'il convient de passer un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement d'un atelier couture pour un montant estimé de 281.500,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication;

Considérant que le marché sera passé par adjudication ouverte conformément à l'article 23 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 300.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article 124/723-60;

Considérant que le solde disponible pour engagement s'élève à 229.908,09 €;

Considérant qu'un crédit de 70.000,00 € est inscrit par voie de modification budgétaire;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'**aménagement d'un atelier couture aux bâtiments communaux du Pont de Maire.**

Article 2 : ce marché est estimé à ± 281.500,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication.

Article 3 : le marché sera passé par adjudication ouverte conformément à l'article 23 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : les critères de sélection consistent en la fourniture de :

Situation juridique du soumissionnaire - références requises (critères d'exclusion).

\* Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans une des situations visées par l'article 61 de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011.

\* Une attestation prouvant que le soumissionnaire est en règle quant au paiement de ses cotisations de sécurité sociale (article 62 de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011).

Capacité technique du soumissionnaire - références requises (critères de sélection).

\* Des certificats d'agrément en sous-catégories D1 et D4 classe 2, classe basée sur l'estimation du marché sans préjudice de la Loi du 20 mars 1991 régissant l'agrément des entrepreneurs de travaux.

Article 5 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 6 : un crédit de 300.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article 124/723-60. Le solde disponible pour engagement s'élève à 229.908,09 €. Un crédit de 70.000,00 € est inscrit par voie de modification budgétaire.

\*\*\*\*\*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 23;



Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Considérant que l'aménagement des bâtiments communaux du Pont de Maire prévoit la construction de vestiaires, équipés de WC et de douches pour lesquels des marchés ont été passés dans le courant de l'année 2012;

Considérant qu'aucune offre n'a été reçue pour le marché relatif à l'acquisition du matériel sanitaire (cuvettes WC, éviers, robinetterie...) lors de l'ouverture des offres fixée le 6 décembre 2012;

Considérant qu'il convient de passer un nouveau marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel sanitaire pour un montant estimé de 10.500,00 € TVA comprise;

Considérant qu'un nouveau cahier des charges a été rédigé selon la nouvelle réglementation en vigueur pour les marchés publics;

Considérant que le marché sera passé par adjudication ouverte conformément à l'article 23 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, au vu du montant global des marchés à passer pour l'aménagement du Pont de Maire;

Considérant qu'un crédit de 300.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article 124/723-60 afin de couvrir la dépense liée à ce marché;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'**acquisition de matériel sanitaire (cuvettes WC, éviers, robinetterie...)** destiné à l'**aménagement des vestiaires aux bâtiments communaux du Pont de Maire**.

**Article 2 :** ce marché est estimé à ± 10.500,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication.

**Article 3 :** le marché sera passé par adjudication ouverte conformément à l'article 23 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, au vu du montant global des marchés à passer pour l'aménagement du Pont de Maire.

**Article 4 :** les critères de sélection sont les suivants :

Situation juridique du soumissionnaire - références requises (critères d'exclusion).

\* Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans une des situations visées par l'article 61 de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011.

\* Une attestation prouvant que le soumissionnaire est en règle quant au paiement de ses cotisations de sécurité sociale (article 62 de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011).

Capacité économique et financière du soumissionnaire - références requises (critères de sélection).

- \* Une déclaration bancaire justifiant une bonne santé financière selon modèle joint en annexe au cahier spécial des charges.  
Capacité technique du soumissionnaire - références requises (critères de sélection).
- \* La liste des principales livraisons similaires effectuées pendant les trois dernières années.

Article 5 : un crédit de 300.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article 124/723-60 afin de couvrir la dépense liée à ce marché.

24. Service Incendie. Rachat d'un véhicule en leasing. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le contrat de location du véhicule Roomster destiné au Service Incendie prend fin le 25 novembre 2013.

Le Service Incendie souhaite racheter ce véhicule.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 6.800,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le contrat de location du véhicule Roomster destiné au Service Incendie prend fin le 25 novembre 2013;

Considérant que le Service Incendie souhaite racheter ce véhicule;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 6.800,00€ TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un véhicule en leasing, estimé à 6.800,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des Règles Générales d'exécution sont d'application (Disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : des crédits de l'ordre de 8.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2013 par voie de modification budgétaire.

Madame l'Echevine **L.DEDONDER** sort de séance.

25. Service Voirie. Acquisition d'une épandeuse de sel. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il convient d'acquérir une nouvelle épandeuse, indispensable au Service voirie en période hivernale.

Nous vous proposons dès lors de passer un marché de fournitures et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le montant de ce marché est estimé à 10.000,00 € TVA comprise.

Un crédit de 10.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 421/743-98.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une épandeuse de sel destinée au Service Voirie, indispensable au déneigement en période hivernale;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à ± 10.000,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'une épandeuse de sel estimé à ± 10.000,00 € TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> seront régis d'une part par les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des Règles Générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 10.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2013 par voie de modification budgétaire sous l'article 421/743-98.

26. Pool Nettoyage. Acquisition de chariots de ménage et d'entretien. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il s'avère nécessaire, suite aux remarques du SIPP (Service Interne de prévention et de protection) d'équiper les techniciennes de surface de chariots de lavage et d'entretien dans le but d'éviter des problèmes de santé, tels que les maux de dos.

Nous vous proposons dès lors de passer un marché de fournitures et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le montant de ce marché est estimé à 13.200,00 € TVA comprise.

Un crédit de 13.600,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 104/744-51.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'il s'avère nécessaire, suite aux remarques du SIPP (Service Interne de prévention et de protection) d'équiper les techniciennes de surface de chariots de lavage et d'entretien dans le but d'éviter des problèmes de santé, tels que les maux de dos;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 13.600,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 104/744-51;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de chariots de ménage et d'entretien destinés aux techniciennes de surface estimé à ± 13.200,00 € TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi d'une part par les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160 des Règles Générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 13.600,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 104/744-51.

### **27. Eclairage public. Doves du château de Templeuve. Projet définitif. Approbation.**

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003, l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut (I.E.H) a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution (G.R.D.) sur le territoire de Tournai.

En date du 26 mars 2012, vous avez décidé du principe de réaliser des travaux de modernisation de l'éclairage public des Doves du Château de Templeuve, de charger I.E.H. de la réalisation de l'ensemble des prestations de services liées et à la bonne exécution du projet et, pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par le G.R.D. en sa qualité de centrale de marchés.

Le projet définitif a été établi par I.E.H. ainsi que les devis des fournitures, travaux et services qui s'élèvent respectivement à

- 24.492,21 € TVA et taxe récupel comprise pour les fournitures;
- 18.764,37 € TVA comprise pour les travaux de pose;
- 7.137,04 € TVA comprise pour les études et la surveillance des travaux.

Ce projet représente donc un montant total de 50.393,62 € TVA comprise.

Des crédits sont prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 426/733-60 pour couvrir les dépenses liées aux prestations de services.

Des crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2013, sous l'article 426/735-60, afin de couvrir les dépenses liées à l'acquisition des fournitures et de leur mise en œuvre.

Un marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour un montant de 300.000,00 € a été conclu par l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et ce, pour une durée de 2 ans.

Il vous appartient d'approuver le projet définitif et de confier les travaux de pose à l'entreprise désignée par I.E.H."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1222-3 et L1222-4;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, spécialement son article 18, 1°;

Vu les articles 3, 8 et 41 des statuts de l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut (I.E.H.);

Vu le Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3;

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003, l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut (I.E.H.) a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution (G.R.D.) sur le territoire de Tournai;

Vu sa délibération du 26 mars 2012 décidant du principe de réaliser des travaux de modernisation de l'éclairage public des Douves du Château de Templeuve, chargeant I.E.H. de la réalisation de l'ensemble des prestations de services liées et à la bonne exécution du projet et, pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par le G.R.D. en sa qualité de centrale de marchés;

Considérant que le projet définitif a été établi par I.E.H. ainsi que les devis des fournitures, travaux s'élèvent respectivement à :

- 24.492,21 € TVA et taxe récupel comprise pour les fournitures;
- 18.764,37 € TVA comprise pour les travaux de pose;
- 7.137,04 € TVA comprise pour les études et la surveillance des travaux;

Considérant que ce projet représente un montant total de 50.393,62 € TVA comprise;

Considérant que des crédits sont prévus au budget extraordinaire 2013 sous l'article 426/733-60 pour couvrir les dépenses liées aux prestations de services;

Considérant que des crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2013, sous l'article 426/735-60, afin de couvrir les dépenses liées à l'acquisition des fournitures et à leur mise en œuvre;

Considérant qu'un marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour un montant de 300.000,00 € a été conclu par l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et ce, pour une durée de 2 ans;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver le projet de modernisation de l'éclairage public des Doves du Château de Templeuve pour le montant estimatif de 50.393,62 € comprenant l'acquisition des fournitures, la réalisation des travaux, les prestations du GRD et la TVA.

Article 2 : de lancer un marché public de fourniture de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet pour un montant estimé de 20.240,01 € hors TVA, soit 24.492,21 € TVA et taxe récupel comprise, par procédure négociée sans publicité sur base de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : d'approuver le cahier spécial des charges, les plans et les documents du marché (plans, annexes, modèles d'offres), présentés, relatifs à ce marché de fournitures.

Article 4 : de prendre en charge les frais exposés par l'intercommunale IEH dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et financiers,...). Ces frais, estimés à 7.137,04 € TVA comprise, seront facturés par le gestionnaire de réseau de distribution au taux de 16,5 % appliqué sur le montant total du projet majoré de la TVA.

Article 5 : concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir à VANO-ELECTRO, désigné dans le cadre du marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la région administrative de Wallonie Picarde, chargé du suivi des travaux, notamment pour la Ville de Tournai pour un montant de 300.000,00 €, conclu par l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut en date du 1<sup>er</sup> janvier 2012, et ce pour une durée de 2 ans.

Article 6 : La dépense résultant de l'exécution de ces prestations sera imputée sur l'article 426/733-60 du budget extraordinaire 2013. Les dépenses liées à l'acquisition des fournitures et de leur mise en œuvre seront imputées sur l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2013.

Article 7 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IEH pour dispositions à prendre.



28. Ecole communale du petit Colisée. Droit de prélèvement. Article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 14 août 2013, la facture relative au droit de prélèvement de puissance pour les bâtiments de la nouvelle Ecole communale du Petit Colisée émanant de l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut (IEH) d'un montant de 2.116,65 € TVA comprise a été soumise au Collège communal, qui en a autorisé la liquidation sous l'article 721/125-06 du budget ordinaire 2013.

Il s'avère, toutefois, que cette dépense relève du budget extraordinaire. Un crédit était prévu à l'extraordinaire, mais il a été utilisé pour le raccordement.

Il vous appartient de prendre acte de notre décision de liquider cette facture, dont le montant est inscrit au budget 2013 sous l'article 722/722-60 par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance et d'admettre la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article L-1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 14 août 2013 acceptant la dépense et autorisant la liquidation de la facture d'un montant de 2.116,65 € TVA comprise, relative au droit de prélèvement de puissance pour les bâtiments de la nouvelle École communale Le Petit Colisée émanant de l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut (IEH);

Considérant qu'il s'avère toutefois que cette dépense relève du budget extraordinaire;

Considérant qu'un crédit à l'extraordinaire était prévu, mais qu'il a déjà été utilisé pour le raccordement;

Considérant qu'au vu des circonstances impérieuses et imprévues précitées et du préjudice qu'il pourrait en découler pour l'Intercommunale, il est proposé de pourvoir à cette dépense selon l'article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

A l'unanimité;

**PREND ACTE :**

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal du 4 octobre 2013 et dont les termes suivent :

Article 1<sup>er</sup> : d'inscrire le crédit nécessaire à la dépense relative au droit de prélèvement de puissance pour les bâtiments de la nouvelle École communale du Petit Colisée émanant de l'Intercommunale d'Electricité du Hainaut (IEH), à savoir le montant de 2.116,65 € TVA comprise, et de pourvoir à cette dépense au budget 2013 sous l'article 722/722-60, par voie de modification budgétaire présentée en même séance.

Article 2 : le Conseil communal prendra acte, lors de sa prochaine séance, de la présente résolution comme prévu à l'article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et celui-ci admettra la dépense;

### **ADMET :**

la dépense.

29. Tournai, rue de l'Athénée. Nouveau raccordement spécial d'un immeuble. Facture de la Société Wallonne des Eaux (SWDE). Article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 20 mars 2013, la Société Wallonne des Eaux a introduit auprès de l'Administration communale une facture d'un montant total de 9.497,34 €, portant sur le nouveau raccordement spécial de l'immeuble situé rue de l'Athénée, 7 à Tournai.

Par courrier du 2 avril 2013, la Ville a invité la Société Wallonne des Eaux à transmettre la lettre de commande ainsi que le détail de cette facture. Ce courrier est resté sans suite.

En date du 13 juin 2013, une sommation relative à cette facture et portant sur le décompte de la somme de 9.572,64 € par suite de l'application de frais de rappel et d'intérêts, a été remise à l'Administration communale par huissier de justice.

Après investigation, il s'avère que :

- un marché de travaux relatif à la construction de sept logements a été passé auprès de l'entreprise adjudicataire le 15 octobre 2009;
- cet immeuble devait être raccordé à l'eau, au gaz et à l'électricité;
- les différents opérateurs ont été invités par la Ville (en vue de profiter du tarif préférentiel) à procéder à ces raccordements et à les facturer directement auprès de l'entreprise adjudicataire;
- deux des trois opérateurs y ont souscrit endéans les délais;
- la Société Wallonne des Eaux (SWDE) a omis d'envoyer sa facture, omission qu'elle n'a réparée que le 20 mars 2013;
- lors de l'établissement de son décompte, la société adjudicatrice dudit marché n'a pas répercuté le montant de la facture de la Société Wallonne des Eaux (SWDE), à défaut pour elle de l'avoir obtenue.

Ce raccordement ayant bien été effectué, la rémunération de cette prestation est, par conséquent, incontestablement due.

Toutefois, le Service Juridique de la Ville considère qu'il y a lieu de contester, aux motifs repris supra, l'application de frais de rappel et d'intérêts de retard auprès de la Société Wallonne des Eaux (SWDE).

Aucun crédit n'est disponible au budget extraordinaire 2013 pour faire face à cette dépense.

En vertu de l'article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, nous avons décidé en séance du 6 septembre 2013 :

- d'autoriser le paiement à la Société Wallonne des Eaux (SWDE) de la somme incontestablement due de 9.497,34 € TVA comprise représentant le raccordement à l'eau de l'immeuble situé rue de l'Athénée, 7 à 7500 Tournai;
- de pourvoir à la dépense
- de soumettre cette décision au Conseil communal;
- de prévoir les crédits par voie de modification budgétaire;
- d'aviser la Société Wallonne des Eaux (SWDE) de la présente décision en lui notifiant la contestation sur l'application de frais de rappel et d'intérêts de retard au motif que le retard apporté par la Société Wallonne des Eaux (SWDE) à l'envoi de la facture à l'entrepreneur désigné dans le bon de commande a mis la Ville dans l'impossibilité administrative d'honorer cette facture dans les délais requis suite à la clôture du décompte afférent au chantier visé par la facture litigieuse et à l'absence de crédits budgétaires disponibles qui s'ensuit.

Les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance.

Il appartient à votre Assemblée de prendre acte de cette décision et d'admettre la dépense qui en résulte."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en date du 20 mars 2013, la Société Wallonne des Eaux a introduit auprès de l'Administration communale une facture d'un montant total de 9.497,34 €, portant sur le nouveau raccordement spécial de l'immeuble situé rue de l'Athénée, 7 à Tournai;

Considérant que, par courrier du 2 avril 2013, la Ville a invité la Société Wallonne des Eaux à transmettre la lettre de commande ainsi que le détail de cette facture et que ce courrier est resté sans suite;

Considérant qu'en date du 13 juin 2013, une sommation relative à cette facture et portant sur le décompte de la somme de 9.572,64 € par suite de l'application de frais de rappel et d'intérêts, a été remise à l'Administration communale par huissier de justice;

Considérant qu'après investigation, il s'avère que:

- un marché de travaux relatif à la construction de sept logements a été passé auprès de l'entreprise adjudicataire le 15 octobre 2009;
- cet immeuble devait être raccordé à l'eau, au gaz et à l'électricité;
- les différents opérateurs ont été invités par la Ville (en vue de profiter du tarif préférentiel) à procéder à ces raccordements et à les facturer directement auprès de l'entreprise adjudicataire;
- deux des trois opérateurs y ont souscrit endéans les délais;
- la Société Wallonne des Eaux (SWDE) a omis d'envoyer sa facture, omission qu'elle n'a réparée que le 20 mars 2013;

- lors de l'établissement de son décompte, la société adjudicatrice dudit marché n'a pas répercuté le montant de la facture de la Société Wallonne de Eaux (SWDE), à défaut pour elle de l'avoir obtenue;

Considérant que ce raccordement a bien été effectué et que, par conséquent, la rémunération de cette prestation est incontestablement due;

Considérant, toutefois, que le Service Juridique de la Ville considère qu'il y a lieu de contester, aux motifs repris supra, l'application de frais de rappel et d'intérêts de retard auprès de la Société Wallonne des Eaux (SWDE);

Considérant qu'aucun crédit n'est disponible au budget extraordinaire 2013 pour faire face à cette dépense.

Considérant qu'en vertu de l'article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le Collège communal a décidé en séance du 6 septembre 2013 :

- d'autoriser le paiement à la Société Wallonne des Eaux (SWDE) de la somme incontestablement due de 9.497,34 € TVA comprise représentant le raccordement à l'eau de l'immeuble situé rue de l'Athénée, 7 à 7500 Tournai;
- de pourvoir à la dépense;
- de soumettre cette décision au Conseil communal;
- de prévoir les crédits par voie de modification budgétaire;
- d'aviser la Société Wallonne des Eaux (SWDE) de la présente décision en lui notifiant la contestation sur l'application de frais de rappel et d'intérêts de retard au motif que le retard apporté par la Société Wallonne des Eaux (SWDE) à l'envoi de la facture à l'entrepreneur désigné dans le bon de commande a mis la Ville dans l'impossibilité administrative d'honorer cette facture dans les délais requis suite à la clôture du décompte afférent au chantier visé par la facture litigieuse et à l'absence de crédits budgétaires disponibles qui s'ensuit;

Considérant que les crédits sont prévus par voie de modification budgétaire présentée en même séance;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **PREND ACTE :**

de la décision prise par le Collège communal en séance du 6 septembre 2013, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation :

- d'autoriser le paiement à la Société Wallonne des Eaux (SWDE) de la somme incontestablement due de 9.497,34 € TVA comprise représentant le raccordement à l'eau de l'immeuble situé rue de l'Athénée, 7 à 7500 Tournai;
- de pourvoir à la dépense
- de soumettre cette décision au Conseil communal;
- de prévoir les crédits par voie de modification budgétaire
- d'aviser la Société Wallonne des Eaux (SWDE) de la présente décision en lui notifiant la contestation sur l'application de frais de rappel et d'intérêts de retard au motif que le retard apporté par la Société Wallonne des Eaux (SWDE) à l'envoi de la facture à l'entrepreneur désigné dans le bon de commande a mis la Ville dans l'impossibilité administrative d'honorer cette facture dans les délais requis suite à la clôture du décompte afférent au

chantier visé par la facture litigieuse et à l'absence de crédits budgétaires disponibles qui s'ensuit;

**ADMET :**

cette dépense d'un montant de 9.497,34 € TVA comprise.

Madame et Monsieur les Conseillers communaux **L.BARBAIX** et **J.DEVRAY** sortent de séance.

**30. ASBL Maison des sports. Compte 2012. Avis.**

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En sa séance du 25 novembre 1996, votre Assemblée a arrêté les termes de la convention entre la Ville de Tournai et l'ASBL Maison des Sports pour la concession d'exploitation du Hall des Sports de la Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai. Cette convention fixe les droits et les obligations de chacune des deux parties.

A l'article 9 de cette convention, il est prévu que l'ASBL Maison des Sports soumette au Conseil communal un bilan financier spécifique du fonctionnement du Hall des Sports ainsi que les comptes pour l'exercice écoulé, accompagnés d'un rapport d'activités et de gestion financière.

Le bilan financier du Hall des Sports laisse apparaître un mali de 2.307,45 € à l'exercice 2012.

Les deux commissaires aux comptes désignés par le Conseil communal et le commissaire aux comptes désigné par l'ASBL ont transmis leur rapport. Après vérification des comptes et bilan de l'exercice 2012, décharge a été donnée aux administrateurs de l'ASBL lors de l'Assemblée générale, qui s'est tenue le 4 juillet 2013.

En ce qui concerne le bilan des activités du hall des sports, il peut se présenter schématiquement à l'aide de quelques chiffres :

**OCCUPATION PAR SALLE**

En heures par salle : Hall des Sports de la Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai

	2012
Grande salle	2.985 h 00
Demi-salle droite	544 h 30
Demi-salle gauche	462 h 30
Salle polyvalente	1.800 h 00
Tiers de salle 2 vinyle	2.000 h 00
Tiers de salle 2 parquet	1.732 h 00
Tiers de salle 2 boxe	1.135 h 00
Terrain multisports	348 h 00
Terrain synthétique	1.103 h 30

TOTAL	12.110 h 30
-------	-------------

Stade Jules Hossey

Salle	2.719 h 00
Terrain	732 h 00
TOTAL	3.451 h 00

Il appartient à votre Assemblée de viser le bilan financier, le rapport d'activités et de gestion financière du Hall des Sports de la Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai pour l'exercice 2012."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** relève une créance de près de 90.000,00 € tout en constatant qu'il existe un disponible de plus de 400.000,00 € :

" Que représente cette créance ? En outre, un subside de 25.000,00 € à percevoir pour le Tour de France est inscrit en comptabilité. De quoi s'agit-il ?"

Monsieur l'Echevin des Sports répond qu'il s'agit d'un montant inscrit pour l'occupation du hall des sports par l'organisateur du Tour de France.

**31. Intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai, Ath, Mouscron (IMSTAM). Avance de trésorerie. Convention avec la Ville. Approbation.**

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par courrier daté du 20 septembre 2013, l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM)) a sollicité une avance de trésorerie en vue d'assurer le paiement de sa cotisation de responsabilisation ONSS APL.

La Ville de Tournai et son Centre public d'Action sociale (CPAS) sont parmi les membres fondateurs de l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM). Tous deux représentent actuellement près de 32 % des parts sociales, détenues par 15 communes et 14 Centres publics d'Action sociale (CPAS) de l'arrondissement.

Les associés ont prorogé la durée de l'Intercommunale pour 30 ans à partir du 25 juillet 1998.

L'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron a reçu l'injonction de payer avant le 31 décembre 2013 la cotisation de responsabilisation 2012 d'un montant de 146.761,00 €. C'est la première année que cette cotisation doit être payée.

Une demande d'échelonnement de la dette a été refusée par l'Administration de l'ONSS APL et, au vu de sa situation financière, l'intercommunale est dans l'incapacité d'honorer cette cotisation d'ici le 31 décembre 2013.

Son Conseil d'administration va prendre des décisions permettant non seulement de réduire le montant de la cotisation de responsabilisation 2013, mais aussi d'apporter de nouvelles recettes à l'intercommunale.

En cas de nécessité, l'article 51 des statuts de l'intercommunale prévoit que "si l'actif net est inférieur aux  $\frac{3}{4}$  du capital social, les associés prendront en charge la totalité de la perte reportée".

Il convient d'éviter tant que faire se peut de recourir à une restructuration qui toucherait non seulement l'emploi, mais aurait aussi des répercussions directes sur les bénéficiaires de ses services infirmiers.

L'intercommunale s'engage à apurer en 24 mois, à dater du 1<sup>er</sup> février 2014, l'avance de trésorerie qui pourrait être consentie et, en cas de non-paiement, il pourrait être proposé de retenir les montants dus sur les cotisations à l'intercommunale dont serait redevable la Ville de Tournai.

Nous vous proposons d'approuver les termes de la convention ayant pour objet l'avance de trésorerie consentie par la Ville de Tournai à l'égard de l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM), et ce pour un montant de 150.000,00 €. Les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2013 par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** s'inquiète de la capacité de l'IMSTAM à rembourser la Ville.

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** rappelle que l'intercommunale s'est engagée à rembourser à partir de février 2014 et à établir un plan d'apurement à long terme :

" Si la Ville ne consentait pas cette avance de trésorerie, elle serait obligée en vertu de l'article 51 des statuts de prendre en charge le déficit de l'intercommunale"

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la lettre du 20 septembre 2013 de l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM)) sollicitant une avance de trésorerie en vue d'assurer le paiement de sa cotisation de responsabilisation ONSS SAPL;

Considérant que la Ville de Tournai et son Centre public d'Action sociale (CPAS) sont parmi les membres fondateurs de l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM);

Considérant que la Ville de Tournai et son Centre public d'Action sociale (CPAS) représentent actuellement près de 32 % des parts sociales, détenues par 15 communes et 14 Centres publics d'Action sociale (CPAS) de l'arrondissement;

Considérant que les associés ont prorogé la durée de l'Intercommunale pour 30 ans à partir du 25 juillet 1998;

Considérant que l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM) a reçu l'injonction de payer avant le 31 décembre 2013 la cotisation de responsabilisation 2012 d'un montant de 146.761,00 €;

Considérant que c'est la première année que cette cotisation doit être payée et qu'une demande d'échelonnement de la dette a été refusée par l'Administration de l'ONSS APL;

Considérant qu'au vu de sa situation financière, l'Intercommunale est dans l'incapacité d'honorer cette cotisation d'ici le 31 décembre 2013;

Considérant que son Conseil d'Administration va prendre des décisions permettant non seulement de réduire le montant de la cotisation de responsabilisation 2013, mais aussi d'apporter de nouvelles recettes à l'intercommunale;

Considérant qu'en cas de nécessité, l'article 51 des statuts de l'intercommunale prévoit que "si l'actif net est inférieur aux  $\frac{3}{4}$  du capital social, les associés prendront en charge la totalité de la perte reportée";

Considérant qu'il convient d'éviter tant que faire se peut de recourir à une restructuration qui toucherait non seulement l'emploi, mais aurait aussi des répercussions directes sur les bénéficiaires de ses services infirmiers;

Considérant que l'intercommunale s'engage à apurer en 24 mois, à dater du 1<sup>er</sup> février 2014, l'avance de trésorerie qui pourrait être consentie;

Considérant qu'en cas de non-paiement, il pourrait être proposé de retenir les montants dus sur les cotisations à l'intercommunale dont serait redevable la Ville de Tournai;

Considérant que les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2013 par voie de modification budgétaire présentée en même séance;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver les termes de la convention ayant pour objet l'avance de trésorerie consentie par la Ville de Tournai à l'égard de l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM), et ce pour un montant de 150.000,00 € :

"Entre

La Ville de Tournai représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Didier COUPEZ, Directeur général, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 14 octobre 2013.

Ci-après dénommée « **LA VILLE** »

Et

L'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM), dont le siège social est fixé à Tournai, rue du Viaduc 52, représentée par Mme Laurence BARBAIX, Présidente et Monsieur Vincent HECQ, Directeur général

Ci-après dénommée « **L'INTERCOMMUNALE** »

**Il est convenu ce qui suit :**



## **Préambule :**

En 1958, la Ville de Tournai et son CPAS étaient parmi les membres fondateurs de l'IMSTAM. Ils représentent encore aujourd'hui près de 32 % des parts sociales, détenues par 15 communes et 14 Centres Publics d'Action Sociale de l'arrondissement. Ensemble, les associés ont prorogé la durée de l'Intercommunale pour une durée de 30 ans à partir du 25 juillet 1998.

L'objet de l'IMSTAM est la création et l'exploitation de centres de santé, de centres de formation, et de services d'aide familiale et de tout autre service ou établissement à caractère social dont l'utilité sera reconnue par l'association.

L'IMSTAM a reçu, à l'instar des villes et communes de Wallonie, l'injonction de payer avant le 31 décembre 2013 la cotisation de responsabilisation 2012 en matière de pension d'un montant de 146.761,00 €.

Il s'agit de la première année de paiement de cette cotisation de responsabilisation.

Une demande d'échelonnement de la dette a été refusée par l'administration de l'ONSS APL. Or, l'IMSTAM est confrontée à des déficits récurrents ayant vidé ses réserves et ayant ramené le bénéfice reporté à 22.947,99 € au 31 décembre 2012.

Son Conseil d'administration a pris des décisions permettant, non seulement de réduire le montant de la cotisation de responsabilisation 2013, mais aussi d'apporter de nouvelles recettes à l'intercommunale.

En tout état de cause, le 31 décembre 2013, l'IMSTAM sera dans l'impossibilité d'honorer sa créance vis-à-vis de l'ONSS APL. Afin d'éviter de recourir à une restructuration qui toucherait non seulement l'emploi, mais aurait également des répercussions directes sur les bénéficiaires de ses services infirmiers et afin d'éviter aussi tout recours à l'article 51 de ses statuts, qui énonce que « si l'actif net est inférieur au  $\frac{3}{4}$  du capital social, les associés prendront en charge la totalité de la perte reportée », l'intercommunale sollicite une avance de trésorerie de 150.000,00 € remboursable mensuellement à partir du 1<sup>er</sup> février 2014.

En cas de non-paiement, sans démarche préalable, l'intercommunale autorise la Ville à retenir les montants dus sur les cotisations dont serait redevable la Ville ou le CPAS à l'égard de l'intercommunale.

En séance du 14 octobre 2013, le Conseil communal de la Ville de Tournai a marqué son accord sur l'octroi à l'intercommunale d'un prêt portant sur une somme de 150.000,00 € afin de lui permettre de payer sa cotisation de responsabilisation ONSSAPL 2012.

## **Article 1<sup>er</sup> – Objet :**

La Ville s'engage à prêter à l'Intercommunale d'Œuvres médico-sociales de l'arrondissement Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM) une somme de 150.000,00 € (cent cinquante mille euros) pour le 31 décembre 2013 au plus tard.

L'intercommunale s'engage à affecter la somme prêtée au paiement de la cotisation de responsabilisation 2012 réclamée par l'ONSS APL.

## **Article 2 – Gratuité :**

Le prêt visé à l'article 1<sup>er</sup> est consenti à titre gratuit.

## **Article 3 – Durée :**

L'intercommunale s'engage à rembourser mensuellement, au plus tard pour le 10 de chaque mois, la somme de 6.250,00 € et ce à concurrence de 24 mensualités à partir du 1<sup>er</sup> février 2014.

Le non-respect des délais de remboursement entraînera de plein droit et sans mise en demeure la déduction d'intérêts aux taux légaux civils.

#### **Article 4**

L'intercommunale s'engage à prendre toutes les dispositions utiles lui permettant de faire face à ses remboursements et de financer elle-même ses cotisations de responsabilisation afférentes aux exercices 2013 et suivants.

#### **Article 5 – Non-paiement :**

En cas de non respect des modalités de remboursement, et sans préjudice de l'application des intérêts visés à l'article 3, la Ville est expressément autorisée de plein droit et sans mise en demeure préalable à compenser les montants dus par l'intercommunale avec les cotisations et toute autre somme dont serait redevable la Ville à l'égard de l'intercommunale."

Monsieur le Conseiller communal **J.DEVRAY** rentre en séance.

#### **32. Centre public d'Action sociale (C.P.A.S.). Exercice 2013. Modifications budgétaires. Approbation.**

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Conseil de l'Action sociale a arrêté, en séance du 25 septembre 2013, les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1.

Ces modifications ont été examinées par le Centre Régional d'Aide aux Communes le 11 septembre 2013.

A l'ordinaire, les principaux amendements se présentent comme suit à l'exercice propre :

##### **Dépenses :**

- dépenses de personnel : en diminution de 874.507,00 €
- dépenses de fonctionnement : en augmentation de 25.901,78 € (l'augmentation des dépenses d'énergie est de + 51.836,00 €)
- dépenses de transferts : en augmentation de 573.241,23 €, elles concernent principalement les dépenses de revenu d'intégration sociale (RIS) et d'aides
- dépenses de dette : en augmentation de 18.189,66 € (emprunt maison de repos de Kain).

##### **Recettes :**

- recettes de prestations : en augmentation de 160.053,34 €
- recettes de transferts : en augmentation de 384.464,19 €
- recettes de dette : en augmentation de 12.119,27 € [emprunt Centre Régional d'Aide aux Communes (CRAC) MR de Kain].

Nous vous invitons à approuver les modifications budgétaires qui vous sont soumises."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu l'article 88 de la Loi du 8 juillet 1976, organique des Centres publics d'Action sociale (C.P.A.S.);

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 25 septembre 2013, arrêtant les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1;

Considérant que ces modifications ont été soumises au Centre Régional d'Aide aux Communes (C.R.A.C.) le 11 septembre 2013;

Vu le procès-verbal du Comité de Concertation Ville/Centre public d'Action sociale du 23 septembre 2013;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

d'approuver le rapport de la Commission budgétaire du Centre public d'Action sociale, ainsi que les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1 arrêtées comme suit par le Conseil de l'Action sociale en sa séance du 25 septembre 2013 :

#### - Budget ordinaire (modification n° 1)

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	52.051.496,80	52.051.496,80	0,00
Augmentation des crédits (+)	2.285.507,85	4.084.55,63	- 1.799.047,78
Diminution des crédits (-)	- 1.919.929,44	- 3.718.977,22	1.799.047,78
Nouveau résultat	52.417.075,21	52.417.075,21	0,00

#### - Budget extraordinaire (modification n° 1)

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	29.145.900,00	19.923.143,00	9.222.757,00
Augmentation des crédits (+)	2.325.153,90	2.821.398,22	- 496.244,32
Diminution des crédits (-)	- 22.812.912,68	- 14.086.400,00	- 8.726.512,68
Nouveau résultat	8.658.141,22	8.658.141,22	0,00

Madame et Monsieur les Conseillers communaux **L.BARBAIX** et **D.SMETTE**, Madame l'Echevine **L.DEDONDER** rentrent en séance.

### 33. Centre public d'Action sociale. Exercice 2014. Budget. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Conseil du Centre public d'Action sociale a arrêté son budget 2014 en séance du 25 septembre 2013.

Le budget ordinaire 2014 du Centre public d'Action sociale présente des prévisions de dépenses et de recettes s'équilibrant à 53.565.099,86 €.

L'intervention communale pour cet exercice est de 9.172.082,00 € (contre 8.992.238,00 € en 2013), à laquelle il convient d'ajouter le remboursement des frais informatiques pour un montant de 187.258,00 € (contre 184.038,00 € en 2013).

Cette augmentation est conforme au plan de gestion.

Au service extraordinaire, le budget prévoit des recettes et des dépenses pour un montant total de 10.106.640,00 €.

Le principal investissement prévu pour cet exercice est la mise en conformité de la maison de repos de Kain 2 pour un montant estimé à 9.000.000,00 € et de divers ascenseurs, principalement dans les résidences pour personnes âgées.

Au niveau des recettes, la vente de divers bâtiments est envisagée pour un montant estimé à 1.140.921,09 €.

La mise en conformité de la maison de repos de Kain 2 sera financée partiellement par emprunt.

Le projet de budget 2014 a été examiné par le Centre Régional d'Aide aux Communes le 11 septembre dernier. Celui-ci a marqué un avis favorable pour autant que le Centre adopte des mesures structurelles de rationalisation des dépenses.

L'exigence du Centre Régional d'Aide aux Communes traduit la situation financière difficile du Centre liée à un accroissement de la pauvreté.

Compte tenu de la volonté commune de la Ville et de son Centre public d'Action sociale de garantir à la population un service social de qualité, tout particulièrement en cette période de crise, nous vous invitons à approuver le budget de l'exercice 2014 du Centre public d'Action sociale."

Monsieur le Conseiller communal **B.LAVALLEE** donne lecture du rapport de la 3<sup>ème</sup> Commission :

" La 3<sup>ème</sup> Commission du Conseil communal s'est réunie le 8 octobre 2013 à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur le Conseiller communal C.MICHEZ, en vue d'examiner le budget du Centre public d'Action sociale pour l'exercice 2014.

Madame la Présidente du Centre public d'Action sociale R.DESENCLOS-LECLERCQ, Madame l'Echevine L.LIENARD, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, M-C.LEFEBVRE, G.LECLERCQ, B.MAT, J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, A.MELLOUK, A.PESIN, J-L.VIEREN, H.CLEMENT-COUPLET, E.VANDECAVEYE, B.DEWAELE, L.BARBAIX, D.CLAEYSENS, X.DECALUWE, C.LADAVID, Monsieur le Directeur général adjoint T.LESPLINGART, Monsieur le Directeur financier E.MOULIN, Monsieur le Directeur général du Centre public d'Action sociale L.LEROY, Madame la Directrice financière du Centre public d'action sociale A.RUFFELART, Mmes I.DEFROYENNES, M.MASURE et M. P-V.SENELLE assistaient à cette séance.

Monsieur l'Echevin P.ROBERT, Madame la Conseillère communale M.WILLOCQ et Monsieur le Directeur général D.COUPPEZ étaient excusés.

Madame la Présidente nous a fait un résumé de la situation économique du centre public d'action sociale et présente la note de politique générale en ces termes :

« La rédaction d'une note de politique générale se doit de tracer les lignes directrices de l'institution pour l'avenir sur base du constat de la situation présente. Au CPAS, tous les Conseillers de l'Action sociale, tous partis confondus, ont toujours eu pour priorité le maintien, d'une part, des services créés en réponse aux besoins de la population et, d'autre part, de l'ensemble du personnel. Toutefois, au fil des ans, les moyens financiers se sont réduits et notre marge de manœuvre s'amenuise pour devenir, à présent, quasi inexistante. Dans un contexte socio-économique de plus en plus difficile, les exigences émanant des diverses autorités subsidiaires sont de plus en plus strictes et précises.

Ainsi, en ce qui concerne le CPAS, cela se situe d'abord à l'échelon communal. Financièrement, la dotation communale à l'égard du CPAS s'élève à 9.172.082 €, soit 19,36 % de notre budget. Si le pouvoir communal est conscient de l'accroissement des tâches que notre institution doit assumer et de sa participation au maintien de la cohésion sociale dans notre entité, la gestion de la ville est sous tutelle du CRAC et doit donc respecter un plan strictement défini.

Sur le plan régional, la réforme instaurant le transfert des compétences dès 2014 annonce de nombreux changements en matière de sécurité sociale dans différents domaines : l'emploi, les allocations familiales, les soins de santé... Ainsi, les maisons de repos relèveront de la compétence régionale. Tandis que des matières régionalisées repartiront vers les communautés, tel est le cas pour la petite enfance. A ce propos, je tiens à rappeler que la maison d'enfants reste en attente depuis de nombreuses années d'un agrément qui lui permettrait d'être subsidiée de manière pérenne. Son taux de fréquentation (100 %) et le nombre de demandes auxquelles il n'est pas possible de répondre vu le manque de places sont, si besoin en était, des preuves concrètes de son utilité. Si « les jeunes sont notre avenir » alors, au-delà des mots, il est temps de donner des moyens d'existence aux institutions qui investissent dans l'avenir.

Sur le plan fédéral, certaines mesures sont venues mettre à mal les finances des CPAS. Car il serait erroné de penser que seule notre institution tournaisienne vit actuellement des moments compliqués. En effet, l'actualité relaie régulièrement les inquiétudes de nombreux

CPAS par rapport à une augmentation de leurs missions sans octroi de moyens financiers supplémentaires.

Enfin, sur le plan européen, et malgré l'absence de signes permettant d'espérer la construction d'une Europe sociale, des directives imposent des échéances et des normes précises pour l'élaboration des budgets. Parmi celles-ci, figure, pour 2015, une obligation de parvenir à l'équilibre budgétaire lors de l'exercice propre.

Compte tenu de tout cela, l'année 2014 sera une année de stabilisation et de réflexion permettant d'opter pour des mesures structurelles en réponse à une situation financière difficile. En effet, le budget ordinaire affiche un mali de 2.020.750,13 € dont 643.042,13 € à l'exercice propre. L'équilibre ne peut être atteint que par des prélèvements d'un montant équivalent. Dans ce contexte, nous ne pouvons nous permettre d'étendre notre offre de services même si nous demeurons à l'écoute des besoins de la population.

L'institution comme les particuliers est confrontée dans ses frais de fonctionnement à l'augmentation du coût de diverses fournitures. Ainsi une hausse de 5 % a été envisagée pour les dépenses liées à l'énergie. Celle relative aux diverses assurances est estimée à 2 %. D'autres augmentations ayant trait à l'alimentation, aux produits pharmaceutiques, à l'entretien du linge sont répercutées auprès des utilisateurs et se concrétisent dans une augmentation des recettes de prestations évaluée à 67.117,66 €. Il est toutefois de notre devoir, en tant qu'institution publique, de demeurer vigilant pour que des services essentiels comme les maisons de repos et les repas à domicile restent accessibles financièrement aux personnes âgées ayant des revenus modestes. Il est important qu'elles puissent vivre dignement dans le lieu qu'elles ont choisi : la maison de repos ou leur domicile.

D'ailleurs, en ce qui concerne les maisons de repos, le budget 2014 prévoit les charges d'emprunt pour la seconde maison de retraite de Kain avec, pour conséquence, une augmentation des dépenses de dettes de 275.726,50 €. L'achèvement de ce chantier permettra le transfert des résidents de certaines de nos maisons de repos et, notamment, celle de Templeuve. En ce qui concerne « le Moulin à cailloux » et « les Sœurs de charité », certains aménagements sont prévus, mais ne pourront être achevés fin 2015, nécessitant dès lors une demande de dérogation au délai pour la mise en conformité.

Les dépenses de transfert accusent une augmentation de 287.315,65 €, soit 2 % par rapport à la dernière modification budgétaire de 2013. Toutefois, cette hausse est contrebalancée par des recettes de transfert.

Les changements survenus au niveau de la législation chômage, notamment le stage d'insertion pour les jeunes qui repousse de trois mois le délai d'attente avant l'accès à une indemnisation par l'Office national de l'Emploi (ONEM), et la dégressivité des allocations de chômage ainsi que, de manière plus générale, le contexte socio-économique, entraînent une hausse des bénéficiaires du revenu d'intégration et des demandes d'aides. De manière plus précise, le nombre de RIS octroyés en complément d'allocations de chômage ou en cas de suppression définitive ou temporaire de ces allocations représentent 40 % de l'ensemble des octrois pour les huit premiers mois de 2013.

L'augmentation des recettes de dette doit être mise en parallèle avec une augmentation des dépenses de dette dans le cadre des subsides consentis par le CRAC pour la construction de la maison de repos de Kain.

Si le CPAS est attentif aux difficultés rencontrées par le public qui s'adresse à lui, il est aussi soucieux du devenir des travailleurs qu'il emploie. La volonté de l'institution est de valoriser son personnel contractuel, lauréat d'examens, au travers de nominations. Ces nominations s'inscrivent également dans le respect du pacte de la fonction publique solidaire. Mais cette politique est pénalisée financièrement par la cotisation de responsabilisation dont le montant fait l'objet, en cours d'exercice, de réajustements imposés par l'ONSS APL.

Par contre, pour 2014, le coût des dépenses afférentes aux nominations sera compensé par une recette d'un montant équivalent suite notamment à la mise à la retraite d'agents. Dès lors, l'augmentation de 494.558,00 € prévue se justifie uniquement par une indexation des salaires de 1 % et par les évolutions barémiques. Rappelons que lors de la modification budgétaire 2013, une diminution des dépenses en cette matière avait été obtenue suite à une politique de non-remplacement systématique du personnel malade, en congés sans solde, parti à la retraite... Nous parvenons ainsi à préserver le maintien de l'emploi pour le personnel en fonction. Dans un avenir proche, celui-ci sera amené à démontrer son sens des responsabilités et à faire, plus que jamais, preuve de mobilité, de disponibilité, pour exprimer ses compétences.

2014 est donc une année de remise en question pour la survie de notre institution. Conscients de ne pas être une entreprise comme les autres dans la mesure où notre légitimité trouve sa source dans l'aide aux personnes, il nous revient de réaliser un réel tour de magie : rendre le social lucratif ! Avec comme danger, l'illusion que tout est quantifiable. En effet, comment établir un bilan financier des résultats de l'action menée par le CPAS dans la lutte contre la pauvreté compte tenu de la complexité de ses incidences ? Comment déterminer en termes de rapport dépenses/recettes les chances données aux enfants en difficultés par la prise en charge par nos structures ?

Il nous faudra trouver la juste mesure entre lutte contre la pauvreté et la précarité, respect de la dignité humaine, rationalisation des services proposés au public et équilibre financier. »

Madame la Présidente explique par ailleurs que la dotation augmente de 2 %, ce qui n'est pas suffisant pour combler un mali de 2 millions.

Madame la Présidente et Monsieur le Directeur général du Centre public d'Action sociale ont ensuite répondu aux questions suivantes :

1) Mme C.LADAVID : en janvier 2015, beaucoup de chômeurs seront exclus du chômage. Anticipez-vous ce problème ?

Réponse : Concrètement, vu la situation économique, cela n'est pas prévu pour l'instant.

2) Mme C.LADAVID : quelle est la part de la dotation fédérale ?

Réponse : 65 %

3) M. X.DECALUWE : le CPAS vend ses biens fonciers. Après une augmentation en 2013, il y a une diminution de la prévision budgétaire de 2014. Est-ce parce qu'il y a moins de biens à vendre ?

Réponse : la raison première pour laquelle nous vendons, c'est le besoin de liquidité. Mais aussi le fait que nous ne sommes plus en mesure d'entretenir une telle quantité de maisons. Enfin, vu la taille du patrimoine, il faudra encore du temps pour liquider ce que nous ne pouvons plus entretenir.

4) M. B.LAVALLEE : pourquoi ne réduisez-vous pas la masse salariale ?

Réponse : entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> août 2013, nous n'avons pas remplacé 21 équivalents temps plein. Donc, nous y travaillons.

5) Mme L.BARBAIX : aux modifications budgétaires pour l'aide sociale nous avons 14 millions en 2013 et l'on réduit cette somme de 2 millions en 2014. Pourquoi ?

Réponse : car nous réaffectons le personnel dans ses fonctions réelles.

Monsieur le Président C.MICHEZ a clôturé la séance à 18 heures 40."

Madame la Présidente du CPAS **R.DESENCLUS-LECLERCQ** présente, en séance, le dossier relatif au budget du CPAS :

" Au CPAS, la priorité pour les différents Conseils de l'action sociale a toujours été de maintenir, d'une part, les services créés en réponse aux besoins de la population, et d'autre part, l'ensemble du personnel. Cependant, dans un contexte socio-économique de plus en plus difficile, les exigences émanant des diverses autorités subsidiaires sont de plus en plus strictes et précises.

Au niveau communal, il existe pour 2015 une obligation de parvenir à l'équilibre budgétaire lors de l'exercice propre. Voilà, à court terme, une contrainte pour tous les CPAS de Wallonie. Ici, à Tournai, la dotation communale s'élève à 9.172.082,00 €, soit 19,36 € de notre budget. Cela correspond aux 2 % fixés par le plan de gestion.

L'année 2014 sera donc une année de stabilisation et de réflexion permettant d'opter pour des mesures structurelles en réponse à une situation financière difficile. En effet, le budget ordinaire affiche un mali de 2.020.750,13 € dont 643.042,13 € à l'exercice propre. L'équilibre ne peut être atteint que par des prélèvements d'un montant équivalent. Dans ce contexte, nous ne pouvons nous permettre d'étendre notre offre de services même si nous demeurons à l'écoute des besoins de la population.

Le CPAS est une entreprise publique employant 577 agents auxquels s'ajoutent environ 60 personnes travaillant en application de l'article 60 § 7 et 91 membres du personnel au Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) soit au total 728 personnes ou 616 équivalents temps plein. La quote-part du coût net du personnel s'élève à 6,45 % de l'ensemble des dépenses.

En la matière, notre politique de gestion se calque sur celle de la Ville soit un engagement pour trois départs. De plus, la mobilité interservices est en cours d'activation.

L'institution est confrontée à l'augmentation du coût de certaines fournitures impactant les dépenses de fonctionnement. Ces dernières représentent 10,56 % du budget. Cependant, certaines hausses seront aussi répercutées auprès des utilisateurs. Ainsi, les recettes de prestations constituent 20,33 % de l'ensemble des recettes. Il est toutefois de notre devoir, en tant qu'institution publique, de demeurer vigilants pour que des services essentiels comme les maisons de repos et les repas à domicile restent accessibles financièrement aux personnes âgées ayant des revenus modestes. Il est important qu'elles puissent vivre dignement dans le lieu qu'elles ont choisi : la maison de repos ou leur domicile.

D'ailleurs, en ce qui concerne les maisons de repos, le budget 2014 prévoit les charges d'emprunt pour la seconde maison de retraite de Kain avec, pour conséquence, une augmentation des dépenses de dettes de 275.726,50 €.



L'achèvement de ce chantier permettra le transfert des résidents de certains de nos maisons de repos, et notamment celle de Templeuve. Je tiens aussi à souligner que la conception de ces nouvelles structures de type passif ont un impact positif sur les frais de fonctionnement. En ce qui concerne "le Moulin à cailloux" et "les Sœurs de charité", certains aménagements sont prévus, mais ne pourront être achevés fin 2015, nécessitant dès lors une demande de dérogation au délai pour la mise en conformité.

Les changements survenus au niveau de la législation chômage ainsi que, de manière plus générale, le contexte socio-économique entraînent une hausse des bénéficiaires du revenu d'intégration et des demandes d'aides. De manière plus précise, le nombre de RIS octroyés en complément d'allocations de chômage ou lors de suppression définitive ou temporaire de ces allocations représentent 38 % de l'ensemble des octrois auxquels on peut encore ajouter 32 % de dossiers pour des personnes non admises aux allocations de chômage.

L'augmentation des recettes de dettes doit être mise en parallèle avec une augmentation des dépenses de dettes dans le cadre des subsides consentis par le CRAC pour la construction de la maison de repos de Kain.

Si le CPAS est attentif aux difficultés rencontrées par le public qui s'adresse à lui, il est aussi soucieux du devenir des travailleurs qu'il emploie.

La volonté de l'institution est de valoriser son personnel contractuel, lauréat d'examens, au travers de nominations. Ces nominations s'inscrivent également dans le respect du pacte de la fonction publique solidaire. Mais cette politique est pénalisée financièrement par la cotisation de responsabilisation dont le montant fait l'objet, en cours d'exercice, de réajustements imposés par l'ONSS APL.

Pour 2014, le coût des dépenses afférentes aux nominations sera compensé par une recette d'un montant équivalent suite notamment à la mise à la retraite d'agents. Dès lors, l'augmentation de 494.558,00 € prévue se justifie uniquement par une indexation des salaires de 1 % et par les évolutions barémiques. Rappelons que, lors de la modification budgétaire 2013, une diminution des dépenses en cette matière avait été obtenue suite à une politique de non-remplacement systématique du personnel malade, en congés sans solde, parti à la retraite,... Nous parvenons ainsi à préserver le maintien de l'emploi pour le personnel en fonction. Dans un avenir proche, celui-ci sera amené à démontrer son sens des responsabilités et à faire, plus que jamais, preuve de mobilité, de disponibilité pour exprimer ses compétences.

2014 est donc une année de remise en question sur la survie de notre institution. Conscients de ne pas être une entreprise comme les autres dans la mesure où notre légitimité trouve sa source dans l'aide aux personnes, il nous revient de réaliser un réel tour de magie : rendre le social lucratif ! Avec comme danger, l'illusion que tout est quantifiable. En effet, comment établir un bilan financier des résultats de l'action menée par le CPAS dans la lutte contre la pauvreté compte tenu de la complexité de ses incidences ? Comment déterminer en termes de rapport dépenses/recettes les chances données aux enfants en difficulté par la prise en charge dans nos structures ?

Il nous faudra trouver la juste mesure entre lutte contre la pauvreté et précarité, respect de la dignité humaine, rationalisation des services proposés au public et équilibre financier."

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** intitule son intervention sur le budget du CPAS "Un bain de sang social ? Elle intervient au nom du cdH :

" Mesdames, Messieurs,  
Chers Collègues,

Avec plus de 2.700.000,00 € de déficit, la situation financière du CPAS est catastrophique et extrêmement inquiétante.

Tous les voyants sont au rouge !

2.774.651,52 € de déficit dont 571.904,39 € résultant du boni du compte 2012 qui fut injecté dans la modification budgétaire de 2013 votée ce 25 septembre au conseil du CPAS.

Le budget 2014 se clôture donc avec un déficit de 2.202.750,13 €. Néanmoins, l'on constate que l'équilibre est réalisé par un prélèvement de 885.546,90 € sur le fonds de réserve et 1.135.203,23 € sur provision !

Cette situation est intenable et risque à court terme de mettre à mal une institution qui constitue le dernier rempart contre l'extrême pauvreté pour de plus en plus de citoyens.

Une institution comparable à une équipe de pompiers à qui on demande d'éteindre de plus en plus de feu... avec de moins en moins d'eau !

Le CPAS serait-il une forteresse coupée des réalités du monde ?

Et que dire lorsqu'on entend comme un refrain apaisant et soporifique que notre région possède le taux de chômage le plus bas de Wallonie... et donc forcément... tout irait bien dans le meilleur des mondes !

La réalité c'est...

- Un déficit de plus de 2.200.000,00 € malgré les mesures d'austérité et de rigueur imposées par le Collège communal (1 remplacement pour 3 départs)
- Une dotation communale qui a augmenté de 600.000,00 € en deux ans et se chiffre désormais à plus de 9.172.000,00 €. 45 % de ce montant sont directement alloués à l'aide sociale.
- Depuis janvier 2013, chaque mois a vu augmenter le nombre de nouvelles demandes de 10 % ! Rendez-vous compte, Mesdames, Messieurs, 10 % d'augmentation mensuelle d'aides sociales...
- ... et seuls environ 40 % des aides sociales dites « récupérables » le sont concrètement.
- Tous les départements (ou presque) sont dans le rouge ! Pour ne prendre que quelques exemples... Les pertes programmées sont abyssales : 240.000,00 € pour la médiation de dettes, 5.300.000,00 € pour l'aide sociale, 430.000,00 € pour le home Grugeon, 410.000,00 € et 130.000,00 € pour les établissements pour enfants (rue des Carliers et Clair matin), 350.000,00 € pour le centre de scolarité... et la liste s'allonge encore... ! Et pourtant, nul ne doutera, au sein de cette Assemblée, du bienfait que ces services peuvent apporter à une population de plus en plus précarisée...
- Une politique de vente sans précédent des biens du CPAS pour financer la construction des maisons de repos. Ce sont des décisions qu'il convient d'assumer, mais ce sont nos bijoux de famille que l'on vend... pour plus de 10 millions d'euros.

- Le nombre d'exclus de l'ONEM qui viennent grossir les rangs du CPAS est aussi un problème qui ne fait que s'accroître. Indépendamment du coût financier de plus en plus important sur les seules épaules du CPAS, se pose aussi la question du suivi de ces personnes par un personnel motivé mais surchargé, de la désormais absence d'obligation de recherche d'un emploi. Il faut sortir des clichés habituels en la matière, venir dire que les chômeurs sont tous des fainéants, c'est absurde. Dire à l'inverse que tous font le maximum, c'est excessif également. Il y a bien entendu des gens qui profitent du système. Et comme l'a déjà dit la Présidente, le CPAS n'est pas un bancontact.

Mesdames, Messieurs,  
Chers Collègues,

Le CPAS s'est engagé d'ici le 31 décembre 2013 – sous pression du CRAC car force est de constater que les réticences de certains mandataires sont nombreuses – à remettre à plat l'ensemble de la gestion du personnel, des services et prestations offertes par l'institution afin d'éviter le déficit d'ores et déjà programmé de 3 millions d'euros au budget 2015.

C'est un véritable séisme qui s'annonce et une profonde remise en question de la manière de travailler au sein d'une institution qui, au nom de « faire du social », a souvent perdu de vue que « social » devait rimer avec « gestion rigoureuse ».

Après avoir à maintes reprises plaidé ces dernières années dans ce sens, le cdH se réjouit de cette prise de conscience. Néanmoins, nous n'accepterons pas que ces mesures se concrétisent par un bain de sang social.

Car ne nous trompons pas de débat, celui qui s'annonce et sur lequel devront travailler les Conseillers de l'Action sociale, est éminemment politique ! Quel visage, quels moyens voulons-nous donner au CPAS ?

Faut-il, pour le dire gentiment, réorganiser la masse salariale ? Faut-il réduire ou supprimer des services... la crèche, les repas à domicile, envisager de céder une partie des maisons de repos au privé ? Faut-il céder au privé une partie du travail effectué par la très politisée régie des biens et travaux ? Autant de questions difficiles qui devront faire l'objet d'un arbitrage politique.

Les lignes directrices, le cap à suivre... c'est à vous, le Collège communal et la majorité qui sabraient le champagne il y a tout juste un an... que revient la responsabilité politique de ces choix. Nous les soutiendrons s'ils sont cohérents et justes, nous nous y opposerons s'ils conduisent à un bain de sang social à Tournai.

Dans l'attente de vos propositions, le cdH demande qu'un audit externe soit commandé sur l'état global de l'institution et s'abstiendra sur le budget 2014."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient comme suit au nom du Groupe ECOLO :

" Ce qui interpelle directement dans les chiffres présentés par le CPAS, c'est l'augmentation prévue pour les dépenses d'aide sociale : pour le RIS, on prévoit une augmentation de près de 200.000,00 € et 50.000,00 € pour les autres interventions. En comparaison, la dotation communale augmente de 2 % comme le prévoit le plan de gestion, soit 180.000,00 €. Sera-ce suffisant ? Nous pouvons raisonnablement penser qu'elle devra être complétée durant l'année 2014.

En matière d'aide sociale de base, la demande du Relais social urbain auprès du CPAS et de la ville est totalement justifiée.

Le CPAS devrait mettre une maison située en ville à disposition du Relais social pour l'accueil de jour qui n'est pas suffisamment assuré à Tournai. Se réchauffer en hiver et plus largement trouver un réconfort en échangeant avec d'autres humains dans un lieu d'accueil sans conditions, n'est-ce pas une priorité sociale ? Le Relais social urbain précise bien qu'il demande uniquement la mise à disposition de locaux et qu'il prendrait en charge le personnel. Nous plaidons pour que cette demande soit entendue dès cette année.

Nous voterons le budget du CPAS non sans réitérer avec insistance cette demande du Relais social."

Monsieur le Conseiller communal **G.HUEZ** intervient comme suit en sa qualité de chef de Groupe PS. Il reconnaît que la situation devient de plus en plus difficile pour le CPAS, même si cette institution prend ses responsabilités avec un projet social cohérent et une politique préventive adéquate grâce aux services d'insertion, aux centres de scolarité et à la Maison des enfants, le tout pour éviter que la précarité ne se développe.

Monsieur le Conseiller communal **J-L.CLAUX** intervient au nom du MR. Il note que l'année 2014 sera une année de remise en question "pour la meilleure survie possible de l'institution". Il souligne l'illusion que "tout est quantifiable" dans la lutte contre la pauvreté. Le MR accorde sa confiance aux conseillers CPAS de la majorité ainsi qu'aux gestionnaires du CPAS.

Par 31 voix pour et 4 abstentions, le Conseil communal approuve le budget du CPAS et prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu l'article 88 de la Loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'Action sociale;

Vu la délibération du Centre public d'Action sociale du 25 septembre 2013 arrêtant le budget 2014;

Vu le rapport de la Commission budgétaire;

Considérant que le projet de budget a été soumis au Centre régional d'Aide aux Communes le 11 septembre 2013;

Vu le procès-verbal du Comité de concertation Ville/Centre public d'Action sociale du 23 septembre 2013;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 4 abstentions;

**APPROUVE :**

- le rapport de la Commission budgétaire du Centre public d'Action sociale
- le budget du Centre public d'Action sociale de l'exercice 2014 aux montants suivants :

1) Au service ordinaire

Recettes : 53.565.099,86 €

Dépenses : 53.565.099,86 €

Résultat : 0,00 €

N.B. : l'équilibre est réalisé par une intervention communale de 9.172.082,00 € (contre 8.992.238,00 € en 2013) à laquelle il convient d'ajouter le remboursement des frais informatiques pour un montant de 187.258,00 €.

Des prélèvements sur fonds de réserve et sur provision sont également prévus pour un montant global de 2.020.750,13 €

2) Au service extraordinaire :

Recettes : 10.106.640,00 €

Dépenses : 10.106.640,00 €

Résultat : 0,00 €.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, C.MICHEZ, Mme M-C.LEFEBVRE, MM. G.LECLERCQ, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAYEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, M. L-D.CASTERMAN, Mme C.LADAVID, MM. A.MELLOUK, G.DENONNE, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : M. J-M.VANDENBERGHE, Mmes M.WILLOCQ, H.CLEMENT-COUPLET, M. X.DECALUWE

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** sort de séance.

#### 34. Fabriques d'Eglise. Modifications budgétaires 2013. Avis.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Nous soumettons à votre examen les modifications budgétaires 2013 remises par les Fabriques d'Eglise Saint-Piat à Tournai, Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai, Saint-Eleuthère à Blandain, Saint-Amand à Havinnes et Saint-Amand à Ere.

La Fabrique d'Eglise Saint-Piat de Tournai sollicite un subside extraordinaire de 3.872,00 € afin de financer des travaux de réfection du vitrail de la façade de l'église (danger pour les passants et la voirie).

La Fabrique d'Eglise Saint-Quentin et Saint-Jacques sollicite un subside extraordinaire de 200.000,00 € afin de terminer les travaux de restauration de l'église Saint-Jacques. Les crédits sont disponibles au budget extraordinaire 2013 de la Ville.

La Fabrique d'Eglise Saint-Amand à Havinnes sollicite un subside supplémentaire de 1.170,00 € pour faire face à des dépenses supplémentaires.

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable aux modifications budgétaires 2013 des Fabriques d'Eglise Saint-Piat à Tournai, Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai, Saint-Eleuthère à Blandain, Saint-Amand à Havinnes et Saint-Amand à Ere."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant les modifications budgétaires extraordinaires 2013 introduites par les Fabriques d'Eglise Saint-Piat à Tournai, Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai, Saint-Eleuthère à Blandain, Saint-Amand à Havinnes et Saint-Amand à Ere;

Considérant que la Fabrique d'Eglise Saint-Piat à Tournai sollicite un subside extraordinaire de 3.872,00 € afin de réparer en urgence le vitrail de la façade de l'église;

Considérant que la Fabrique d'Eglise Saint-Quentin et Saint-Jacques sollicite un subside extraordinaire de 200.000,00 € pour la fin des travaux de restauration de l'église Saint-Jacques;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles au budget extraordinaire 2013 de la Ville;

Considérant que les Fabriques d'Eglise Saint-Eleuthère à Blandain et Saint-Amand à Ere ne sollicitent aucun subside supplémentaire à l'ordinaire;

Considérant que la Fabrique d'Eglise Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai réduit à la baisse le subside communal à l'ordinaire de 7.616,00 €;

Considérant que la Fabrique d'Eglise Saint-Amand à Havinnes sollicite un subside communal supplémentaire de 1.170,00 € à l'ordinaire afin de faire face à des dépenses supplémentaires;

A l'unanimité;

### DECIDE :

d'émettre les avis suivants :

Fabrique d'Eglise	N° de modification budgétaire	Date du Conseil de Fabrique	Demande de subside ordinaire	Demande de subside extraordinaire	Motif de la demande	Avis favorable/ défavorable
Saint-Piat (Tournai)	1	5 juin 2013	0,00 €	3.872,00 €	Dépenses : grosses réparations à l'église – réparation vitrail de la façade de l'église (+ 3.872,00 €)	Avis favorable – la dépense est prévue au budget extraordinaire 2013 de la Ville
Saint-Quentin et Saint-Jacques (Tournai)	1	10 juin 2013	0,00 €	200.000,00 €	Recettes : donations, legs (+ 39.000,00 €) Dépenses : grosses réparations à l'église (+ 239.000,00 €)	Avis favorable – la dépense est prévue au budget extraordinaire 2013 de la Ville
Saint-Eleuthère (Blandain)	1	18 juillet 2013	0,00 €	0,00 €	Recettes : intérêts en rente Etat (+ 4.050,00 €), produits des chaises (+ 56,00 €), quête spéciale chauffage (+ 28,00 €) Dépenses : entretien meubles église (+ 4.134,00 €)	Avis favorable
Saint-Quentin et Saint-Jacques (Tournai)	2	18 juin 2013	- 7.616,00 €	0,00 €	Dépenses : intérêts des capitaux dus (- 7.616,00 €)	Avis favorable
Saint-Amand (Havinnes)	1	31 juillet 2013	1.170,00 €	0,00 €	Dépenses : combustible chauffage (+ 400,00 €), entretien extincteur (+ 390,00 €), charges sociales (+ 155,00 €), traitement organiste (+ 45,00 €), frais de banque (55,00 €)	Avis favorable
Saint-Amand (Ere)	1	2 juillet 2013	0,00 €	0,00 €	Recettes : remboursement divers (+ 875,00 €) Dépenses : remboursement divers (+ 875,00 €)	Avis favorable

Madame la Présidente du Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.)  
**R.DESENCLUS-LECLERCQ** sort de séance.

35. Finances communales. Zone de Police du Tournaisis. Dotation communale 2013. Adaptation. Dotation communale 2014. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Des recettes exceptionnelles enregistrées cette année (récupérations d'indemnités pour accidents de travail, un subside plus élevé que prévu...) permettent de diminuer la dotation communale 2013 à la Zone de police de 411.009,20 €.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver cette diminution de l'intervention communale.

- 2) Il revient à chaque Conseil communal de déterminer sa contribution à la Zone de Police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 de la Loi organisant un Service de Police Intégrée.

La Zone de Police du Tournaisis sollicite pour 2014 la même dotation principale que celle accordée au budget initial de 2013, soit 10.384.161,79 €, et 312.903,39 € pour la dotation complémentaire (participation à raison de 85,42 % du loyer à verser par la Zone de Police).

La dotation globale s'élève ainsi à 10.697.065,18 €.

Au budget communal de l'exercice 2014, la dépense sera prévue sous l'article 330/435-01 pour la dotation principale et sous l'article 33001/435-01 pour la dotation complémentaire.

En vertu de l'article 71 de la Loi organisant un Service de Police Intégrée, la délibération sera envoyée pour approbation au Gouverneur."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :



## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un Service de Police Intégrée, structuré à deux niveaux;

Vu l'Arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général sur la comptabilité de la Police locale;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'il revient à chaque Conseil communal de déterminer sa contribution à la Zone de Police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 LPI;

Considérant que la Zone de Police a bénéficié en 2013 de recettes exceptionnelles (des récupérations d'indemnités pour accidents de travail, un subside plus élevé que prévu,...);

Considérant que, de ce fait, la dotation principale 2013 de la Zone de Police du Tournaisis peut être diminuée de 411.009,20 € et portée à 9.973.152,59 €;

Considérant que la dotation sera adaptée par voie de modification budgétaire présentée en cette même séance, à l'article 330/435-01 du budget communal de l'exercice 2013;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

de diminuer de 411.009,20 € la dotation communale principale **2013** accordée à la Zone de Police du Tournaisis (Antoing, Brunehaut, Rumes, Tournai/ZP 5316) au montant de 9.973.152,59 € (neuf millions neuf cent septante-trois mille cent cinquante-deux euros et cinquante-neuf cents)

En vertu de l'article 71 de la Loi organisant un Service de Police Intégré, cette délibération sera envoyée pour approbation au Gouverneur.

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un Service de Police Intégrée (S.P.I.) structuré en deux niveaux;

Vu l'Arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la Police locale;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'il revient à chaque Conseil communal de déterminer sa contribution à la Zone de Police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 de la Loi organisant un Service de Police Intégrée;

Considérant que la Zone de Police du Tournaisis sollicite pour 2014 la même dotation principale que celle accordée au budget initial de 2013, soit 10.384.161,79 € et 312.903,39 € pour la dotation complémentaire (participation à raison de 85,42 % du loyer à verser par la Zone de Police);

Considérant que la dotation globale s'élève ainsi à 10.697.065,18 €;

Considérant que la dépense sera prévue sous les articles 330/435-01 et 33001/435-01 du budget communal de l'exercice 2014;

Considérant qu'en vertu de l'article 71 de la Loi organisant un Service de Police Intégrée, la délibération sera envoyée pour approbation au Gouverneur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

d'accorder, pour l'exercice **2014**, une dotation communale d'un montant de 10.697.065,18 € (dix millions six cent nonante-sept mille soixante-cinq euros et dix-huit cents), soit 10.384.161,79 € à titre principal (article 330/435-01) et 312.903,39 € à titre de participation au loyer des locaux (article 33001/435-01) au bénéfice du Service ordinaire du budget de la Zone de Police du Tournaisis (Antoing-Brunehaut-Rumes-Tournai/Zone de Police 5316).

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** rentre en séance.

### 36. Finances communales. 2013. Modifications budgétaires n° 2. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Zone de Police ayant bénéficié en 2013 de recettes exceptionnelles (des récupérations d'indemnités pour accidents de travail, un subside plus élevé que prévu,...), la dotation principale 2013 de la Ville à la Zone de Police du Tournaisis peut être diminuée de 411.009,20 € et portée à 9.973.152,59 €.

Nous vous proposons d'adapter cette dotation par voie de modification budgétaire. Diverses régularisations de crédits nécessaires au fonctionnement de l'Administration vous sont également proposées, principalement en matière d'énergie."

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** présente un feuillet d'amendements au budget 2013 de la Ville en sus de la modification budgétaire inscrite à l'ordre du jour du Conseil communal de ce jour :

" Mesdames, Messieurs les Conseillers,

Vous trouverez sur votre pupitre une proposition d'amendement au budget 2013 (modification budgétaire n° 2). Quel en est le contenu ?

Mardi dernier en Commission, il vous a été proposé d'apporter une modification au budget extraordinaire 2013 de 2.500,00 € pour des travaux de rénovation des douches du football club étoilé Ere. En effet, bien qu'il existe encore un crédit reporté de 2.500,00 € au budget ordinaire qui devait être versé à cette association, la nature des travaux réalisés nous oblige à imputer les 2.500,00 € sur le budget extraordinaire plutôt que sur l'ordinaire.

Par ailleurs, jeudi, le Service Incendie nous a informés que des réparations urgentes devaient être effectuées sur deux ambulances pour un montant total de cinq mille euros.

Compte tenu des engagements en cours sur le crédit 771/122-48 "Musées – indemnités" au budget ordinaire, il est possible de compenser le coût supplémentaire par une diminution de ce crédit.

Enfin, l'acquisition de machines à café de type industriel pour les services communaux est prévue au budget extraordinaire sur l'article "104/741-98 Achat de mobilier divers". Il conviendrait d'imputer cet investissement sur l'article "104/744-51 Achat de matériel d'équipement et d'exploitation".

En conclusion, toutes ces dépenses peuvent être compensées par une réduction d'autres crédits sans affecter les résultats en boni de la modification budgétaire qui vous a été transmise.

Je vous demande de bien vouloir marquer votre accord pour adapter ainsi la modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2013 sans aucun changement, ni dans le total des recettes, ni dans le total des dépenses.

Le détail ci-dessous :

Service ordinaire :

352/127-06 Service 100 – Prestations de tiers pour les véhicules	+ 5.000,00 € (= 10.000,00 €)
771/122-48 Musées – Indemnités	- 5.000,00 € (= 8.000,00 €)

Service extraordinaire

764/522-53 Football club étoile Ere – Subsidés octroyés	+ 2.500,00 € (= 2.500,00 €)
351/745-98/12 Maintenance extraordinaire des véhicules spéciaux	- 2.500,00 € (= 7.500,00 €)
104/744-51 Achat de matériel d'équipement et d'exploitation	+ 11.000,00 € (= 41.600,00 €)
104/741-98 Achat de mobilier divers	- 11.000,00 € (= 0,00 €)."

A l'unanimité, le Conseil communal vote la modification budgétaire et les ajouts exposés en séance, arrête cette modification aux chiffres suivants et prend les délibérations suivantes :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la Zone de Police a bénéficié en 2013 de recettes exceptionnelles (des récupérations d'indemnités pour accidents de travail, un subside plus élevé que prévu,...);

Considérant que, de ce fait, la dotation principale 2013 à la Zone de Police du Tournaisis peut être diminuée de 411.009,20 € et portée à 9.973.152,59 €;

Considérant qu'il convient d'adapter cette dotation par voie de modification budgétaire;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité,

**DECIDE :**

de modifier aux chiffres ci-après le budget communal 2013 :

MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2

Service ordinaire :	Total recettes	: 105.040.910,58 €
	Total dépenses	: 99.070.880,28 €
	Boni général	: 5.970.030,30 €
Service extraordinaire :	Total recettes	: 27.216.158,61 €
	Total dépenses	: 22.542.745,58 €
	Boni général	: 4.673.413,03 €.

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

### DECIDE :

le budget de la Commune est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

**TABLEAU I**  
**BALANCES DES RECETTES ET DES DEPENSES**

Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification budgétaire	104.925.694,66	99.516.564,48	5.409.130,18
Augmentation des crédits (+)	115.215,92	350.725,00	- 235.509,08
Diminution des crédits (-)		- 796.409,20	796.409,20
Nouveau résultat	105.040.910,58	99.070.880,28	5.970.030,30

**TABLEAU II**

### Exercice 2013 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
EXERCICES ANTERIEURS				
<u>ANNEE 2011</u>				
104/122-06/11 Remboursement des charges du personnel détaché dans la Commune		1.700,00		1.700,00
84010/125-12/11 Plan de Cohésion sociale - Electricité		6.300,00		6.300,00
TOTAUX 2011	0,00	8.000,00	0,00	8.000,00
<u>ANNEE 2012</u>				
104/113-21/12 Cotisations patronales CRPC	1.000.000,00		- 240.000,00	760.000,00
10411/123-11/12 Frais de téléphonie mobile		50,00		50,00
105/123-16/12 Frais de réceptions et de représentation		500,00		500,00
351/125-13/12 Fourniture de gaz		2.180,00		2.180,00
7342/123-16/12 Académie des Beaux-Arts				
Frais de réceptions		62,00		62,00
761/124/02-12 Plaines de jeux - Fournitures		61,00		61,00
7643/125-06/12 Hall des Sports - Prestations de tiers		350,00		350,00
80101/124-06/12 Conseil consultatif de la personne handicapée - Prestations techniques		132,00		132,00
84010/125-12/12 Plan de cohésion sociale - Electricité		1.830,00		1.830,00
TOTAUX 2012	1.000.000,00	5.165,00	- 240.000,00	765.165,00
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	1.000.000,00	13.165,00	- 240.000,00	773.165,00

## Exercice 2013 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
104/122-02 Honoraires et indemnités pour études et travaux	40.000,00		- 20.000,00	20.000,00
104/122-06 Remboursement des charges du personnel détaché dans la Commune	250.000,00	6.000,00		256.000,00
104/123-12 Frais d'entretien et de location mobilier et matériel	270.000,00	36.000,00		306.000,00
104/123-13 Frais de gestion du parc informatique	181.000,00		- 51.000,00	130.000,00
104/123-14 Frais de prestations du Service médical du Travail	5.000,00	4.400,00		9.400,00
104/125-02 Fournitures pour bâtiments	90.000,00	10.000,00		100.000,00
104/125-12 Fournitures d'électricité pour les bâtiments	84.500,00	2.500,00		87.000,00
104/125-13 Fournitures de gaz pour les bâtiments	65.000,00	24.700,00		89.700,00
104/125-15 Fournitures d'eau pour les bâtiments	9.200,00	2.230,00		11.430,00
1041/122-03 Contentieux - Honoraires et indemnités - Avocat	50.000,00	10.000,00		60.000,00
1041/124-48 Frais pour revues, brochures,...	55.000,00		- 15.000,00	40.000,00
105/123-16 Frais de réceptions et de représentation	27.200,00	3.000,00		30.200,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>1.126.900,00</b>	<b>98.830,00</b>	<b>- 86.000,00</b>	<b>1.139.730,00</b>
<b>TOTAUX ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>1.126.900,00</b>	<b>98.830,00</b>	<b>- 86.000,00</b>	<b>1.139.730,00</b>
<b>PATRIMOINE PRIVE</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
124/125-06 Prestations de tiers pour les bâtiments	85.000,00		- 20.000,00	65.000,00
124/125-13 Gaz pour les bâtiments	29.400,00	1.500,00		30.900,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>114.400,00</b>	<b>1.500,00</b>	<b>- 20.000,00</b>	<b>95.900,00</b>
<b>TOTAUX PATRIMOINE PRIVE</b>	<b>114.400,00</b>	<b>1.500,00</b>	<b>- 20.000,00</b>	<b>95.900,00</b>
<b>POMPIERS</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
351/125-12 Electricité pour les bâtiments	26.500,00	3.180,00		29.680,00
352/127-06 Service 100 - Prestations de tiers pour véhicules	5.000,00	5.000,00		10.000,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>31.500,00</b>	<b>8.180,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39.680,00</b>
<b>TOTAUX POMPIERS</b>	<b>31.500,00</b>	<b>8.180,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39.680,00</b>
<b>JUSTICE - POLICE</b>				
<b>TRANSFERTS</b>				
330/435-01 Dotation à la Zone de Police	10.384.161,79		- 411.009,20	9.973.152,59
<b>TOTAUX TRANSFERTS</b>	<b>10.384.161,79</b>	<b>0,00</b>	<b>- 411.009,20</b>	<b>9.973.152,59</b>
<b>TOTAUX AIDE SOCIALE ET FAMILIALE</b>	<b>10.384.161,79</b>	<b>0,00</b>	<b>- 411.009,20</b>	<b>9.973.152,59</b>

**Exercice 2013 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2**

Article budgétaire		Crédit budgétaire	Modification Augmentation    Diminution	Crédit modifié
COMMUNICATIONS – VOIRIE – COURS D'EAU				
FONCTIONNEMENT				
421/125-12	Fourniture électricité pour les bâtiments de la voirie	36.200,00	3.000,00	39.200,00
421/125-15	Fourniture d'eau pour les bâtiments de la voirie	10.000,00	4.500,00	14.500,00
421/127-12	Location du matériel de transport	12.500,00	- 3.000,00	9.500,00
426/140-06	Eclairage public - Entretien	150.000,00	10.000,00	160.000,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		208.700,00	- 3.000,00	223.200,00
TOTAUX COMMUNICATIONS – VOIRIE – COURS D'EAU				
		208.700,00	- 3.000,00	223.200,00
COMMERCE - INDUSTRIE				
FONCTIONNEMENT				
561/123-16	Tourisme - Frais de réceptions et de représentation		6.700,00	6.700,00
561/124-02	Tourisme - Fournitures techniques		500,00	500,00
561/124-06	Tourisme Prestations techniques de tiers	250,00	1.000,00	1.250,00
561/125-06	Tourisme Prestations de tiers en bâtiments	2.500,00	2.000,00	4.500,00
561/125-15	Tourisme - Fournitures d'eau	6.500,00	2.400,00	8.900,00
562/123-48	Propagande Autres frais administratifs	25.000,00	- 3.000,00	22.000,00
563/125-12	Camping - Fournitures d'électricité	9.000,00	5.800,00	14.800,00
563/125-15	Camping - Fournitures d'eau	6.000,00	2.500,00	8.500,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		49.250,00	- 3.000,00	67.150,00
TOTAUX COMMERCE - INDUSTRIE		49.250,00	- 3.000,00	67.150,00
ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE				
FONCTIONNEMENT				
721/123-48	Enseignement gardien Autres frais administratifs	2.000,00	1.000,00	3.000,00
721/125-12	Enseignement gardien Fourniture d'électricité	22.000,00	1.200,00	23.200,00
721/125-13	Enseignement gardien Fournitures de gaz	50.000,00	16.500,00	66.500,00
721/125-15	Enseignement gardien Fournitures d'eau	12.000,00	1.200,00	13.200,00
722/125-12	Enseignement primaire Fourniture d'électricité	100.500,00	16.100,00	116.600,00
722/125-13	Enseignement primaire Fourniture de gaz	190.000,00	3.800,00	193.800,00
722/125-48	Enseignement primaire Autres frais pour les bâtiments	34.500,00	7.000,00	41.500,00
722/127-02	Enseignement primaire Fournitures pour véhicules	9.000,00	2.000,00	11.000,00
722/127-06	Enseignement primaire Prestations de tiers pour véhicules	7.000,00	2.000,00	9.000,00
TOTAUX FONCTIONNEMENT		427.000,00	0,00	477.800,00
TOTAUX ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE		427.000,00	0,00	477.800,00

**Exercice 2013 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2**

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE TECHNIQUE FONCTIONNEMENT</b>				
7341/124-02 Conservatoire				
Fournitures de fonctionnement	6.000,00	2.000,00		8.000,00
7341/124-12 Conservatoire				
Location et entretien fournitures	6.000,00		- 2.000,00	4.000,00
735/125-12 Coupe et couture				
Fourniture d'électricité	1.425,00	250,00		1.675,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>13.425,00</b>	<b>2.250,00</b>	<b>- 2.000,00</b>	<b>13.675,00</b>
<b>TOTAUX ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE TECHNIQUE</b>	<b>13.425,00</b>	<b>2.250,00</b>	<b>- 2.000,00</b>	<b>13.675,00</b>
<b>BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES FONCTIONNEMENT</b>				
767/123-12 Bibliothèques - Location et entretien matériel et mobilier	5.000,00	1.000,00		6.000,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>5.000,00</b>	<b>1.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6.000,00</b>
<b>TOTAUX BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES</b>	<b>5.000,00</b>	<b>1.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6.000,00</b>
<b>EDUCATION POPULAIRE ET ARTS FONCTIONNEMENT</b>				
761/125-12 Fourniture d'électricité	3.000,00	12.500,00		15.500,00
761/125-13 Fourniture de gaz	5.000,00	1.250,00		6.250,00
7621/125-12 Maison de la Culture				
Fourniture d'électricité	53.000,00	10.100,00		63.100,00
7621/125-13 Maison de la Culture				
Fourniture de gaz	66.000,00	13.200,00		79.200,00
7621/125-15 Maison de la Culture				
Fourniture d'eau	12.700,00	6.000,00		18.700,00
7624/123-48 3 <sup>ème</sup> Age et Famille				
Autres frais		2.000,00		2.000,00
7624/124-06 3 <sup>ème</sup> Age et Famille				
Prestations de tiers	36.000,00	50.000,00		86.000,00
763/123-16 Fêtes et manifestations				
Frais de réceptions	27.000,00		- 3.000,00	24.000,00
76311/123-16 Noces et centenaires - Frais de réceptions et de représentation	9.000,00	3.000,00		12.000,00
7642/125-48 Installations sportives				
Frais divers	57.000,00		- 3.000,00	54.000,00
7643/125-13 Hall des Sports de la C.E.T.				
Fourniture de gaz	57.600,00	6.800,00		64.400,00
766/125-13 Plantations - Fourniture de gaz	27.800,00	2.800,00		30.600,00
766/127-02 Plantations				
Fournitures pour véhicules	20.000,00	2.000,00		22.000,00
771/122-48 Musées - Indemnités	13.000,00		- 5.000,00	8.000,00
771/125-13 Musées - Gaz	105.000,00	9.000,00		114.000,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	<b>492.100,00</b>	<b>118.650,00</b>	<b>- 11.000,00</b>	<b>599.750,00</b>
<b>TOTAUX EDUCATION POPULAIRE ET ARTS</b>	<b>492.100,00</b>	<b>118.650,00</b>	<b>- 11.000,00</b>	<b>599.750,00</b>



**Exercice 2013 : DEPENSES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2**

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
<b>AIDE SOCIALE ET FAMILIALE</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
84010/125-12 Plan de Cohésion sociale				
Fourniture d'électricité	4.650,00	14.550,00		19.200,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	4.650,00	14.550,00	0,00	19.200,00
<b>TOTAUX AIDE SOCIALE ET FAMILIALE</b>	4.650,00	14.550,00	0,00	19.200,00
<b>SANTE ET HYGIENE</b>				
<b>TRANSFERTS</b>				
8711/332-01 Cotisation Centre de Santé	11.500,00	400,00		11.900,00
<b>TOTAUX TRANSFERTS</b>	11.500,00	400,00	0,00	11.900,00
<b>TOTAUX SANTE ET HYGIENE</b>	11.500,00	400,00	0,00	11.900,00
<b>DESINFECTION – NETTOYAGE – IMMONDICES</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
8751/124-02 Lutte contre animaux et plantes nuisibles	35.000,00		- 20.400,00	14.600,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	35.000,00	0,00	- 20.400,00	14.600,00
<b>TOTAUX DESINFECTION – NETTOYAGE – IMMONDICES</b>	35.000,00	0,00	- 20.400,00	14.600,00
<b>CIMETIERES – PROTECTION ENVIRONNEMENT</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
878/125-12 Fourniture d'électricité bâtiments	5.000,00	3.000,00		8.000,00
<b>TOTAUX FONCTIONNEMENT</b>	5.000,00	3.000,00	0,00	8.000,00
<b>TOTAUX CIMETIERES – PROTECTION ENVIRONNEMENT</b>	5.000,00	3.000,00	0,00	8.000,00
<b>TOTAUX</b>	12.908.586,79	337.560,00	- 556.409,20	12.689.737,59

**Tableau récapitulatif**

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
<b>TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS</b>	13.165,00	- 240.000,00	- 226.835,00
<b>TOTAUX EXERCICE PROPRE</b>	337.560,00	- 556.409,20	- 218.849,20
<b>TOTAUX GENERAUX</b>	350.725,00	- 796.409,20	- 445.684,20

## TABLEAU II

### Exercice 2013 : RECETTES ORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
EXERCICES ANTERIEURS				
ANNEE 2012				
876/380-48/12 IPALLE				
Ristournes sur cotisations 2012		65.215,92		65.215,92
TOTAUX ANNEE 2012	0,00	65.215,92	0,00	65.215,92
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	0,00	65.215,92	0,00	65.215,92
EDUCATION POPULAIRE ET ARTS				
PRESTATIONS				
762/161-48 Produits et récupérations divers	66.600,00	50.000,00		116.600,00
TOTAUX PRESTATIONS	66.600,00	50.000,00	0,00	116.600,00
TOTAUX EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	66.600,00	50.000,00	0,00	116.600,00
TOTAUX	66.600,00	115.215,92	0,00	181.815,92

### Tableau récapitulatif

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	65.215,92	0,00	65.215,92
TOTAUX EXERCICES PROPRES	50.000,00	0,00	50.000,00
TOTAUX GENERAUX	115.215,92	0,00	115.215,92

### RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET ORDINAIRE 2013 - RECETTES

Fonctions	Prestations	Transferts	Dette	Total	Prélèvements	Total
009 GENERAL	4.000,00	2.109.983,36	142.000,00	2.255.983,36		2.255.983,36
029 FONDS		19.278.060,02		19.278.060,02		19.278.060,02
049 IMPOTS ET REDEVANCES		52.442.527,07		52.442.527,07		52.442.527,07
059 ASSURANCES	20.000,00	300.000,00		320.000,00		320.000,00
123 ADMINISTRATION GENERALE	75.500,00	1.212.820,00		1.288.320,00	580.000,00	1.868.320,00
129 PATRIMOINE PRIVE	816.800,00	338.930,00		1.155.730,00		1.155.730,00
139 SERVICES GENERAUX	400.200,00			400.200,00		400.200,00
169 AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT		10.000,00		10.000,00		10.000,00
369 POMPIERS	455.500,00	3.064.400,00		3.519.900,00		3.519.900,00
399 JUSTICE - POLICE		220.000,00		220.000,00	500.000,00	720.000,00
499 COMMUNICATIONS - VOIRIE - COURS D'EAU	277.500,00	616.225,00		893.725,00		893.725,00
599 COMMERCE - INDUSTRIE	1.548.381,00	529.925,00	1.493.100,00	3.571.406,00		3.571.406,00
699 AGRICULTURE	385,00			385,00		385,00
729 ENSEIGNEMENT	507.600,00	1.891.480,00	7,00	2.399.087,00		2.399.087,00

	GARDIEN, PRIMAIRE						
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE TECHNIQUE	161.560,00	261.000,00	2.700,00	425.260,00		425.260,00
767	BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES	112.000,00	318.838,00		430.838,00		430.838,00
789	EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	868.600,00	1.190.275,00	5.500,00	2.064.375,00		2.064.375,00
799	CULTES			27.400,00	27.400,00		27.400,00
839	SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE	1.500,00	113.350,00	500,00	115.350,00		115.350,00
849	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE	378.000,00	2.453.210,00		2.831.210,00		2.831.210,00
872	SANTE ET HYGIENE			700.000,00	700.000,00		700.000,00
874	ALIMENTATION - EAU			14.257,00	14.257,00		14.257,00
876	DESINFECTION – NETTOYAGE – IMMONDICES	4.000,00	377.750,00	94.410,00	476.160,00		476.160,00
879	CIMETIERES PROTECTION ENVIRONNEMENT	242.500,00	52.500,00	3.750,00	298.750,00		298.750,00
939	LOGEMENT – URBANISME		101.500,00		101.500,00		101.500,00
Totaux exercice 2013		5.874.026,00	86.882.773,45	2.483.624,00	95.240.423,45	1.080.000,00	96.320.423,45
Excédent							276.502,17
Exercices antérieurs							8.720.487,13
Excédent					7.493.528,13		
<b>TOTAL</b>							<b>105.040.910,58</b>
Excédent							7.770.030,30
<b>TOTAL</b>							<b>105.040.910,58</b>
<b>BONI</b>							<b>5.970.030,30</b>

## RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET ORDINAIRE 2013 - DEPENSES

Fonctions	Personnel	Fonctionnement	Transferts	Dette	Total	Prélèvements	Total
009 GENERAL		32.500,00		1.384.222,00	1.416.722,00		1.416.722,00
049 IMPOTS ET REDEVANCES			228.000,00		228.000,00		228.000,00
059 ASSURANCES	387.000,00	460.000,00			847.000,00		847.000,00
123 ADMINISTRATION GENERALE	11.737.130,00	2.720.450,32	71.500,00	152.215,00	14.681.295,32	700.000,00	15.381.295,32
129 PATRIMOINE PRIVE	3.046.680,00	367.100,00	4.100,00	922.490,00	4.340.370,00		4.340.370,00
139 SERVICES GENERAUX	401.100,00	31.800,00	500,00		433.400,00		433.400,00
169 AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT		10.500,00	20.000,00		30.500,00		30.500,00
369 POMPIERS	7.122.750,00	919.165,00	7.350,00	94.250,00	8.143.515,00		8.143.515,00
399 JUSTICE - POLICE			10.517.237,96		10.517.237,96		10.517.237,96
499 COMMUNICATIONS VOIRIE COURS D'EAU	6.114.100,00	1.856.850,00	29.500,00	2.676.640,00	10.677.090,00		10.677.090,00
599 COMMERCE INDUSTRIE	970.600,00	425.385,00	784.300,00	515.760,00	2.696.045,00		2.696.045,00
699 AGRICULTURE		2.200,00	16.250,00		18.450,00		18.450,00
729 ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE	2.606.750,00	1.894.200,00	15.550,00	253.500,00	4.770.000,00		4.770.000,00
739 ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, ARTISTIQUE, TECHNIQUE	66.900,00	410.155,00	10.600,00	128.070,00	615.725,00		615.725,00

767	BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES	1.045.150,00	354.950,00	77.221,00	320,00	1.477.641,00	1.477.641,00
789	EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	6.762.350,00	2.493.751,00	1.258.235,00	1.158.712,00	11.673.048,00	11.673.048,00
799	CULTES		14.500,00	910.000,00	382.000,0	1.306.500,00	1.306.500,00
839	SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE	293.000,00	55.662,00	9.271.136,00	8.177,00	9.627.975,00	9.627.975,00
849	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE	3.671.560,00	422.120,00	113.245,00	70.300,00	4.277.225,00	4.277.225,00
872	SANTE ET HYGIENE			14.475,00		14.475,00	14.475,00
874	ALIMENTATION EAU				495.547,00	495.547,00	495.547,00
876	DESINFECTION NETTOYAGE IMMONDICES	2.171.800,00	595.880,00	2.088.900,00	129.100,00	4.985.680,00	4.985.680,00
877	EAUX USEES		10.600,00		520.500,00	531.100,00	531.100,00
879	CIMETIERES PROTECTION ENVIRONNEMENT	479.700,00	89.250,00	4.550,00	260,00	573.760,00	573.760,00
939	LOGEMENT URBANISME		18.500,00	74.000,00	873.120,00	965.620,00	965.620,00
Totaux exercice 2013		46.876.570,00	13.185.518,32	25.516.649,96	9.765.183,00	95.343.921,28	700.000,00 96.043.921,28
Déficit						103.497,83	
Exercices antérieurs							1.226.959,00
<b>TOTAL</b>							<b>97.270.880,28</b>
Prélèvements							1.800.000,00
<b>TOTAL</b>							<b>99.070.880,28</b>

\*\*\*\*\*

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

### DECIDE :

le budget de la Commune est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

**TABLEAU I**  
**BALANCES DES RECETTES ET DES DEPENSES**

Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification budgétaire	27.299.358,61	22.275.945,58	5.023.413,03
Augmentation des crédits (+)	336.800,00	350.300,00	- 13.500,00
Diminution des crédits (-)	- 70.000,00	- 83.500,00	13.500,00
Nouveau résultat	27.566.158,61	22.542.745,58	5.023.413,03

**TABLEAU II**

**Exercice 2013 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2**

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation Diminution	Crédit modifié
<b>EXERCICES ANTERIEURS</b>			
<u><b>ANNEE 2011</b></u>			
104/747-60/11 Audit informatique	2.500,00	5.000,00	7.500,00
<b>TOTAUX 2011</b>	<b>2.500,00</b>	<b>5.000,00</b>	<b>0,00</b>
<u><b>ANNEE 2012</b></u>			
351/745-98/12 Maintenance véhicules spéciaux	10.000,00	- 2.500,00	7.500,00
764/725-60/12 Terrains de football			
Maintenance et investissements		200,00	200,00
<b>TOTAUX 2012</b>	<b>10.000,00</b>	<b>200,00</b>	<b>- 2.500,00</b>
<b>TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>12.500,00</b>	<b>5.200,00</b>	<b>- 2.500,00</b>
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>			
<b>INVESTISSEMENT</b>			
104/724-60 Hôtel de Ville - Maintenance	70.000,00	- 70.000,00	
104/741-98 Achat de mobilier divers	11.000,00	- 11.000,00	
104/744-51 Achat de matériel d'équipement et d'exploitation	30.600,00	11.000,00	41.600,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>111.600,00</b>	<b>11.000,00</b>	<b>- 81.000,00</b>
<b>TOTAUX ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>111.600,00</b>	<b>11.000,00</b>	<b>- 81.000,00</b>
<b>PATRIMOINE PRIVE</b>			
<b>INVESTISSEMENT</b>			
124/723-60 Bâtiments communaux			
Travaux d'aménagement	300.000,00	70.000,00	370.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>300.000,00</b>	<b>70.000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAUX PATRIMOINE PRIVE</b>	<b>300.000,00</b>	<b>70.000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>COMMERCE - INDUSTRIE</b>			
<b>INVESTISSEMENT</b>			
561/748-53 Tourisme			
Location-financement matériel		1.400,00	1.400,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>1.400,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAUX POMPIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>1.400,00</b>	<b>0,00</b>
<b>ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE</b>			
<b>INVESTISSEMENT</b>			
722/722-60 Petit Colisée			
Travaux de construction	5.000,00	3.000,00	8.000,00
722/733-60 Etudes, honoraires,...	5.000,00	15.000,00	20.000,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>10.000,00</b>	<b>18.000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAUX ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE</b>	<b>10.000,00</b>	<b>18.000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EDUCATION POPULAIRE ET ARTS</b>			
<b>TRANSFERTS</b>			
764/522-53 FC Etoiles Ere Allain			
Subsides octroyés		2.500,00	2.500,00
<b>TOTAUX INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>2.500,00</b>	<b>0,00</b>

## Exercice 2013 : DEPENSES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation	Diminution	Crédit modifié
INVESTISSEMENT				
7641/733-60 RUSTA - Etudes diverses		8.000,00		8.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	0,00	8.000,00	0,00	8.000,00
TOTAUX EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	0,00	10.500,00	0,00	10.500,00
SANTÉ ET HYGIÈNE				
DETTE				
871/820-51 IMSTAM - Prêts aux ASBL		150.000,00		150.000,00
TOTAUX DETTE	0,00	150.000,00	0,00	150.000,00
TOTAUX SANTÉ ET HYGIÈNE	0,00	150.000,00	0,00	150.000,00
DESINFECTION - NETTOYAGE - IMMONDICES				
INVESTISSEMENT				
876/745-98 Maintenance véhicules spéciaux		5.200,00		5.200,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	0,00	5.200,00	0,00	5.200,00
TOTAUX DESINFECTION - NETTOYAGE - IMMONDICES	0,00	5.200,00	0,00	5.200,00
CIMETIÈRES - PROTECTION ENVIRONNEMENT				
INVESTISSEMENT				
878/733-60 Cimetières - Honoraires		7.500,00		7.500,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	0,00	7.500,00	0,00	7.500,00
TOTAUX CIMETIÈRES - PROTECTION ENVIRONNEMENT	0,00	7.500,00	0,00	7.500,00
LOGEMENT - URBANISME				
INVESTISSEMENT				
922/723-60 Ancien commissariat				
Raccordement SWDE		9.500,00		9.500,00
9301/733-60 ZACC (Morel) - Honoraires	35.000,00	62.000,00		97.000,00
TOTAUX INVESTISSEMENT	35.000,00	71.500,00	0,00	106.500,00
TOTAUX LOGEMENT - URBANISME	35.000,00	71.500,00	0,00	106.500,00
TOTAUX	456.600,00	345.100,00	- 81.000,00	720.700,00

Tableau récapitulatif

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	5.200,00	- 2.500,00	2.700,00
TOTAUX EXERCICE PROPRE	345.100,00	- 81.000,00	264.100,00
TOTAUX GENERAUX	350.300,00	- 83.500,00	266.800,00

## TABLEAU II

### Exercice 2013 : RECETTES EXTRAORDINAIRES – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 2

Article budgétaire	Crédit budgétaire	Modification Augmentation Diminution	Crédit modifié
PRELEVEMENTS			
PRELEVEMENTS			
060/995-51 Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire	2.401.122,55	116.800,00	2.517.922,55
TOTAUX PRELEVEMENTS	2.401.122,55	116.800,00 0,00	2.517.922,55
TOTAUX PRELEVEMENTS	2.401.122,55	116.800,00 0,00	2.517.922,55
PATRIMOINE PRIVE			
DETTE			
124/961-51 Maintenance des bâtiments communaux - Emprunt Ville	116.000,00	- 70.000,00	46.000,00
1243/961-51 Bâtiments communaux - Travaux d'aménagement - Emprunt Ville	300.000,00	70.000,00	370.000,00
TOTAUX DETTE	416.000,00	70.000,00 - 70.000,00	416.000,00
TOTAUX PATRIMOINE PRIVE	416.000,00	70.000,00 - 70.000,00	416.000,00
SANTE ET HYGIENE			
DETTE			
871/870-51 IMSTAM Remboursement prêts		150.000,00	150.000,00
TOTAUX DETTE	0,00	150.000,00 0,00	150.000,00
TOTAUX SANTE ET HYGIENE	0,00	150.000,00 0,00	150.000,00
TOTAUX	2.817.122,55	336.800,00 - 70.000,00	3.083.922,55

### Tableau récapitulatif

	Modification sollicitée		
	Augmentation	Diminution	Solde
TOTAUX EXERCICES ANTERIEURS	0,00	0,00	0,00
TOTAUX EXERCICES PROPRES	336.800,00	- 70.000,00	266.800,00
TOTAUX GENERAUX	336.800,00	- 70.000,00	266.800,00

# RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET EXTRAORDINAIRE 2013 - RECETTES

Fonctions	Transferts	Investissements	Dette	Total
123 ADMINISTRATION GENERALE			573.000,00	573.000,00
129 PATRIMOINE PRIVE	170.500,00	750.000,00	416.000,00	1.336.500,00
369 POMPIERS	21.000,00			21.000,00
499 COMMUNICATIONS				
VOIRIE - COURS D'EAU	3.124.358,00		3.333.993,35	6.458.351,35
599 COMMERCE - INDUSTRIE	405.000,00		100.000,00	505.000,00
729 ENSEIGNEMENT GARDIEN, PRIMAIRE	759.000,00		470.000,00	1.229.000,00
767 BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES	66.515,00			66.515,00
789 EDUCATION POPULAIRE ET ARTS	1.085.700,00		637.500,00	1.723.200,00
799 CULTES			245.000,00	245.000,00
839 SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALE	72.250,00			72.250,00
849 AIDE SOCIALE ET FAMILIALE	39.650,00			39.650,00
872 SANTE ET HYGIENE			150.000,00	150.000,00
876 DESINFECTION NETTOYAGE IMMONDICES	10.000,00			10.000,00
877 EAUX USEES			833.000,00	833.000,00
879 CIMETIERES PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	20.000,00		200.000,00	220.000,00
939 LOGEMENT URBANISME	5.243.170,91		425.863,40	5.669.034,31
Totaux exercice 2013	11.017.143,91	750.000,00	7.384.356,75	19.151.500,66
Exercices antérieurs				5.896.735,40
Excédent				3.612.851,62
<b>TOTAL</b>				<b>25.048.236,06</b>
Excédent				2.505.490,48
Prélèvements				2.517.922,55
<b>TOTAL</b>				<b>27.566.158,61</b>
<b>BONI</b>				<b>5.023.413,03</b>



# RELEVÉ RECAPITULATIF DU BUDGET EXTRAORDINAIRE 2013 - DEPENSES

Fonctions	Transferts	Investissements	Dette	Total
123 ADMINISTRATION				
GENERALE		709.600,00		709.600,00
129 PATRIMOINE PRIVE		868.000,00		868.000,00
369 POMPIERS		70.000,00		70.000,00
499 COMMUNICATIONS				
VOIRIE - COURS D'EAU		6.735.351,35		6.735.351,35
599 COMMERCE				
INDUSTRIE		575.400,00		575.400,00
729 ENSEIGNEMENT				
GARDIEN, PRIMAIRE		1.610.000,00		1.610.000,00
739 ENSEIGNEMENT				
SECONDAIRE				
ARTISTIQUE				
TECHNIQUE		3.500,00		3.500,00
767 BIBLIOTHEQUES				
PUBLIQUES		87.515,00		87.515,00
789 EDUCATION				
POPULAIRE ET ARTS	34.100,00	2.092.500,00		2.126.600,00
799 CULTES	245.000,00	5.000,00		250.000,00
839 SECURITE ET				
ASSISTANCE SOCIALE		85.000,00		85.000,00
849 AIDE SOCIALE				
ET FAMILIALE	36.000,00	3.650,00		39.650,00
872 SANTE ET HYGIENE			150.000,00	150.000,00
876 DESINFECTION				
NETTOYAGE				
IMMONDICES		25.200,00		25.200,00
877 EAUX USEES		680.000,00	153.000,00	833.000,00
879 CIMETIERES				
PROTECTION DE				
L'ENVIRONNEMENT		267.500,00		267.500,00
939 LOGEMENT				
URBANISME		5.822.545,45		5.822.545,45
Totaux exercice 2013	315.100,00	19.640.761,80	303.000,00	20.258.861,80
Déficit				1.107.361,14
Exercices antérieurs				2.283.883,78
<b>TOTAL</b>				<b>22.542.745,58</b>

Madame la **Présidente du Centre Public d'Action Sociale R.DESENCLOS-LECLERCQ** rentre en séance. Monsieur le Conseiller communal **J-M.DE PESSEMIER** sort de séance.

37. Finances communales. Octroi de subsides aux associations locales 2013.  
Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le respect des dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (articles L3331-1 à L3331-9), nous vous proposons de prendre une troisième délibération d'octroi de subsides aux associations locales pour l'exercice 2013.

Pour rappel, la politique des subsides représente au budget 2013 un montant global de 797.850,00 €, que votre Assemblée a décidé d'attribuer, pour partie, à diverses associations locales, lors de ses séances du 29 avril et du 27 mai 2013.

A l'issue de ces deux répartitions, il reste un solde de 164.945,00 €. Différentes associations ont introduit une demande d'aide financière pour couvrir soit des dépenses annuelles de fonctionnement, soit l'organisation d'une manifestation ponctuelle ou activité annuelle.

Pour mémoire, il convient de distinguer trois catégories de subsides :

- les subsides qui figurent nominativement au budget
- les subsides repris dans des articles budgétaires généraux (crédits à répartir)
- les subsides et autres primes.

Votre Assemblée a décidé, lors de sa séance du 16 septembre 2013, de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, l'octroi des subventions dans trois cas circonscrits par le Décret du 31 janvier 2013, pour rappel :

- les subsides qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de Tutelle
- les subventions en nature
- les subventions motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues.

Les subsides que nous vous soumettons dans la présente décision ne rentrent pas dans l'une des trois catégories ci-avant, et relèvent dès lors de la compétence du Conseil communal. En effet, si le subside accordé à l'ASBL Tournai Centre-Ville est inscrit nominativement au budget par voie de modification budgétaire votée par le Conseil communal du 1<sup>er</sup> juillet 2013, celle-ci n'est à ce jour par encore approuvée par l'autorité de Tutelle.

A l'issue de la répartition, l'impact budgétaire est de 59.870,00 € et par conséquent le solde à répartir (soit 109.625,00 €) fera l'objet d'une décision ultérieure.

	Crédit initial	Crédit avant répartition	Crédit réparti	Solde à répartir ultérieurement
Subside nominatif	22.000,00	22.000,00	7.500,00	14.500,00
Subsides pour l'aide au développement	20.000,00	20.000,00	15.000,00	5.000,00
Subsides à aux associations de jeunesse	61.000,00	56.000,00	2.750,00	53.250,00
Subsides aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00	5.475,00	2.550,00	2.925,00
Subsides pour fêtes et cérémonies	40.000,00	13.970,00	8.520,00	5.450,00
Subsides aux sociétés patriotiques	5.000,00	5.000,00	3.850,00	1.150,00
Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00	3.000,00	2.800,00	200,00
Subsides aux associations sportives	73.000,00	28.750,00	9.400,00	19.350,00
Subsides aux associations d'aide sociale	8.750,00	5.750,00	2.500,00	3.250,00
Subsides pour la protection des animaux	5.000,00	5.000,00	5.000,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>247.750,00</b>	<b>164.945,00</b>	<b>59.870,00</b>	<b>105.075,00</b>

Les subsides ou soldes de crédits ci-après feront également l'objet d'une décision ultérieure :

Libellé	Montant (en euros)
Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00
Subvention aux cercles de pêche	250,00
Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00
Subsides aux chorales	700,00
Subsides aux fanfares	600,00
<b>TOTAL</b>	<b>4.550,00</b>
<b>MONTANT GLOBAL A REPARTIR ULTERIEUREMENT</b>	<b>109.625,00</b>

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** intervient comme suit :

" Je voudrais revenir sur la procédure déplorable qui a contribué à l'octroi d'un subside pour l'aide au développement.

La Ville constitue certes un comité de sélection, mais n'organise pas de publicité autour de cette sélection auprès des associations. Deux associations déposent un dossier de candidature, mais le comité de sélection est composé de personnes proches de l'ASBL qui est désignée comme lauréate. En outre, cette association bénéficie de l'aide d'un consortium international.

Si l'aide au tiers-monde fait l'unanimité, il n'y avait pas lieu d'orienter la décision. Maintenant nous sommes partis pour 6 ans."

Monsieur le Conseiller communal **G.HUEZ** relate sa présence à cette réunion :

" Deux projets ont été déposés, projets dans lesquels le PS s'était investi, à savoir un projet pour le Bénin et un projet pour la Palestine. Le comité de sélection était composé de personnes qui font partie de la plateforme de la Maison internationale et qui ont agi en toute indépendance."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** réplique :

" La difficulté est toujours présente et nous empêche de voir clair sur l'objectivité du Collège dans les montants octroyés. Certains reçoivent 250 euros ayant justifié le coût de location d'une salle à la ville, alors que d'autres reçoivent 1.000 euros pour la même justification. Nous restons en attente des critères d'octroi que vous nous avez promis lors du conseil précédent.

Infor-Jeunes reçoit finalement 2.000 euros pour l'accueil des étudiants du supérieur en ville. Mais cet argent sert-il à payer les services de la ville comme le bus ou celui-ci est-il gratuit ?

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** rappelle qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de remise en cause des critères d'octroi de subsides. La nouvelle mouture et les nouvelles modalités d'octroi des subsides seront présentées avec le budget 2015.

Par 31 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal arrête les chiffres relatifs aux subsides.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, Mme H.CLEMENT-COUPLET, MM. J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction majeure, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

En ce qui concerne l'octroi du subside de 15.000,00 € pour l'aide au développement le vote exprimé se répartit comme suit : par 27 voix pour et 7 abstentions.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. A.PESIN, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : M. J-M.VANDENBERGHE, Mmes M-C.LEFEBVRE, M.WILLOCQ, H.CLEMENT-COUPLET, M. X.DECALUWE, Mme C.LADAVID, M. G.DENONNE

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la Loi du 14 novembre 1983 et le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, Troisième partie, Livre IV, Titre III, chapitre unique - articles L3331-1 à L3331-8 – relatif à l’octroi et au contrôle de l’octroi et de l’utilisation des subventions;

Vu le Décret de la Région wallonne du 31 janvier 2013, et la Circulaire explicative du 30 mai 2013, modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment :

- \* l’article 3 insérant dans le Code un article L1122-37 relatif à la possibilité pour le Conseil communal de déléguer la compétence d’octroyer les subventions :
  - qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l’autorité de Tutelle
  - en nature
  - motivées par l’urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues
- \* l’article 9 abrogeant l’article 3122-2, 5° relatif à l’exercice de la Tutelle administrative;

Vu la Circulaire relative à l’élaboration des budgets des Communes et des Centres publics d'Action sociale de la Région wallonne [...] pour l’année 2013;

Considérant que les subsides sont constitués par un ou des versements en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire, sur base d'une déclaration de créance datée, signée par le Président et/ou le Trésorier, certifiée sincère et véritable;

Considérant que tout bénéficiaire d’une subvention communale en numéraire doit l’utiliser aux fins pour lesquelles elle a été octroyée, et à moins d’en être dispensé par la Loi ou en vertu de celle-ci, doit en justifier son emploi;

Considérant que pour les montants égaux ou supérieurs à 25.000,00 € le bénéficiaire doit transmettre chaque année ses bilan et comptes, ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière;

Considérant que pour les subventions d'une valeur comprise entre 2.500,00 € et 25.000,00 €, le bénéficiaire peut être exonéré de l'obligation de transmettre chaque année ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière;

Considérant que pour les subventions d'une valeur inférieure à 2.500,00 €, le bénéficiaire est exonéré de l'obligation de transmettre annuellement ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière, mais qu'il peut lui être imposé tout ou partie de cette obligation;

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la Cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations actives dans le milieu de la jeunesse permettent notamment de promouvoir une politique de la jeunesse, de la culture et des loisirs, de favoriser le développement d'une citoyenneté critique, active et responsable chez les jeunes, de contribuer à un enseignement de qualité et à l'amélioration des équipements scolaires et pédagogiques, de défendre les intérêts des enfants et leur droit à l'éducation, de sensibiliser les parents à leur rôle d'éducateur et de les aider à gérer la scolarité de leurs enfants et d'établir des liens entre les parents leur permettant d'échanger leurs expériences;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations culturelles permettent notamment de promouvoir les arts et la culture auprès de la population tournaissienne, d'organiser des manifestations culturelles, de développer la lecture et de défendre le patrimoine historique de la Ville de Tournai;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations sportives permettent notamment de promouvoir et d'encourager la pratique de l'éducation physique, du sport en général et d'un sport en particulier chez les enfants, les jeunes et les adultes et d'organiser des manifestations sportives;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations à caractère social permettent notamment d'aider la population tournaissienne que ce soit par la prise en charge de la petite enfance, l'accompagnement de personnes malades ou en difficulté, la réalisation de soins à domicile, la création de liens sociaux avec les personnes isolées, l'organisation de diverses activités au profit des seniors de l'entité, la défense des intérêts des familles;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations à caractère économique permettent notamment de défendre les intérêts des commerçants et d'indépendants, de promouvoir le développement économique et commercial de l'entité, d'intégrer dans la vie de la cité un groupe socioprofessionnel important et de soutenir des manifestations culturelles et commerciales;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi de subvention devant permettre aux associations de poursuivre leurs activités et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que ces subsides sont accordés principalement pour couvrir soit :

- des dépenses annuelles de fonctionnement
- des dépenses en vue de l'organisation de manifestations ou activités annuelles;

Considérant qu'il faut distinguer trois grandes catégories de subsides :

- les subsides nominatifs bénéficiant d'une inscription explicite dans le budget
- les subsides repris dans des articles budgétaires généraux
- les subsides et autres primes;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de Tutelle
- en nature
- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération ne rentrent pas dans l'une des trois catégories ci-avant, et dès lors relèvent de la compétence du Conseil communal;

Considérant que, de manière générale, les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles;

Considérant ses délibérations du 29 avril 2013 et du 27 mai 2013 relatives à l'octroi des subsides aux associations locales;

Considérant que de nouvelles associations ont introduit une demande d'aide financière soit à titre de soutien du fonctionnement, soit à titre de soutien de l'organisation d'une manifestation ponctuelle ou activité annuelle;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 abstentions sauf en ce qui concerne l'octroi du subside de 15.000,00 € pour l'aide au développement où le vote exprimé se répartit comme suit, à savoir 27 voix pour et 7 abstentions :

### **DECIDE :**

- d'octroyer comme suit, les subsides (3<sup>ème</sup> partie) repris au Service Ordinaire (en euros) :

I. SUBSIDE 2013 <b>NOMINATIF</b>					
ARTICLE	DENOMINATION		MONTANT ACCORDE	NATURE/DESTINATION	
520/332-02	TOURNAI CENTRE-VILLE ASBL		7.500,00	Aide complémentaire en vue de la prise en charge des factures inhérentes à l’organisation de la soirée de clôture de l’accueil du Tour de France à Tournai en juillet 2012 (en exécution de l’article 3 de la convention approuvée par le Conseil Communal du 9 juillet 2012)	
TOTAL ACCORDE				7.500,00	
II. SUBSIDES 2013 REPRIS DANS DES <b>ARTICLES GENERAUX</b>					
ARTICLE	DENOMINATION	PREVISION / SOLDE A REPARTIR 2013	BENEFICIAIRE	MONTANT ACCORDE	NATURE/DESTINATION
161/332-02	Subsides pour l’aide au développement	20.000,00			
			ASBL La Maison Internationale	15.000,00	Soutien du projet de coopération internationale (Mise en œuvre d’outils de réinsertion pour les personnes handicapées de la région de Bethléem en Palestine), dans le cadre de l’appel projets pour la législature 2012-2018
			TOTAL ACCORDÉ		15.000,00
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT		5.000,00
761/332-02	Subsides aux associations de jeunesse	56.000,00			
			Fédération Sportive de l’Enseignement Communal de Tournai	250,00	Soutien pour l’organisation des formations continuées des maîtres d’éducation physique
			Comité de quartier Saint-Piat	500,00	Soutien de l’organisation de la ducasse de quartier
			ASBL INFOR JEUNES	2.000,00	Intervention dans l’organisation de l’édition 2013 du projet Welcome Week Tournai – partenariat Ville, écoles, associations de jeunesse et entreprises
			TOTAL ACCORDÉ		2.750,00
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT		53.250,00



762/332-02	Subsides aux associations culturelles et de loisirs	5.475,00			
			ASBL Ligne 4	250,00	Soutien du fonctionnement de l'association travaillant à la recherche, la valorisation et la transmission du patrimoine local
			ASBL MIF LOISIRS	300,00	Soutien de l'organisation de la 2 <sup>ème</sup> édition des Feux de la Saint-Jean (spectacles, animations, concerts, ...)
			ASBL Les Amis de la Citadelle	2.000,00	Soutien du fonctionnement de l'association, dans le cadre de la promotion du patrimoine militaire, et notamment la mise en valeur de la galerie accessible au public
			TOTAL ACCORDÉ	2.550,00	
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT	2.925,00	
763/332-02	Subsides pour fêtes et cérémonies	13.970,00			
			ASBL La Grande Procession	5.000,00	Soutien de l'organisation du triple événement annuel (religieux, historique et artistique)
			Les Gais Lurons	200,00	Soutien de l'organisation du 11 <sup>ème</sup> tournoi de minifoot et de la 4 <sup>ème</sup> concentration de motos
			Comité Tournaisien de jeu de fer	500,00	Soutien de l'organisation du 41 <sup>ème</sup> tournoi de jeu de fer
			Les Amis Brogteux	70,00	Soutien de l'organisation du tournoi de jeu de fer annuel en octobre
			Ducasse de Kain	500,00	Soutien de l'organisation du la 5 <sup>ème</sup> édition de la Ducasse
			ASBL Radio-Club du Tournaisis	250,00	Soutien des activités à l'occasion de la foire de septembre
			Comité de quartier Rumillirevi	200,00	Soutien de l'organisation des festivités à l'occasion d'Halloween
			Les Loups d'Août	200,00	Soutien de l'organisation de la 11 <sup>ème</sup> ducasse 2013
			Groupe de Percussions de Tournai	1.600,00	Intervention dans le cadre de l'organisation du 30 <sup>ème</sup> anniversaire
			TOTAL ACCORDÉ	8.520,00	
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT	5.450,00	

764/332-02	Subsides aux associations sportives	28.750,00			
			Trail du Mont	1.150,00	Soutien des différents projets de trail
			Ju-Jitsu Club Tournaisien	150,00	Soutien du fonctionnement du club
			Fudoshin Karaté-Do Club	250,00	Soutien du fonctionnement du club
			Royal Basket Essor Templeuve	1.500,00	Soutien du fonctionnement du club
			ASBL Mise en Equation	500,00	Soutien du fonctionnement de l'association
			Olympic Azzuri Tournai	250,00	Soutien du fonctionnement du club de futsal
			TOURNAI HOCKEY CLUB	5.000,00	Soutien de la nouvelle saison 2013-2014
			Furio Team Tournai	250,00	Soutien du fonctionnement du club de mini-foot
			Scaldis Pétanque	250,00	Soutien du fonctionnement du club
			AMA TSU CHI Dojo	250,00	Soutien du fonctionnement de l'école d'Aïkido
			Tennis de Table Don Bosco	500,00	Aide financière complémentaire pour la saison 2013-2014
			TOTAL ACCORDÉ		9.400,00
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT		19.350,00
764/331-01	Subsides d'encouragement aux sportifs	3.000,00			
			Maxime DUBART	400,00	Soutien de la saison au R.A.C. Mons
			Jimmy OVAERE	400,00	Soutien de la saison 2013 de vitesse supersport sprint belge (moto)
			PETIT Loïs	400,00	Soutien de la pratique du judo haut niveau et gymnastique
			Mattéo DELNEUFCOURT	400,00	Soutien de la participation au 4 <sup>ème</sup> championnat du monde de karaté
			SOYEZ Rémi	400,00	Soutien dans la pratique de l'escrime en coupe de la Ligue et compétitions internationales
			Dylan LABIE	400,00	Soutien de la saison de motocross
			Serge VERRIER	400,00	Soutien de la pratique du Tir 3D et nature en Long bow
			TOTAL ACCORDÉ		2.800,00
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT		200,00

801/332-02	Subsides aux associations d'aide sociale	5.750,00			
			ASBL Une place pour tous	1.000,00	Soutien du fonctionnement de l'association
			ASBL Plus Belle la Vie	250,00	Soutien du fonctionnement de l'association
			ASBL A.P.E.D.A.F.	750,00	Soutien du fonctionnement de l'association
			ASBL Impro Le Saulchoir	250,00	Soutien de l'organisation du la fête traditionnelle des familles
			ASBL Aux Chênes de Mambré	250,00	Soutien du fonctionnement de l'association
			TOTAL ACCORDÉ	2.500,00	
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT	3.250,00	
80105/332-02	Subsides pour la protection des animaux	5.000,00			
			ASBL Chats sans famille	2.000,00	Soutien du fonctionnement de l'association ayant pour objet la stérilisation des chats errants
			ASBL Les Chats sauvages	3.000,00	Soutien du fonctionnement de l'association ayant pour objet la stérilisation des chats errants
			TOTAL ACCORDÉ	5.000,00	
			SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT	0,00	
TOTAL ACCORDE				48.520,00	
TOTAL GENERAL (I et II) ACCORDE				56.020,00	
III. SUBSIDES 2013 ACCORDES AUX SOCIETES PATRIOTIQUES					
ARTICLE	PREVISION	ASSOCIATIONS			MONTANT
7631/332-02	5.000,00				
		Association Nationale des Résistants du Chemin de Fer – Fraternelle Armée Secrète « 755 Cheminots »			70,00
		Association Patriotique d'Havannes (F.N.C. et F.N.A.P.G.)			140,00
		Cercle Royal des Officiers de Réserve de Tournai et du Hainaut Occidental			140,00
		Cercle des Sous-Officiers de Réserve de Tournai et du Hainaut Occidental			70,00
		Comité National Gabrielle Petit			70,00
		Confédération Nationale des Prisonniers Politiques et Ayants Droit – Régiment Gabrielle Petit du Tournaisis			140,00
		Fédération Nationale des Combattants – Section Baron Desclée de Kain			140,00
		F.N.A.P.G. et F.N.C. de Marquain			70,00
		F.N.A.P.G. – Section Rumillies			140,00
		F.N.A.P.G. Templeuve			70,00
		F.N.C. et F.N.A.P.G. – Section Béclers			70,00
		Fédération Nationale des Combattants – Section H. Dubar Tournai			140,00
		Fédération Nationale des Combattants – Section Barry			70,00

	Fédération Nationale des Combattants – Section Blandain	140,00
	Fédération Nationale des Combattants – Section Esplechin – Ere	70,00
	Fédération Nationale des Combattants – Section Ramegnies-Chin	70,00
	F.N.C. – Section Rumillies	140,00
	Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc, Tunisie	70,00
	Fédération Nationale des Volontaires de Guerre	140,00
	Fédération Nationale Invalides de Guerre (anciennement Fédération Nationale des Militaires Mutilés et Invalides de Guerre 14-18 et 40-45)	140,00
	Fraternelle 2 <sup>ème</sup> Brigade d'Infanterie d'Yser – Section Tournai	70,00
	Fraternelle 4 <sup>ème</sup> Brigade d'Infanterie « Steenstraete » Grenadiers d'Allemagne	70,00
	Fraternelle Royale des Anciens Combattants des 3 <sup>ème</sup> , 6 <sup>ème</sup> , 9 <sup>ème</sup> et 12 <sup>ème</sup> Chasseurs à Pied de Tournai	140,00
	Fraternelle Royale 10 <sup>ème</sup> Bataillon de Fusiliers	70,00
	Interassociation Royale des Sociétés Patriotiques de Tournai	140,00
	Interpatriotique de Vezon	70,00
	Médaillés et Décorés de Allemagne	70,00
	Mémorial 40-45 Tournai	70,00
	Mouvement Dynastique Belge	70,00
	Relais de la Mémoire	70,00
	Royale Fédération Nationale des Déportés – Section Blandain	70,00
	Fédération Nationale des Combattants – Section de Froyennes G.Chevalier	70,00
	Souvenir Franco-Belge Tournai	70,00
	Armée Secrète Groupe 48 Ter – Zone 1 A30	140,00
	Union des Fraternelles de l'Armée Secrète – Zone I Refuge A30	140,00
	Fraternelle Armée Secrète – Zone I Refuge A30 groupe 48 Dropsy (Section Kain)	140,00
	Fédération Royale des Militaires à l'Etranger (anciennement Union Nationale des Anciens des Armées d'Occupation et des Forces Belges en Allemagne)	70,00
	Union Nationale des Invalides Civils de la Guerre	70,00
	Union Royale des Fraternelles de l'Armée Secrète-Zone 1	140,00
	Vétérans Roi Albert 1 <sup>er</sup>	70,00
	Vétérans Roi Léopold III	70,00
	TOTAL ACCORDÉ	3.850,00
	SOLDE A RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT	1.150,00
TOTAL GLOBAL (I, II, III) ACCORDE		59.870,00

- que les crédits ou le solde de ceux-ci feront l'objet d'une délibération ultérieure :

ARTICLE	LIBELLE	CREDIT INITIAL 2013	SOLDE AVANT REPARTITION	CREDIT/ SOLDE A REPARTIR ULTERIEUREMENT
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00	20.000,00	5.000,00
520/332-02	Subside à Tournai Centre Ville ASBL	7.500,00	7.500,00	0,00
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00	12.000,00	12.000,00
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00	1.000,00	1.000,00
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00	250,00	250,00
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00	2.000,00	2.000,00
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00	56.000,00	53.250,00
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00	5.475,00	2.925,00
76201/332-02	Subside aux associations – Chorales	3.000,00	700,00	700,00
76202/332-02	Subside aux associations – Fanfares	4.800,00	600,00	600,00
76204/332-02	Subside Fondation Roger de le Pasture	2.500,00	2.500,00	2.500,00
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	40.000,00	13.970,00	5.450,00
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00	5.000,00	1.150,00
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00	3.000,00	200,00
764/332-02	Subsides aux associations sportives	73.000,00	28.750,00	19.350,00
801/332-02	Subside à diverses associations – Aide sociale	8.750,00	5.750,00	3.250,00
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00	5.000,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>258.800,00</b>	<b>169.495,00</b>	<b>109.625,00</b>

Monsieur le Conseiller communal **X.DECALUWE** sort de séance.

### **38. Finances communales. Exercice 2014. Règlements-taxes. Approbation.**

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) La circulaire budgétaire pour l'année 2014 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville de septembre 2013 a invité les Villes et Communes à rentrer un budget technique au plus tard pour le mois d'octobre 2013.

Pour ce budget, il y a lieu de fixer le taux de la taxe sur les immeubles inoccupés. Sur base de la circulaire budgétaire du 23 juillet 2013, il est possible de l'augmenter en le faisant passer de 150,00 € à 180,00 € par mètre courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble bâti.

Nous vous proposons, par conséquent, d'approuver la modification du règlement taxe sur les immeubles inoccupés.

- 2) Maître Victor DEBONNET avait été consulté pour la motivation des règlements-taxes pouvant entraîner d'éventuelles réclamations.

Le règlement-taxe sur la distribution gratuite d'écrits publicitaires n'a pas actuellement de motivation et il y a dès lors nécessité de le modifier.

Nous vous proposons d'approuver les termes du règlement-taxe précité avec ses motivations.

- 3) Le règlement-taxe sur les pylônes de diffusion pour G.S.M est de plus en plus contesté dans de nombreuses communes, notamment à cause d'un manque de motivation.

Afin d'éviter des réclamations pour ce type de taxe, il y a lieu de motiver avec plus de précision ledit règlement-taxe.

Nous vous proposons d'approuver les termes du règlement-taxe précité avec ses motivations suivant les recommandations de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

**040/367/15 - Taxe sur les immeubles inoccupés.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, modifiée par la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant que le Plan de Gestion de la Ville à l'horizon 2015 a été arrêté par le Conseil communal du 21 mars 2011 et approuvé par le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la Ville;

Attendu qu'il existe sur le territoire de la Ville de Tournai une très forte demande de logements;

Attendu que l'instauration d'une taxe sur les immeubles inoccupés est incontestablement de nature à inciter à la remise des bâtiments inoccupés dans le circuit locatif ou à la revente dans une optique essentiellement d'habitation;

Considérant que les immeubles abandonnés constituent des points générateurs d'insécurité liés, dans un premier temps, à des dégradations et, ultérieurement, à des occupations ponctuelles et sauvages;

Vu la circulaire budgétaire pour l'année 2014 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 23 juillet 2013, qui autorise à augmenter la taxe sur les immeubles inoccupés en réclamant 180,00 € par mètre courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble bâti;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE :**

le règlement-taxe sur les immeubles inoccupés pour les exercices 2014 et suivants :

#### Article 1<sup>er</sup> :

§ 1. Il est établi, pour les exercices 2014 et suivants, une taxe communale sur les immeubles bâtis inoccupés.

Sont visés les immeubles bâtis, structurellement destinés au logement ou à l'exercice d'activités économiques de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, commerciale, sociale, culturelle ou de services, qui sont restés inoccupés pendant une période comprise entre deux constats consécutifs distants d'une période minimale de 6 mois.

Ne sont pas visés les sites d'activités économiques désaffectés de plus de 5.000 m<sup>2</sup> visés par le Décret du 27 mai 2004.

Au sens du présent règlement, est considéré comme :

1. Immeuble bâti : tout bâtiment ou toute installation en tenant lieu, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé;
2. Immeuble inoccupé : sauf si le redevable prouve qu'au cours de la période visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, l'immeuble ou la partie d'immeuble bâti a effectivement servi de logement ou de lieu d'exercice d'activités de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, commerciale, sociale, culturelle ou de services :
  - soit l'immeuble bâti ou la partie d'immeuble bâti pour lequel ou laquelle aucune personne n'est inscrite dans les registres de la population ou d'attente, ou pour lequel ou laquelle il n'y a pas d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises;
  - soit, indépendamment de toute inscription dans les registres de la population ou d'attente ou à la Banque-Carrefour des Entreprises, l'immeuble bâti ou partie d'immeuble bâti :
    - a) dont l'exploitation relève du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dès lors que soit, le permis d'exploiter, d'environnement, unique ou la déclaration requise n'a pas été mis en œuvre et est périmé soit que ledit établissement fait l'objet d'un ordre d'arrêter l'exploitation, d'un retrait ou d'une suspension d'autorisation prononcé en vertu du Décret susmentionné;
    - b) dont l'occupation relève d'une activité soumise à autorisation d'implantation commerciale en vertu de la Loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales ou de la Loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales, lorsque ladite implantation fait l'objet d'un ordre de fermeture, d'un retrait ou d'une suspension d'autorisation prononcé en vertu des dispositions de la Loi du 13 août 2004 susmentionnée;
    - c) faisant l'objet d'un Arrêté d'inhabitabilité en application du Code Wallon du Logement;

d) faisant l'objet d'un Arrêté ordonnant la démolition ou en interdisant l'occupation, pris en application de l'article 135 de la nouvelle Loi Communale.

En tout état de cause, l'occupation sans droit ni titre ou une occupation proscrite par un Arrêté pris sur base de l'article 135 de la nouvelle Loi Communale ne peut être considérée comme une occupation au sens du présent règlement.

§ 2. Le fait générateur de la taxe est le maintien en l'état d'un immeuble ou partie d'immeuble visé ci-dessus pendant la période comprise entre deux constats successifs qui seront distants d'une période minimale de 6 mois.

La période imposable est l'année au cours de laquelle le constat visé à l'article 5 § 2, ou un constat annuel postérieur à celui-ci, tel que visé à l'article 5 § 3 établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé maintenu en l'état, est dressé.

#### Article 2 :

La taxe est due par le titulaire du droit réel de jouissance (propriétaire, usufruitier,...) sur tout ou partie d'un immeuble inoccupé à la date du deuxième constat, ou, le cas échéant, de chaque constat postérieur à celui-ci. En cas de pluralité de titulaires du droit réel de jouissance, chacun d'entre eux est solidairement redevable de la taxe.

#### Article 3 :

Le taux de la taxe est fixé à **180,00 € par mètre courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble bâti**, tout mètre commencé étant dû en entier.

Par façade d'immeuble, il y a lieu d'entendre la façade principale c'est-à-dire celle où se trouve la porte d'entrée principale.

Le montant de la taxe est obtenu comme suit : taux de la taxe multiplié par le résultat de l'addition du nombre de mètres courants de façade d'immeuble à chacun des niveaux inoccupés de l'immeuble, à l'exception des caves, sous-sols et combles non aménagés.

#### Article 4 :

Sont exonérés de la taxe :

1. les immeubles frappés par les dispositions d'un plan d'expropriation approuvé par Arrêté Royal;
2. les immeubles accidentellement sinistrés depuis moins de trois ans à la date du deuxième constat;
3. les immeubles qui ont fait l'objet pendant la période comprise entre les deux constats consécutifs d'un acte translatif de propriété;
4. les immeubles qui ont fait l'objet pendant la période comprise entre les deux constats consécutifs de travaux de réhabilitation ou d'achèvement, en vue de les rendre habitables ou exploitables, pour autant que le propriétaire puisse prouver par des factures acquittées que le montant des travaux susvisés est supérieur au montant de la taxe qui serait due;
5. les immeubles inoccupés par le résultat de la force majeure ou les immeubles dont l'inoccupation ne résulte pas, de toute évidence, de la volonté du contribuable tel que visé à l'article 2 du présent règlement. Ne constitue pas une cause étrangère à la volonté du contribuable l'inoccupation de l'immeuble résultant de la proposition à la vente ou la location pendant la période comprise entre les deux constats consécutifs.



#### Article 5 :

L'Administration Communale appliquera la procédure de constat suivante :

- § 1. a) Les Fonctionnaires désignés par le Collège Communal dressent un constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé.
- b) Le constat est notifié par voie recommandée au titulaire du droit réel de jouissance (propriétaire, usufruitier,...) sur tout ou partie de l'immeuble dans les trente jours.
- c) Le titulaire du droit réel de jouissance sur tout ou partie de l'immeuble peut apporter, par écrit, la preuve que l'immeuble a effectivement servi de logement ou de lieu d'exercice d'activités de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, commerciale, sociale, culturelle ou de services aux fonctionnaires susmentionnés dans un délai de trente jours à dater de la notification visée au point b.
- Lorsque les délais, visés aux points b et c, expirent un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.
- § 2. Un contrôle est effectué au moins six mois après l'établissement du constat visé au point a.
- Si, suite au contrôle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, un second constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé est dressé, l'immeuble ou la partie d'immeuble inoccupé est considéré comme maintenu en l'état au sens de l'article 1<sup>er</sup>.
- § 3. Un contrôle est effectué annuellement au moins six mois après l'établissement du constat précédent.
- Si un nouveau constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé est dressé, l'immeuble ou la partie d'immeuble inoccupé est considéré comme maintenu en l'état au sens de l'article 1<sup>er</sup>.
- § 4. La procédure d'établissement du second constat et des constats ultérieurs est réalisée conformément au § 1<sup>er</sup>.

#### Article 6 :

La taxe est perçue par voie de rôle.

#### Article 7 :

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, et de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

#### Article 8 :

La présente délibération sera transmise simultanément au Collège Provincial du Hainaut et au Gouvernement Wallon.

**04001/364/24 - Taxe sur les écrits publicitaires toutes-boîtes.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1133-1 et L1133-2;

Considérant que les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et de l'Arrêté royal du 12 avril 1999;

Vu la Circulaire du 23 juillet 2013 relative à l'élaboration du budget des Communes (.....) pour l'exercice 2014;

Vu la Circulaire du 14 septembre 2013 relative à l'établissement des règlements fiscaux, y compris de ceux relatifs aux taxes additionnelles;

Considérant que la grande majorité des redevables de la taxe ne contribuent pas ou très peu au financement de la commune proportionnellement aux intérêts économiques qu'ils mettent pourtant en œuvre sur le territoire de Tournai;

Considérant, par ailleurs, que la taxation a pour but d'obtenir la réduction du volume des immondices dont une partie non négligeable est composée d'écrits publicitaires destinés aux sacs poubelle ou, parfois, abandonnés sur la chaussée;

Considérant que sur la Commune de Tournai dont le territoire est très étendu, ce volume requiert un passage plus important des camions chargés de leurs récoltes, ce qui amène une fréquentation plus importante des voiries et donc une usure dont le coût n'est pas intégré dans les redevances demandées à la population locale;

Vu le plan de gestion arrêté par le Conseil communal en date du 21 mars 2011;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**APPROUVE :**

le règlement-taxe avec ses motivations sur les écrits publicitaires toutes-boîtes pour les exercices 2014 et suivants :

Article 1<sup>er</sup> – Au sens du présent règlement, on entend par :

Ecrit ou échantillon non adressé, l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et Commune).

Ecrit publicitaire, l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s).

Echantillon publicitaire, toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente.

Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne.

Ecrit de presse régionale gratuite, l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins 5 des 6 informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tout cas, essentiellement communales :

- les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires,...);
- les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la Commune et de sa région, de ses ASBL culturelles, sportives, caritatives;
- les "petites annonces" de particuliers;
- une rubrique d'offres d'emplois et de formation;
- les annonces notariales;
- par l'application de Lois, Décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux,...

Zone de distribution, le territoire de la Commune taxatrice et de ses Communes limitrophes.

Article 2 : Il est établi, pour les exercices 2014 et suivants, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

Article 3 : La taxe est due :

- par l'éditeur;
- ou, s'il n'est pas connu, par l'imprimeur;
- ou, si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur;
- ou, si l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

Article 4 : La taxe est fixée à :

- 0,0130 € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus;
- 0,0345 € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus;
- 0,0520 € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus;
- 0,0930 € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes.

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,007 € par exemplaire distribué.

Article 5 : A la demande du redevable, le Collège communal accorde, pour l'année, un régime d'imposition forfaitaire trimestrielle, à raison de 13 (treize) distributions par trimestre dans le cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Dans cette hypothèse :

- \* le nombre d'exemplaires distribués est déterminé par le nombre de boîtes-aux-lettres installées sur le territoire de la Commune en date du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition;
- \* le taux uniforme appliqué à ces distributions est alors le suivant:
  - pour les écrits de presse régionale gratuite : 0,007 € par exemplaire;
  - pour tous les autres écrits publicitaires : le taux applicable à l'écrit publicitaire annexé à la demande d'octroi du régime d'imposition forfaitaire. Par ailleurs, le redevable s'engage à ce que ses écrits respectent bien la catégorie pondérale justifiant le taux qui lui est appliqué.

Le non-respect de cet engagement entraînera, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 100 %.

Article 6 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 7 : A l'exception des dispositions prévues pour la taxation forfaitaire trimestrielle, tout contribuable est tenu de faire au plus tard 8 jours calendrier avant la distribution , à l'Administration communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation, ainsi qu'une copie de l'exemplaire distribué.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 100 %.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 9 : La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'Autorité supérieure.

\*\*\*\*\*

**04002/367/10 - Taxe sur les pylônes de diffusion pour GSM.**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu les articles 162 et 170 § 4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes;

Vu le Décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la Loi du 24 juin 2000 (M.B. 23 septembre 2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales;

Vu la circulaire budgétaire pour l'année 2014 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 23 juillet 2013;

Vu l'arrêt du 8 septembre 2005 de la Cour de Justice de l'Union européenne (affaires jointes C-544/03 et C-545/03), qui a notamment dit pour droit que *"l'article 59 du traité CE (devenu, après modification, article 49 CE), doit être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à ce qu'une réglementation d'une autorité nationale ou d'une collectivité locale instaure une taxe sur les infrastructures de communications mobiles et personnelles utilisées dans le cadre de l'exploitation des activités couvertes par les licences et autorisations qui est indistinctement applicable aux prestataires nationaux et à ceux des autres États membres et affecte de la même manière la prestation de services interne à un État membre et la prestation de services entre États membres"*;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat n° 189.664 du 20 janvier 2009;

Vu l'avis de la Section de législation du Conseil d'Etat n° 47.011/2/V du 5 août 2009 (Doc. parl., Ch., 2008-2009, n° 1867/004), selon lequel, notamment, *"il ressort d'une lecture combinée des articles 97 et 98 § 1<sup>er</sup> et 2, que l'interdiction prévue à l'article 98 § 2, alinéa 1<sup>er</sup> [de la Loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques] de prélever un impôt, une taxe, un péage, une rétribution ou une indemnité, de quelque nature que ce soit, concerne uniquement le droit d'utilisation du domaine public. En effet, les termes "ce droit d'utilisation", prévu à l'article 98 § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ne peuvent se rapporter qu'au droit d'établissement — qui comprend le droit d'utilisation et le droit de passage — sur le domaine public dont il est question au paragraphe 1<sup>er</sup>. [...] L'interprétation selon laquelle l'article 98 § 2, alinéa 1<sup>er</sup> vise l'utilisation gratuite du domaine public est en outre confirmée, dans les travaux préparatoires, par le commentaire de l'article 98 : "Afin d'éviter le retour de certains litiges, le § 2 stipule explicitement que l'utilisation du domaine public est entièrement gratuite". [...] L'article 98 § 2, alinéa 1<sup>er</sup> a ainsi pour seul objet de garantir la gratuité de l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de réseaux publics de télécommunications [...]. Cependant, en interdisant tout prélèvement, qu'il prenne la forme d'un impôt ou d'une redevance, sur les droits d'utilisation du domaine public, cette disposition constitue aussi une limitation du pouvoir fiscal reconnu aux communes par les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution. Elle doit dès lors faire l'objet d'une interprétation stricte. Il résulte de ce qui précède que l'article 98 § 2, alinéa 1<sup>er</sup> doit être compris comme interdisant uniquement les impositions — quelles qu'elles soient — ayant pour objet d'obtenir une contrepartie à l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de télécommunications. En général, les règlements-taxes pris par les communes ont pour objet d'imposer la propriété ou l'exploitation d'un pylône, d'un mât ou d'une antenne gsm que ceux-ci soient situés ou non sur le domaine public. Par de tels règlements, les communes ne souhaitent pas obtenir une rémunération en contrepartie de l'usage privatif du domaine public qu'elles autorisent, mais elles entendent, pour des motifs essentiellement budgétaires, taxer l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire communal par la présence de pylônes, mâts ou antennes gsm affectés à cette activité. Des taxes communales de cette nature sont sans rapport avec l'article 98 § 2 de la loi du 21 mars 1991 pour le motif qu'elles frappent une matière imposable, l'activité économique des opérateurs de télécommunications, qui n'est pas l'utilisation privative du domaine public. L'interdiction d'établir toute forme de contribution prévue par l'article précité ne saurait dès lors les concerner"*;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 189/2011 du 15 décembre 2011, par lequel la Cour dit pour droit :

*"- Dans l'interprétation selon laquelle l'article 98 § 2 de la Loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité, cette disposition viole l'article 170 § 4 de la Constitution.*

*- Dans l'interprétation selon laquelle elle n'interdit pas aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité, la même disposition ne viole pas l'article 170 § , de la Constitution."*

Considérant que la Ville établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers et que, selon le Conseil d'Etat, *"aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres"* (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977);

Considérant que les communes sont de plus en plus fréquemment sollicitées, notamment par des sociétés qui souhaitent implanter des pylônes destinés à accueillir des antennes de diffusion pour GSM, portant atteinte à l'environnement dans un périmètre relativement important;

Considérant qu'en outre, les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques, constituant une nuisance visuelle et une atteinte aux paysages dans des périmètres relativement importants;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires des installations visées par la taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que, dès lors, celle-ci ne retire lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE :**

le règlement-taxa avec ses motivations sur les pylônes de diffusion pour G.S.M pour les exercices 2014 et suivants :

Article 1<sup>er</sup> : il est établi, pour les exercices 2014 et suivants, une taxe communale annuelle sur les mâts, pylônes et structures en site propre affectés à un système global de communication mobile (GSM.), ou à tout autre système d'émission et/ou de réception de signaux de communication.

Sont visés les pylônes ou les mâts existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2 : la taxe est due solidairement par toute personne physique ou morale qui est propriétaire du bien visé à l'article 1<sup>er</sup> et par les propriétaires du bien immobilier sur lequel le support existe.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de mort, la taxe est due solidairement par l'usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaires.

Article 3 : la taxe est fixée à 2.500,00 € par pylône ou mât.

Article 4 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : l'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50 %.

Article 6 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et de l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Messieurs les Conseillers communaux **J-M.DE PESSEMIER** et **X.DECALUWE** rentrent en séance.

39. Finances communales. Règlement sur les taxes additionnelles au précompte immobilier et à l'impôt sur les personnes physiques. Exercice 2014. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin de transmettre suffisamment tôt à l'autorité de Tutelle les règlements relatifs aux taxes additionnelles, vous êtes invités à vous prononcer sur les taux à appliquer en 2014.

Vu la situation financière de la Ville et la nécessité de se procurer les ressources financières pour financer des dépenses permettant à l'Administration de remplir ses missions de service public, nous vous proposons de voter **les taxes additionnelles 2014** aux taux de **2.700** centimes pour le précompte immobilier et de **8,8 %** pour l'impôt des personnes physiques."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

**040/371-01 - Précompte immobilier - Centimes additionnels.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1122-31 et L1331-3;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 249 à 256 et 464;

Considérant que la Ville se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et de ses missions de Service public;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**ARRETE :**

Article 1<sup>er</sup> : il est établi au profit de la Ville de Tournai, pour l'exercice 2014, une taxe communale additionnelle au précompte immobilier fixée à 2.700 centimes additionnels.

Article 2 : l'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par le Service Public Fédéral Finances – contributions directes - comme stipulé à l'article 469 du Code des impôts sur les revenus.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle générale d'annulation.



**040/372-01 - Personnes physiques.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1122-31 et L1331-3;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 465 à 470;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**ARRETE :**

Article 1<sup>er</sup> : il est établi au profit de la Ville de Tournai, pour l'exercice 2014, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la Ville au 1<sup>er</sup> janvier de l'année donnant son nom à cet exercice.

Article 2 : la taxe est fixée à 8,8 % de la partie, calculée conformément à l'article 466 du Code des impôts sur les revenus 1992, de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice.

Article 3 : l'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par le Service Public Fédéral Finances - contributions directes - comme stipulé à l'article 469 du Code des impôts sur les revenus.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle générale d'annulation.

**40. Année 2012. Rapport annuel sur l'administration et la situation des affaires de la Ville.**

Le Conseil communal **prend connaissance** du rapport annuel sur l'administration et la situation des affaires de la Ville pour l'année 2012.

#### 41. Finances communales. Budget 2014. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il vous est proposé de voter le budget ordinaire de l'exercice 2014 en équilibre à l'exercice propre ainsi que le budget extraordinaire.

Voici l'examen, tout d'abord, **du budget ordinaire** :

##### EXERCICE PROPRE :

TOTAL DES RECETTES	97.168.367,89 €
TOTAL DES DEPENSES	<u>97.148.907,50 €</u>
Résultat de l'exercice propre BONI	19.460,39 €

##### EXERCICES ANTERIEURS :

TOTAL DES RECETTES	5.970.030,30 €
TOTAL DES DEPENSES	1.000.000,00 €

Résultat général BONI 4.989.490,69 €

##### ANALYSE DE L'EXCEDENT ANTERIEUR

**L'excédent antérieur s'élève à 4.970.030,00 €**

Le boni présumé des exercices précédents est de **5.970.030,30 €**.

En dépense, une cotisation de responsabilisation à verser à l'ONSS APL est prévue pour 1.000.000,00 € pour l'année 2013. Cette cotisation est destinée à assurer le financement des pensions des agents statutaires.

##### ANALYSE DE L'EXERCICE PROPRE

**Le budget 2014 présente au Service Ordinaire :**

> des recettes pour	: 97.168.400,00 €
> des dépenses pour	: 97.148.900,00 €
> soit un résultat de	: 19.500,00 €

Evolution par rapport à l'exercice précédent en comparaison avec les chiffres de la modification budgétaire n° 1 (notez bien : le document budgétaire reprend pour 2013 les chiffres du budget initial) :

**ANALYSE DES PREVISIONS DE RECETTES : 97.168.400,00 €**

**I. LES RECETTES DE PRESTATIONS : 6.134.600,00 €**

Elles sont en augmentation suite au prêt d'un tableau (70.000,00 €) à un musée japonais et à un crédit de recettes de 200.000,00 € en compensation des dépenses non engagées de l'exercice, et ce conformément à une nouvelle disposition figurant dans la circulaire budgétaire 2014.

## II. LES RECETTES DE TRANSFERT : 86.935.700,00 €

Elles représentent près de 90 % des ressources financières et augmentent de 53.000,00 €.

## 1. LE FONDS DES COMMUNES.

La prévision du Fonds des Communes est de 19.492.300,00 €, soit 778.300,00 € de plus qu'en 2013. Cette dotation représente presque 20 % de nos sources de financement. La compensation de la forfaitisation de la réduction du précompte immobilier est prévue pour 449.900,00 €.

## 2. LES IMPOTS ET REDEVANCES :

Leur rendement présumé est de 52.444.600,00 € et représente près de 54 % des ressources financières.

\*Les additionnels : + 213.200,00 €

Les taxes additionnelles sont toujours aux mêmes taux que ces dernières années, soit 2700 centimes additionnels pour le précompte immobilier et 8,8 % pour l'impôt des personnes physiques (I.P.P.)

- les centimes additionnels au **Précompte Immobilier** **19.137.300,00 €**  
soit une augmentation de **186.600.00 €**

- la taxe additionnelle à l'Impôt des Personnes Physiques (même montant qu'en 2013)	19.676.000,00 €
----------------------------------------------------------------------------------------	-----------------

- la taxe additionnelle sur les <b>automobiles</b>	<b>906.500,00 €</b>
soit une augmentation de 26.600,00 €	
(augmentation moyenne des 5 dernières années)	

\*Les taxes et redevances : - 210.000,00 €

Cette diminution concerne la taxe sur la force motrice (diminution de rendement).

### 3. LES AUTRES RECETTES DE TRANSFERT :

La Région wallonne octroie, dans le cadre du plan Marshall, 1.212.500,00 € en compensation de la perte de recettes sur la force motrice et le précompte immobilier suite aux exonérations qu'elle accorde aux entreprises sur tout nouvel investissement. Cette recette n'est plus comptabilisée avec les additionnels au précompte immobilier (nouvel article 04001/371-01).

Suite au remboursement anticipé, fin 2012, de 14.300.000,00 € d'emprunts auprès du Centre Régional d'Aide aux Communes (C.R.A.C.), la Région wallonne verse une ristourne annuelle de 1.096.700,00 € (jusqu'en 2019).

Un subside de 50.000.00 € sera sollicité à l'O.N.E. dans le cadre de l'accueil extrascolaire.

### III. LES RECETTES DE DETTE : 3.118.100,00 €

Ce sont principalement :

- les dividendes versés par l'Intercommunale de Développement des Arrondissements de Tournai, d'Ath et de communes avoisinantes (IDETA) pour l'électricité et le gaz, soit 1.493.000,00 €
- le boni de liquidation du Centre hospitalier régional de Tournai (C.H.R.T.) pour 700.000,00 €
- les bénéfices accumulés par l'ASBL ORGA EXPO, soit 650.000,00 €.

### IV. LES RECETTES DE PRELEVEMENT : 980.000,00 €

Deux provisions sont reprises pour couvrir, d'une part la cotisation de responsabilisation pour les pensions (500.000,00 €) et d'autre part le coût du personnel de l'ex-Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai (C.E.T.) (480.000,00 €).

## **ANALYSE DES PREVISIONS DE DEPENSES : 97.148.900,00 €**

### I. LES DEPENSES DE PERSONNEL : 46.841.200,00 €

Comparativement à 2013, il n'y a pas d'augmentation.

La masse salariale atteint 48,20 % des dépenses totales. Les rémunérations ont été calculées sur base des traitements de mai 2013 plus 1 %. Il a été tenu compte de l'augmentation de cotisations patronales de 2 % pour les charges de pensions des agents définitifs.

### II. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 13.269.300,00 € (13,60 %)

Les dépenses de fonctionnement augmentent de plus de 275.000,00 €. Les frais énergétiques sont encore en hausse de 150.000,00 €. Les frais liés aux élections sont prévus pour 120.000,00 €. Enfin, 75.000,00 € sont inscrits pour des chèques Agence locale pour l'Emploi (ALE).

### III. LES DEPENSES DE TRANSFERT : 25.618.300,00 € (26,40 %)

Les principales dépenses de transfert concernent :

- l'intervention en faveur du Centre public d'Action sociale (+ 184.000,00 €)	<b>9.176.276,00 €</b>
- la dotation à la Zone de Police	<b>10.384.200,00 €</b>
- les cotisations à IPALLE pour les parcs à conteneurs et l'incinération des déchets	<b>2.086.000,00 €</b>
- la contribution aux charges de la Régie Autonome (- 5.000,00 €)	<b>539.000,00 €</b>
- les subventions de fonctionnement destinées * aux Fabriques d'Eglise (- 18.400,00 €)	<b>866.000,00 €</b>
* à la Maison de la Laïcité	<b>25.600,00 €</b>
- des subsides pour l'aide au développement	<b>20.000,00 €</b>
- la contribution au fonctionnement de Tremplin 2000 pour	<b>89.000,00 €</b>

### IV. LES DEPENSES DE DETTE : 10.720.100,00 € (11 %)

La dette communale est en augmentation de 1.000.000,00 €.

## LE BUDGET EXTRAORDINAIRE

Les dépenses du budget extraordinaire, soit 13.787.200,00 € sont financées (pour plus de la moitié par subsides) comme suit :

- emprunts à charge de la Ville	5.250.200,00 €
- subsides	7.212.100,00 €
- boni	634.900,00 €
- fonds de réserve	440.000,00 €
- recettes diverses	250.000,00 €

Monsieur le Conseiller communal **B.LAVALLEE** donne lecture du rapport de la 1<sup>ère</sup> Commission du Conseil communal :

" Mesdames, Messieurs,

La 1<sup>ère</sup> Commission du Conseil communal s'est réunie le 8 octobre 2013 à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur le Conseiller communal C.MICHEZ, en vue d'examiner le budget 2014 de la Ville.

Madame l'Echevine L.LIENARD, Madame la Présidente du Centre public d'Action sociale R.DESENCLOS-LECLERCQ, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, M-C.LEFEBVRE, G.LECLERCQ, J-L.CLAUX, B.MAT, J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, A.MELLOUK, A.PESIN, H.CLEMENT-COUPLET, E.VANDECAVEYE, B.DEWAELE, D.CLAEYSSSENS, X.DECALUWE, Monsieur le Directeur général adjoint T.LESPLINGART, Monsieur le Directeur financier E.MOULIN et M. P-V.SENELLE assistaient à cette séance.

Monsieur l'Echevin P.ROBERT, Mesdames les Conseillères communales M.WILLOCQ et C.LADAVID et Monsieur le Directeur général D.COUPPEZ étaient excusés.

Monsieur le Président C.MICHEZ ouvre la réunion à 18 heures 45.

### **1. Modification budgétaire 2013**

Mme LIENARD nous a présenté dans un premier temps la seconde modification budgétaire.

Il y a 4 axes à l'ordinaire et 5 axes à l'extraordinaire.

#### Ordinaire :

1. Plus de dépenses énergétiques
2. Plus de dépenses en études
3. Moins de dépenses pour la zone de police (400.000,00€)
4. Le décompte de l'ONSS en diminution de 260.000,00 €

#### Extraordinaire :

1. Plus de frais d'études qui ne passent pas à l'ordinaire et basculent dans l'extraordinaire
2. Les urgences et adaptations diverses
3. Mise en conformité de l'informatique
4. Une avance de trésorerie à l'Intercommunale d'oeuvres Médico-Sociales des Arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM)
5. Les honoraires de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) Morel

Les questions auxquelles Madame l'Echevine des Finances a répondu sont les suivantes :

1) M. J-M.VANDENBERGHE : avec la modification, vous prévoyez 200.000,00 € de boni. Pourquoi ne profitez-vous pas de ce boni pour réduire la reprise de provision ?  
Réponse : on préfère les garder en cas d'urgence ou de surprise.

2) Mme M-C LEFEBVRE : qu'est-ce que le prêt de 150.000,00 € à l'IMSTAM ?  
Réponse : après avoir rencontré les dirigeants, ils nous ont demandé une avance pour être en mesure de payer les cotisations APL qui doivent être versées pour le 31 décembre 2013 au plus tard.

## **2. Budget 2014**

Madame l'Echevine des Finances a ensuite exposé le budget 2014 en ces termes :

"Mesdames, Messieurs les Conseillers,

En février, je vous ai présenté un budget en équilibre, vous rappelant que la situation financière de notre ville, sous plan de gestion depuis dix-sept ans, était difficile.

Nous avons pris les mesures qui s'imposaient et elles portent leurs fruits, progressivement.

Depuis quelques mois, les finances communales font beaucoup parler d'elles et pas seulement dans notre Ville.

Cet été, les 253 communes wallonnes et les Provinces ont reçu deux circulaires qui repensent l'élaboration de leurs budgets et la manière dont l'Union européenne souhaite assurer le contrôle et la publicité des données budgétaires ou comptables.

Si ces dispositions visent une transparence accrue, elles ont des conséquences importantes.

Tout d'abord, les Collèges communaux doivent préparer un projet de budget pour le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard afin que la Belgique puisse communiquer aux autorités européennes, plus rapidement et précisément, les données budgétaires des pouvoirs locaux. Nous avons envoyé ces fichiers le 26 septembre dernier.

D'autre part et c'est la dimension la plus importante, le Ministre enjoint les communes à tendre vers l'équilibre à l'exercice propre en 2014, sous peine de non-approbation du budget. Je tiens à vous rassurer, comme l'an dernier et toujours dans le même objectif, rendre service à la population tournaissienne, notre budget est à l'équilibre.

Cependant, cet équilibre n'était pas acquis d'avance. Sur base des données récoltées auprès de l'Administration, il nous fallait trouver pour le budget 2014, 1,5 million d'euros.

Au budget 2013, nous avons pris nos responsabilités, l'équilibre atteint était extrêmement fragile. Pour le préserver, il a fallu et il faudra encore être solidaire afin de maintenir le service au public et de sauver l'emploi de tous. Sans ces mesures structurelles décidées en février, il nous aurait fallu trouver 2,2 millions d'euros en 2014. Le remplacement d'un départ à la retraite sur trois a permis d'économiser 700.000,00 €.

C'est par le maintien de ces mesures que nous pouvons vous présenter un budget 2014 à l'équilibre mais nous devons être vigilant : l'approche de 2015, vous le savez, nous imposera le respect du Pacte de stabilité et de croissance européen.

Les dispositions que nous avons prises ont des conséquences positives mais génèrent aussi un certain nombre de difficultés : nous en sommes conscients. Nous en mesurons les effets.

Le développement de notre Ville, l'avenir des habitants figurent parmi nos priorités. Prudence et ambition sont les deux maîtres-mots que nous appliquons au quotidien dans la gestion communale.

### Budget ordinaire

Comme je vous l'ai précisé : ce second budget de la législature 2012-2018 est à l'équilibre (un boni de 19.460,00 €).

Et ce budget respecte les grands principes fixés par les deux nouvelles circulaires.

Les contraintes qui étaient les nôtres l'an dernier sont toujours présentes cette année et peut-être plus importantes encore.

### Les recettes

Nos recettes qui s'élèvent à 97.168.400,00 € proviennent de quatre sources différentes. Tout d'abord, les RECETTES DE PRESTATIONS. Ce sont des recettes récurrentes provenant d'une part des biens communaux et d'autre part des services rendus par la Commune. Elles s'élèvent à 6.134.600,00 €.

La bonne nouvelle, c'est qu'elles augmentent légèrement suite au prêt du tableau « Argenteuil » (70.000,00 €) au Musée japonais Tokyo Fuji Art Museum et à une recette spécifique de 200.000,00 € en compensation des dépenses non engagées de l'exercice. C'est une nouvelle disposition figurant dans la circulaire budgétaire 2014, elle prévoit également l'analyse de la situation à chaque contrôle budgétaire.

D'autre part, les RECETTES DE TRANSFERT, ces recettes sans contrepartie de la part de la commune, proviennent d'autres pouvoirs publics et des impôts. Montant : 86.935.700,00 €. C'est notre source principale de financement. Elles constituent près de 90 % de nos ressources financières et augmentent de 53.000,00 €.

Quelles sont ces recettes ?

Je commencerai par le fonds des communes. C'est plutôt une bonne nouvelle, nous recevrons 778.300,00 € de plus qu'en 2013 pour une dotation de 19.492.300,00 €. C'est presque 20 % de nos sources de financement.

D'autre part, autre source de recettes, ce sont bien sûr les impôts et redevances : leur rendement présumé est de 52.444.600,00 €. Ils constituent plus de la moitié (54 %) de nos ressources financières.

Les additionnels au précompte immobilier et à l'impôt des personnes physiques restent inchangés : 2700 centimes additionnels pour le précompte immobilier et 8,8 % pour l'impôt des personnes physiques.

Ils nous rapportent pour les premiers, près de 19.137.300,00 € soit une augmentation de 186.600,00 €. Pour l'IPP, en attendant le chiffre officiel nous venant du Fédéral, nous conservons le même montant qu'en 2013, soit 19.676.000,00 € (comme prévu dans la circulaire budgétaire).

J'ajouterai la taxe additionnelle sur les automobiles (906.500,00 €) qui augmente de 26.000,00 €.

Enfin, nous enregistrons une diminution du rendement de la taxe sur la force motrice soit près de 210.000,00 €.

Parmi les autres RECETTES DE TRANSFERT, épinglons le montant octroyé par la Wallonie dans le cadre du plan Marshall. Ce montant qui s'élève à 1.212.500,00 € est une compensation de la perte de rendement pour la taxe sur la force motrice et le précompte immobilier suite aux exonérations accordées par la Wallonie aux entreprises.

Troisième type de recettes : LES RECETTES DE DETTE. Ces recettes sont constituées des dividendes versés par IDETA pour l'électricité et le gaz, soit 1.493.000,00 €, du boni de liquidation du C.H.R.T. pour 700.000,00 € et des bonis accumulés (ASBL), soit 650.000,00 €. C'est un montant total de près de 3.118.100,00 €.

Enfin, nous inscrivons des RECETTES DE PRELEVEMENT qui s'élèvent à 980.000,00 €. Deux provisions sont reprises pour couvrir, d'une part, la cotisation de responsabilisation pour les pensions (500.000,00 €) et, d'autre part, le coût du personnel de l'ex-C.E.T. (480.000,00 €).

### Les dépenses

Sur 97.148.900,00 € de dépenses, la dépense principale est la masse salariale. Cependant, comparativement à 2013, les dépenses de personnel sont en légère diminution : 46.841.200,00 €. La masse salariale atteint aujourd'hui 48,20 % des dépenses totales (contre 49 % en 2013).

Quant aux dépenses de fonctionnement soit 13.269.300,00 €, elles augmentent de 275.500,00 €. Les frais énergétiques sont en hausse de 150.000,00 €. Les frais liés aux élections sont prévus pour 120.000,00 €.

D'autre part, les DEPENSES DE TRANSFERT, soit 25.618.300,00 €, qui concernent :

- l'intervention en faveur du Centre Public d'Action Sociale : 9.359.340,00 € (+ 184.000,00 €, soit 2 %);
- la dotation à la Zone de Police : 10.384.200,00 € (comme en 2013);
- les cotisations à IPALLE pour les parcs à conteneurs et l'incinération des déchets : 2.086.000,00 €;
- la contribution aux charges de la Régie Autonome (- 5.000,00 €) : 534.000,00 €;
- les subventions de fonctionnement destinées aux Fabriques d'Eglise (- 18.400,00 €) 866.000,00 € et à la Maison de la Laïcité 26.000,00 €

Enfin, les DEPENSES DE DETTE représentent près de 10.720.100,00 €. La dette communale est en augmentation de 1.000.000,00 €.



## Budget extraordinaire

Avec notre capacité d'emprunt et pour éviter d'aggraver les finances de la Ville, nous maintenons les priorités définies au budget précédent :

- priorité aux aménagements de sécurité;
- priorité aux travaux subsidiés;
- priorité aux voiries;
- priorité aux infrastructures scolaires, sportives et d'espaces verts,...

Les dépenses du budget extraordinaire s'élèvent à 13.787.200,00 € et sont financées comme suit :

- emprunts à charge de la Ville	5.250.200,00 €
- subsides	7.212.100,00 €
- boni	634.900,00 €
- fonds de réserve	440.000,00 €
- recettes diverses	250.000,00 €

Plus de 50 % de ces investissements sont subsidiés, 38 % sont empruntés et 8 % réalisés sur fonds propres.

Epinglons un investissement pour les voiries de 5.412.500,00 € ainsi que 4.160.000,00 € pour le programme Convergence. Ajoutons dans les autres investissements une enveloppe de 710.500,00 € pour les écoles, 354.000,00 € pour les espaces verts, 735.000,00 € pour l'Administration et 321.000,00 € pour les infrastructures sportives.

En conclusion, ma volonté, et celle du Collège communal, a été de présenter un budget respectant les circulaires budgétaires dans une dynamique positive tant à l'égard des citoyens que du personnel communal."

Les questions auxquelles Madame l'Echevine des Finances a répondu sont les suivantes :

### Recettes :

- 1) Mme M-C.LEFEBVRE : quel est le statut du budget ? Est-il réaliste ?

Réponse : le budget a été établi conformément aux nouvelles circulaires budgétaires et dans les délais impartis.

- 2) M. X.DECALUWE : étant donné que c'est la première fois que le budget sort si tôt, doit-on s'attendre à beaucoup plus de modifications budgétaires ?

Réponse : ni plus, ni moins, tout dépend des événements de l'année.

- 3) M. A. PESIN : le précompte baisse d'un million d'euro, pourquoi ?

Réponse : Il ne baisse pas, mais il est inscrit sur 2 lignes. Il augmente de ± 180.000,00 €

Dépenses :

1) M. J-M.VANDENBERGHE : pourquoi l'article budgétaire « indemnités pour divers travaux » augmente ?

Réponse : c'est du personnel de surveillance pour l'accueil extrascolaire.

2) Mme M-C.LEFEBVRE : pourquoi y-a-t'il une augmentation de 100.000,00 € pour les activités du 3<sup>ème</sup> âge ?

Réponse : toutes les dépenses et toutes les recettes liées au troisième âge apparaissent dans le budget communal.

En fin de réunion, Madame l'Echevine des Finances remet à chaque membre le texte de son intervention.

Monsieur le Président C.MICHEZ clôt la réunion à 21 heures 10".

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** donne lecture, en séance, de sa note de politique générale :

" Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames, Messieurs les Echevins,  
Mesdames, Messieurs les Conseillers,

Je viens vers vous, ce soir, dans un contexte nouveau. Pour bien comprendre ce contexte, il faut partir de l'échelle européenne. Vous le savez, en votre qualité d'observateur attentif de l'actualité politique, l'Europe a exigé des Etats membres que leurs budgets lui parviennent au 15 octobre 2013.

Ces dispositions européennes ne sont pas sans implication à l'échelle des instances fédérales puisque dans la foulée des exigences européennes, le Fédéral a imposé aux entités fédérées de remettre leurs chiffres dans le respect des calendriers fixés par l'Europe.

C'est dans ce contexte que la Wallonie, cette fameuse Entité II, organe de tutelle de nos communes, nous a invités à remettre un budget technique dès le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Dès lors, les chiffres de ce budget technique sont la base du budget qui vous est soumis ce soir.

Chers Collègues, vous le savez, sachant que chacune de nos familles politiques sont présentes dans les différents niveaux de responsabilité, que ce soit au Fédéral, à la Région, à la Fédération Wallonie-Bruxelles, à la Province, à la Commune, nous avons affaire à un contexte financier d'une dureté avec peu de précédent.

Cependant, je tiens, au nom du Collège communal, à vous dire que ce contexte n'entache en rien notre volonté politique traduite dans notre Déclaration de Politique communale.

Cette Déclaration de Politique communale qui prend bien évidemment en référence les moyens publics mais fait également appel aux moyens que nous pouvons capter des opérateurs privés qui font le choix de s'engager à Tournai.

D'autre part, mais j'y reviendrai dans ma conclusion, la prochaine programmation européenne 2014-2020 doit nous mobiliser afin d'introduire des dossiers qui permettront de réaliser une partie de notre Déclaration de Politique communale.

Mesdames, Messieurs, je fais miens les propos tenus régulièrement par notre Bourgmestre dans le cadre des fonctions qu'il occupe au sein des entités fédérées : «Nous devons principalement compter sur nous-mêmes».

La dynamique 20-22, engagée par le Gouvernement wallon, dans le cadre de la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat, a pour principe une plus large autonomie des entités fédérées et, dès lors, ceci aura des conséquences sur les communes.

Ces préambules me paraissaient indispensables afin que chacune de nos familles politiques, présentes dans les différents gouvernements, se remette en situation en fonction de son niveau de responsabilité mais également à l'égard des citoyens tournaisiens.

La responsabilité à laquelle je fais référence est d'ailleurs celle que la majorité a inscrite en page 54 de sa Déclaration de Politique communale qui dispose que les conditions d'une gestion financière saine, transparente et respectueuse des équilibres budgétaires est à atteindre.

C'est dans ce contexte complexe qu'avec le Collège communal, je vous présente un budget en équilibre tout en vous rappelant par ailleurs que la Ville est sous plan de gestion depuis dix-sept ans.

Cet équilibre atteint permet de répondre à la circulaire budgétaire 2014 qui enjoint les communes à tendre à l'équilibre à l'exercice propre en 2014 et ainsi éviter de devoir présenter un plan de convergence à l'autorité de tutelle.

Ce résultat nous permet de remplir nos missions de service public.

D'ailleurs, tout de suite, plutôt que de le faire en fin d'intervention comme on le fait traditionnellement, je tiens ici à dire toute ma reconnaissance et celle de mes collègues à l'égard du personnel communal.

Je ne suis pas sans savoir que, dans certains services, la surcharge de travail liée au remplacement d'une personne sur trois partant à la retraite n'est pas chose aisée. Mais je souhaite, avec eux, l'aborder de manière positive en entamant un travail de réorganisation qui peut être aussi source d'un meilleur bien-être au travail.

C'est dans ce cadre qu'avec l'Administration, nous avons amorcé un travail de monitoring des Services de la Ville. L'objectif de celui-ci est, en fonction des moyens budgétaires disponibles, en fonction des services à rendre à la population, de fixer une réorganisation dont le cadre doit être : meilleure efficience.

Ce travail ne doit en rien inquiéter. Il doit être perçu comme une opportunité d'un meilleur service public. Je ne dis rien d'autre que les propos tenus par notre Bourgmestre lors de la présentation des vœux au personnel en début d'année.

J'en arrive à vous expliquer la manière dont nous sommes parvenus à l'équilibre. Equilibre qui n'était pas acquis d'avance puisque, sur base des données récoltées auprès de notre Administration, il nous fallait trouver, pour le budget 2014, 1,5 million d'euros.

Au budget 2013, nous avons pris nos responsabilités, l'équilibre était extrêmement fragile. Les éléments de contrôle budgétaire à ma disposition me permettent de vous indiquer que nos engagements liés à l'équilibre pourront être tenus. Ce qui accroît ma conviction du sérieux et de la prudence liés au travail réalisé.

A titre d'exemple, sans les mesures structurelles décidées en février dernier, il nous aurait fallu trouver 2,2 millions d'euros en 2014. Le remplacement d'un départ à la retraite sur trois contribue à réduire notre déficit de manière structurelle. Je l'ai dit en Commission, c'est 700.000,00 € en 9 mois qui ont pu contribuer à l'équilibre 2014.

C'est, entre autres, par le maintien de ces mesures que nous pouvons vous présenter un budget 2014 à l'équilibre mais nous devons être vigilants : 2015 approche et nous imposera le respect du Pacte de stabilité et de croissance européen.

Par ailleurs, cette prudence doit être accrue, selon moi, en fonction de certains paramètres qui nous sont inconnus à ce jour et qui sont notamment liés aux transferts de compétences issus de la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat et dont l'impact reste à ce jour relativement inconnu pour les communes.

Les dispositions que nous avons prises ont des conséquences positives mais génèrent aussi un certain nombre de difficultés : nous en sommes conscients. Nous en mesurons les effets.

Le développement de notre Ville, l'avenir des habitants, l'emploi figurent parmi nos priorités, je l'ai dit en préambule de cette intervention. Mais la prudence ne peut en aucun cas se traduire par un manque d'ambition.

Afin d'éviter d'être trop longue, je vais maintenant exposer les chiffres sur base des grandes masses budgétaires, sachant que la Commission Finances a examiné le budget dans le détail la semaine dernière, je remercie d'ailleurs les nombreux Conseillers, tous groupes politiques confondus, qui y ont participé.

#### Budget ordinaire

Comme je vous l'ai précisé : ce second budget de la législature 2012-2018 est à l'équilibre (un boni de 19.460,00 €).

Recettes	97.168.367,89 €
Dépenses	97.148.907,50 €
BONI	19.460,39 €

Et ce budget respecte les grands principes fixés par les deux nouvelles circulaires et ce, à taxation inchangée.

J'étais prudente l'année dernière, je le serai encore cette année.

#### **Les recettes : 97.168.400,00 €**

Il y a, naturellement, les évolutions dites "NORMALES" des :

- Recettes de PRESTATION (6.134.000,00 €);
- Recettes de TRANSFERT (86.935.700,00 €);
- Recettes de DETTE (3.118.100,00 €);
- Recettes de PRELEVEMENT (980.000,00 €);

Le tout ayant été détaillé en Section, je m'en tiendrai à 3 remarques. Des remarques qui expliquent, en partie, pourquoi ces recettes contribuent à notre équilibre budgétaire, mais aussi, leurs limites.

1. Le recours à la recette spécifique, pour un montant de 200.000,00 €. Nouveauté de la circulaire budgétaire, la mécanique en question préfigure les dépenses budgétisées pour l'exercice et qui ne seront pas engagées. A utiliser avec beaucoup de prudence.
2. Le recours aux bonis ASBL pour un montant non négligeable de 650.000,00 €. Ce mécanisme, qui n'est que l'application de nos conventions, a le mérite de nous donner un fameux coup de pouce dans notre recherche d'équilibre mais ne pourra pas être reproduit à souhait, nous en sommes bien conscients.
3. La reprise de provision pour couvrir le paiement de la cotisation de pension. Ici aussi, gardons à l'esprit que les provisions ont un fond et qu'à partir de 2015, les dispositions européennes ne nous permettront plus d'y avoir recours afin d'équilibrer notre budget.

### **Les dépenses : 97.148.900,00 €**

La dépense principale est la masse salariale. Comparativement à 2013, les dépenses de personnel sont en légère diminution : 46.841.200,00 €. Pas parce que nous procédons à des licenciements mais bien parce que nous ne remplaçons pas automatiquement. Si, en 2013, la masse salariale atteignait 49 %, aujourd'hui, elle atteint 48,20 % des dépenses totales.

Les dépenses de fonctionnement augmentent quelque peu en raison de la hausse des frais énergétiques ainsi qu'aux frais liés aux élections de 2014. Il s'agit ici de dépenses obligatoires, vous l'aurez tous compris.

Quant aux dépenses de transfert, la dotation en faveur :

- du Centre public d'Action sociale 9.359.340,00 € augmente de 2 %. Cette augmentation se justifie par une augmentation de l'aide sociale;
- de la Zone de Police : 10.384.200,00 € reste identique et ce, en garantissant nos engagements liés à la norme KUL;
- la contribution aux charges de la Régie autonome diminue de 5.000,00 €;
- les subventions de fonctionnement destinées aux Fabriques d'Eglise (- 18.400,00 €) 866.000,00 € et à la Maison de la Laïcité 26.000,00 €.

Enfin, les dépenses de dette représentent près de 10.720.100,00 €. La dette communale est en augmentation de 1.000.000,00 €.

## Budget extraordinaire

Les priorités définies lors de l'élaboration du premier budget restent identiques. Priorité aux aménagements de sécurité, aux travaux subsidiés, aux voiries, aux infrastructures scolaires, sportives et d'espaces verts,...

Là aussi, j'ai voulu la prudence en fonction des inconnues dont j'ai parlé plus haut sachant que le budget extraordinaire finit toujours par avoir un impact sur le budget ordinaire au travers des remboursements d'emprunts.

On investira pour 13.787.200 €. Ces 13.787.200 € sont financés comme suit :

- emprunts à charge de la Ville	5.250.200,00 €
- subsides	7.212.100,00 €
- boni	634.900,00 €
- fonds de réserve	440.000,00 €
- recettes diverses	250.000,00 €

Plus de 50 % de ces investissements sont subsidiés, 38 % sont empruntés et 8 % réalisés sur fonds propres.

Epinglons un investissement pour les voiries de 5.412.500,00 € ainsi que 4.160.000,00 € pour le programme Convergence. Ajoutons dans les autres investissements, une enveloppe de 710.500,00 € afin de faire diminuer la facture énergétique de nos infrastructures scolaires, 354.000,00 € pour les espaces verts, 735.000,00 € pour l'Administration et 321.000,00 € pour les infrastructures sportives.

J'en arrive à la conclusion de cette présentation. Vous avez pu l'entendre, le fil conducteur de ce budget est la responsabilité. Ce mot qui peut paraître anodin ne l'est pas. C'est notre responsabilité de mandataire public de gérer les deniers publics en tenant compte évidemment du contexte dans lequel on se trouve.

Est-ce que le budget d'une commune est très différent de celui d'une famille ? NON.

Est-ce que le budget des Tournaisiens doit être pris à la légère ? NON.

Est-ce que gérer ces deniers de manière responsable est un manque d'ambition ? NON.

Justement, il nous appartient ici de créer les conditions n'hypothéquant pas notre avenir.

C'est pour cette raison que j'ai choisi la prudence. Cette prudence est l'expression de mon sens des responsabilités.

Pour le budget 2013, en fonction du contexte, je vous avais indiqué qu'il s'agissait d'un budget de transition et d'ambition.

Comment qualifier le budget 2014 ? D'abord, je garde cette notion d'ambition. Ensuite, afin de pouvoir créer les conditions de cette ambition, c'est, je viens de le dire, la responsabilité.

Responsabilité liée aux inconnues relatives à la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat qui, sans conteste, aura un impact sur la vie de la commune.

Responsabilité liée aux engagements pris à l'égard des Tournaisiens.

Responsabilité envers le personnel communal.

Responsabilité préfigurant un projet ambitieux.

Comment atteindre cette ambition fixée par notre Déclaration de Politique communale largement approuvée au sein de cette assemblée ?

La Déclaration de Politique communale, elle-même, y répond. D'emblée, la majorité a considéré le contexte budgétaire difficile (dans son introduction). C'est notamment pour cette raison que l'horizon a été fixé à 2025.

Quoi qu'il en soit, quand j'observe le tableau de bord mis en place par le Collège communal afin d'assurer le suivi de la Déclaration de Politique communale, je peux vous dire, qu'en 10 mois, le travail est conséquent.

Réformes structurelles d'un point de vue budgétaire. Un plan logement sur les rails, un plan de cohésion sociale réorganisé.

En matière d'Urbanisme, des moyens permettant d'aborder la question de l'aménagement de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) Morel (80 hectares de zones aménageables). En matière de sécurité, la question des caméras de surveillance tout en ayant donné les moyens à notre zone de police d'atteindre dans les meilleurs délais la norme KUL,...

Vous le voyez, l'énoncé de ces mesures n'est pas sans ambition. Ce budget 2014 est tout aussi ambitieux en regard de nos moyens budgétaires, en regard du travail de réorganisation que nous faisons.

Ce budget prudent, responsable et ambitieux est à analyser dans une perspective pluriannuelle comme d'ailleurs nous y invite la circulaire budgétaire de la Région.

Pourquoi j'insiste sur ce volet pluriannuel ? Est-ce qu'une ambition se réalise en une année ? Est-ce que la transformation souhaitée de notre ville se réalise en une année ? Et bien non. Si je venais devant vous ce soir en tenant le propos que tout changera en un an, je ne serais pas crédible, ni moi, ni le Collège.

Nous connaissons notre balise d'emprunt, 60 millions sur la mandature. Ne perdons pas de vue que ces 60 millions devront être remboursés et impacteront sur notre budget ordinaire également. 60 millions, ce n'est pas négligeable même si nos besoins sont plus importants.

Quelles sont les perspectives visant à permettre des investissements plus importants sur la mandature ? La prochaine programmation des Fonds européens pointe le bout de son nez. Grâce à l'action du Gouvernement wallon, la Wallonie pourra compter sur une enveloppe de près d'un milliard cent mille euros.

Dans le strict respect d'une juste répartition sur l'ensemble du territoire wallon, Tournai compte bien introduire des dossiers de qualité qui pourront retenir la meilleure attention du Gouvernement wallon.

C'est ainsi que la commune saisira cette opportunité afin de confirmer sa volonté de s'inscrire pleinement dans le concept des Smart Cities et de donner à Tournai la possibilité d'intégrer dans sa réflexion l'utilisation « intelligente » des Nouvelles technologies.

L'objectif est extrêmement clair : améliorer le quotidien de tous les Tournaisiens, sans exception !

Il ne s'agit pas d'un « coup marketing » mais bien d'une volonté de permettre à des projets très concrets de voir le jour tels que le WIFI urbain, la gestion des parkings via smartphone, la gestion des futures caméras de surveillance ou encore la mise en place d'un « e-service » pour l'obtention de documents administratifs.

Tout cela ne se fera pas sans de véritables synergies, puisque que des partenaires tels que l'IDETA ou encore l'e-Campus nous soutiendront dans notre démarche afin que notre ville réponde de façon optimale aux enjeux d'urbanisation, de développement durable, de technologie et d'expansion économique.

Ensuite, une part de notre Déclaration de Politique communale fait appel à l'investissement privé. On le voit, Tournai suscite l'intérêt des entreprises. Nos Zones d'Activités Economiques ont un taux d'occupation très important. Afin de répondre à ces besoins, les Zones d'Activités Economiques présentes sur notre territoire devront s'étendre.

Evidemment, le budget communal est important pour notre organisation institutionnelle au sein de cette maison. Raison pour laquelle, avec mes collègues, nous avons voulu vous présenter un budget en équilibre.

Mais le budget communal ne peut être perçu comme le seul élément de la vie de la cité. Notre mobilisation en tant que mandataire public doit faire appel à l'ensemble des composantes de la société tournaïsiennne. Investisseurs, monde associatif, monde culturel, services de sécurité, services de santé et j'en passe.

L'enjeu des années à venir c'est bien la mobilisation de l'ensemble des acteurs au service du citoyen.

Alors chers Collègues, comme j'ai pu le lire dans la presse de ce matin, avez-vous, ici, le sentiment d'une majorité en attente ?

Je le rappelle cette majorité est en place depuis 10 mois. Des dossiers non négligeables ont été entrepris.

Certains de ceux-ci passent par des études. Je prendrai l'exemple de la décharge du Mont d'Or. Dossier pendant depuis plusieurs années, dossier touchant à la sécurité publique et à la santé publique. Les frais d'étude sont indispensables afin de libérer le subside wallon prévu à cet effet.

Un autre exemple, les frais d'étude sur les caméras de surveillance. Cette démarche correspond aux engagements pris par cette majorité afin de contribuer à diminuer les problèmes liés à la sécurité. Ce dossier reste prioritaire.

Enfin, nous aurions pu vous proposer un budget extraordinaire de 20 millions d'euros mais des dossiers nécessitant des investissements importants sont en cours de construction. Dès lors, il y a lieu de préserver une partie de notre capacité d'emprunt à ces projets.

Je conclus maintenant en réaffirmant ma conviction, celle du Collège, que cette majorité est déterminée à remplir ses obligations par rapport aux engagements pris à l'égard des Tournaïsiens.

Mais soyez de bon ton, en 10 mois, on ne peut pas qualifier que la majorité est en attente. Elle est engagée pour le bien-être, elle a la volonté de valoriser l'image de notre ville. Il s'agit d'une majorité avec une vision sur le long terme fixé à l'horizon 2025."



Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE**, chef de Groupe cdH, intervient comme suit :

"Mesdames, Messieurs,

Ainsi donc, l'Europe s'invite ce soir à nos débats, toujours aussi soucieuse de contrôler, à tous les niveaux, la santé financière des pouvoirs publics. Nous serons donc progressivement sous le coup de nouvelles directives qui prendront cours en 2014.

En attendant la mise en place d'un système d'adoption du budget en deux temps, il est demandé dès cette année de respecter la 1<sup>ère</sup> étape.

Arrêt, par le Collège d'un projet de budget non soumis à la Tutelle et transmis, sans passage au Conseil communal, pour le 1<sup>er</sup> octobre 2013 afin de répondre à la demande de l'Institut des comptes nationaux (ICN) de disposer le plus rapidement possible de données budgétaires. Belle Europe qui se basera sur des estimations "à la grosse louche" pour juger de la santé des finances publiques. Mais cela est un autre débat.

La deuxième étape sera d'application en 2014 avec le vote du vrai budget pour le 31 décembre.

La circulaire précise entre autres que le budget fera l'objet "de prévisions proches de la réalité" comme si ce n'était pas évident.

Cependant, de manière transitoire, la circulaire budgétaire impose toujours que le budget soit voté pour le 1<sup>er</sup> lundi d'octobre. Cette exigence n'est pas nouvelle et le délai du 31 décembre prévu dès 2014 semble beaucoup plus réaliste. Il y a cependant raison à garder face à une exigence impossible à rencontrer si l'on veut prendre le temps de collecter les données les plus précises possible afin de présenter au Conseil communal un document composé de chiffres précis permettant un débat de fond en toute connaissance de cause.

Le Collège a choisi cette année une autre voie, celle de présenter dans la précipitation un dossier truffé de chiffres imprécis et au sein duquel manquent des pièces essentielles à sa compréhension.

Cela nous amène à nous prononcer sur un document fait d'approximations, d'estimations, de données peu fiables.

Cette méthode de travail nous amène déjà à penser que la première modification budgétaire sera considérée comme le vrai budget. Cette dernière, ne devant intervenir, sauf événements particuliers, avant le 1<sup>er</sup> mai 2014, il faudra près de 6 mois avant de connaître le vrai budget 2014.

Entretemps, au vu de l'incertitude qui plane sur certaines recettes, la Ville va devoir fonctionner par prudence comme si elle était sous le coup de 12<sup>èmes</sup> provisoires.

Autre effet de cette précipitation, l'absence ou le côté incomplet dans le dossier de plusieurs documents déterminant le départ de délai de Tutelle et qui, eux aussi, nous auraient aidés à apprécier le document proposé.

1. Le rapport de la Commission du budget.

Le budget 2014 de la Ville de Tournai, sous réserve des avis du CRAC et de la Tutelle, est à l'équilibre. Il respecte les deux circulaires budgétaires. Nous pouvons constater que les mesures prises l'an dernier commencent à porter leurs fruits, mais que les efforts doivent se poursuivre. En l'occurrence, si en 2014 la Ville de Tournai s'en sort avec un boni de plus de 19.000,00 €, la Ville est aussi consciente que des mesures structurelles devront être prises afin de maintenir cet équilibre dans les années à venir.

Dans le rapport joint au dossier, l'un des intervenants n'a remis aucun rapport, un autre précisant très clairement que l'équilibre futur des finances communales n'est pas garanti.

2. La note concernant le plan de mouvement du personnel et d'embauche sur 3 ans n'apparaît pas. J'y reviendrai plus loin.

Malgré toutes ces difficultés, je vous présente quelques commentaires sur ce budget 2014 : en préambule, je voudrais remercier Madame l'Echevine et toute l'équipe qui l'entoure pour la disponibilité dont ils ont fait preuve à l'occasion de la préparation de ce budget. Qu'elle soit également remerciée pour la bonne ambiance qui a régné lors des travaux et sa volonté de répondre le plus clairement possible à nos interrogations.

Conformément aux exigences de la circulaire budgétaire, ce budget est bien sûr en équilibre techniquement. La volonté de présenter des budgets en équilibre à Tournai est d'ailleurs de mise depuis de nombreuses années et le plan de gestion mis en œuvre il y a 3 ou 4 ans produit progressivement ses effets.

La situation est, malheureusement, plus inquiétante si on examine ce budget surtout dans le domaine des recettes. Les solutions proposées pour trouver l'équilibre (on nous dit qu'il fallait trouver 1.500.000,00 €) (recettes inattendues et one-shoot, réserves utilisées, astuce pour inscrire une recette fictive inventée et autorisée par le pouvoir subsidiant) constituent ce qui peut s'apparenter au "Pot belge budgétaire" car utilisé à tous les niveaux de pouvoirs (enfin tant que l'Europe nous croit, on fait semblant de nous croire !)

Les recettes du budget ordinaire

200.000,00 € sont inscrits (autorisés par la circulaire budgétaire) "en compensation des dépenses non engagées de l'exercice".

650.000,00 € de Tournai Expo

500.000,00 € de provision

200.000,00 € de recettes fictives

soit au total **1.350.000,00 €**

Il faut aussi prendre en compte la provision de prise en compte de 700.000,00 € CHRT et de 480.000,00 € pour le personnel CET par souci de donner des chiffres corrects.

S'il est vrai que le montant ici repris est très raisonnable par rapport à ce qu'autorise cette nouvelle disposition (+ de 1.500.000,00 €, on peut d'ailleurs se demander à quoi cela correspondra dans les communes qui utiliseront la totalité du montant) il n'en reste pas moins que cette recette n'en est pas une puisqu'elle ne fera "pas l'objet d'un droit constaté au compte" dans lequel elle "s'annulera automatiquement."

D'ailleurs, cette possibilité offerte ne peut entraver l'équilibre réel imposé à l'exercice propre. Ce montant nous semble plus être une astuce certes autorisée mais dont le seul but est de présenter un budget en équilibre sans exagérer la reprise de provision nécessaire à cet équilibre.

#### Près de 39.000.000,00 € de centimes additionnels

Aucun courrier du Ministère des Finances n'appuie ces chiffres dans le dossier et pour cause, il parvient traditionnellement plus tard dans l'année.

Le seul document justificatif que contient le dossier est une lettre qui confirme que la prévision pour 2013, communiquée fin 2012, est inchangée.

En ce qui concerne la taxe à la circulation, les 26.000,00 € de croissance ne sont que la moyenne d'argumentation des recettes au cours des 5 dernières années.

Le chiffre global des additionnels semble stagner mais aucun moyen ne permet de juger de son évolution.

1.493.000,00 € de dividendes électricité et gaz. Faute d'information, le même montant qu'au budget 2013 a été repris. Aucun courrier dans le dossier ne permet de juger de la pertinence de ce chiffre. La situation réelle 2013 n'est même pas communiquée (par IDETA).

650.000,00 € de dividendes de Tournai Expo ASBL (Termes repris dans le document budget)

"On vide les caisses".

Non seulement, ce type de mesure n'assure pas l'équilibre budgétaire à long terme mais au contraire il le met en péril.

Il faut se rappeler que, dans le cadre de la construction du parking de Tournai Expo, le montage financier imaginé prévoyait que 100.000,00 € reviendraient dans les caisses communales annuellement. Avec les réserves disponibles et les bénéfices futurs cela permettrait de tenir sur le long terme et de faire en sorte que l'emprunt ne coûte pratiquement rien à la Ville.

Vous nous avez dit que la dette avait augmenté de 1.000.000,00 € dans le budget. Ce sage étalement des reprises de dividende l'aurait allégé sur le long terme plutôt que sauver un seul budget.

Cette division est vraiment de la gestion à court terme.

#### 19.492.231,94 € du Fonds des communes

Quel ne fut pas notre étonnement de découvrir que dans le dossier, ce montant est extrapolé d'un courrier reçu le 6 décembre 2012. Ce courrier donne une idée de ce que la Commune devrait percevoir de 2013 à 2018. Nous aurions aimé une information plus officielle qui nous rassure sur ce montant.

#### Et pour terminer sur le plan des recettes

"Les prestations et location de matériel de fêtes".

Les prévisions sont en nette hausse et même si l'on n'atteint pas les centaines voire les millions d'euros repris auparavant, elles sont révélatrices de la "rage facturatoire" appliquée par le Collège.

Plus rien pour rien, tout est payant. Cette décision est très préjudiciable à l'associatif tournaisien. Nous savons que le système actuel des transports et de mise à disposition coûte cher. C'est pourquoi nous préconisons depuis longtemps (j'ai eu l'occasion d'en faire part antérieurement au Collège) de fonctionner sous forme de stock disponible dans un lieu où les organisateurs viendraient chercher et rapporteraient eux-mêmes le matériel et là contre caution et contre paiement, évidemment, du matériel cassé ou égaré.

Cela permettrait de diminuer considérablement les coûts en personnel et en transport et avec les économies de compenser largement la gratuité de prêt sous forme d'aide matérielle.

La majorité semble oublier que l'associatif n'attend pas nécessairement de l'argent, mais le plus souvent, une aide matérielle.

Votre approche actuelle met en péril de nombreuses activités, il y a urgence.

Les dépenses du budget ordinaire, nous voulons soutenir votre politique de maîtrise voire de réduction de la masse salariale.

Cette politique amène cependant quelques remarques :

- 1) selon la circulaire budgétaire, le dossier du budget doit contenir un "plan de mouvement du personnel et d'embauche sur 3 ans".  
Ce plan n'est pas dans le dossier alors qu'il est un outil obligatoire, mais aussi précieux qui permet de suivre l'évolution du personnel communal
- 2) nous insistons pour que les mesures prises ne déstabilisent pas l'offre en matière de service au public. Chaque non-remplacement ou glissement au sein de l'Administration doit être vu dans le sens de l'intérêt général
- 3) une autre manière de diminuer l'impact de la masse salariale sur le budget est la recherche maximale de subsides à l'emploi afin d'agir sur le coût net du personnel. C'est lui le vrai montant à charge de la Ville

Au-delà de cette importante rubrique du budget, nous constatons peu d'évolution au niveau des crédits si ce n'est dans le domaine de l'énergie consommée. Il faut donc poursuivre les investissements économeurs d'énergie.

### **EVITER LE DEBAT FEUTRE**

Nous voulons également manifester notre inquiétude face à l'évolution insuffisante de la dotation du CPAS (pour la zone de police on a trouvé les moyens d'aller au-delà du plan de gestion).

Nous venons de discuter du budget de l'institution et tous les signaux sont au rouge.

Les collaborations Ville-CPAS vont devoir s'intensifier si nous ne voulons pas voir les difficultés s'accroître des deux côtés.

### Le budget extraordinaire

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer dans le budget 2013, nous ne voyons pas transparaître, au travers de ce budget, les grandes ambitions affichées par la majorité dans son programme.

Ce budget, vous l'avez dit, est prudent et à notre sens ne renferme pas de grande surprise.

Nous nous réjouissons de la poursuite de l'installation du Service Espaces verts à Rumillies.

Ce projet, initié par la majorité précédente, est une belle opportunité d'installer dans un village une activité tournée en partie, au moins, vers la ruralité, ruralité bien peu présente au regard des maigres moyens prévus notamment dans le domaine de la voirie.

S'il est vrai que plus de 5.000.000,00 € sont consacrés à ce secteur, une bonne partie est consacrée au centre-ville.

Les 10.000,00 € prévus pour des aménagements dans les parcs nous semblent bien peu au regard de la forte demande exprimée par la population.

Le budget est très peu extraordinaire. La majorité semble retenir ses projets pour des investissements de prestige à venir.

Mesdames et Messieurs,

- ce budget est fait d'incertitudes et d'approximations
- ce budget est hasardeux et hypothèque nos réserves
- ce budget fragilise l'associatif
- ce budget n'apporte aucune solution aux problèmes sociaux graves qui nous touchent
- ce budget n'offre pas de solution à long terme."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient sur le budget communal 2014. Elle intitule son intervention "Les balises deviennent contraignantes" :

" Mesdames, Messieurs

Ce budget est présenté presque dans le respect de l'article L1312-2 du Code de la Démocratie locale qui prévoit une présentation du budget au Conseil communal le premier lundi d'octobre. C'est une première à Tournai et sans doute dans d'autres communes. Est-ce positif pour la gestion de la commune ou est-ce plutôt un piège ?

Nous pensons qu'il est sage de faire une projection précoce des moyens dont on dispose pour mener une politique à la fois réaliste et ambitieuse. Nous soutenons donc votre volonté de disposer d'un budget approuvé par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle avant le début de l'année budgétaire, soit le 31 décembre 2013.

Toutefois, certaines données ne sont pas encore définitives et pourraient grever le budget ou l'améliorer : notamment le chiffre définitif à inscrire en matière de centimes additionnels à l'IPP (soit un montant estimé actuellement à 19 millions 676 mille euros) qui peut varier lourdement.

La programmation budgétaire pluriannuelle, prévue par les textes européens à partir de 2014, oblige les communes à une rigueur encore accrue tandis que la circulaire budgétaire marque un tournant qui restreint l'autonomie communale dans la gestion de ses finances.

Avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) sur ce nouveau corset appliqué aux finances communales, morceaux choisis

*« Il y a 262 situations spécifiques de finances communales, et établir des balises uniformes n'est pas du tout indiqué. A tout le moins, le Ministre doit-il accepter que les communes puissent s'écarter des balises en motivant leur décision de manière circonstanciée »*

*« L'UVCW estime que l'évaluation du respect de la norme pourrait s'effectuer sur la durée de la mandature.*

*Rappelons que 50 % de nos investissements publics dépendent des pouvoirs locaux et qu'une part importante de notre économie en est redevable. Les figures imposées et les choix raisonnés ne doivent pas obérer ces capacités d'investissement.*

*Il ne faudrait pas que la balise de personnel signifie pour les villes et communes obligatoirement l'adoption d'un plan « zéro embauche » ou, pire encore, un recours à des vagues indues de licenciement. En matière de fonctionnement, ces balises semblent bien trop limitées par rapport à l'évolution des coûts de l'énergie et des matières premières ».*

Si d'aucuns s'insurgent sur le manque d'autonomie communale en matière d'aménagement du territoire, nous le voyons encore ce soir, nous pensons que l'autonomie communale se marque avant tout par le choix de la commune en matière de gestion de son personnel, de son fonctionnement et de ses investissements en respectant naturellement des balises raisonnables tracées par les autorités supérieures. Nous avons des craintes au vu de ces balises trop contraignantes.

Comment se traduisent-elles dans notre budget ?

Les dépenses de personnel représentent 48,20 % des dépenses totales au lieu de 49 % en 2013. Est-ce vraiment positif ? Oui, mais à court terme. La politique d'engagement du personnel n'est pas un simple calcul d'économie budgétaire comme nous l'impose la Tutelle. Cela fait plaisir à certains esprits qui rêvent simplement de diminuer au maximum le personnel dans le secteur public et de privatiser les missions de service public. Or, les services publics ont évolué et nous devons tenir compte d'une gestion moderne. Un exemple parmi d'autres, le remplacement du parc informatique est prévu pour un montant de 350.000,00 euros. Qu'en est-il de la maintenance ? Les frais de gestion de ce même parc sont prévus pour 181.000,00 euros. Beaucoup d'administrations réfléchissent actuellement à supprimer l'externalisation des frais informatiques et à engager du personnel qualifié à même de faire les bons choix au bon moment en cette matière et à assurer le suivi, notamment en matière de développement de logiciels. En matière de chantiers également, nous avons besoin de personnel qualifié. Tournai a déjà trop souffert du manque de suivi dans les chantiers qui ont coûté très cher aux citoyens. Un dernier exemple en date devrait nous faire réfléchir quant au personnel qualifié à engager. Le commissariat de Police, construit par la Régie des Bâtiments, devra revoir toute son installation électrique après 9 ans de fonctionnement. Le commissaire précisait lors du dernier Conseil de Police : *« à défaut de disposer d'un ingénieur électricien et de techniciens, nous devons faire appel à des experts extérieurs pour rénover toute notre installation électrique »*.

En frais de fonctionnement, ce sont à nouveau les dépenses d'énergie et d'eau qui augmentent considérablement : près de 150.000,00 euros en plus. Si nous avons mené une politique d'investissement volontariste et bien étalée dans le temps depuis 20 ans, nous n'en serions pas là et l'augmentation des prix ne nous effrayerait plus. Nous saluons quand même l'effort prévu en matière d'investissement Utilisation Rationnelle de l'Energie dans les Bâtiments (UREBA) pour les écoles de l'entité et nous voudrions que ces efforts portent maintenant sur les bâtiments de l'Administration communale. Ce bâtiment exige une étude approfondie de son coût énergétique et des améliorations possibles en préservant le patrimoine C'est un exercice difficile qui doit être réalisé par des spécialistes, mais qui fera gagner beaucoup d'argent à l'avenir.

La politique sociale mérite aussi toute notre attention en cette période de crise qui accroît les inégalités. Nous redisons ici notre soutien au Relais Social Urbain qui demande de créer un accueil de jour pour les personnes sans abri dans un lieu communal ou dans une maison du CPAS. Nous pensons aussi que la Ville doit assurer une dotation suffisante au CPAS pour mener à bien ses missions, ce qui semble difficile en respectant la balise fixée à 2 % d'augmentation seulement.

Quelle politique d'investissement faut-il mener dans une période plus difficile ? Il faut simplement penser à améliorer le quotidien des citoyens tout en diminuant les coûts. Nous vous invitons donc à augmenter la part prévue pour les investissements d'économie d'énergie et à intensifier les travaux de réfection de trottoirs et de voirie (450.000,00 euros sont prévus à cet effet) en n'oubliant pas que les trottoirs doivent être accessibles à tous et spécialement aux personnes à mobilité réduite, ce qui n'est pas encore réalisé dans le centre de Tournai.

Nous saluons la première initiative en faveur de l'acquisition de modules de jeux pour les parcs (soit 10.000,00 euros), mais il faudra poursuivre cette politique qui permet aux familles de donner un espace de liberté à leurs enfants dans leur quartier de vie.

Nous serons également attentifs aux investissements prévus dans le cadre de Tournai, ville cyclable, car les cyclistes ont besoin avant tout de se déplacer en sécurité en ville et le long des axes de liaison entre ville et villages, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

Nous nous abstiendrons sur ce budget."

Monsieur le Conseiller communal **A.PESIN** intervient comme suit au nom de Tournai Plus :

" Mesdames, Messieurs,

Lors du vote du budget 2013 nous avons laissé le bénéfice du doute.

Aujourd'hui, le doute n'est plus permis. Monsieur Bricolage est de retour avec sa boîte à outils habituelle. On bouche les trous en raclant les fonds de tiroir, les mesures "one-shoot" fleurissent à foison et aucune perspective n'est proposée pour les années à venir.

A cet égard, je ne puis passer sous silence le prélèvement d'un coup sec et net des réserves d'ORGA EXPO. Je tiens à rappeler, en tant qu'administrateur de cette ASBL, qu'une série de propositions avaient été émises au Conseil d'administration du 13 mai 2013 en présence de l'Echevine des Finances.

Il avait été alors convenu de la mise en place d'une concertation avec la Ville. Celle-ci n'a jamais eu lieu. C'est un fait accompli qu'en tant qu'administrateur je ne puis accepter.

Votre budget est un budget polyfills. Bien en deçà des promesses en béton contenues dans votre Déclaration de politique générale. On avait espéré un tour de vis dans vos dépenses pour redonner un peu d'oxygène au redéploiement économique de notre belle ville dont le commerce est en train petit à petit de disparaître. Il faut dire que dans une ville transformée en gruyère on n'a pas envie d'investir. Et le pire, c'est que c'est un cercle vicieux.

Je ne vous cache pas mon inquiétude face à ce phénomène qui paupérise la ville et la rend de moins en moins conviviale. On ne restaure pas un édifice en colmatant les brèches. C'est aux fondations qu'il faudra bien un jour que cette majorité ait le courage de s'attaquer. Un budget, Mesdames, Messieurs, est plus qu'une prévision. C'est avant tout un ensemble de choix politiques. Je n'en ai trouvé aucun.

Vous comprendrez donc aisément que notre parti ne votera pas le budget 2014. "

Monsieur le Conseiller communal **G.HUEZ**, du Groupe PS, stigmatise les propos de Monsieur le Conseiller communal J-M.VANDENBERGHE en ce qu'il dit des choses et son contraire :

" Quand j'entends les critiques émises, j'ai l'impression qu'on a dû gratter dans le budget pour trouver des chiffres imprécis. C'est certainement un jeu d'équilibristes, mais réussi. Le travail a été fait sérieusement. Le budget est prudent sur plusieurs points. Il est ambitieux dans la mesure où il permet de préserver l'emploi."

Le Groupe socialiste appuie fermement ce budget.

Monsieur le Conseiller communal **J-L.CLAUX** intervient au nom du groupe MR :

" Mesdames, Messieurs,

Le budget tel qu'il vous est présenté par la majorité aujourd'hui nous semble réaliste, courageux et prudent.

Il s'inscrit surtout dans le droit fil du "contrat" passé avec le citoyen tournaisien. Il est réaliste parce qu'il vous est présenté à l'équilibre, plus exactement avec un léger boni de 19.460,00 €.

Il est évident que la conjoncture économique n'est pas bonne et c'est un euphémisme que de le dire.

Mais ces circonstances doivent être rappelées parce qu'elles impactent de manière immédiate l'exercice déterminant pour la vie quotidienne des Tournaisiens que constitue l'élaboration de ce budget communal.

Ces limites, ces contraintes budgétaires nous obligent, vous l'aurez compris, à faire des choix, des arbitrages, lesquels sont réalistes et en parfaite concordance avec les moyens dont nous disposons.

Dans ce contexte, deux conséquences en découlent :

- la première, c'est que l'on ne peut se tromper, nous n'avons pas droit à l'erreur, nos choix doivent impérativement converger vers les bons projets
- la seconde, c'est que l'un des objectifs majeurs répond à un impératif principal : "faire mieux avec moins devient le maître-mot"

Vous aurez remarqué que la majorité reste extrêmement attentive aux travaux de chantiers qui sont menés tant en Ville que dans les villages avoisinants.

Le "contrat" passé avec le citoyen est de se préoccuper davantage des villages, de notre couronne verte, donc des 30 entités. On évoque souvent ces 29 villages, mais il faut passer des paroles aux actes. Et le prouver sur le terrain.

Le MR, via le dynamisme bouillonnant de son Echevin des Travaux, a lancé une multitude de chantiers tant en Ville que dans les villages.

Ces investissements sont nécessaires. Nous pensons par exemple à la rue Pion de Lamain ou encore à la rue Abbé Nestor Frère de Froyennes, à proximité du site du moulin et de l'étang de Froyennes : il s'agissait là de nécessités premières.

Nous voudrions bien évidemment faire plus, mais la raison, la contrainte budgétaire nous en empêchent parfois.

Tous les projets de la majorité et du MR ne peuvent être menés à bien en même temps, rigueur budgétaire oblige, mais sachons quand même que des travaux seront réalisés pour un montant global minimal de 9 millions d'euros, travaux ayant fait l'objet d'un phasage sur une période de 4 ans.

Des dérapages budgétaires en matière de travaux, il y en a eu et nous souhaitons désormais qu'il n'y en ait plus ou qu'à tout le moins, ils soient strictement contrôlés.



Dans le droit fil de la prise en compte de l'intérêt de nos 29 villages, nous avons également souhaité faire l'acquisition d'une toute nouvelle machine, laquelle sera affectée en priorité au curage de nos fossés.

L'acquisition d'une toute nouvelle benne de 14 tonnes pour notre Service technique va aussi dans le même sens.

S'il est réaliste, notre budget se veut aussi courageux et prudent.

Courageux, parce qu'il doit faire face à des vents contraires, à des causes qui lui sont extérieures et qui ont été évoquées à l'instant par Madame l'Echevine des Finances.

Sur base de la pression de l'Union européenne sur les Etats qui la composent, celle-ci étant répercutée sur les régions et ensuite sur les 262 communes wallonnes dont nous faisons partie, des règles nouvelles nous sont imposées.

Une limite maximale de 25,00 € par habitant pour tout investissement en matière de voiries, d'infrastructures culturelles ou sportives et dans bien d'autres matières existe.

C'est dire que notre marge de manœuvre, si elle existe, est relativement toute petite.

Autre donnée exogène qui impacte directement nos finances, la hausse du prix de l'énergie. Nous sommes contraints de "faire avec" celle-ci sans que nous puissions avoir de l'influence sur la fixation de son prix. Dont coût pour la Commune : hausse de 150.000,00 €.

Autre donnée récemment apprise et qui fait mal aux finances communales, la cotisation de responsabilisation qui nous est imposée relative au paiement des pensions. Dont coût évalué 500.000,00 €.

La dotation à la Zone de Police reste quant à elle inchangée (soit 10.384.200,00 €).

Petite lueur d'espoir, au dernier Conseil de Police, le Directeur financier nous a annoncé un éventuel boni, ce qui semblait inespéré.

Voici donc une série de facteurs, souvent extérieurs à la Commune, qui peuvent avoir un impact aussi sur nos finances communales, ce qui rend l'exercice plus difficile lors de l'élaboration du budget.

S'il est courageux, il doit à notre sens se montrer extrêmement prudent.

Nous devons nous montrer particulièrement attentifs à la mise en place des zones de secours. Le calcul du coût, qui en résultera pour notre commune, reste un exercice extrêmement périlleux.

Les attentes toujours plus pressantes des citoyens, les missions toujours plus nombreuses imposées aux communes sans transfert des moyens ad hoc par le Fédéral, l'évolution des coûts des biens et des services, s'ajouteront aux charges déjà très importantes supportées par notre commune.

Faire preuve de créativité, gestion intelligente des moyens financiers, mais aussi parfois arbitrages et choix difficiles sont autant de défis que nous relèverons et pour lesquels la majorité est prête à relever le challenge.

Elle dispose de la capacité pour ce faire, des compétences utiles et nécessaires, de l'envie indispensable pour réussir. Ces clefs nécessaires à la réussite traduisent le bon "trend" actuel.

Mais de la rigueur pour de la rigueur, nous n'en voulons pas. Ce budget doit d'abord être qualifié - et c'est certainement là le point essentiel – d'humain.

Le personnel reste notre priorité. Sans personnel communal, il n'y a tout simplement pas d'Administration. Il existe au sein de l'Administration d'excellents fonctionnaires et il nous incombe de prendre leur défense.

Cette matière fait l'objet actuellement d'une intense réflexion et d'application de la règle du remplacement d'un départ sur trois fait déjà sentir ses effets positifs puisque la charge salariale diminue de 0,8 %.

Cette règle de base qui n'est pas figée et qui peut varier selon les nécessités du service, nous semble être une très bonne mesure, ce qui devrait induire une réduction significative des dépenses.

Dans ce domaine, c'est la notion de "contrepartie" qui doit prévaloir. En effet, tout le personnel communal de qualité mérite d'être pris en compte et récompensé. Le MR reste tout particulièrement attentif à la formation, à la promotion, au contenu des profils de fonction, à l'évaluation et surtout aux nominations.

L'économie de près de 450.000,00 € doit être soulevée, mais cela ne doit pas constituer un but en soi.

Tous ces processus doivent être maintenus, soutenus et accrus.

Et surtout ne pas oublier l'essentiel : motiver le personnel communal, car la motivation reste le sel essentiel du bon fonctionnement de notre institution et de notre objet principal : servir le mieux possible le citoyen tournaisien.

Ce personnel de qualité est déjà présent, aidons-le, tendons-lui la main et donnons-lui les meilleures conditions possibles de travail pour réussir à remplir cet objectif.

En pensant à l'humain, je ne puis passer sous silence la situation du CPAS.

Le CPAS abat un travail fantastique, se veut présent dans de multiples domaines, la situation financière des maisons de repos s'améliore très nettement de jour en jour.

L'assistance sociale, l'aide publique doivent être soutenues et la dotation communale devrait encore accroître son aide à cet effet.

Des mesures concrètes afin de limiter les dépenses ont déjà été prises, mais nous devons lui tendre incessamment la main car si la dotation communale s'est vue légèrement augmentée (pour la porter à un peu moins de 9,5 millions d'euros) c'est bien le moins que l'on pouvait faire dans les circonstances de crise économique actuelles.

Les synergies entre le CPAS et la Ville existent et doivent être renforcées; dans le droit fil de ce qui se fait déjà, il faut donc nous mobiliser tous pour diminuer les dépenses tant à la Ville, qu'au CPAS.

Quant à l'extraordinaire, les priorités définies au budget précédent sont reprises, soit les aménagements de sécurité, la priorité aux travaux subsidiés, aux voiries (à concurrence de 5.412.500,00 €) aux infrastructures scolaires, sportives et d'espaces verts.

Qu'il nous soit permis d'insister sur ce dernier point. Nous estimons à nouveau que notre Ville de Tournai "est une véritable ville à la campagne". C'est une chance énorme, nous devons donc valoriser et protéger ce second atout.

Valoriser la trame verte dans une optique de convivialité des espaces publics reste un très bon objectif. En effet, la présence de la nature est essentielle en ce qu'elle participe tant à l'image de la Ville de Tournai, qu'à la qualité de la vie qu'on y trouve.

Cette "touche verte", qui vise dans un premier temps les infrastructures de travail, nous apparaît capitale et intéressante.

Puisque se fier à soi, c'est aussi doubler ses forces, c'est avec confiance que nous voterons ce budget.

Enfin, nous tenons à remercier une nouvelle fois tous les fonctionnaires communaux qui nous ont aidés à la réalisation de celui-ci."

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** répond en ces termes aux différents points soulevés lors des interventions des chefs de groupe :

" Je constate que les questions posées ressemblent au contenu de la note de Politique générale et aux limites précisées lors de la Commission des finances.

La méthode de travail et le timing changent. Et cela perturbe. Quel est l'intérêt de présenter le budget aujourd'hui ? Sachant que nous devons attendre l'approbation de la Tutelle pendant 3 mois, nous pouvons raisonnablement penser que, dès la première séance du Conseil communal de janvier 2014, nous pourrions commencer à exécuter le budget 2014.

Je vais répondre point par point à vos interrogations :

Orga Expo : la Ville a concédé la gestion du hall gratuitement à cette ASBL. En vertu des articles 3 et 15 de la convention qui lie la Ville et l'ASBL Orga Expo, les bénéfices peuvent être versés à la Ville.

Plan d'embauche : l'idée d'un monitoring a été lancée en 2013. Le travail a été préparé aux  $\frac{3}{4}$  par le Directeur général. Le  $\frac{1}{4}$  restant est effectué avec l'aide du CRAC. Les réunions se termineront mi-novembre. Les conclusions sont attendues pour fin 2013. Ce qui explique qu'il n'existe pas de plan d'embauche à 3 ans pour l'instant.

Le budget extraordinaire ne serait pas assez ambitieux : la programmation des Fonds européens 2014-2020 n'est pas encore connue. Le budget comporte des investissements urgents, des investissements attendus depuis longtemps sans oublier que des dossiers sont encore en cours d'étude par notre Bureau d'études. Il y aura bien entendu des modifications budgétaires.

Le plan "zéro" embauche et le remplacement d'un agent sur trois ne pourra perdurer dans le temps.

Les subventions : elles seront soumises au Conseil communal. Il s'agit d'un "copier-coller" des années précédentes. Seuls 2 subsides différents ont été octroyés en 2013. Je vous l'ai signalé tout à l'heure.

La nouvelle répartition des subsides, je le répète, n'entrera pas en vigueur avant 2015. Je ne suis pas opposée à la mise sur pied d'une Commission de subventions.

Economies d'énergie : 16 dossiers UREBA ont été introduits pour 800.000,00 € d'investissements.

Balises d'investissement : elles sont fixées à 60 millions d'euros pour 6 ans. Pour réaliser tous les dossiers de voiries, il faudrait 40 millions d'euros."

Monsieur le Conseiller communal **A.PESIN** revient sur le courrier reçu par l'ASBL Orga Expo:

" Par votre lettre recommandée du 13 septembre dernier, vous annonciez que la Ville allait prélever, d'un coup sec et net 650.000,00 € sur les réserves d'Orga Expo. Pourtant d'autres solutions avaient été émises lors du Conseil d'administration du 13 mai 2013 : prélèvements trimestriels, semestriels, annuels après un prélèvement de départ d'un montant raisonnable.

Vous aviez déclaré, Madame l'Echevine, lors de ce Conseil d'administration que vous n'alliez pas nous mettre le couteau sur la gorge. Ce n'est pas un couteau mais un sabre que vous avez brandi. Vous mettez l'avenir d'Orga Expo en péril.

On avait promis de se revoir pour définir d'un mode de prélèvement définitif, la balle était dans le camp de la Ville, mais aucune autre rencontre n'a jamais eu lieu.

Alors je vous pose cette question. Sachant que la charge d'emprunt pour le parking de Tournai Expo se montera à 280.000,00 € en 2014, pouvez-vous m'assurer que la différence, soit 370.000,00 € sera mise en réserve pour assurer les remboursements du moins en partie pour les années suivantes ?

NON, j'en suis convaincu. Ces 650.000,00 € seront noyés dans la masse des recettes et serviront à des paiements de toutes natures en 2014.  
Est-ce cela une bonne gestion ?

Mais il y a eu pire, n'est-ce pas ? Dans le cadre de la vente de la Régie des Eaux, il avait été prévu en un premier temps un remboursement par la Société Wallonne des Eaux (SWDE) en 30 ans, ramené à 20 ans pour passer par la suite à un appel de remboursement en 5 ans !  
Là c'est un réel raclage de tiroirs !

Depuis 2012, Mesdames, Messieurs, plus un euro ne rentre dans les caisses de la Ville, rapport à cette opération.  
On a tout reçu, mais il reste une vingtaine d'annuités à rembourser dans le cadre de l'emprunt pour la construction du Stade Luc Varenne.  
Ce sera le même phénomène pour le remboursement de l'emprunt pour la construction du parking de Tournai Expo, je le crains."

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** réagit aux propos de Monsieur le Conseiller communal A.PESIN :

" Un courrier a été envoyé à l'ASBL Orga Expo en septembre. Ce courrier réclamait les comptes de l'ASBL et invitait les gestionnaires à ne pas utiliser les bonis. Jamais nous n'avons écrit que la Ville allait prélever 650.000,00 €.

Pour votre bonne information, l'ASBL dispose d'un boni de 750.000,00 €."

Monsieur le **Président** de séance ajoute :

" Pensez-vous qu'il soit plus favorable de laisser dormir de l'argent dans les ASBL paracommunales ou de prendre de l'argent dans la poche des Tournaisiens ?"

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** rappelle, avant le vote, le contenu de l'amendement qui sera introduit dans le budget 2014 :

" Mesdames, Messieurs,

Le marché de travaux relatif à la construction d'une structure d'accueil à la RUSTA (Royale Union Sportive Tournai Athlétisme) à Gaurain-Ramecroix, qui avait été approuvé par le Conseil communal en séance du 1<sup>er</sup> juillet 2013, a été modifié. Son estimation a été revue à la hausse (de 400.000,00 € à 610.000,00 € TVA comprise).

A la demande d'Infrasports, afin d'obtenir un taux de subventionnement de 85 % (75 % précédemment), il était nécessaire d'étudier techniquement, dans leur globalité, tous les travaux à réaliser aux infrastructures sportives de la RUSTA. D'où l'élaboration d'un second dossier concernant la démolition des vestiaires, de la buvette, l'extension, et la rénovation du hall des sports options comprises (construction d'une piste indoor de 60 m, ventilation mécanique double flux avec récupération de chaleur et abords du hall sportif).

La promotion pour l'intégration des personnes à mobilité réduite au niveau de ces projets permet d'envisager également une subvention complémentaire de la Province.

Le coût de ce second marché de travaux s'élève à 1.650.000,00 € TVA comprise.

Le service extraordinaire peut ainsi être adapté :

Pour les dépenses

764/722-60	RUSTA – Structure d'accueil	610.000,00 €
7641/723-60	RUSTA – Maintenance hall sportif	1.650.000,00 €

Pour les recettes

7643/663-51	RUSTA – Subsidés structure d'accueil	366.000,00 €
7643/961-51	RUSTA – Emprunt Ville structure d'accueil	244.000,00 €
7644/663-51	RUSTA – Subsidés hall sportif	1.403.000,00 €
7644/961-51	RUSTA – Emprunt Ville hall sportif	247.000,00 €
20.085.738,03 €		

Total recettes :	20.082.738,03 €
Total dépenses :	16.047.200,00 €
BONI :	4.038.538,03 €"

Par 27 voix pour, 5 voix contre et 3 abstentions, sauf les investissements relatifs à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme inscrits au budget extraordinaire, qui sont votés à l'unanimité, le Conseil communal arrête le budget comme suit et prend la délibération suivante:

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 1312-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation stipulant que le Conseil communal se réunit chaque année le premier lundi du mois d'octobre pour délibérer sur le budget des dépenses et des recettes de la Ville pour l'exercice suivant;

Considérant que le Gouvernement wallon a demandé de veiller à mieux respecter les prescrits légaux concernant les dates de vote des budgets et du compte afin de pouvoir disposer dès le début de l'exercice financier d'un budget;

Sur proposition du Collège communal;

Par 27 voix pour, 5 voix contre et 3 abstentions, sauf les investissements relatifs à la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme inscrits au budget extraordinaire, qui sont votés à l'unanimité;

### DECIDE :

d'arrêter aux chiffres ci-après le budget communal 2014 :

Service Ordinaire :	Total recettes	: 103.138.398,19 €
	Total dépenses	: 98.148.907,50 €
	Boni général	: 4.989.490,69 €
Service Extraordinaire :	Total recettes	: <b>20.085.738,03 €</b>
	Total dépenses	: <b>16.047.200,00 €</b>
	Boni général	: 4.038.538,03 €.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, J.DEVRAY, B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. L-D.CASTERMAN, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Ont voté contre : MM. A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, Mmes M.WILLOCQ, H.CLEMENT-COUPLET, M. X.DECALUWE

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

Monsieur le **Président** de séance procède ensuite à l'examen des questions posées par les Membres du Conseil communal et accorde successivement la parole aux Conseillers communaux :

1) ASBL Groupement des anciens et amis des écoles officielles de Tournai.  
(M. X.DECALUWE du Groupe cdH)

" Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs années (et ce fut le cas en 2012), la Ville de Tournai accorde un subside de 50.000,00 € (49.500,00 € exactement) à l'ASBL Groupement des anciens et amis des écoles officielles de Tournai. C'est, sauf erreur de ma part, le plus gros subside accordé à une association. J'ai eu l'occasion de le lire précédemment c'est sans commune mesure avec les subsides accordés à d'autres associations qui ont "pignon sur rue". C'est également une part non négligeable des 750.000,00 € annuels de l'ensemble des subsides accordés. Il est donc normal d'y apporter une attention particulière.

Ce subside est prélevé sur une enveloppe générale de 61.000,00 € prévus au budget pour les Associations de jeunesse. Ce montant aux Associations de jeunesse est encore inscrit aux budgets 2013 et 2014 mais n'a pas encore été alloué en 2013.

La plupart des Tournaisiens ne connaissent pas l'existence de l'ASBL dont il est question et a fortiori l'usage qui est fait de ces 50.000,00 €.

Sans me positionner sur le bien-fondé ou non de ce subside, j'aimerais poser les deux questions suivantes :

- le Collège peut-il m'informer de l'usage qui a été fait de ce subside précédemment ?
- quelles sont les intentions du Collège pour 2013 par rapport à ce subside ?

Je vous remercie de votre bonne attention."

Madame l'Echevine des Finances **L.LIENARD** répond en ces termes :

" Chers Collègues,  
Cher Xavier,

Vous n'êtes pas sans connaître ce dossier sachant que votre groupe politique était membre de la majorité précédente. Vous le savez donc, le subside octroyé à cette ASBL est lié au contentieux inhérent aux avantages sociaux.

Dans ce contexte, vous comprendrez que, dans le souci de préserver les intérêts de la Ville liés à ce contentieux, je m'en tiendrai à répondre en fonction des éléments du dossier et des éléments jurisprudentiels.

Concrètement, l'ASBL pourvoit à l'organisation d'excursions liées aux projets pédagogiques des établissements et organise également des classes de dépaysement et autres formes de voyages scolaires relevant toujours du projet pédagogique. Vous devez savoir que la tendance jurisprudentielle est de ne pas considérer ce dispositif comme des avantages sociaux. Par ailleurs, d'une lecture attentive des pièces comptables communiquées par l'ASBL en question, il ressort que les subventions accordées par la Ville de Tournai servent effectivement à financer des "actions pédagogiques" (rubrique 6151 du plan comptable de l'association – année académique 2010-2011) et ce, conformément à l'objet social de l'ASBL.

Chers collègues, j'ai bon espoir que la tendance jurisprudentielle sera confirmée par les attendus de la juridiction compétente.

Pour répondre à votre demande concernant le subsidé 2013, celui-ci n'a pas encore été payé, mais l'année 2013 n'est pas encore terminée et l'association doit nous envoyer les documents qui nous permettront d'ordonner le paiement.

Je conclus en insistant sur le fait que le Collège n'est pas ici sur une question de principe entre réseaux scolaires, mais simplement dans une dynamique de pouvoir organisateur qui a, comme volonté, d'accroître les connaissances des élèves fréquentant son enseignement.

Je vous remercie de votre attention".

Monsieur le Conseiller communal **X.DECALUWE** trouve cette réponse vague, "comme il le craignait".

2) Procédure pour désigner une personne méritante "citoyen d'honneur"  
(Mme M.WILLOCQ, du Groupe cdH)

" Un peu d'histoire : en décembre 2010, suite à une démarche de ma famille, Monsieur le Bourgmestre C.MASSY a proposé à Dany BOON d'être « citoyen d'honneur » de la Ville de Tournai; c'est d'autant plus mérité qu'à chaque fois qu'il en a l'occasion, il en parle en termes élogieux.

Après maintes démarches, il n'a, malheureusement, pu venir sur Tournai.

Vous n'êtes pas sans savoir que des Tournaisiens ont participé au tournage de l'émission « Vivement Dimanche » avec Dany BOON, ce mercredi 18 septembre à Paris et, ce fut, comme d'habitude, une très belle rencontre.

Après ces quelques explications, voici mes questions :

- pourquoi, alors que l'on savait qu'une démarche avait été faite en 2010, n'a-t-on pas pensé à étudier cette reconnaissance ?
- suite à la lecture d'un quotidien dont voici un extrait : « Tournai travaille ses liens avec l'humoriste ! La Ville de Tournai va mettre en place une procédure pour désigner le citoyen d'honneur, mais ce n'est prévu que pour le Conseil communal du 14 octobre 2013 », pourquoi alors ce point n'est-il pas inscrit à l'ordre du jour de celui-ci ?

D'autres personnes mériteraient aussi bien ce titre et il est temps que ce dossier soit finalisé et de ne plus se trouver devant une telle situation désagréable. Pour votre information, une décision a été prise pour déclarer, citoyen d'honneur, le nouveau prix Nobel de physique dans sa commune. D'autre part, la Commune de Seraing a établi des règles pour être citoyen d'honneur".

Monsieur le **Président** de séance répond en ces termes :

"Madame la Conseillère, chère Monique,

Vous comprendrez qu'il m'est difficile de répondre en référence à décembre 2010, cette majorité n'étant en place que depuis le 4 décembre dernier.

Comme vous, avec le Collège, je suis sensible à ce que ceux qui valorisent l'image de notre Ville, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur, puissent disposer d'un titre de citoyen d'honneur.



C'est dans ce contexte que la majorité proposera rapidement au Conseil communal une procédure en ce sens afin que ce titre ait une vraie signification pour ceux qui le reçoivent.

En l'absence de cette procédure, nous avons estimé que la remettre, le 18 septembre 2013, à Paris, à M. Dany BOON n'était pas judicieux au regard de l'intérêt qu'il manifeste à l'égard de notre Ville.

Cela étant, nous considérons comme vous que M. Dany BOON mériterait comme d'autres sans doute de recevoir ce titre honorifique. Dès lors, une fois la procédure approuvée par cette Assemblée, nous pourrions proposer de le distinguer".

### 3) La gestion du Domaine des Eaux sauvages à Froidmont (Mme M-C.LEFEBVRE du Groupe ECOLO)

" La Ville a repris en charge la gestion du Domaine des Eaux sauvages depuis l'année dernière.

Un responsable a-t-il été nommé pour gérer ce lieu ?  
Comment les clubs et groupements utilisateurs des salles sont-ils informés des nouveautés ?

Comptez-vous les associer à cette gestion ?

Je suis très interpellée par l'attitude de la Ville depuis cette reprise en mains.  
L'année dernière, le Collège nous annonçait que la période de crise était terminée. Vous affirmiez avoir trouvé la solution pour redonner à ce lieu la convivialité et le dynamisme d'antan.

Or, depuis quelques mois, et spécialement depuis les dernières vacances, les clubs sportifs, la chorale et d'autres associations utilisant les salles vont de mauvaise surprise en mauvaise surprise.

Une lettre leur est adressée signalant quelques changements suite à l'utilisation par l'école de certains locaux. Cette situation est normale au vu des problèmes survenus à l'école du village. Mais, ils apprennent que toute location sera désormais payante d'un montant de 6,00 €/heure.

Dans cette même lettre, on leur annonce une réunion avant fin août pour mettre au point la nouvelle organisation. Comme Soeur Anne, ils n'ont rien vu venir.

Nous sommes à la mi-octobre et tous les groupes ont repris leurs activités. Ils vous ont adressé des courriers pour comprendre ce qui se passait, notamment la fermeture de la cuisine. Certains détails ont leur importance pour les locataires d'une salle comme la remise d'un jeu de clefs pour accéder aux locaux. A toutes leurs demandes, la Ville répond par le silence.

Dans cette situation de confusion totale, la bourse aux jouets organisée depuis près de 20 ans par Vie Féminine sera supprimée !

Quels buts la Ville poursuit-elle en délaissant ainsi des bénévoles qui veulent organiser des activités au profit de la population locale ? Ces bénévoles sont blessés, même anéantis par ce manque total de considération".

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** répond en ces termes :

" Un responsable a été désigné par le Collège pour gérer le calendrier d'occupation et l'état général du Domaine des Eaux sauvages et pallier les carences pour ne dire vacances de gestion de la part de l'ASBL Verts Horizons qui s'occupait par le passé de cette infrastructure culturo-sportive.

Comme vous le savez, nous avons dû faire face à un déménagement dans l'urgence d'une partie de l'école de Froidmont suite à l'effondrement du toit de l'école et trouver des solutions pour assurer aux élèves une rentrée scolaire sans désagrément.

Un courrier a bien été adressé par la Ville en date du 9 juillet 2013 aux différentes associations pour les avertir de la délocalisation de l'école communale et de l'occupation du Domaine des Eaux sauvages.

Il est vrai que ce déménagement amène quelques soucis de cohabitation avec une association chorale en raison de la transformation de la cafétéria du site en cantine scolaire. Cette chorale a organisé des réunions médiatiques pour dénoncer cette situation.

L'adaptation des autres associations n'a posé aucun problème puisque nous n'avons eu aucune interpellation des 10 autres locataires de cette infrastructure. Ils ont fait les concessions nécessaires pour trouver un compromis ne portant préjudice à aucune partie.

Une réunion avait été promise en août, mais les premiers contacts pris nous ont contraints à reporter cette rencontre, car cette période estivale était inopportune et ne permettait pas de réunir l'ensemble des personnes concernées.

A mon retour de congé mi-septembre, je découvre une correspondance entre le dirigeant d'une chorale et le représentant de la Ville, contenant des propos insultants.

Vous pensez bien que je ne peux cautionner ce type de démarche agressive et des propos insultants. Je suis sensible au fait de trouver des solutions à l'amiable, mais dans un respect mutuel minimal. 15 jours plus tard, cette chorale était en grève sur la Grand Place. Je l'apprenais par la presse et ce n'est certainement pas ce mode de pression ou de communication auquel je suis réceptif.

Une réunion est prévue ce jeudi à 17 heures 30 à l'Hôtel de Ville. La convocation a été envoyée le 8 octobre 2013 et toutes les associations occupant les lieux auront l'occasion de poser leurs questions. Nous apporterons les éclaircissements nécessaires.

Vous évoquez leur étonnement en apprenant que l'infrastructure serait désormais payante pour un montant de 6,00 €/heure. Je vous signale qu'il s'agit tout simplement de la mise en application du tarif reconduit (sans modification) pour la location des infrastructures communales, voté à l'unanimité lors de notre Conseil du 18 décembre 2012.

L'ASBL Verts Horizons percevait normalement ces montants d'occupation de la part des associations, en sa qualité de responsable des lieux. Ceci sous-entend que certains locataires étaient exemptés de loyer ou de charges par le passé. Nous y reviendrons !

Concernant l'annulation de la bourse aux jouets organisée par l'Association Vie Féminine, les dates avaient bien été retenues et un dossier est bien passé au Collège. Elle devait avoir lieu, mais suite à ce déménagement, cela n'était plus possible aux yeux des organisatrices, car elles avaient énormément de jouets à entreposer avant et surtout après l'activité (d'autant plus que le bâtiment ne disposait pas de "réserves"). Nous avons tenté ensemble de trouver des solutions, mais le planning et l'infrastructure ne le permettaient plus.

Revenons maintenant à cette ASBL Verts Horizons dont vous vantez le mérite et de son statut actuel qui rend la reprise de gestion par la Ville difficile et non optimale. Certaines décisions du Conseil d'administration sont à l'origine du litige responsable de la rupture des relations entre la Ville et cette ASBL.

Un courrier sera adressé cette semaine aux gestionnaires de cette ASBL, rédigé par notre Service juridique, je vous en lis la teneur qui résume bien le contexte :

" Nous vous transmettons par la présente les courriers qui sont parvenus dans la boîte-aux-lettres du Domaine des Eaux sauvages, mais destinés à l'ASBL Verts Horizons dont vous assurez la présidence.

Vous constaterez que certains courriers sont ouverts, ce dont nous nous excusons : ils ont été ouverts par mégarde par la personne qui relève le courrier dans la boîte-aux-lettres.

Nous profitons de la présente pour faire le point sur la situation de l'ASBL Verts Horizons:

Depuis janvier 2011, l'ASBL Verts Horizons ne dispose plus d'aucun droit sur le Domaine des Eaux sauvages. Il convient donc qu'à tout le moins, le siège social de l'ASBL soit modifié par modification statutaire.

Nous apprenons également que votre ASBL a continué à percevoir des loyers pour l'occupation du Domaine des Eaux sauvages afférents à des périodes d'occupation pour lesquelles vous ne disposiez plus d'aucun droit sur le Domaine des Eaux sauvages; il en résulte que des paiements de loyer ont été acceptés sans titre ni droit !!!

D'après nos informations, le Conseil d'administration de cette ASBL n'a plus été convoqué par son président depuis plus d'1 an alors que suivant l'article 9 des statuts, il doit se réunir au moins une fois par semestre.

L'Assemblée générale n'a pas été convoquée cette année, ni à notre connaissance l'année dernière et ce en violation de l'article 8 des statuts lequel précise qu'elle se réunit au moins une fois par an dans le courant du premier semestre.

Aucun compte, aucun budget n'a plus été dressé et approuvé par les instances compétentes de l'ASBL. Ce simple manquement est de nature à engager la responsabilité personnelle des administrateurs et en particulier celle du président, du trésorier et du secrétaire qui ont un rôle actif à jouer en ce domaine.

Par décision contestée du 6 janvier 2011, le Conseil d'administration que vous présidiez a décidé de répartir les fonds disponibles au profit de certains membres associés. Cette répartition des fonds disponibles au profit des membres est contraire à l'essence même d'une ASBL dont les membres ne peuvent poursuivre un but lucratif et dont l'actif ne peut en conséquence servir à enrichir ses membres. En outre, la liquidation des avoirs d'une ASBL ne relève pas des compétences du Conseil d'Administration mais bien de celles de l'Assemblée générale. (N.B. : 2 membres socialistes du Conseil d'Administration ont refusé cette décision. De plus le montant le plus important est allé à la chorale).

Nous attirons votre attention sur ce que cette décision est susceptible d'engager votre responsabilité personnelle ainsi que celle des autres administrateurs qui y ont pris part dès lors que cette décision affecte le patrimoine de l'association et, par conséquent, les intérêts financiers des créanciers de l'ASBL.

Le risque de voir votre responsabilité personnelle engagée est d'autant plus sérieux que des dettes sont existantes. (N.B. : 2 des membres du Conseil d'administration sont représentants de la chorale).

Les considérations, qui précèdent, témoignent de sérieux manquements dans la gestion de l'ASBL qui s'apparentent même à une absence totale de gestion. Cette situation ne saurait être tolérée plus longtemps par la Ville dès lors que le Bourgmestre et les personnes désignées par le Conseil communal y sont membres de droit aux termes des statuts.

Aussi sur base de l'article 9 des statuts, nous vous invitons à prendre toute mesure utile pour régulariser la situation dénoncée ci-avant en convoquant le Conseil d'administration et l'Assemblée générale avec, pour ordre du jour, la dissolution de l'ASBL et la désignation d'un liquidateur et à défaut, la modification de ses statuts.

Par ailleurs, nous vous informons que lors d'un prochain Conseil communal, il sera proposé de ne plus être associé à votre ASBL et de vous inviter à modifier vos statuts en conséquence et ce, pour parer à l'hypothèse où votre Assemblée générale rejetterait l'option de la dissolution et déciderait de poursuivre les activités de l'ASBL. La présente vaut mise en demeure sachant qu'à défaut pour vous d'y donner suite utile, nous nous réservons le droit de solliciter la liquidation judiciaire de l'ASBL.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée."

Alors, je vous exhorte, Madame la Conseillère, d'aller voir vos amis, de bien les conseiller, de leur dire que le dénouement de ce litige ne dépend que d'eux et que Verts Horizons devra disparaître de la scène. Pour ma part, je n'ai toujours vu l'horizon qu'en bleu ou en rouge, au moment du crépuscule, présageant une belle journée le lendemain et donc d'un avenir meilleur".

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** réagit vivement :

- " 1) Je n'ai jamais parlé de l'ASBL Verts Horizons. J'ai parlé de la gestion actuelle
  - 2) Il n'y a pas que la chorale qui pose des questions. Il y a aussi le club de ping-pong
  - 3) Les clubs ne sont pas au courant de la situation financière et ne sont toujours pas informés puisque la réunion n'a pas eu lieu fin septembre.
- C'est déplorable".

Monsieur le **Président** de séance relève que les propos tenus dans la presse par certains sont aussi intolérables.

#### 4) La semaine des produits équitables (M. G.DENONNE du Groupe ECOLO)

" La semaine des produits équitables a été annulée quelques semaines avant la date prévue. Plusieurs associations s'étaient impliquées dans cette organisation. Il est dommage que tant d'énergie positive soit ainsi perdue. N'aurait-il pas été possible de la maintenir ? Est-il prévu de la reprogrammer ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** répond en ces termes :

" Monsieur le Conseiller,  
Cher Guillaume,

Je tiens d'emblée à vous rassurer : la volonté et la détermination du Collège sont intactes dans le soutien des actions relatives au commerce équitable.

Comme j'ai pu l'indiquer à No Télé, si nous avons dû annuler notre participation à la semaine du commerce équitable de cette année, c'est en raison du départ non prévu du collaborateur chargé de ce dossier.

Dans ce contexte, nous avons estimé que les moyens visant à la bonne organisation n'étaient pas réunis. Dès lors, afin d'éviter que cette semaine des produits équitables ne se déroule pas dans de bonnes conditions, nous avons, avec regret, dû nous résoudre à l'annulation.

Quoi qu'il en soit, je le redis, notre détermination est intacte, en témoigne d'ailleurs une décision prise en Collège ce vendredi pour l'achat de produits issus du commerce équitable".

**En vertu de l'article L1122-14 §2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, Monsieur le Président de séance cède ensuite la parole à M. Hubert COUPLET, qui interpelle le Conseil communal sur le cadre de référence éolien :**

" Je remercie Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège d'avoir accédé à ma demande d'interpellation en séance publique du Conseil communal, comme le permet dorénavant le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de la Ville de Tournai.

Cette interpellation sera consacrée en 4 parties aux enquêtes publiques relatives au nouveau Cadre de référence éolien (CdR) modifié le 11 juillet 2013 par le Gouvernement wallon et à la cartographie éolienne qui lui est liée. Elle se terminera par une question sur la conduite à tenir par la Ville de Tournai.

*1° D'abord un court historique de l'éolien dans le Grand Tournai et les changements d'attitude de la ville à ce sujet*

Aux élections d'octobre 2006, le sujet a été absent de la campagne électorale (à Tournai et ailleurs) mais on a vu surgir dans la Déclaration de politique communale de décembre 2006 une courte phrase mentionnant que le Collège allait se plonger (sic !) dans le dossier d'UN (c'est moi qui souligne) projet de parc éolien.

Six ans plus tard, on se retrouve avec un parc construit en demande d'extension (Saint-Maur) et quatre projets (Esplechin , Ideta-Marquain, Moucourt et Thimougies), auxquels il faut ajouter, dans les communes rurales directement voisines, les projets d'Estaimpuis et de Celles et les parcs d'Ideta-Leuze-Europe, Leuze-Thumaide et Moustier.

Depuis 2006, de nombreux exemples de parcs éoliens ont recueilli des avis défavorables (mais non contraignants) venant des communes ou des parcs naturels régionaux, ou des refus d'octroi des fonctionnaires délégué et technique. Mais, envers et contre tout, le Ministre compétent casse les décisions de son administration ou reformule les avis du Conseil d'Etat (\*) pour imposer sa volonté : [cinq ( ! ) exemples dans la seule Wallonie picarde : Esplechin, Celles, Ideta-Leuze, Ideta-Ghislenghien et, partiellement, à Saint-Maur].

*\* Sur ce point, une statistique précise à l'échelle wallonne sera fournie le jour de l'interpellation*

Aux élections d'octobre 2012, c'est à l'initiative des villageois de Thimougies qu'un débat eut lieu : l'éolien s'était enfin invité dans le débat électoral. Mais il est dommage de constater que les principaux ténors de la politique communale s'étaient alors prudemment réfugiés derrière l'attente d'un nouveau cadre de référence pour ne pas avoir d'avis tranché sur la question.

## 2° Mais qu'est-ce qu'un Cadre de référence ? On y arrive, tout d'abord un peu de droit.

Le développement de l'éolien industriel en Wallonie se déroule depuis 2002 dans un Cadre de référence, qui est un texte certes respectable, présentant une position du Gouvernement wallon en la matière, mais n'ayant jamais fait l'objet d'un vote du Parlement wallon. « Ce texte n'est pas opposable aux tiers » vous diront les juristes, « il n'a pas force de loi, ni celui de 2013, ni celui de 2002 ». Il n'engage pas Tournai par rapport à son autorité de Tutelle.

Le Collège avait d'ailleurs motivé ses avis défavorables sur les projets locaux, je le cite, par « l'absence de vision globale au niveau régional et en l'absence du nouveau cadre de référence », rappelant sa « position générale du 30 juin 2011 ».

Or, en juin 2013, voilà que le Collège motive deux décisions par cette simple affirmation « le nouveau cadre de référence a été approuvé par le Gouvernement wallon en date du 21 février 2013 ». Ces deux décisions concernaient le fait pour la Ville de ne pas aller en recours administratif pour l'extension du parc de Saint-Maur et d'émettre un avis favorable pour le projet IDETA de Marquain.

Deux remarques :

- 1) Personne, parmi les gens intéressés à cette question, n'a jamais cru que la Ville devait passer d'une position d'attente prudente à une approbation à 100 %, sans réserve aucune, dépourvue de toute critique.
- 2) Durant cette longue attente, il n'était pourtant pas interdit à la Ville de formuler, de manière proactive, ses attentes et ses exigences à son pouvoir de Tutelle, en l'occurrence la Région wallonne. Elle aurait pu le faire, comme cela lui a été souvent suggéré, au sein de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, avec la légitimité d'être la première commune rurale de Wallonie, la plus étendue.

Vu l'attitude pour le moins obstinée (!) du Ministre HENRY, il n'est pas impossible du tout, qu'en l'espace de quelques années, le paysage des campagnes du Grand Tournai ne soit, avec au moins 5 parcs éoliens, substantiellement transformé sans que la Ville n'ait réagi ou anticipé.

Quand on sait les débats parfois véhéments qu'entraîne, dans sa partie urbaine, le moindre aménagement, et quoi qu'on pense de l'éolien industriel, j'avoue ne pas comprendre comment, par exemple, le Schéma de Structure communal soit encore quasi muet à ce sujet important pour le patrimoine paysager de la partie rurale de Tournai.

## 3° La problématique du bruit :

Le nouveau cadre de référence voudrait relever les seuils de nuisance sonore, à l'opposé d'une bonne gouvernance, contre les « droits acquis » du citoyen et le principe de précaution sanitaire.

Le Collège ne peut pourtant pas ignorer les doléances exprimées par la population de Saint-Maur lors de la réunion publique du 23 mai 2011 de présentation du projet d'extension du parc existant. Le procès-verbal de clôture d'enquête publique mentionnait d'ailleurs que l'« étude sonore de l'opérateur éolien promise en 2011 n'était toujours pas finalisée sur les nuisances sonores du parc actuel ».

Se contenter, en matière sonore et comme l'a fait le Collège dans son avis favorable du 14 juin 2013 à propos du projet d'IDETA à Marquain, du simple respect du projet « par rapport au prescrit » (c'est-à-dire le contenu du Cadre de référence) augure mal à l'avenir des droits des riverains, une fois ces parcs construits, le renversement (difficile et coûteux) de la charge de la preuve de dépassement sonore se faisant aux dépens des riverains...

Or, les permis continueraient à se délivrer sur base de simulations mathématiques «ex ante» sans imposer systématiquement de vérifications « a posteriori » qui soient contraignantes pour l'exploitant éolien (différence avec l'Allemagne).

De nombreuses mesures rigoureuses faites à l'initiative de riverains sur divers sites (Estinnes, Leuze-en-Hainaut, Bourcy,) attestent de dépassements importants; certaines furent présentées en octobre 2012 ici-même à Tournai dans une conférence de presse de l'association Vent de Raison.

Fin 2012, les Services techniques de l'Administration wallonne ont enfin publié une étude. Ce texte est enfin accessible au public après deux demandes insistantes et deux sommations juridiques auprès du Cabinet HENRY. Ce texte est accablant sur les dépassements sonores sur les parcs construits. Ce qui n'empêche pas le nouveau cadre de référence de vouloir relever les seuils de nuisance sonore alors que des dépassements de ces valeurs sont parfois mesurés à plus de 850 mètres de parcs éoliens.

Les dispositions du Cadre de référence (2002 ou 2013) s'obstinent à vouloir assimiler sur le plan sonore les parcs éoliens à de simples établissements de classe 1 en ne prenant pas en compte trois différences fondamentales :

- 1) la hauteur de production sonore (passage des pales devant le mat à un intervalle de hauteur de 50 à 100 mètres)
  - 2) la nature pulsée du son ainsi produit
  - 3) le spectre de répartition des fréquences,
- (toutes différences prises en compte, par exemple, par l'Allemagne, « pays pourtant le plus éolien d'Europe »).

Dans la situation présente, en matière sonore, il faut savoir que le Gouvernement wallon n'a pas de méthodologie fiable et opposable en justice et des moyens de calcul et de mesure correspondants, pour assurer la protection des riverains de parcs après leur construction.

4° La cartographie éolienne « positive » liée à l'objectif du Gouvernement wallon de produire 3.800 GWh d'électricité éolienne sur le territoire wallon réparti sur 30 zones. Dans le projet actuel de carte, Tournai se trouve dans la zone n°1 dont l'objectif de productible serait de 258 GWh dont 228 GWh seraient déjà existants. Oui mais voilà ! Le ministre HENRY considère comme productible existant les parcs construits, en construction ou ayant reçu un permis, que ces parcs fassent l'objet ou non d'un recours mais aussi, et cela démontre une optique très « volontariste » de sa part les dossiers n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision de l'Administration : voilà une conception interpellante des droits élémentaires des citoyens et des communes.



On est amené à se demander - et cela pose le problème de l'autonomie communale - ce qui se passerait entre communes d'une même zone :

- Si des recours engagés par des citoyens ou des communes obtiennent gain de cause et qu'ils empêchent d'atteindre l'objectif assigné à la zone
- Si une commune est entourée par des communes voisines qui refusent les objectifs de cette carte (je rappelle qu'un Cadre de références n'est pas une loi et que c'est bien leur droit de le faire)
- Si au contraire, trop de projets sont déposés (concrètement alors, combien d'éoliennes sur le territoire du Grand Tournai à moyen terme et où ?)

*D'où ma question posée au Collège communal :*

Le cadre de référence éolien est-il une menace pour l'autonomie communale en matière d'aménagement du territoire ? Est-il une menace pour les futurs riverains de parcs pour leur niveau de protection sonore ? Si oui, que faut-il faire ? Si non, pourquoi ?

Madame l'Echevine de l'Aménagement du territoire **MC.MARGHEM** répond en ces termes :

" En ce qui concerne l'autonomie communale en matière d'aménagement du territoire dans le cadre de projets éoliens, il est un fait que l'autorité compétente décisionnaire dans ce genre de dossiers est la Région wallonne.

Le Collège communal n'a qu'un avis consultatif. Tout au plus, s'il y a modifications de voirie communale, le Conseil communal peut refuser ces modifications.

Il est estimé que seuls 30 % des zones favorables localisées sur la cartographie positive seront mis en œuvre.

En ce qui concerne les nuisances sonores :

Actuellement, les parcs éoliens sont soumis aux normes de bruit décrites dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (Moniteur belge du 21 septembre 2002).

Des conditions sectorielles arrêtant les normes de bruit pour le secteur de l'éolien devraient être soumises au Gouvernement wallon d'ici peu.

En attendant ces conditions sectorielles, le Collège communal pourrait demander, dans son avis, d'imposer des conditions particulières dans la décision de la Région wallonne".

**M. Hubert COUPLET** redit sa conviction que le Collège doit être vigilant au risque de voir s'implanter plus d'éoliennes que prévu au Nord du sillon Sambre et Meuse et propose les services d'associations telles que l'APIC ou l'ASBL Moulin à Van de Thimougies.

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 16 septembre 2013, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 0 heure 30' en rappelant que la prochaine séance du Conseil communal se déroulera le 18 novembre 2013.

Madame l'Echevine **L.DEDONDER** sort de séance.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance à 1 heure.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

Didier COUPEZ

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Paul-Olivier DELANNOIS